



Chambre des Députés

L U X E M B O U R G

Le Premier Ministre de Belgique à la Chambre des Députés:

Verhofstadt plaide pour le respect des délais



M. Guy Verhofstadt signe le Livre d'or de la Chambre des Députés sous les yeux de MM. Gast Gibéryen, Ben Fayot, Lucien Clement, Jean-Paul Rippinger, Marcel Sauber, John Schummer, Lucien Weiler, Paul Helming, Jean-Spautz, Nico Loes, Jeannot Krecké et Claude Wiseler (de gauche à droite)

Le temps presse! La Conférence intergouvernementale (CIG) ne dispose plus que d'un mois pour finaliser le texte du futur traité constitutionnel européen si elle entend respecter les délais qu'elle s'est imposés. Et le Premier Ministre belge, M. Guy Verhofstadt, estime qu'il est indispensable qu'elle les respecte: «Si la CIG ne réussit pas cette année, il est peu probable qu'il y aura un repêchage à court terme», a-t-il dit au cours d'un échange de

vues le 27 novembre avec des membres de la Chambre des Députés.

Et si la Conférence intergouvernementale n'y parvenait pas? M. Verhofstadt s'est dit persuadé «qu'un tel échec créerait inévitablement une Europe à deux vitesses», «une Fédération européenne au sein de l'Union Européenne»..., sans oublier que «l'élan de l'élargissement serait brisé» et que les importantes négociations futures commencent

raient «dans des conditions désastreuses».

Cependant le Premier Ministre de Belgique reste confiant: les travaux préparatifs de la Convention étaient un «succès inespéré», a-t-il souligné, relevant «la liste impressionnante des tabous» qu'elle a brisés. Mais certains d'entre eux nécessiteraient sans doute des négociations jusqu'au dernier jour.

D'un autre côté, M. Verhofstadt a indiqué que son Gouvernement

n'accepterait pas d'accord à n'importe quel prix: «Nous n'accepterons pas un compromis qui ne comprend pas un renforcement de l'approche communautaire!»

Le Premier Ministre du Royaume de Belgique a été accueilli par M.

Jean Spautz, Président de la Chambre des Députés, qui fut entouré - pendant la réunion de travail - d'une délégation composée de membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense de la Chambre des Députés.



Le Premier Ministre belge est accueilli par M. Jean Spautz, Président et M. Claude Frieseisen, Secrétaire général de la Chambre des Députés

M. Péter Medgyessy, Premier Ministre hongrois au Parlement

«Une question de principe!»



1^{er} plan: M. Jean-Paul Rippinger, M. Péter Medgyessy, M. Jean Spautz
2^e plan: M. Ben Fayot, M. Laurent Mosar, M. Claude Frieseisen

Pourquoi la Hongrie insiste-t-elle avec tellement de véhémence à ce que le principe du respect des droits de minorités soit inscrit dans la future Constitution européenne? Pour une raison toute simple: «Pour nous, c'est une question de principe!» Voilà les termes utilisés par M. Péter Medgyessy, Premier Ministre de la République de Hongrie, au cours d'un entretien à la Chambre des Députés.

La proposition de compromis présentée par la Présidence italienne dans ce contexte serait acceptable, même si elle ne donnait pas entière satisfaction à son pays, a dit le Premier Ministre, rappelant également la raison pour laquelle cette question revêtait d'une telle importance pour

ses concitoyens: 3,5 millions d'Hongrois vivent hors des frontières de la Hongrie, dans des pays limitrophes comme la Roumanie ou la Bulgarie.

En ce qui concerne les autres questions à régler par la Conférence Intergouvernementale, M. Medgyessy a estimé qu'il serait important de se concentrer sur l'essentiel: «Parlons clairement et sincèrement des principaux enjeux. Les détails pourront être discutés à d'autres niveaux.»

Le Premier Ministre hongrois a été accueilli par le Président de la Chambre des Députés, M. Jean Spautz. En outre la délégation luxembourgeoise se composait de MM. Paul Helming, Ben Fayot, Jean-Paul Rippinger, Laurent Mosar et Claude Wiseler.

Chamber TV

an der Stad

um Kanal S 29 (Coditel) oder
um Kanal S 40 (Eltrona/Siemens)

zu Esch

um Kanal S40 (455.25 MHz)

zu Déifferdeng

um Kanal S 29

zu Diddeleng

um Kanal S 32

an der Gemeng

Nidderaanwen

um Kanal S 29



Session plénière du Parlement Benelux:

Irak, OTAN & réforme de l'UE



1^{ère} rangée: M. Jean-Pierre Koepp, M. Camille Gira, M. John Schummer, M. Nico Loes
2^e rangée: M. Pierre Dillenburg, M. Claude Frieseisen, Mme Nelly Stein, M. Xavier Bettel

La question irakienne, l'avenir de l'OTAN et la réforme institutionnelle de l'Union européenne figuraient à l'ordre du jour de la session plénière du Parlement Benelux au Sénat belge, les 21 et 22 novembre 2003. Le Luxembourg y était représenté par M. Nico Loes, Président de la délégation, M. John Schummer, Vice-Président du Parlement Benelux, Mme Nelly Stein, M. Jean-Pierre Koepp, M. Camille Gira et M. Xavier Bettel.

L'Assemblée a pris connaissance d'un rapport relatif à la politique de défense et de sécurité après la crise irakienne, rapport né de l'audition des ambassadeurs, représentants permanents des pays de Benelux auprès de l'OTAN. Les diverses interventions sur ce sujet ont permis de conclure à un rapprochement des opinions au sein du Benelux dont les trois

pays pourraient songer au défi de proposer, dans une approche multilatérale, leurs services pour une mission de préparation du terrain.

Le Conseil Consultatif a ensuite examiné les divers chapitres du 47^e Rapport commun des trois Gouvernements sur la réalisation d'une union économique entre les trois pays, avant de prendre connaissance des réponses des Gouvernements à des recommandations approuvées antérieurement et d'adopter de nouvelles recommandations notamment en matière de politique énergétique et de droit de suite sur les oeuvres d'art.

Enfin, M. Nico Loes a été nommé membre du Groupe de travail «Fonctionnement du Parlement Benelux» en remplacement de M. Ady Jung.

NOUVELLES LOIS

4765 - Proposition de révision de l'article 114 de la Constitution

Cette proposition de révision modifie considérablement la procédure de révision de la Constitution.

D'après l'article 114 de la Constitution dans sa forme actuelle la procédure de révision comprend les phases suivantes:

a) la déclaration de révision portant sur un ou des articles déterminés de la Constitution, déclaration suivie de la dissolution automatique de la Chambre, et de nouvelles élections législatives;

b) la révision constitutionnelle proprement dite à laquelle la Chambre issue des nouvelles élections législatives peut procéder.

D'après l'article 114 actuel la révision constitutionnelle proprement dite est subordonnée à des conditions spéciales de quorum (présence des trois quarts au moins des députés) et de majorité (il faut que les deux tiers au moins des suffrages soient favorables à la révision).

La proposition de révision innove sur les points essentiels suivants:

1. l'exigence d'une déclaration de révision préalable, suivie d'une dissolution automatique du Parlement et de nouvelles élections législatives, est abandonnée;

2. la solennité de la procédure de révision trouve son expression dans une procédure de double vote, le second vote devant être séparé du premier par un délai de réflexion de trois mois au moins;

3. si l'exigence d'une majorité qualifiée des deux tiers au moins des suffrages est maintenue, il est entendu qu'il s'agit des suffrages du nombre total des députés, i.e. qu'il faut 40 votes favorables au moins, et que les votes par procuration ne sont pas admis. La condition d'un quorum spécial est donc implicitement maintenue;

4. l'assentiment du pays est garanti à travers l'introduction d'une procédure de référendum constitutionnel, à l'initiative soit de plus d'un quart du nombre total des députés, i.e. de 16 députés au

moins, soit de 25.000 électeurs inscrits sur les listes électorales pour les élections législatives. La demande tendant à organiser un référendum constitutionnel doit se faire dans les deux mois au plus tard suivant le premier vote. Le référendum constitutionnel se substitue au second vote de la Chambre et a un caractère décisionnel. Les modalités d'organisation du référendum constitutionnel seront réglées par une loi.

Dépôt par la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle, le 13.02.2001

Rapporteur: M. Alex Bodry

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle (Président: M. Paul-Henri Meyers):

11.10.2000 Désignation d'un rapporteur

Examen de l'article 114

07.11.2000 Continuation de l'examen de l'article

22.11.2000 idem

06.12.2000 idem

10.01.2001 Examen d'une proposition de texte du rapporteur

07.02.2001 Examen d'une proposition de texte pour une proposition de révision de l'article 114 de la Constitution

26.04.2001 Echange de vues avec le Premier Ministre, le Ministre délégué aux Communications et le Ministre de la Justice

27.03.2003 Examen de l'avis du Conseil d'Etat

18.06.2003 Réexamen à la lumière des articles 61 à 87 du projet de loi 5132 relative à l'initiative populaire en matière législative et au référendum

25.06.2003 Décision à prendre au sujet de la question de savoir si le référendum constitutionnel doit avoir un caractère obligatoire pour la Chambre des Députés quel que soit le résultat du référendum

12.11.2003 Adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 26.11.2003

4884 - Projet de loi portant modification du Titre VI intitulé „Règles générales sur l'exécution forcée des jugements et actes“ du Livre VII de la Première Partie du Nouveau Code de Procédure Civile

Le projet sous rubrique a pour objet d'améliorer la lisibilité des dispositions du Nouveau Code de Procédure Civile (NCPC) régissant les procédures d'exequatur de décisions judiciaires étrangères.

La complexité de cette matière est renforcée par le fait qu'il existe trois mécanismes différents de procédures d'exequatur d'après le pays dont émane la décision judiciaire à exequaturer.

En effet, trois procédures d'exequatur coexistent au Luxembourg, à savoir:

1) une procédure applicable aux décisions étrangères non soumises à un traité ou un acte communautaire, c'est-à-dire la procédure de droit commun,

2) une procédure applicable aux décisions soumises à un traité,

3) une procédure applicable aux décisions soumises à un acte communautaire, procédure mise en place par le Règlement communautaire N°44/2001 du 22 décembre 2000.

Dès lors les auteurs du projet de loi ont estimé qu'il serait préférable de modifier le NCPC en prévoyant une nouvelle présentation du Titre VI du Livre VII de la Première Partie. Cette restructuration a le mérite de permettre une meilleure lisibilité en distinguant clairement les différentes procédures d'exequatur applicables.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 12.12.2001

Rapporteur: M. Patrick Santer

Travaux de la Commission juridique (Président: M. Laurent Mosar):

24.09.2003 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

19.11.2003 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 27.11.2003

4896 - Projet de loi portant

1. réglementation du maintien des droits des travailleurs en cas de transferts d'entreprises, d'établissements ou de parties d'entreprises;

2. transposition de la Directive 98/50/CE du Conseil du 29 juin 1998 modifiant la Directive 77/187/CEE du Conseil concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives au maintien des droits des travailleurs en cas de transferts d'entreprises, d'établissements ou de parties d'entreprises;

telles qu'elles ont été codifiées et abrogées par la Directive 2001/23/CE du Conseil du 12 mars 2001;

3. modification de la loi modifiée du 18 mai 1979 portant réforme des délégations du personnel et de la loi modifiée du 6 mai 1974 instituant des comités mixtes dans les entreprises du secteur privé et organisant la représentation des salariés dans les sociétés anonymes;

4. modification de la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail

Le projet de loi prévoit l'abrogation de l'article 36 de la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail qui garantit actuellement les droits des travailleurs en cas de transfert d'entreprise et remplace ces dispositions par un texte indépendant traitant exclusivement de cette matière dans le but de créer une loi plus détaillée et clairement disposée. Le projet de loi porte aussi modification de la loi modifiée du 18 mai 1979 portant réforme des délégations du personnel et de la loi modifiée du 6 mai 1974 instituant des comités mixtes dans les entreprises du secteur privé et organisant la représentation des salariés dans les sociétés anonymes.

A l'origine du projet de loi se trouve une directive européenne à savoir la directive 98/50/CE du Conseil du 29 juin 1998 modifiant la directive 77/187/CEE concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives au maintien des droits des travailleurs en cas de transferts d'entreprises, d'établissements ou de parties d'établissements.

Pour des raisons de clarté et de rationalité, ces deux directives ont entre-temps fait l'objet d'une codification par la directive 2001/23/CE du Conseil concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives au maintien des droits des travailleurs en cas de transfert d'entreprises, d'établissements ou de parties d'entreprises ou d'établissements.

Par le biais de la transposition de la directive précitée, le projet de loi assure la protection des travailleurs contre tout licenciement motivé par le transfert de l'entreprise de l'employeur et poursuit à cet effet trois objectifs:

- celui de clarifier la notion de transfert d'entreprise en posant une définition précise, et de déterminer clairement le champ d'application de la protection des travailleurs en cas de transfert de l'entreprise de l'employeur;
- celui d'assurer la survie d'entreprises insolvable en permettant aux Etats membres d'amener une certaine souplesse dans le système de protection des salariés en cas de transfert de l'entreprise insolvable;
- celui de garantir la mise en œuvre d'une procédure d'information et de consultation des travailleurs.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 27.12.2001

Rapporteur: M. Marcel Glesener

Travaux de la Commission du Travail et de l'Emploi (Président: M. Marcel Glesener):

05.06.2003 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat

07.07.2003 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat

24.10.2003 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'Etat

30.10.2003 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 27.11.2003

5090 - Projet de loi

portant création d'un établissement d'enseignement secondaire technique à Redange-sur-Attert

Le projet de la loi 5090 a pour objectif la création d'un établissement d'enseignement secondaire technique et d'un internat à Re-

dange-sur-Attert. La dénomination du lycée technique sera fixée par règlement grand-ducal. Le projet de loi sous rubrique porte sur la création de la structure administrative et pédagogique, indispensable à l'organisation journalière de tels établissements.

Dépôt par Mme Anne Brasseur, Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports, le 29.01.2003
Rapporteur: M. Emile Calmes

Travaux de la Commission de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports (Présidente: Mme Agny Durdu):

05.02.2003 Désignation d'un rapporteur
15.10.2003 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat
21.10.2003 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 25.11.2003

5120 - Projet de loi

modifiant la loi modifiée du 18 juin 1969 sur l'enseignement supérieur et l'homologation des titres et grades d'enseignement supérieur

Dans son arrêt du 3 janvier 2003, la Cour constitutionnelle dit que "l'article 4 de la loi modifiée du 18 juin 1969 sur l'enseignement supérieur et l'homologation des titres et grades étrangers d'enseignement supérieur est contraire aux articles 11 (6) et 23, alinéas 3 et 4 de la Constitution dans la mesure où il prévoit l'établissement par voie de règlement grand-ducal d'autres critères que ceux qu'il fixe lui-même". Le présent texte a donc pour objet de rendre conformes les bases légales et réglementaires, en l'occurrence la loi du 18 juin 1969, avec la Constitution, en respectant l'arrêt précité de la Cour constitutionnelle.

Le projet de loi introduit, en outre, des dispositions ayant pour objet d'énoncer plus clairement les domaines disciplinaires sur lesquels porte actuellement l'homologation.

Dépôt par Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 23.04.2003

Rapporteuse: Mme Nelly Stein

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture (Présidente: Mme Nelly Stein):

21.05.2003 Présentation du projet de loi
01.10.2003 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi
05.11.2003 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat
13.11.2003 Examen et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 25.11.2003

5196 - Projet de loi

relatif à la construction d'un lycée technique et d'un internat à Redange-sur-Attert

Le projet de loi a pour objet l'implantation et la construction d'un lycée technique avec internat à Redange-sur-Attert conformément aux conclusions du plan directeur sectoriel établi dans le cadre de l'aménagement du territoire et qui se propose de décentraliser l'infrastructure scolaire nationale. La zone de recrutement du futur lycée comporte les communes de Boulaide, Neunhausen, Rambrouch, Wahl, Ell, Préizerdaul, Useldange, Beckerich, Saeul et Redange.

Le nombre total des classes du nouveau lycée s'élève à 52 et comprend un cycle inférieur complet de l'enseignement secondaire et secondaire technique ainsi que le régime technique, professionnel et de la formation de technicien.

La capacité d'accueil du lycée se situe entre 1.000 et 1.300 élèves. Celui-ci sera pourvu d'un internat pour 100 élèves. Cet internat augmentera l'attrait du lycée situé dans une région rurale étant donné que ce type d'hébergement est fort demandé actuellement.

Quant à la dépense totale occasionnée par les travaux et autres équipements couverts par le présent projet, elle ne pourra dépasser la somme de 89.870.000 euros, sans préjudice de l'incidence des hausses légales pouvant intervenir jusqu'à l'achèvement des travaux.

Dépôt par Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre des Travaux publics, le 19.08.2003

Rapporteur: M. Nico Loes

Travaux de la Commission des Travaux publics (Président: M. Nicolas Strotz):

06.10.2003 Désignation du rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat
04.11.2003 Examen et adoption du projet de rapport

Vote en séance publique: 25.11.2003

5230 - Projet de loi

autorisant l'aliénation, par voie de vente de gré à gré, d'une propriété domaniale située à Luxembourg-Kirchberg

Actuellement, les services du Parlement européen sont éparpillés sur plusieurs sites et occupent notamment les immeubles Konrad Adenauer, Schuman et Alcide de Gasperi au Kirchberg. Dès 2004, les services du Parlement européen logés dans l'immeuble Alcide de Gasperi déménageront dans les Tours en cours de construction sur la „Place de l'Europe", l'évacuation du Bâtiment Alcide de Gasperi s'imposant en raison des travaux de transformation du Centre de Conférences.

Le Parlement européen a exprimé le souhait de regrouper à terme l'ensemble de ses services sur un seul site à Luxembourg et de se porter acquéreur des bâtiments qu'il occupe.

Le site unique identifié pour accueillir à Luxembourg les services actuels du Parlement européen ainsi que les fonctionnaires additionnels recrutés dans le cadre de l'élargissement sera l'immeuble Konrad Adenauer élargi. Les procédures législatives relatives à l'extension de l'immeuble et l'achat de l'extension par le Parle-

ment européen seraient entamées en 2004 de sorte que le regroupement des services du Parlement européen dans l'immeuble Konrad Adenauer élargi puisse être terminé au cours des prochaines années.

Un accord politique global sur la situation immobilière du Parlement européen à Luxembourg a été trouvé à l'occasion de la visite à Luxembourg du Président du Parlement européen, Monsieur Pat Cox, le 9 juillet 2003. L'accord porte sur trois volets: l'acquisition du bâtiment Konrad Adenauer par le Parlement européen, l'extension de l'immeuble Konrad Adenauer et son acquisition par le Parlement européen ainsi que la location des tours de la „Place de l'Europe".

Le bureau du Parlement européen a marqué son approbation du paquet immobilier dans ses réunions du 3 et 23 septembre.

Le prix de vente convenu avec le Parlement européen pour ce bâtiment d'une surface effective de 66.428,78 m² est de 60,4 millions d'euros. Il correspond au coût de construction de l'immeuble augmenté du coût des travaux d'entretien effectués par le propriétaire duquel sont déduits la TVA ainsi qu'un coefficient de vétusté. Les loyers de juillet à octobre 2003 ne sont plus dus par le Parlement européen.

Pour ce qui est du terrain sur lequel est érigé le bâtiment Konrad Adenauer, le Parlement européen bénéficie, conformément à la politique de siège du Gouvernement, d'un droit de superficie pour un euro symbolique pour la durée de 49 ans renouvelable une fois.

La recette générée par cette aliénation, après déduction des frais éventuels liés à cette transaction, sera comptabilisée au budget du Ministère des Finances.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 06.11.2003
Rapporteur: M. Lucien Weiler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Lucien Weiler):

17.11.2003 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi
26.11.2003 Adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 27.11.2003



Chambre
des Députés

L U X E M B O U R G

Chamber TV

um Réseau vun der Eltrona / Siemens (imagin)

um Kanal S40 / 455.25 Mhz

um Réseau vun der Coditel

um Kanal S 29

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

Ordre du jour

1. Hommage à la mémoire de M. Johny Lahure, ancien ministre (LSAP)
2. Communications
3. Octroi du titre honorifique à M. Robert Garcia
4. Retrait du rôle du projet de règlement grand-ducal 5197 portant transposition de la directive 1999/95/CE du Parlement Européen et du Conseil du 13 décembre 1999 concernant l'application des dispositions relatives à la durée du travail des gens de mer à bord des navires faisant escale dans les ports de la Communauté
5. Ordre du jour
6. Question avec débat N° 34 de M. Serge Urbany sur le bilan de la loi du 25 juillet 2002 concernant l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle
7. Question avec débat N° 35 de M. Jean Huss relative aux effets des téléphones mobiles (UMTS)
8. Heure d'actualité demandée par le groupe Déi Gréng au sujet du Protocole de Kyoto
(Discussion générale - Motion et résolution - Votes)
9. 5090 - Projet de loi portant création d'un établissement d'enseignement secondaire technique à Redange-sur-Attert
et
5196 - Projet de loi relatif à la construction d'un lycée technique et d'un internat à Redange-sur-Attert
(Rapports de la Commission de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports et de la Commission des Travaux publics - Discussion générale - Lecture du texte des projets de loi - Votes sur l'ensemble des projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel)
10. 5120 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 18 juin 1969 sur l'enseignement supérieur et l'homologation des titres et grades d'enseignement supérieur
(Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mmes Erna Hennicot-Schoepges et Anne Brasseur, MM. Carlo Wagner et François Biltgen, Ministres; MM. Joseph Schaack et Eugène Berger, Secrétaires d'État.

(Début de la séance publique à 15.01 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung iergendeng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

1. Hommage à la mémoire de M. Johny Lahure, ancien ministre (LSAP)

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegeen, ech hunn déi traureg Flicht fir lech den Doud vun engem fréiere Regierungsmember, dem Kolleeg Johny Lahure, matzedeelen, deen e Sonndeg vill ze fréi no laanger Krankheet am Alter vun 61 Joer verstuerwen ass.

1963 ass hien an den Dénkscht vun Lëtzebuurger Aarbechtsverband an uschléissend vun onofhängege Gewerkschaftsbond age-tueden, wou hie bis 1984 als Gewerkschaftssekretär d'Interesse vun den Aarbechter verteidegt huet. 1975 ass de Johny Lahure Member am Statsrot ginn, wou hie bis zu sengem Antritt an d'Regierung säin Amt ausgeübt huet. Datselwecht Joer ass hien och an de Gemengerot vun der Gemeng Beetebuerg gewielt ginn.

Seng Villsäitgeket, seng Sachkenntnis a säi Fläiss hunn dozou gefouert, dass hien 1984 als Statssekretär fir Wirtschaft a spéiderhin och fir Gesondheet an d'Regierung beruff ginn ass. Dee Verstuerwene war vun 1989 bis 1998 Gesondheitsminister, Jugend- a Sportsmi-

nister, Minister fir sozial Sécherheet an Umweltminister. Munch Projeten um Gebitt vun Gesondheitswesen a vun Ëmweltschutz si vun him initiéiert ginn. 1997, während der Lëtzebuurger EU-Présidence, huet de Johny Lahure aktiv d'EU-wäit Tubakswerbeverbuert ausgehandelt. Schlussendlech huet hien och un de Verhandlung bei der Kyoto-Klimakonferenz deelgeholl. 1998 huet hie säi Récktrétt aus der Regierung ugekënnegt. Hie war duerno awer och nach Generalkommissär fir Lëtzebuerg während der Weltausstellung 2000 zu Hannover.

Ech wëll vun dëser Geleeënheet profitéieren, fir dem Johny Lahure merci ze soen, fir d'Aart a Weis wéi hien an all deene Jore mat der Chamber zesummege schafft huet. Hien hat ëmmer en oppent Ouer wann et geheescht huet Ried an Äntwert ze stoen an huet sech vill Méi ginn, fir zesumme mat der Chamber eng fortschrëttlech an zäitgeméiss Politik ze maachen.

De Johny Lahure war e jovialen an ëmgängeleche Mënsch. Hie wäert eis als engagéierte Sozialpolitiker, dee sech ëmmer fir déi sozial schwach Leit agesat huet, an Erënnerung bleiwen. Säin Doud bedeit e grouse Verloscht fir déi politesch an och déi gewerkschaftlech Welt. Senger Famill gehéiert eist oprichtegt Bäileed, verbonne mat der Gewëssheet, dass mir dee léiwe Verstuerwene a beschter Erënnerung behale wäerten. Ech géing lech dofir bieden, eng Minutt opzestoen, fir dem léiwe Verstuerwene senger ze gedenken.

(Minute de silence)

Ech soen lech merci.

2. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen.

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le Bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Madame Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, a déposé en date du 17 novembre 2003 le projet de loi 5235 portant approbation de l'Accord sur le commerce, le développement et la coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République d'Afrique du Sud, d'autre part, et de l'Acte final, signés à Pretoria, le 11 octobre 1999.

Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, a déposé le même jour le projet de loi 5236 relative à l'affectation du résultat du compte général de l'exercice 2002.

A la demande de M. Henri Grethen, Ministre des Transports, Monsieur François Biltgen, Ministre aux Relations avec le Parlement, a également déposé le même jour

- le projet de règlement grand-ducal 5237 modifiant le règlement grand-ducal du 22 juin 2000 transposant la directive 96/98/CE du Conseil du 20 décembre 1996 relative aux équipements marins ainsi que la directive 98/85/CE de la Commission du 11 novembre 1998 modifiant la directive 96/98/CE du Conseil relative aux équipements marins et

- le projet de règlement grand-ducal 5238 transposant la directive 2001/96/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 décembre 2001 établissant des exigences et des procédures harmonisées pour le chargement et le déchargement sûrs des vraquiers.

Monsieur François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, a déposé en date du 18 novembre 2003 le projet de loi 5239 portant réforme de l'Inspection du Travail et des Mines,

- le projet de loi 5240 portant approbation des Conventions internationales du Travail n°115, 119, 120, 127, 129, 136, 139, 148, 149, 153, 161, 162, 167, 170, 171, 174, 176, 177, 178, 183 et 184 et des Protocoles relatifs aux Conventions 81 et 155,

- le projet de loi 5241 modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 concernant la sécurité et la santé des travailleurs au travail, et

- le projet de loi 5242 portant création d'un comité permanent du travail et de l'emploi et d'une instance de médiation tripartite.

A la demande du Ministre du Travail et de l'Emploi, Monsieur François Biltgen, Ministre aux Relations avec le Parlement, a déposé le projet de règlement grand-ducal 5243 relatif à la détermination des risques et à la classification des préparations dangereuses.

A la demande du Ministre du Travail et de l'Emploi, Monsieur François Biltgen, Ministre aux Relations avec le Parlement, en date du 20 novembre 2003, a déposé

- le projet de règlement grand-ducal 5245 relatif à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses, et

le projet de règlement grand-ducal 5246 concernant les fiches de données de sécurité comportant des informations relatives aux substances et préparations dangereuses.

Madame Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Com-

merce extérieur, a déposé en date du 21 novembre 2003 le projet de loi 5247 portant approbation de l'Accord établissant une association entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République du Chili, d'autre part, et de l'Acte final, signés à Bruxelles, le 18 novembre 2002.

Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, a déposé le même jour le projet de loi 5248 portant transposition de la directive 2000/43/CE du Conseil du 29 juin 2000 relative à la mise en oeuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique.

Monsieur François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, a également déposé le même jour le projet de loi 5249 portant 1. transposition de la directive 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail; 2. modification des articles 3 et 7 de la loi modifiée du 12 novembre 1991 sur les travailleurs handicapés; 3. abrogation de l'article 6 de la loi modifiée du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum.

3) En date du 5 novembre 2003, le Comité de vigilance et de protestation contre le projet de loi 5156 a introduit la pétition N°258.

4) Par lettre du 17 novembre 2003 le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir au Président de la Chambre le texte des résolutions adoptées par le Parlement européen au cours de sa période de session du 20 au 23 octobre 2003:

- résolution sur le rapport annuel du Conseil au Parlement européen sur les principaux aspects et les choix fondamentaux de la PESC, y compris leurs implications financières pour le budget général des Communautés européennes - 2002

- résolution sur l'initiative en faveur d'un moratoire universel sur la peine de mort dans le cadre de l'ONU

- résolution sur la politique industrielle dans une Europe élargie

- résolution sur la communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen relative à une application uniforme et efficace de la politique commune de la pêche.

3. Octroi du titre honorifique à M. Robert Garcia

A senger Sitzung vum 19. November 2003 huet de Bureau vun der Chamber proposéiert, dem Här Robert Garcia den Titel vum Député honoraire zouzestoen.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

4. Retrait du rôle du projet de règlement grand-ducal 5197 portant transposition de la directive 1999/95/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 1999 concernant l'application des dispositions relatives à la durée du travail des gens de mer à bord des navires faisant escale dans les ports de la Communauté

An hirer Réunioun vum 20. November huet sech d'Présidentekonferenz mat enger Demande vun der Regierung averstanen erkläert, de Projet de règlement grand-ducal 5197 iwwert d'Aarbechtszäit vun

de Matrouse vum Rôle vun der Chamber ze sträichen.

Ass d'Chamber och domadder averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

5. Ordre du jour

Wat elo den Ordre du jour vun dëser Woch ubelaangt, huet d'Présidentekonferenz Folgendes proposéiert:

Haut de Mëtteg hu mer

1. d'Question avec débat Nummer 34 vum Här Serge Urbany, iwwert d'Aarbechtsonfäegkeet an d'Reinsertion professionnelle;

2. d'Question avec débat Nummer 35 vum Här Jean Huss iwwert déi mobil Telefonen;

3. eng Aktualitéitsstonn iwwert de Protokoll vu Kyoto, ugefrot vun der Fraktioun vun deene Gréngen;

4. de Projet de loi 5090 iwwer en technesche Lycée zu Réiden, an de Projet de loi 5196 iwwert de Bau vun engem technesche Lycée a vun engem Internat zu Réiden. Béid Projete ginn an enger Diskussioun behandelt;

5. de Projet de loi 5120 iwwert d'Homologatioun vun den Titelen a Graden am Enseignement supérieur.

Muer de Moien um néng Auer hu mer d'Orientéierungsdebatt Nummer 5225 iwwert de Jugendschutz.

Muer de Mëtteg vun hallwer dräi un hu mer:

1. d'Revisioun vum Artikel 114 vun der Verfassung; bei dësem Projet de loi ass eng qualifizéiert Majoritéit noutwendeg;

2. de Projet de loi 4884 iwwert de Code de procédure civile nom Basismodell, an

3. eng Ofännerung vum Chambersreglement.

En Donneschden de Moien um 11 Auer hu mer de Projet de loi 4896 iwwert d'Aarbechtsrecht.

En Donneschden de Mëtteg vun hallwer dräi hu mer

1. de Projet de loi 5230 iwwert de Verkaf vun engem Besëtztum um Kierchbiereg;

2. d'Orientéierungsdebatt 4906 iwwert d'Opdeelung vun de Kompetenzen tëschent dem Stat an de Gemengen.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

Den Här Lucien Weiler freet d'Wuert.

M. Lucien Weiler (CSV).- Här President, mir hunn nach déi Motiounen, déi mer d'lescht Woch hei net evaküiert kritt hunn am Kader vun deenen Interpellatiounen, déi mer haten an déi op dës Woch reportéiert gi waren. Ech denken awer mir sollen déi dës Woch ofstëmme, a vu den Ordre du jour, mengen ech, wär et gutt wa mer dat da vläicht géifen en Donneschden den Owend um Enn vun der Sitzung maachen.

(Interruption)

Wat gellift? Mä muer ass den Ordre du jour mat der Debatt iwwert den Artikel 114 zimlech chargéiert, en plus wäerten och eng Partie vu Leit, op Grond vun där Gedenkmünn, déi mir elo just haten, sech missen op d'Begrëfnis vun Här Lahure déplacéieren, esou dass ech mengen, dass et am beschte wär dat den Donneschden um Enn vun der Sitzung ze maachen.

M. le Président.- Ass d'Chamber mat där Proposition d'accord?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Da komme mer elo zur Fro 34 vun dem Här Serge Urbany iwwert d'Bi-

lanz vum Gesetz iwwert d'Aarbeitssonfäegkeet an d'Reinsertion professionnelle. Et handelt sech heibäi ëm eng Demande d'interpellation, déi laut Artikel 83 vum Chambersreglement an eng Fro ëmgewandelt gouf. D'Wuert huet elo den Här Serge Urbany.

6. Question avec débat N° 34 de M. Serge Urbany sur le bilan de la loi du 25 juillet 2002 concernant l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle

M. Serge Urbany (déi Lénk). - Merci, Här President. Ech wëll emol fir d'éischt dem Arbeitsminister merci soe fir deen deenen Dossier mat de Statistiken, deen hie mer virun dëser Sitzung zoukomme gelooss huet. Ech weess allerdéngs net, ob d'Chamber deen och kritt huet, wat ech allerdéngs gutt fonnt hätt, virun där Debatt hei.

Et geet aus deem Zuelematerial ervir - wat jo keng Iwwerraschung ass -, dass de Problem vun der Invaliditéit virun allem e Problem vun den Arbeitbechter ass, vun deene Leit, déi manuell schaffen. Si maachen 83% vun allen Dossierer aus, déi déi nei Commission mixte traitéiert huet, nodeem kloer ginn ass, dass déi Leit net méi op hirer aler Plaz schaffe kënnen, awer och keng Invaliditéit kréien. 20% vun den Demandé kommen aus dem Bausecteur, duerno kommen d'Botzfraen. 37% iwwerhaapt vun allen Demandé betreffen Fraen. Betreff sinn des Weidere virun allem d'Alterskategorie iwwer 50 Joer, dat si 54% vun den Demanden, 29% hunn iwwer 40 Joer.

Et sinn also déi Leit, déi vill an haart an hirem Liewe geschafft hunn, déi ënnert dat Gesetz hei falen. An domadder mengen och werft déi Statistik hei och e Liicht op d'Arbeitsbedéngungen an de Betriber. An ech mengen et geet och aus deenen Zifferen ervir, dass et e soziale Skandal ass fir an deem Kontext vun esou soziale Léigleche Abüen ze schwätzen - wéi dat leider all ze oft geschitt bei esou Diskussiounen an ech hunn et och elo erëm gemierkt bei der Diskussioun ëm d'Krankekeesen.

Et handelt sech also hei ëm Leit, deenen hir Invaliditéit net unerkannt gouf, a vun deene virausgesat gëtt, dass se um Arbeitsmaart trotz hire futtisse Récker nach kënnen eng Plaz fannen, obscho se a ganz ville Fäll nëmmen eng geréng Qualifikatioun hunn.

Ech mengen déi richteg Evaluation vun deem Gesetz hei, wat de Suivi vun deene Reklassementer ugeet, déi wäert eréischt no enger Zäit richteg kënnen gemaach ginn, wann ee gesäit, wéi déi Leit konkret konnte reklasséiert ginn. Entweder op enger neier Arbeitsplaz an hirem ale Betrib oder an engem neie Betrib.

Mä ech mengen dat Gesetz hei huet awer bruecht, dass eng sozial Ofsécherung vun deene Leit komm ass. An ech mengen eleng déi Tatsaach do mécht et derwäert, dass dat Gesetz hei gestëmmt ginn ass, och wann ee vill Kriticke ka maachen.

Dat virausgeschéckt, wëll ech meng Froe formuléieren:

Éischters vun deene 658 Décisiounen vu Reklassementer sinn 228 Décisiounen, dat heescht 35%, där vu Reclassement interne. Dat heescht d'Leit ginn an hiren ale Betrib schaffen op eng nei Plaz. Ech fannen, dass dat keen négligabele Prozentsaz ass, an e weist och drop hin, dass déi Kommissioun sech beméit, eng Partie vu Leit ze reintegréieren, obschonn dat jo net an alle Fäll gewünscht ass; mat Sécherheet net.

Ech gesinn awer och, dass nëmme 96 Leit vun deenen 228, déi hei

esou eng Décisioun kritt hunn, nëmme 96 Leit eng Indemnité compensatoire ugefrot hunn. Heescht déi Zuel vläicht, dass nëmme 96 Leit bis elo effektiv och an hirem ale Betrib konnte reklasséiert ginn, oder sinn aner och nach reklasséiert ginn an hunn hiren ale Loun voll weider kritt? Wéi vill Décisions de reclassement interne si vun de Betriber contestéiert ginn? Si schonn Décisiounen vu Gerichter getraff ginn? Wéi vill Strofe si bis elo verhaange ginn u Patronen, déi de Reclassement interne refuséiert hunn? Wéi héich ass normalerweis de Loun, dee vum Patron an deene 96 Fäll weider bezuelt gëtt, wou d'Leit eng Indemnité compensatoire zum ale Loun beim Fonds pour l'emploi mussen ufroen? Ass et an der Regel de Mindestloun? Misst do net d'Commission mixte d'Méiglecheit kréien de Loun ze fixéieren, deen de Patron nach muss bezuelen, jee nodeem wéi d'Arbeitskraaft nach ass vun deene Leit, déi weiderschaffen?

Zweetens, wat de Reclassement externe ugeet, also déi Fäll, wou versicht gëtt d'Leit op enger anerer Arbeitsplaz ënnerzebréngen. Esou geet aus den Donnéeen ervir, dass 42% vun de Leit, déi dovunner betraff sinn, net konnten intern reklasséiert ginn, well hire Betrib entweder keng 25 Beschäftegter huet oder well e schonn de gesetzleche Quotient vu behénnerte Leit agestallt huet, wat zwou Ausnahme sinn, déi d'Gesetz geschafen huet. Ech wëll do froen, wéi vill Reclassements internes trotzdem fräiwëllig virgeholl si ginn, well d'Gesetz déi Méiglecheit och virgesäit, dat heescht vu Betriber, déi net mussen déi Bestëmmungen anhalen.

51% vun de Reclassements externes sinn néideg ginn, well d'Leit keen Arbeitsverhältnis méi mat hirem ale Patron haten. Dat sinn éischters Leit, deenen hire Kontrakt no hirem 52. Krankheetswoch opgehale huet. Ech ginn also dovunner aus, dass déi Leit wierklech laang krank sinn, an da froen ech mech, firwat se net an deene meeschte Fäll déi richteg Invaliditéit kënnen kréien. Ech wëll och d'Fro stellen, wéi et mat de Kriterien ass fir d'Invaliditéit, wou gesot ginn ass bei der Debatt hei, déi géifen an engem Reglement festgehale ginn. Wéi wäit ass et mat der Ausarbeitung vun esou engem Reglement?

Et geet weider aus den Donnéeen vum Arbeitsminister ervir, dass eng appréciable a steigend Zuel vu Leit kee Reclassement konnte kréien, well se entlooss waren, ier dass d'Commission de reclassement vum Arbeitsdokter mat der Reklassementprozedur befaasst ginn ass. An dat stellt eng prinzipiell wichteg Fro a mengen Aen, an zwar déi vum Kennungsschutz an der préliminaire Phase, där vum Contrôle médical an där vum Arbeitsdokter.

Dat betrëfft virun allem déi Leit, déi aus der Protektioun vun de 26 Woche géint Kennungen an Krankheetsfall erausfale, well d'Prozedur bei de Krankekeesen nach net zu enger ofschléissender Bëuertheilung konnt kommen. Ech mengen och, dass een hei keng Léisung soll treffen op Käschte vun deene Leit, déi an deem Fall sinn, mä éischer kucke soll, ob een net de Kennungsschutz kann ausdehnen op Fäll, wou d'Krankekeess décidéiert, dass nach eng Chance op en interne Reclassement no sechs Méint besteet. Wéi gedenkt d'Regierung dee Problem ze léisen?

Drëtens stellen ech fest, dass eng Partie vun den Demanden als irrecevabel erkläert goufen. Ëm wat fir eng Fäll handelt et sech hei? Do schéngt de Problem vun de mangelhaften Iwwergangsbestëmmungen ze bestoen, dee jo hei och an der Debatt opgeworf ginn ass. Wéi ass et mat deene Leit, déi scho méi laang an de Prozeduren dra waren, iert d'Gesetz applicabel ginn ass? Wéi gëtt an der Praxis de Fall vun

deene geléist, deenen eng Rente d'invaliditéit transitoire entzu ginn ass? Komme si erëm an de Circuit eran? Et ass an der Debatt hei gesot ginn, dee Problem wär geléist. Et schéngt net esou ze sinn.

Véiertens wëll ech wëssen, wéi de Problem geléist ginn ass vun de Versécherungszäiten am Ausland am Kader vun der sou genannter Indemnité d'attente, déi jo an Héicht vun der Invaliditéit ass, ouni awer eng richteg Rente d'invaliditéit ze sinn. Gëtt et do scho Verhandlung mat den Nopeschlänner zum Beispill? Gëtt et Verhandlung mat Portugal, wou gesot ginn ass, do wär de Problem relativ liicht ze léisen? Wéi wäit si mer an deene Verhandlung fir de Problem vun deene Leit ze léisen, déi laang am Ausland geschafft hunn?

Fënneftens wollt ech wësse wéi et mat der praktescher Applicatioun vun deene verschiddene Recoursen steet, déi virgesi sinn, a besonnesch mat deene Recoursen an deenen extrem verkierztenen Délaië vu 15 Deeg géint den Entzuch vun Krankgeld. Huet déi nei Léiglecheit hei eng Inzidenz op d'Heefegkeet vun deene Recoursen? Kommen d'Sozialgerichter mat hirer Arbeit no? A wéi stellt sech an der Praxis d'Fro vun der Situatioun vun deene Leit, deenen d'Krankgeld während hirem Recours entzu gëtt, wat jo eng gréisser Diskussioun hei war, wéi mer d'Gesetz gestëmmt hunn? Wéi sinn déi Leit ofgeséichert?

A schlussendlech, sechstens, misst net d'Méiglecheit geschaf ginn am Kader vun engem méi staarke Gesondheetsschutz op der Arbeitsplaz selwer, vläicht am Kader vum Gesetz iwwert d'Santé au travail, och ausserhalb vun enger akuter Krankmeldung, zum Beispill bei enger evolutiver Krankheet, eng Demande en reclassement stellen ze kënnen, scho ganz fréi, ier iwwerhaapt déi Persoun krankgemellt ass? Dat sinn déi Froen, déi sech mir elo an där kuerzer Zäit hei opdrängen.

Ech mengen, dass et wichteg ass déi Diskussioun hei ze féieren, och wann ech bedauern, dass dat net méiglech war am Kader vun enger Debatt, wou déi ganz Chamber hätt kënnen dran agräifen. Wéi wichteg et ass, gesäit een dorun, dass eng Kommissioun scho befaasst ass - mat der Participatioun vun de Gewerkschaften -, fir konkret Gesetzesännerungen, esou wäit ech informéiert sinn, och scho virzehuelen opgrond vun engem éischte Bilan vun deem heite Gesetz. Et huet och eng Roll gespillt bei der Diskussioun ëm d'Krankekeesen, déi ganz Fro hei, esou datt ech fannen, datt et op jidde Fall derwäert wär, datt d'Chamber emol eng Keier all déi Froen hei géif am Kader vun enger richteger Debatt ënnersichen oder op d'mannst vläicht géif an deenen zoustännege Kommissiounen hei am Fong behandelen.

M. le Président. - D'Wuert huet elo den Här Sozialminister Carlo Wagner.

M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den honorabelen Här Urbany huet richtegerweis ufanks schonn op déi sozial Komponent vun deem neie Gesetz vum 25. Juli 2002 higewisen. Ech muss och soen, dass dat effectivement esou ass, wa mir dat vergläiche mat där Situatioun vu virdu, wou et jo vill Leit sinn, déi 52 Woche krankgeschriwwen waren, duerno wahrscheinlech schonn hire Kontrakt résiliéiert haten an dann nach just d'Recht haten op den RMG. Op alle Fall muss ech soen, stelle mir also fest, dass déi sozial Komponent hei an deem Gesetz honnertprozent gestëmmt.

Ech wëll awer och viraussoen, Här Urbany, datt et vläicht just ee Joer duerno schwéier ass fir scho sämlech Konklusivene kënnen aus deem Gesetz erauszéien. Et ass och esou, dass mir doduerch selbstverständlech keng offiziell Chiffren hunn, mä éischer offiziös Chiffren hunn, zumindest wat d'Invaliditéiten ubelaangt an och wat d'Incidence op den Absentéisme, dat heescht op d'Krankschreiwungen, ubelaangt. Dobäi ass et selbstverständlech och nees ëmmer ganz, ganz schwéier bei de Krankeschäiner feststellen, ob déi am Kader vun deem Gesetz genau sinn oder net.

Ganz allgemeng kann ech awer soen, dass d'Zuel vun den Demandé fir d'Invaliditéit vun 2002 op 2003 terribel an d'Luucht gaangen ass. Dat ass beispillsweis en Effet, dee mir eis net erwaart hate vun deem heite Gesetz. Ech huelen déi Chiffere vun 2003 projétéiert op Enn des Joers, an do fanne mir eraus, dass déi Demandé vun 2.124 op 3.150 an d'Luucht gaange sinn, woubäi d'Erklärung wahrscheinlech do läit, dass ganz vill Leit déi Demande en invaliditéit maache fir an de Kader vun der Reinsertion professionnelle ze kommen, dat heescht, datt se gären eng Arbeit hätten, déi entweder méi liicht wär, oder nëmmen eng temporaire Arbeit, dat heescht beispillsweis hallef Deeg nëmmen, hirer Aptitude physique a psychique entsprechend. Dat ass wahrscheinlech d'Erklärung.

Wa mir elo déi Invaliditéiten, déi zougessprach gi sinn, kucken, esou sinn déi an der Zuel zimlech d'selwecht. Fir d'Joer 2002 waren dat der 1.027, d'Joer 2003 wäerte mir op ongeféier 1.070 eropkommen, wat also dee Moment an de Chiffere relativ no beieneen ass, awer an de Prozentsatz selbstverständlech wäit ausernee läit, doduerch, dass mir d'est Joer ebe vill méi Demanden haten.

Dir hutt och geschwat driwwer, dass mir amgaange sinn awer schonn um Gesetz e bëssen nei ze feilen, fir verschiddene Konklusivene, déi mir konnten zéien, awer elo scho Rechnung ze droen. Esou hu mir wëllen, an et ass am Kader vun der Tripartite och dovunner geschwat ginn, dee sou genannte R4, dat heescht den Avis motivé vum Dokter, elo schonn no zwee Méint ze verlaangen, an zwar esou, dass deen Avis motivé vum Dokter net un d'Krankekeese géif geschéckt ginn, mä direkt un de Contrôle médical, fir dass dee kann direkt dee Moment seng Ennersichunge maachen an dee Moment och dee Patient eventuell besser oder méi richteg guidéieren.

Ech wëll och soen, dass an deem Gesetz - dat war leider en Oubli - d'Invalidité temporaire net virgesinn ass an dass also déi Leit, déi d'Invalidité temporaire hunn, de Moment laanschicht dat Gesetz vum 25. Juli 2002 falen, esou dass mir wëllen hunn déi mat anzeschléisen.

Dir hutt geschwat vun deenen irrecevablen Demanden. Dat ass normal, géif ech soen, ech hunn elo keng genau Chifferen doriwwer, mä normalerweis ass dat - huelen ech un -, well d'Délaien net agehale gi sinn. D'Leit hunn - dat hutt Dir richteg gesot - an deene meeschte Fäll e Recours vu 15 Deeg. Vläch ass et och doduerch well dat Gesetz nach relativ nei ass, dass d'Leit nach net genau rensignéiert sinn iwwert dat Ganzt.

Dir sot, wéi geet dat mat deene Kritäre fir d'Invaliditéiten? Vun engem Reglement hunn ech de Moment keng Kenntnis. Et ass jo esou, dass de Contrôle médical just kontrolléiert ob een an deem dote Fall, bei enger Demande en invaliditéit, nach ze gebrauchen ass fir de Marché du travail en général. Ass dat net de Fall, da gëtt dee Moment dee Mënsch un d'Santé au travail geschéckt. D'Leit vun der Santé au travail kontrolléieren ob et

méiglech ass fir een op deem Posté wou ee virdu war weider ze loossen oder ob ee muss intern reklasséiert ginn. Wann dat net méiglech ass, ënnert verschiddene Konditiounen, dat heescht bei deenen Entreprises, déi scho wat d'Handicapéiertegesetz ubelaangt, hir Quotaen agehalen hunn, dee Moment kënn et zu engem Reclassement externe. Dat hänkt also um Médecin du travail.

Souwäit vläch zu deene Punkten, déi Dir ugeschneiden hutt, déi directement de Ministère vun der Sécurité sociale ubelaangen. De Kolleeg, den Här Biltgen, wäert op déi méi arbeitsrechtlech Aspekter agoen. Ech soen lech merci.

M. le Président. - D'Wuert huet den Här Arbeitsminister François Biltgen.

M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi. - Merci Här President, den Här Urbany huet hei siwen an eng hallef Minute gebraucht fir schrecklech vill Froen ze stellen, déi een net an dräi Minute kann all beäntweren. Ech versichen awer nach Complémenten ze ginn...

(Interruptions)

Jo, mä eng Interpellatioun ass keng Froestonn. Ech menge froen ass dat eent an eng Interpellatioun ass eng politesch Debatt. An hei ass eng Froestonn, a mir si Froe gestallt ginn. Ech wäert da versichen, eng Partie Äntwerten dobäi ze ginn zu deem wat den Här Wagner scho gesot huet.

Fir d'éischt sot den Här Urbany e wär frou gewiescht wann déi Äntwert, déi ech him ginn hätt, och un d'ganz Chamber gaange wär. Ech hunn déi un d'Chamber ginn, Här Urbany, ech hunn déi net lech ginn, ech hunn déi dem Chamberpresident ginn. Dat ass dee Moment en öffentleche Dokument, an et ass selbstverständlech, dass dat fir d'ganz Chamber do ass. Ech verdeelen et net un d'Chamber, ech mengen ech hunn dem Chamberpresident et ginn, an dee Moment wou ech dem Chamberpresident eppes zoustellen ass dat en Dokument, wat deene 60 Deputéierten zougängelech ass, a wéi d'Chamber dat public mécht, do halen ech mech eraus.

Ech wëll och soen, wat d'Statistiken ubelaangt, dass et ganz schwierig ass - de Carlo Wagner sot et schonn - fir an engem Joer alles scho beieneen ze hunn. Déi Statistiken, déi mir hei zesumme gestallt hunn - ech hunn elo nach e puer zousätzlech Saache versicht haut ze kréien, souwäit dat geet -, sinn alleguer enger Beamtin u sech ze verdanken, déi hei alles manuell zesumme geschriwwen huet. Et ass effektiv fir dat statistesch ze kucken, fir do eng definitiv Konklusivene ze huelen, vläch nach ze fréi.

Den Här Urbany huet gefrot wéi et mat de Recoursen ass. Do hunn ech effektiv versicht haut nach Zuelen dobäizekréien: Um Datum vum 31. Oktober hu mer manuell nogerechent, dass mer 85 Recoursen hätten. Dovunner sinn 22 Salariéé respektiv 36 Patronen, déi géint e Reclassement interne geklot hunn. Et ass also net nëmmen den Employeur, deen net ëmmer domat d'accord ass, mä et ass och de Salarié, deen net ëmmer domat d'accord ass. Néng Salariéé respektiv ee Patron hu geklot géint e Reclassement externe, 17 Salariéé hunn e Recours eragereecht géint eng Décisioun vun där d'Commission mixte gesot hätt si wär irrecevabel. Mir hunn och festgestallt, dass et beim Reclassement interne fënnef Fäll gëtt, wou de Salarié an de Patron net mam Reclassement interne d'accord sinn. Mëttlerweil gëtt et awer och een Employeur, dee sech désistéiert huet géint e Recours bei engem Reclassement interne, an zwee Salariéen an een Employeur, déi sech désistéiert hu géint e Recours bei engem Reclassement externe.

De Conseil arbitral huet - an dat muss Dir verstoen - an där kuerzer Zäit nach net vill Décisiounen kënnen huelen, mä en huet der eng Partie geholl. En huet fënnf Recoursen irrecevable erkläert, dat si Reclassement-interne-Geschichten, mä do sinn awer nach Appelen unhängeg. En huet ee Recours vum Salaré a fënnf Recours vum Employeur géint de Reclassement interne als falsch, also als „non fondés“ ugesinn, do ass een Appel unhängeg. En huet eng Décisioun vun der Commission mixte annulléiert, déi gesot hat, de Recours wär irrecevable. Do ass och en Appel unhängeg. An en huet eng Reclassement-externe-Décisioun reforméiert op Grond vun engem Recours vum Salaré. Ech mengen awer, dass op Grond vun där kuerzer Zäit een elo net déi doten Zuele kann extrapoléieren an definitiv Schlëss doraus zéien, well dat meescht nach unhängeg ass.

Dann hutt Der gefrot, iwwert de Reclassement-interne, d'Lounparticipatioun; do hu mer lech gesot, an deenen éischte Statistiken, déi mir eraginn hunn, dass do aacht Mol de Patron gefrot huet, et soll ee sech um Loun bedeelegen. Dir wësst, dass dat doten de System ass wéi mir en hu bei der Aide au réemploi am Chômage. Dat heescht mir kucke wat de Salaré virdu verdéngt huet, mir kucke wat en elo verdéngt, an da bezillt de Fonds pour l'emploi den Énnerscheid tëschent deenen zwee. Mir hunn do Problemer festgestallt, an déi wëlle mir an deem nächste Gesetz un deem mir amgaange sinn ze schaffen, änneren.

Mir hu festgestallt, dass et heiansdo Fall ginn, wou de Patron gesot huet: Ma ech stellen elo de Salaré nach op véier Stonnen an, an da kritt en de Rescht vum Stat. Dat ass net den Zweck vun der Übung, den Zweck vun der Übung ass net, dass een nach just fir véier Stonnen oder heiansdo souguer nach manner beim Patron schafft, mä den Zweck vun der Übung ass eigentlech, dass een amplaz ganz Deeg hallef Deeg schafft, oder esou, well et ginn eng Partie vu gesondheetleche Problemer, wou ee wuel op sengem ale Posten nach ka schaffen, mä wou een net méi ka 40 Stonne schaffen, well een dann duerch d'Middegkeet ebe relativ séier do ofschwächt.

Mir wëllen an deem neie Gesetz da festleeën, dass een awer minimal muss am Reclassement interne beim Patron schaffen, ier dass d'Aide au réemploi spillt. Et kann net hei sinn, dass do just eppes pro forma geschitt an nâischt geschitt fir effektiv de Maintien à l'emploi. Déi ganz Geschicht ass drëm gaange fir d'Leit esou vill wéi méiglech an esou laang wéi méiglech op der Aarbechtsplaz kënnen ze halen.

Dann zum Reclassement externe, do hutt Dir eis och gefrot wéi dat funktionéiert. Do ass et esou, dass mir keng definitiv Chifferen hunn, well dat e Problem ass vu Statistiken, déi mir mussen bei der IGSS nofroen. Dat war awer elo an deem kuerzen „laps de temps“ net méi méiglech. Ongeféier kann ee bei den Décisiounen vum Reclassement externe dovunner ausgoen, dass ronn 30 Leit effektiv konnten um Marché reklasséiert ginn. Also déi hu mer dann net méi an der Statistik well déi eng nei Schaff hunn. Et sinn och eng ganz Partie virun allem Frontalieren, well hei hunn d'Frontalieren déiselwecht Rechter wéi d'Résidenten, déi einfach refuséiert hunn, also renoncéiert hunn, eng Indemnitéit hei ze froen. Déi sinn also och net méi an der Statistik.

Vun deenen 30 Leit, do sinn der eng ganz Partie awer och déi an enger Mesure active si respektiv déi an enger Mesure de formation sinn. Och do soen ech lech, dass, wann een d'Leit extern reklasséiert, et ze fréi ass fir definitiv Schlussfolgerungen ze zéien, wéi gutt dass dee Reclassement externe klappt oder net. Richteg ass, dass mer et

awer fäerdeg bruecht hunn eng Partie Leit ze reklasséieren. Richteg ass och, dass eng Partie Dossieren nach en suspens sinn, well ebe Recoursen unhängeg sinn.

Dann hutt Der dat gefrot mam Kënnegungsschutz. Do ass et esou, dass mer jo - wéi Dir wësst - an deem Kader vun deem heite Gesetz een Element gemaach hu vu Gläichstellung vun Aarbechter an Employé privé, nämlech de Kënnegungsschutz och fir d'Employé-privéen op 26 Wochen ausgedehnt hunn, an dat Gesetz leeft jo vun der Philosophie, dass een eben innerhalb vu véier Méint soll seng Décisioun kréien. De Problem huet sech effektiv erausgestallt, dass et nach net esou séier funktionéiert huet, déi Prinzipien, dass no véier Méint de Contrôle médical gesot huet, du bass invalid oder net. Dofir kënnen esou Fäll virkommen. Mir ginn awer dovunner aus, dass dat an Zukunft de Fall ass, ëmsou méi wou mir jo gëschter an der Tripartite eng Partie Décisioun geholl hunn, déi mir och elo wäerten ëmsetzen an d'Gesetz, déi solle fäerdeg bréngen, dass d'Dossiere vill éischter evakuéiert gi wéi virdu, sou dass déi dote Fro, déi Dir opgeworf hutt, sech an Zukunft net méi dierft stellen. Voilà, dat waren elo a siwen an enger hallwter Minutt e puer Äntwerten.

■ **Une voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Da komme mer un déi nächst Fro, dat ass d'Fro 35 vum Här Jean Huss iwwert d'Mobiltéléfoner. D'Wuert huet den Här Jean Huss.

7. Question avec débat N° 35 de M. Jean Huss relative aux effets des téléphones mobiles (UMTS)

■ **M. Jean Huss (DÉI GRÉNG).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an deene vergaangenen zwee, dräi Joer hunn eng Rëtsch vun Deputéierten heibannen, e weineg vun alle politesche Couleuren, sech Froen a Gedanken gemaach iwwert d'Méiglechkeet vu Gesondheitsrisike vum Mobilfunk, vun den Handyen a virun allem vun de Mobilfunkantennen.

Am Ausland ass et zënter zwee, dräi Joer genau déiselwecht Diskussioun. Och do gi sech ganz grouss Gedanken gemaach an enger Rei vu Länner, méi wéi eventuell an aneren, a Spuenien, beispillsweis zu Valladolid an zu Murcia, si sech Gedanken gemaach op wéinst Mobilfunkantennen op Schoulen, well do Kanner Leukämie kritt hunn. Datselwecht zu Saint-Cyr bei Paräis, wou och déi Situatioun war. Et ass normal, datt ee sech hautdésdags iwwert déi dote Situatioun Gedanken mécht.

Dat ass jo och net méi spéit wéi an deene leschte Méint daitlech ginn hei am Land, wéi mer diskutéiert hunn iwwert de Plan sectoriel vun den Antennen, a wou vun enger ganzer Rëtsch vu Gemengen Aspréch a Bedenke geäussert gi si par rapport zu deem virleiden Entworf vun der Regierung. Dat waren net ganz weineg Gemengen, dat waren der vill. Et waren och grouss Gemengen derbäi, déi sech Gedanken gemaach hunn, queesch duerch de Gaart och wat d'politesch Couleure ubelaangt. Et ass also kloer, datt mer nach ëmmer virun enger Situatioun stinn, wou et keng 100%eg Beweiser gëtt, mä eng Situatioun wou et awer op ville Plazen Hiwaiser gëtt, et kënnete Risike fir d'Gesondheet bestoen.

Elo sti mer da virun enger neier Entwécklung. D'Lëtzebuurger Regierung huet beschloss zousätzlech an eng nei Richtung vu Mobilfunk eranzegoen, de sou genannten UMTS-System, deen op enger anerer Frequenz funktionéiert. An eenzelne Stied hei am Land ginn déi Systemer jiddefalls schon op-

gebaut. D'Mise en service, do weess ech net wéini déi genau soll lafen, mä si ass amgaangen opgebaut ze ginn.

Wéi elo Enn September, ufanks Oktober duerch d'ganz europäesch Press d'Noriicht gaangen ass, datt eng Etüd gemaach gi wär vun der hollännescher Regierung, an zwar vum Wirtschaftsministère, déi drop hiweist, datt vun UMTS kënnete gesondheetlech Problemer ausgoen, dunn huet dat natierlech e weineg Opregung gemaach an der Press, an ech maache mech e weineg den Affekt vun där Opregung fir hei déi Fro ze stellen. Mat annerhallwem Mount Verspéidung diskutéiere mer elo driwwer, mä wann esou eppes gesot gëtt a wat och nach eng regierungsoffiziell Etüd ass, déi op Gesondheitsproblemer hiweist, déi kënneten entsoen, wéi zum Beispill Kappwéi, Tinnitus, Schwindel an och eng Influenz hätt op sou genannt kognitiv Funktiounen vum eisem Nervensystem, da muss ee sech doriwwer Gedanken maachen.

Ech weess net, well ech se net gesinn hunn, wéi seriö déi Etüd ass, déi vun der hollännescher Regierung presentéiert ginn ass an déi och un d'Europäesch Kommission pour discussion virugeleet ginn ass, ech weess et net, mä ech mengen, datt ee sech do misst Gedanken maachen a sech d'Fro stellen, ob ee soll mam Kapp no vir an esou schnell wéi méiglech als Lëtzebuurger Land dat Land sinn, dat am schnellste praktesch an déi nei Richtung vum UMTS wëllt erakommen.

Ech stellen déi Fro besonnesch am Zesammenhang mat der hollännescher Etüd, an och datt an Dänemark beschloss ginn ass deen neien UMTS-System an enger Etüd ënnersichen ze loosson. Och an Däitschland sinn an enger oder an zwou Universitëiten Analysen iwwer méiglech Répercussione vum deem UMTS-System ugelaft. Ech froe mech, ob et wierklech net besser wär gemäss dem Principe de précaution zumindest een zäitwëllege Moratoire an där doter Geschicht zu Lëtzebuerg unzeweenden, e Moratoire, deen och vun dohier net nëmme wichteg wär, well ee vläicht sollt d'Resultat vun der dänescher Etüd an och d'Etüde vun den däitschen Universitëiten ofwaarden, a well mer jo och nach eng Etüd ofwaarden insgesamt zum Mobilfunk, nämlech déi, déi vun der Weltgesundheitsorganisation an Opdrag gi ginn ass, a wou et drëm geet erauszefannen awéiwäit vum Mobilfunk insgesamt et zu Kriibs, entweder Kriibs-entwécklung oder Kriibspromotion, komme kann. Déi Etüd vun der Weltgesundheitsorganisation ass menges Wëssens no programmiert, datt se soll 2004 publizéiert ginn.

(Interruption)

Pardon, 2005. Dat wär also e Moratoire vu ronn engem Joer. Ech stelle mer d'Fro, ob et net méi klug wär gemäss dem Principe de précaution déi Etüden ofzewearden, ier mer eis eralancéieren an déi Aventure vum UMTS, wou ech mengen, datt et net néideg wär dat elo direkt ze maachen, a wou a mengen Aen nâischt verluer wär, wann dat eréischt an engem Joer oder an annerhallwem Joer géif geschéien, wa sech géing ausweisen, datt effektiv keng Risiken domat verbonnen sinn, Risiken, déi kënneten do d'uerjer kommen, jee nodeem ob mer de gepulsten oder ongepulste System uwendend beim UMTS, mä virun allem och duerch déi nei Frequenz. Et ass eng Frequenz, déi eng aner ass wéi déi 900 oder 1.800 vun de GSM-Antennen a wou ganz weineg nach driwwer gewosst ass.

Meng Haaptfro: Wär et net méi sennvoll zumindest en zäitwëllege

Moratoire opgrond vun deenen Donnéeën unzeweenden?

Merci.

■ **M. le Président.** - D'Wuert huet den Här Minister vun der Sécurité sociale, den Här Wagner.

■ **M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den honorabelen Här Huss huet elo grad gesot, datt scho vill Froen an deem betreffenden Domän gestallt gi sinn an dass ech mech ëmmer gäre gestallt hu fir mat op déi Fro ze äntworten, ob-schonn et hei zu Lëtzebuerg esou ass, an dat just pour rappel, dass en fait de Ministère de la Santé keng Attribution légale an deem doten Domän huet, dass e selbstverständlech awer déi Evolutive de près suivéiert, wat d'Effets éventuels op d'Santé vun de Leit ugeet.

Dat wat elo déi Etüd an Holland ubelaangt, déi den Här Huss ugeschwat huet, déi sou genannten TNO-Etüd, esou muss ech direkt soen, dass d'Zuel vun deene Leit, déi matgemaach hunn, limitéiert war op 76 Leit, déi an zwou Gruppen agedeelt waren. Déi eng Grupp huet bestanen aus Leit, déi sech scho beklot hunn iwwer Effets néfastes vun elektromagnetesche Felder. Déi zweet Grupp ware Leit, déi iwwer Internet gesicht gi waren.

Et waren am Ganze véier Expositionen an all Grupp vun 38 war dräi Tester ënnerworf. Dat eent war d'Exposition 0, de sou genannten Effet placebo. Da GSM 900 Megahertz. Deen drëtten Test GSM 1.800 Megahertz, an dee véierten UMTS 2.150 Megahertz. Et muss een och soen, dass d'Séquences absolut net déiselwecht ware fir deen ee Grupp wéi fir deen aneren, an dass beispillsweis do wou déiselwecht Experienz gemaach ginn ass, en fait nëmme just zwee Leit touchéiert waren.

Déi Responsabel selwer vun der TNO-Etüd soen, dass déi Etüd keng direkt Valeur scientifique nach hätt, dass op alle Fall misste weider Etüde gemaach ginn a vläicht och mat méi enger grousser Zuel vu Leit, waméiglech exposéiert an deeneselwechte Séquences an an darselwechter Reiefolleg. Et ass och déi Konklusioun, déi d'hollännesch Regierung zréckbehalen huet. Dräi Ministère waren an där Etüd mat dran: dee vun den Affaires économiques, dee vun der Raumplanung an dem Environnement an dee vun der Santé, dem Bien-être an dem Sport. Et ass zréckbehale gi fir an Zukunft weider Etüden ze maachen. De Moment op alle Fall zitt d'hollännesch Regierung keng Konsequenzen aus där doter Etüd.

Ech wëll, fir komplett ze sinn, och soen, dass op der Universitéit zu Bremen de Moment eng Etüd leeft, déi op Mais gemaach gëtt. Do ginn 320 Mais getest. Ech mengen, dass an där Situatioun wou mer de Moment dra sinn, wou nach nâischt scientifiquement prouvée ass, et verfréit wär fir Konklusiounen ze zéien, d'autant plus wann ee bedenkt, dass beispillsweis dee Champ électromagnétique, deem d'Leit ausgesat waren, ee war vun 1 Voltmeter um Kontakt mat der Persoun. D'Lëtzebuurger Réglementatioun léisst e Maximum vun 3 Voltmeter à la source zou, dat heescht bei der Antenn, wat an anere Wierder wëllt soen, dass d'Expositioun am Kontakt mam Mensch bei ongeféier 0,06 Voltmeter ass, dat heescht d'Marge, déi mir hunn, entsprécht ongeféier 16mol der Expositioun, déi d'Leit an Holland matgemaach hunn. Alles an allem meng meng Spezialisten an deem doten Domän, dass een onbedéngt ier ee weider Konklusiounen géif zéien, sollt weider Etüden ofwaarden, wat net wëllt heeschen, dass een net soll d'Evolutioun an deem doten Domän de très près suivéieren.

Ech wëll och soen, an ech confirméieren dat, dass déi Etüd vun der OMS fir 2005 virgesinn ass ofgeschloss ze ginn, an dass déi heiten Etüd TNO selbstverständlech och der Kommission zu Bréissel an och der OMS vun der hollännescher Regierung zoukomm ass, esou dass déi Dossieren op alle Fall komplett sinn. Mä nach eng Kéier, och d'Hollänner kréien de Moment keng Konklusiounen aus der Etüd, déi trotzdeem net schéngt op scientifiqué Beweiser ze baséieren.

Ech soen lech merci.

■ **M. le Président.** - Den Här Kommunikationsminister François Biltgen huet d'Wuert.

■ **M. François Biltgen, Ministre délégué aux Communications, Ministre du Travail et de l'Emploi.** - Merci, Här President. Éischens, den Här Wagner huet schonn drop higewisen, dass hien eigentlech als Gesondheitsminister och net kompetent ass. Ech sinn eigentlech als delegéierte Kommunikationsminister och net fir alles kompetent, mä als Aarbechtsminister sinn ech awer zum Deel kompetent wat de Principe de précaution ubelaangt. Dofir äntwerten ech zum Deel als Kommunikationsminister, zum Deel als Aarbechtsminister.

Wat déi Etüd ubelaangt, sot den Här Huss, en hätt se net gesinn. Ech ginn lech eng ganz Partie Dokumentatiounen hei, an ech hu selbstverständlech nâischt dogéint, au contraire, wéinst der Transparenz, datt dat alles herno am Compte rendu publizéiert gëtt. Hei ass also déi Etüd vun Holland ëm déi et geet.

M. François Biltgen dépose une documentation (à consulter au Greffe de la Chambre des Députés)

Dann hunn ech och natierlech an der Zeitung driwwer gelies, an ech ginn lech elo emol en Extrait vun enger Zeitung, déi ech fonnt hunn, de „Figaro“ vum 14. November 2003, dee Folgendes schreift: „D'après l'étude menée au laboratoire à La Haye, les personnes exposées au rayonnement des antennes de troisième génération UMTS ressentaient des symptômes désagréables comme des nausées, des sensations de piquement ou des vertiges.“ Et ass also eng subjektiv Etüd gewiescht, wéi de Carlo Wagner och scho gesot huet. „En revanche, de tels effets n'ont pas été mesurés pour les personnes exposées aux rayonnements des antennes GSM, le système actuellement en service pour les téléphones mobiles en Europe.“

Wann ech elo hei „avocat du diable“ wär, Här Huss, géif ech soen, majo dann haalt elo definitiv op Här Huss mir e Kapp ze maachen iwwert d'GSM-Antennen, well déi heiten Etüd seet jo, d'GSM-Antenne wäre kee Problem. Just fir lech ze soen, dass een déi Etüd wierklech muss „cum grano salis“ huelen, an et ass effektiv esou, dass keng Regierung weder déi hollännesch nach déi dänesch e Moratoire decidéiert hunn.

Wat d'Etüden ubelaangt gëtt et, mengen ech, eng 1.500 Etüden. Ech ginn lech sämtlech Referenze vun allen Etüde selbstverständlech bei déi Dokumentatioun dobäi, fir dass Der da kënn och all déi Etüden eng Kéier noliesen.

Wann een déi Etüde kuckt, stellt ee fest, an dat loosson ech lech net hei, well do hunn ech elo keng Kopie, mä déi kritt Der, well dat sinn Är Kollegee vun der Assemblée nationale a vum Sénat aus Frankreich. Déi hunn Enn d'lescht Joer iwwert d'Téléphonie mobile et santé, e gemeinsamen Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, all déi Etüden analyséiert. An déi kommen ënner anerem zum Schluss: „Les études scientifiques montrent clairement que s'il existe un risque lié à la téléphonie mobile,

celui-ci est faible et a trait aux téléphones portables et non aux antennes relais. Aucune étude scientifique n'a en effet pu mettre en évidence des effets biologiques qui impliqueraient un risque sanitaire pour les populations vivant à proximité des stations de base de téléphonie mobile, compte tenu de leur faible niveau d'émissions d'ondes électromagnétiques." Dat wëll ech dann och nach dozou soen.

Da komme mer zu der Weltgesundheitsorganisation. Och do ginn ech lech eng Partie Dokumentatioun, nämlech zum Beispill en Exposé, deen den Dokter Repacholi gemaach huet vun der Weltgesundheitsorganisation, den 18. Februar 2003. Wat seet den Dokter Repacholi: „If regulatory authorities react to public pressure by mandating precautionary limits instead of science-based limits, they should be aware that this marginalises the science and the exposure limits." Dat ass also eng offiziell Stellungnahme vun der WHO.

Datselwecht fannen ech och erëm an engem Rapport, deen ech lech ginn, nämlech dem Rapport à l'Agence Française de Sécurité Sanitaire Environnementale „Téléphonie mobile et santé“ vum 21. März 2003. Do huet d'Weltgesundheitsorganisation den 9. September 2003 Folgendes geäntwert: „En matière de communication les rapporteurs préconisent avec justesse aussi bien la formation des étudiants, que la formation continue des professionnels de la santé, sans oublier le grand public qui doit souvent faire face à des décisions prises par les pouvoirs publics et les opérateurs, sans dialogue préalable." Dat ass eng wichteg Saach an dofir versiche mer esou vill wéi méiglech Transparenz eranze kréien. An da kënn e wichtege Saz fir des Debatt: „Quant à la gestion du risque, vu la grande incertitude scientifique et les préoccupations du public, les rapporteurs se rangent au côté de l'OMS en préconisant la réduction de l'exposition inutile, à condition que les objectifs des services de télécommunications soient réalisables."

Dat ass de Principe de précaution, esou wéi mir en zu Lëtzebuerg applizéieren, dass mer soen, esou laang näischt erweisen ass, gi mer esou niddreg wéi méiglech, ouni awer de Prinzip vun der Mobilphonie a Fro ze stellen. Dofir hu mir mat 3 Volt/m deen niddregste Parameter an Europa, mat der Schwäiz, mä an der EU si mer dat Land, dat déi niddregst Parameteren huet. De Carlo Wagner huet jo och scho virdrun ervirgehuewen, dass déi Bestrahlungen, déi an Holland gemooss goufen, guer net comparabel si mat deenen Normen, déi mir hei zu Lëtzebuerg hunn.

An ech soen nach eng kéier dat wat ech schon oft hei gesot hunn, dass ganz vill Länner an och d'Kommissioun eis u sech an Europa reprochéieren, dass mer ze niddreg wäeren an dass mer mat eisen niddregen Normen kënnen d'Téléphonie mobile a Fro stellen. Dofir mengen ech schon, dass mir hei zu Lëtzebuerg optimal de Principe de précaution respektéiert hunn an dofir mengen ech och net, dass mer hei sollten e Moratoire dekretéieren, e Moratoire, deen a kengem anere Land ass.

Ech hunn e bësse misse grinsen, wéi den Här Huss gesot huet, mir wëllten déi Éischt sinn. Mir waren net grad dat lescht, awer bal dat lescht Land, dat Lizenzen accordéiert huet. Et sinn ebe just e puer aner Länner, wou et scho funktionnéiert. Bei eis funktionnéiert et nach net um richtigen UMTS-Niveau. Et funktionnéiert zum Deel an England an an Italien. Et ass do effektiv eng Firma, déi UMTS wirklech an der drëtter Generatioun mécht. Zu Lëtzebuerg lafen, wéi an anere Länner, d'Bestriewungen dohinner.

Mä nach eng kéier, ech mengen net, dass dës Etüd, op déi Dir hei uspillt, eis misst dozou bréngen e Moratoire ze maachen, émsou méi wou mir wierklech dat Land an Europa sinn, dat de Principe de précaution am niddregst Méiglechen am Sënn vum Schutz vun de Leit ugesat huet.

M. le Président.- D'Wuert huet nach eng kéier den Här Huss.

M. Jean Huss (DÉI GRÉNG).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, ech well lech op Folgendes hiweisen: Dir hutt bei deenen Dokumenter, déi Der hei iwwerrecht hutt, gesot, dass bei deenen Dokumenter guer kee Problem besteet. Dat ass eng Situatioun, wéi se vergläichbar ass op engem anere Gebitt, nämlech dem Gebitt vun der Energieversuergung mat den Héichspannungsleitungen.

Do sinn och 1979 déi éischt Hiweiser gemaach gi vu Fuerscher an et ass an den 80er an den 90er Joren, 20 Joer laang, emmer erëm gesot ginn, esouguer och vun der Weltgesundheitsorganisation, et ginn Hiweiser, mä et gëtt och Etüde wou de Géigendeel bewise gëtt, bis dann elo virun annerhallwem Joer d'Weltgesundheitsorganisation, an zwar de Kriibsfuerschungszentrum zu Lyon, definitiv 24 Joer duerno gesot huet, déi Etüde hate Recht. Et ass e Kriibsrisko bei Héichspannungsleitungen mat niddregfrequente Wiessfelder verbonden, an ech fäerten, dass mer an den nächste Joren op dësem Gebitt an eng ähnlech Situatioun riskéieren eranzegeroden.

Meng Zousazfro ass awer elo eng aner. Déi hat ech iwwerengs schon ugeschwat a mwer Fro, wou ech op de Plan sectoriel vun den Antennen higewisen hat, wou an de Gemengen immens vill Suerger a Bedenken do wieren. Ech géif duerfir gär vum Här Minister wëssen: Wéi sti mer dann elo do? D'Gemengen hu jo hir Avisen erageeicht. Et soll nach en Avis ausgeschafft gi vun deem Conseil supérieur. Wéini sidd Der wëlles de Bedenke vun de Gemenge Rechnung ze droen a wéini komme mer do zu enger definitiver Situatioun?

M. le Président.- D'Wuert huet nach eng kéier den Här Minister Biltgen.

(Interruption)

M. François Biltgen, Ministre délégué aux Communications.- Här President, ech hale mech eraus aus der Riedezäit. Dir hätt jo gären, dass d'Regierung sech drun hält, Dir muss dann och kucken, dass d'Deputéierte sech drun halen.

Ech äntwerten awer ganz kuerz. Et ass esou, dass d'Gesetz vun 1999 iwwert den Aménagement du territoire eng Prozedur virgesäit. Bei engem Plan sectoriel ginn d'Gemenge gefrot. Déi Gemengen hunn hir Avisen eragin, do sinn eng Partie vun de Gemengen, awer net d'Majoritéit, déi ganz kritesch sinn. Déi Avisen hu mer weiderginn un de Conseil supérieur de l'aménagement du territoire. Virum Conseil supérieur de l'aménagement du territoire huet och schon en Hearing stattfonnt, déi opgrond vun deenen Avisen d'Regierung do gefrot hunn, wou mer dann Äntwerte ginn hunn, notament zu där Fro firwat näischt iwwer Gesondheitsnormen an deem Plan sectoriel steet.

Mir waarden elo op den Avis vum Conseil supérieur de l'aménagement du territoire mat der Hoffnung, datt mer dee séier kréien. Wa mer dat hunn, dann ass den Dossier komplett, dee geet dann zréck an d'Regierung an da geet e bei de Statsrot, well et ass jo e Règlement grand-ducal, an da kënn en Avis vum Statsrot, an opgrond vum Avis vum Statsrot gëtt deen da publizéiert, woubäi, mengen ech, och nach - ech weess et net méi ganz ausweneg, elo ass den Här

Bodry net hei, fir mech do ze kompletéieren...

Une voix.- Dach, hien ass hei.

(Interruption)

M. François Biltgen, Ministre délégué aux Communications.- Ah, Här Bodry, ech gesinn, dass Der awer net esou optimistesich sidd, wéi den Här Asselborn et de Samschde gesot huet.

(Interruption)

Voilà, et ass nämlech dat, wat ech wollt vun lech bestätegt kréien, datt mer selbstverständlech och zréck virun d'Chamber kommen, sou dass mer déi Debatt dann - an dofir schwätzen ech net méi méi laang - och kënnen hei virun der Chamber féieren.

(Interruptions)

Une voix.- Mir och!

M. le Président.- Sou, domadder wier dee Punkt ofgeschloss a mir kéimen zum nächste Punkt.

Haut de Mëtten huet den Här François Bausch, am Numm vun der Fraktioun vun deene Gréngen, eng Aktualitéitsstonn iwwert de Protokoll vun Kyoto ugefrot. D'Riedezäit ass nom Artikel 78 festgehalen. Et si schon ageschriwwen: déi Häre Schanck, Bodry, Calmes, Mehlen an Urbany. D'Wuert huet elo den Här Camille Gira, als Vertrieeder vun der Fraktioun vun deene Gréngen, déi dës Aktualitéitsstonn ugefrot huet. D'Wuert huet den Här Gira.

8. Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG au sujet du Protocole de Kyoto

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann eng Industrieléféderatioun eng Pressekonferenz organiséiert, fir op d'Defiziter vun der Umweltpolitik vun der Regierung opmierksam ze maachen, dann ass dat scho relativ aussergeweënlech. Wann op dëser Pressekonferenz och nach alarmant Téin ugeschloe ginn, dann heescht et d'Quere spëtzen, well dann ass Gefor an der Loft, net nëmme fir d'Émwelt, mä och fir d'Wirtschaft.

An esou ass et och am Kontext vum Kyoto-Protokoll. Dat, wat déi Gréng emmer erëm gesot hunn, wourop de Mouvement écologique a Greenpeace emmer erëm opmierksam gemaach hunn, gëtt elo vun der FEDIL bestätegt. Nämlech wann net drastesch, an ech widerhuelen, drastesch Moossnamen ergraff ginn, ka Lëtzebuerg säi Kyoto-Reduktionszil vu minus 28% net anhalen.

An et ass net, dass mer do e puer Prozent wäerten dernieft leien. Laut Berechnung vun der FEDIL géinge mer et em sage und schreibe 58% verfeelen - an Zuelen ausgedréckt - amplaz 8,9 Milliounen Tonnen, déi mer eis gesat hate fir 2008, géinge mer bei 14 Milliounen Tonne landen, wat net nëmme wéi gesot wäit gefeelt ass zu eisen Engagementer, mä wat eigentlech méi héich läit wéi dat, wou mer 1990 waren. Schuld dorunner ass net nëmme, mä virun allem, den Transportberäich an do virun allem, wéi kennt et aneschtters sinn, den Tanktourismus.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Här President, Dir musst lech emol virstellen, 2008 huet Lëtzebuerg nach 8,9 Milliounen Tonnen CO₂ pro Joer zegutt. Dëst Joer - 2003 - wäert den Transportberäich eleng 6 Milliounen Tonne vun deenen 8,9 émettéieren; dat mécht zwee Drët-

tel. Den Transportberäich huet sech nämlech insgesamt verdräifacht zënter 1990 - Dir hutt richtig héieren - verdräifacht. An et ass kloer, dass wann nëmme een Drëttel méi fir de Rescht vun der Wirtschaft, fir d'Haushalter an de Secteur public bleift, da muss et schiif goen a wann dat schiif geet, dann ass dat ganz schlecht fir d'Émwelt an et ass immens schlecht fir eisen Image.

Dir musst lech virstellen, wa mer eng kéier musse Faarf bekennen an amplaz minus 28% heescht et mir hätten eist Zil em 58% verfeelt, da sti mer wierklech op internationalem Parkett net gutt do. A schlussendlech wäert et och net gutt si fir de Portmonni, well déi Engagementer, déi mer do geholl hunn, déi hu mer jo och net einfach esou geholl, do hu mer eis zu Saache verpflichtet an do sinn och Sanktioune virgesinn. An et sinn och scho Leit, déi ausgerechent hunn, wat dat eventuell ka kaschten.

Et ass och keen Zoufall, dass d'FEDIL grad elo esou op d'Tromm schléit. Éischtens ass déi nächst Konferenz iwwert de Kyoto-Protokoll vum 1. bis den 12. Dezember zu Mailand, mä virun allem - den zweete Punkt - muss eng wichteg EU-Direktiv emgesat ginn. Dës Direktiv féiert ab dem 1. Januar 2005 en Emissions-Handelssystem an - et si Leit déi ausgerechent hunn, dass dovunner knapp d'Halschent vun den EU-wäiten CO₂-Emissiounen betraff sinn - an et geet do virun allem em déi ganz grouss industriell Betriber: zu Lëtzebuerg wäerten ongeféier 15 vun deene Betriber concernéiert sinn.

Do ginn zwar an enger éischer Phas gratis Emissionsrechter verdeelt, awer an enger zweeter Phas geet den Handel mat deenen Emissionsrechter un, a fir zousätzlech Rechter ze kréien, mussen dann och Firmaen, deenen hir Produktioun erweidert gëtt, ouni dass se energieeffizient schaffen, déi steen oder kafe goen.

Mä virdru muss awer elo schon eppes ganz Wichtige geschéien an do si mer, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, um springende Punkt. Bis den 1. März 2004 muss all Regierung e sou genannten Allocationsplang festleeën. Doranner gëtt no Secteure festgeluecht, wien 2008 nach wéi vill CO₂ an d'Loft däerf blösen. Et geet also drëm elo scho bis den 1. März d'nächst Joer 8,9 Milliounen Tonnen opzedeelen tëschent Wirtschaft, Transport, Haushalter a Secteur public. An elo gëtt et wierklech spannend. Wann ee weess, dass mer 2003 schon erëm bal bei 12 Milliounen Tonne sinn an dass den Transport eleng 6 Milliounen ewechhëlt, da verstieët der, dass et enk gétt an da versteet een, dass d'FEDIL sech an d'Broscht gehäit.

An elo rächt et sech, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dass weder déi viereg Regierung nach déi heiten, sech eng kloer Strategie ginn huet, fir d'Kyoto-Ziler ze errechen. Dës Regierung zeechent sech virun allem duerch eng regelrecht Cacophonie an dësem Beräich aus. Freides stellt de Wirtschaftsminister an enger Ried d'Ziler vum Kyoto-Protokoll a Fro. Méindes seet den Umweltminister, dat wär net esou gemengt gewiescht an donneschdes seet de Statsminister et wär alles an der Rei an et géing näischt un der Strategie geännert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll wierklech elo vun der Regierung wëssen, ob se eng Strategie huet fir déi minus 28% iwwerhaupt nach ze errechen. A wa jo, wéi gesäit dës Strategie aus? A mat wat an der Täscht fiert d'Regierung dann elo mat op Mailand? Dir hutt vläicht matkritt, datt et der FEDIL hir Strategie ass, fir d'Accisé vun de französische Grenzgänger an den hollännesche Camionneuren ze huelen, fir eis um internationale Maart fräizekafen. Déi Strate-

gie ass fir déi Gréng aus villen Ursaachen - op déi ech elo hei keng Zäit hunn anzegoen - inakzeptabel. Si schéngt jo och, zumindest no baussen, fir d'Regierung inakzeptabel ze sinn. Émmerhin huet de Statsminister viru kuerzem op eng Fro vu mir, zwar ganz lapidar, mä awer emmerhi relativ kloer gesot, et kéim net a Fro, dass d'Lëtzebuerger Regierung mam Scheckheft Lëtzebuerg géing um internationale Maart fräizekafen.

Da froen ech haut, Här President: Wat bleift dann nach? An d'FEDIL huet et relativ kloer gesot, a mir soen datselwecht, da bleift praktesch nëmme méi un den Tanktourismus fräckelen ze goen. Heescht dat dann och elo fir d'Regierung, nodeem dës Chifferen éischtens esou alarmant sinn an awer och esou onbezweifelbar, dass mer elo endlech dat doten Thema thematiséieren? Ech hunn hei scho vun dësem Pult aus an och an de Kommissiounen eng Rei Versich gestart gehat, fir zumindest emol wat den Tanktourismus ubelaangt, eng Rei Chifferen op den Dësch ze kréien.

Op där enger Säit, wat da wierklech duerch dee Phenomenen an d'Statskeese kënn - do liest een emmer erëm déi ennerschiddlechst Chifferen - fir dat awer och emol ze chiffréieren. Éischtens, wat sinn direkt Auswierkunge vun deem Tanktourismus? Ech mengen net, dass et an Europa iergendwou eng Autobunn gëtt, wou esou dacks de Belag muss erneiert gi wéi bei eis, dat huet och mat deem berühmten Tanktourismus ze dinn. Mä et misst ee jo awer och rechnen: Wat kascht et eis? Wat kascht et eis, wa mer eng kéier 30, 40, 50% nieft eise Kyoto-Ziler leien? Wat kascht dat eis? Wat kaschten eis eenzel Mesuren?

An dofir géing ech eng liicht emgeännert Motioun nach eng kéier erabréngen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- *considérant les objectifs de la convention-cadre des Nations Unies signée à Rio de Janeiro en 1992 et ratifiée par la Chambre des Députés en 1993, ainsi que les objectifs du protocole de Kyoto;*

- *considérant la responsabilité historique des pays industrialisés et notamment européens, face au problème des émissions des gaz à effet de serre (cf. les émissions élevées de CO₂ par tête d'habitant);*

- *considérant que le Luxembourg fait figure de pays grand producteur d'émissions de gaz à effet de serre;*

- *considérant que la consommation de carburants est une des raisons principales de l'augmentation disproportionnée de nos émissions;*

- *considérant que les chiffres récents montrent que le Luxembourg devra mettre en place des mesures supplémentaires pour être à même de remplir les objectifs de Kyoto;*

- *considérant que la majorité de la consommation de carburant n'est pas imputable à la flotte véhiculaire du Luxembourg mais qu'il est le résultat du phénomène dit du „Tanktourismus“;*

- *considérant que l'évolution économique du pays risque d'être hypothéquée par l'évolution des émissions en provenance du secteur transport ;*

invite le Gouvernement

- *à faire une étude d'évaluation sur les conséquences économiques, écologiques et financières du phénomène du „Tanktourismus“;*

- *à élaborer une stratégie concrète permettant de freiner la consommation de carburants d'ici 2008.*

(s.) Camille Gira, François Bausch, Jean Huss, Dagmar Reuter-Angelsberg, Renée Wagener.

Ech fannen, dass mer endlech musse Chifferen op den Dësch kréie wann et em esou e wichtege Domän geet, da kann een net aus

der Héft schéissen, da mussen endlech fir jiddereen transparent an novollzéierbar Chifferen op den Dësch kommen.

Do wollt ech awer och froen: Wou ass de Projet de loi iwwert den Emissiounshandel drun? An der Direktiv steet, e misst bis den 31. Dezember dëst Joer, ech widderhuelen, dëst Joer, emgesat ginn. Et ass nach kee Projet de loi déposéiert. Wou ass en drun? A wou si virun allem, wat eis interesséiert, d'Diskussionen iwwert den Allocationsplang drun? Ech hunn an diversen Aussoe gelies, et géing an der Tripartite driwwer diskutéiert ginn.

Ech muss lech soen, Här President, déi Gréng fänken awer lues a lues un de Rôle vun dësem ondemokratesche Gremium, wann ech et emol esou dierf nennen, unzweiwelen. Mir hunn näischt dergéint, wann a gewësse Krisensituatione gewësse Saachen do diskutéiert ginn, mä et fänkt awer geschwënn un e bësse lächerlech ze ginn, wa mir all Problem, deen an deem Land hei optaucht, direkt an d'Tripartite verfrachten, egal ob dat de POS Findel ass, ob dat den Tanktourismus ass, ob et den Emissionshandel ass, oder wat och ëmmer. Ech mengen, wéi gesot, mir zweiwelen déi demokratesch Legitimation un. Et huet een awer och d'Gefill, dass vill Aarbechter a Beamte sech net onbedéngt vun den Häre Weber, Daleiden a Castegnar representéiert fillen, an ech mengen, déi Leit hunn och e Recht gehéiert ze ginn a matzschwätzen.

Donieft gesäit och den Artikel 9 vun där Direktiv ausdrécklech vir, dass de Public an do virun allem d'ONGe muss gehéiert ginn an där ganzer Thematik do. Duerfir wollt ech froen: Wéi ass et mat den ONGen? Ech hunn nach relativ wéineg vun enger Regierungsstrategie gesinn. Hei huet Greenpeace en „CO₂-Reduktiounsplan für Luxemburg“ publizéiert. Dovu kann een halen, wat ee wëllt. Zumindest ass et e Paper, iwwert deen ee kéint diskutéieren. De Mouvement écologique huet e Pabeier op den Dësch geluecht, deen zwar net exklusiv mat där heite Problematik ze dinn huet, mä do geet et ëm eng nohalteg Steuerreform an där awer och eng Rei Piste stinn. Et wier wierklech net korrekt, wann déi Leit, déi sech wierklech scho Gedanke gemaach hunn, wéi mir an deem Domän do eens ginn, net géife gefrot ginn.

A schlussendlech, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wou ass d'Chamber an dëser Debatt? Ech mengen d'FEDIL huet et kloer an daitlech gesot. Et geet hei ëm déi wirtschaftlech Zukunft vu Lëtzebuerg. Wëlle mir wierklech déi wirtschaftlech Diversifizierung an d'Entwicklung vu Lëtzebuerg hypothekéieren mam Phenomeen Tanktourismus? Mir sinn der Meinung, dass esou e wichtige Punkt net kann an där hantert zouenen Dieren diskutéiert ginn. Duerfir wëllt ech eng Resolution eraginn, Här President, fir dass déi dräi Kommissiounen: vun de Finanzen, der Umwelt an der Economie an der Chamber sech mat deem Thema hei beschäftegen.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

- *considérant les objectifs de la convention-cadre des Nations Unies signée à Rio de Janeiro en 1992 et ratifiée par la Chambre des Députés en 1993, ainsi que les objectifs du protocole de Kyoto;*

- *considérant la directive 2003/87/CE établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans l'Union européenne;*

- *considérant que cette directive doit être transposée pour le 31 décembre 2003;*

- *considérant que le Gouvernement doit présenter un plan national d'allocation de quotas pour le 31 mars 2004;*

- *considérant les chiffres alarmants en relation avec l'évolution des émissions de gaz à effet de serre et notamment ceux en relation avec le transport routier;*

- *considérant que cette évolution risque d'hypothéquer l'évolution économique du pays au niveau de la production industrielle;*

- *considérant que cette problématique est d'une importance capitale pour le Luxembourg;*

décide

- *de saisir les commissions financière, économique et de l'environnement avec le sujet;*

- *de demander à ces commissions de prévoir une large participation des associations et secteurs concernés, tel que prévu par l'article 9 de la directive susmentionnée.*

(s.) Camille Gira, François Bausch, Jean Huss, Dagmar Reuter-Angelsberg, Renée Wagener.

Här President, ech kommen zum Schluss. De Kyoto-Protokoll wäert eis léieren - méi séier wéi et verschiddene Leit recht ass -, wat Nohaltegkeet konkret bedeit, a weisen, dass Energiepolitik och Standuertpolitik ass an dass Umweltpolitik och Sozialpolitik ass. An dës Regierung muss sech fläissen, wa se där nächster an dësem Beräich e bësse méi wéi e Koup Schiebele wëllt iwwerloossen. Ech soen lech merci.

M. le Président. - Merci, Här Gira. Als éischte Riedner ass den Här Marco Schank agedroen. Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marco Schank (CSV). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den 23. Oktober 2001 huet eis Chamber e Gesetzesprojekt gestëmmt fir d' Ratifizierung vun der Klimaschutzkonvention vu Kyoto. Dat sinn elo zwee Joer hier, an et sinn iwwerengs och sechs Joer nodeem d'Konvention zu Kyoto vun 160 Länner ënnerschriwwen gouf. Mä de Moment ass se ëmmer nach net a Kraaft. Fir dass se a Kraaft trëtt, brauch een d' Ratifizierung vu 55 Signataire, déi mindestens 55% vun allen CO₂-Gase produzéieren.

Et muss een dobäi soen, dass, och wann d' Vereenegt Staaten am Fong hir Verantwortung daitlech net iwwerholl hunn, a wann een och net weess, wat Russland mécht, d'EU-Staten op jidde Fall hir Engagemente eescht mussen huelen. Dir wësst, dass d'Reduktiounen vun 8% um Niveau vun der EU proposéiert sinn. Lëtzebuerg, et ass elo grad gesot ginn, huet sech fir 28% engagéiert. Mat dësem ambitiösen Zil si mir ganz sécher am Spëtzeloton.

Virun dräi Wochen - et ass scho gesot ginn -, de 4. November, huet Greenpeace Lëtzebuerg 13 Moosname proposéiert mat quantitativen awer och mat zäitlichen Ziler, fir dat Lëtzebuerg an den nächste Jorzéngten eis CO₂-Bilanz op een nohaltegen Niveau erfesetze kéint. Hei ass och erëm daitlech ginn, wéi schon dacks op dëser Plaz gesot ginn ass, dat déi gréissten Aspierungen am Beräich Verkéier kéinten erreicht ginn.

Viru 14 Deeg dunn huet d'FEDIL sech zu Wuert gemellt a Saachen Kyoto-Protokoll. D'FEDIL huet och drop higewisen, dass den Transportberäich de Problem ass. D'CO₂-Emissionen hu sech zënter 1990 op ronn 6 Milliounen Tonne pro Joer verdräifacht. Schold ass den Tanktourismus, seet d'FEDIL. Do si se sech, fir eng Kéier, mat Greenpeace eens. Dann ass et awer och schon erëm eriwuer mat der Eenegkeet. Wa Greenpeace fuerdert fir d'Spritpräisser eropzesetzen, da seet d'FEDIL de Contraire. Ëmmerhi gétt eise Statsbudget net zu engem onwesentlechen Deel ebe vun de Recetté vun den Tankstelle finanzéiert. D'FEDIL

huet dann och nach eng Kéier daitlech gemaach, datt vun 2005 un déi grouss Entreprises Emissionsquoten zougedeeilt kréien, wéi zum Beispill d'Goodyear, wéi Dupont, wéi Arcelor an esou weider. Fir datt awer vun 2005 un d'Industrieentreprisë räsonnabel Emissionsquote kréien an och d'Zukunft fir Investisementer an nei Entreprisë gesécherert bleift, schloen d'FEDIL-Responsabele vir, datt Lëtzebuerg sech méi staark an der Realiséierung vun Auslandsprojeten engagiert.

Här President, eng vun de Moosnamen, dat wësse mir, ass eben am Kyoto-Protokoll festgeluecht a besteet an deene flexibele Mechanismen. Wa Länner Schwieregkeeten hunn hir Emissionsquoten ze respektéieren, hu se zwou Méiglechkeeten. Éischtens sou genannt Emissionsrechter mat anere Staaten échangéieren. Zweetens, si kënnen Projeten an Entwicklungslänner finanzéieren.

Eigentlech hate mir jo wëlles datt zu Lëtzebuerg am Ufank net ze maachen, an also net op déi flexibel Mechanisme vum Kyoto-Protokoll zréckzegräifen. Dofir wëll ech elo och nach eng Kéier daitlech maachen, datt mir net derlaanscht kommen an éischer Linn eis Hausaufgaben heiheem ze maachen, zum Beispill a punkto Verkéier. Ech hunn et des Öfters scho gesot. Ech erënnere un e Rapport vun der Europäescher Umweltagence EUA, wou drasteet, datt d'Umweltbelastsungen an Europa trotz politescher Programmer an Absichtserklärungen weider zouhuelen. De Stroossen- an de Flugverkéier spillen dobäi selbstverständlech nach ëmmer eng massgeblich Roll. D'Nofro no Sprit fir de Verkéier steigt effektiv e gudde Krack méi séier wéi déi global Nofro no Energie.

Ech wëll och nach eng Kéier drop hiweisen, datt den öffentliche Transport eréischt dann eng éierlech Chance kritt fir realiséiert ze ginn, wann déi reell Käschte vum Stroossen- a Loftverkéier unerkannt ginn. De Moment sinn eben d'Suite vum Klimawandel net am Präis fir de Sprit berücksichtegt, an d'Viraussetzung fir eng verantwortlech Mobilitéit wier effektiv eng Internaliséierung vun deenen externe Käschten.

Dann zum Schluss: Zu enger nohalteger Mobilitéit zu Lëtzebuerg gehéiert selbstverständlech de Verkéiersverbond - ech ginn net nach eng Kéier dorobber an -, de konsequenten Ausbau vum Train-Tram an natierlech och d'Mobilitéitszentral, wou dann elo och d'Regierung daitlech Neel mat Käpp mécht.

Zum Schluss wollt ech dann nach un en UN-Rapport vun 2001 vun der IPCC erënnere, wou am Fong gesot gétt - an hien ass jo kuerz erëm ergänzt ginn -, datt et nach méi schlëmm wéi erwaart gétt. Do gétt festgehalten, datt eng vill méi séier potenziell katastrofal global Erwärmung vun 1,4 bis 5,6 Grad an dësem Jorhonnert erwaart gétt. Doriwwer eraus gétt domat gerechent, datt de Mieresspiegel vun 11 bis 88 cm steige wäert. D'arktescht Äis geet nach ëmmer zréck, 10 bis 15% all Joer. D'Gletscher an Europa - déi kann ee sech mat blousen Aen ukucke goen - schmelzen dramatesch. D'Vegetationsperiode gi méi laang. D'Wieder spillt verréckt. Alles datt sinn Indicateuren dofir, datt mir amgaange si ganz massiv eis Liewensgrundlagen ze hypothekéieren. Ech soen lech merci.

M. le Président. - Merci, Här Schank. Den nächste Riedner ass den Här Bodry. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

M. Alex Bodry (LSAP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass scho gesot ginn: Bis den 31. Dezember, also nach gutt 5 Wochen, huet d'Regierung Zäit fir am Prinzip d'Direktiv iwwert den Handel vun CO₂-Emissionsrechter an nationaal Recht ëmzesetzen, eng Direktiv, déi elo zënter zwee Joer an der Diskussioun ass. Viru méi wéi zwee Joer ass se vun der Europäescher Kommissioun an d'Prozedur ageleet ginn an dat huet Lëtzebuerg och am EU-Ministerrot guttgeheescht.

D'Regierung hat deemno genuch Zäit fir mat deene betraffene Kreesser, mä awer och der Öffentlechkeet, deen heiten Dossier duerzeleeën, ze diskutéieren, ze konsultéieren an e fäerdeg Konzept op den Dësch ze leeën. Et muss ee feststellen, dass, wann déi direkt interesséiert Kreesser sech och viru kuerzem zu Wuert gemellt hunn, an der Öffentlechkeet deen doten Dossier praktesch nach guer net diskutéiert ginn ass an och net an d'öffentlech Diskussioun bruecht ginn ass, bis op d'Ukënnegung, e géif an der Tripartite diskutéiert ginn, wat da schlussendlech anscheinend jo och mol net stattfonnt huet.

Mir wëllen also wëssen als sozialistesche Fraktioun vun der Regierung, wat konkret also duerch déi Direktiv op d'Lëtzebuurger Betriber duerkennt - déi ronn 15 Lëtzebuurger Betriber, déi ënnert déi europäesch Bestëmmungen falen. Wéi vill Emissionsrechter sollen deene Lëtzebuurger Betriber zouerkannt ginn? No wat fir objektive Kritäre soll dat erfollegen? Bestinn haut iwwerhaupt fiabel Banke vun Donnéeën, wou esou Emissionen festgehale ginn? Bis Enn Mäerz 2004 mussen all d'EU-Länner e sou genannten Allocationsplang der Europäescher Kommissioun notifizéieren. Besteet zurzäit schon en éischten Entwurf vun esou engem Plang? Awéiwäit huet deen dote Plang Répercussionen op d'Efforten, déi hei zu Lëtzebuerg an anere Beräicher wéi dem Transportberäich oder dem Wunnengsbau mussen ennerholl ginn, fir dass mer an dem virgesinnenen Zäitraum 2008/2012 eis Kyoto-Reduktionsziler kënnen errechen?

Suerg bereet eis och, dass an där ganzer Fro do bis elo ganz grouss Diskussioun eigentlech geherrscht huet, no baussen. Dat ass net conforme zu de Prinzipie vun enger nohalteger Entwicklung, zu der Agenda 1/21, wou ausdrécklech déi öffentliche Debatt e wichtige Bestanddeel dovunner ass. An et ass fir mech einfach eng Viraussetzung, wa mer iwwerhaupt wëllen, dass mer an där ganzer Problematik vun der Reduzierung vun den Treibhausgasen virukommen, dass mer déi dote Problematik thematiséieren an net esou maache wéi wa keng Problemer géinge bestoen a wéi wann ee kéint alles weiderlaffe loossen. Déi dote Strategie léisst sech net halen.

D'Regierung huet am Mee 2000 en Dokument, betitelt „Stratégie de réduction des émissions à effet de serre“, virgeluecht. Dat ass eng Usammlung vu ganz gudden Idäen, déi een eigentlech a priori net ka contestéieren. Mä wat allerdéngs feelt, dat schéngt mir wesentlech ze sinn, dat ass dat wat d'Regierung selwer sech am Joer 1999 am Regierungsprogramm virgeholl huet a wat se vergiess huet entre-temps, an zwar d'Erstellung vun engem verbindleche pluriannuell Programm fir déi Strategie do ëmzesetzen, mat kloren Ziler, mat engem kloren Zäitplang. D'Regierung hat et 1999 an hirem Programm stoen. Haut wëllt se näischt méi dovunner wëssen, an esou lafe mer flang widder d'Mauer an deenen nächste Joren, an et ass duerchhaus mat Recht, dass sech Umweltorganisatiounen wéi Greenpeace a wéi de Mouvement écologique zu Wuert gemellt hunn an deene leschte Méint mat eegene Virschléi, sech selwer Gedanken ge-

maach hu fir déi ganz Diskussioun erëm weiderbréngen, well ech mengen esou kann et net virgoen. Fir mech ass et kloer, dass wann net schnell eng radikal Ännerung kennt am Verhalen an där dote Fro vun der Politik insgesamt, mer da wäit ewech vum Erreeche vun eisem Zil vu minus 28% sinn.

Et sief mir géife praktesch ausschliesslech dofir suergen, dass mer déi Ziler do ausserhalb vu Lëtzebuerg realiséieren. Et gesäit ganz duerno aus, dass déi ganz Strategie géif dorobber erauslafen, dass mer - wéi mir dat als Lëtzebuerg allze oft scho gemaach hunn - eis mam Scheckheft praktesch géife wëlle fräikafen, an dat ass onmoralesch, wéi de Premier gesot huet, an ech kann deem nëmmen hei bäipflichten. Et ass also schrecklech wichtig, dass mer an där ganzer Diskussioun hei de Feeler vun deene leschten zwee Joer net weiderféieren an deem Dossier, mä dass mer d'Öffentlechkeet an dee ganze Prozess aschalten an dass mer kloer maachen, ëm wat dass et hei eigentlech geet.

An deem ganzen Zesammenhang ass et natierlech fatal, dass dës Regierung dohinner gaangen ass a se huet 1999 schon decidéiert, de BTB-Projet mol falen ze loossen, a si ass jo jorelaang amgaange fir iergendeppes aneschtens do an d'Plaz ze setzen. Et ass och eng falsch Décisioun vun dëser Regierung - an d'Chamber wäert déi nach ze begutachte kréien - fir dohinner ze goen an eis Ofhängegkeet vun den Accisen um Tanktourismus nach eropzesetzen. D'Regierung geet dohinner a si hält en Deel vun deenen Accisen a stécht se an d'Finanzierung vun Fonds de l'emploi. Dat heescht, anstatt dass mir probéieren eis Ofhängegkeet vum Tanktourismus erfesetzen, maache mir just de Contraire a mir setzen déi Ofhängegkeet nach weider erop. Dat ass net am Sënn vun der nohalteger Entwicklung vu Lëtzebuerg.

Ech wëll och nach froe wéi d'Regierung gedenkt déi Direktiv ëmzesetzen, wat fir eng Autoritéit hei zu Lëtzebuerg elo zoustänneg gétt fir d'Opstellung, fir d'Uwwerwachung vun deem ganze System vun den Emissionsquoten. Wéi gesinn d'Sanktiounen aus, déi d'Direktiv virschreift, déi all Land muss fir sech definéieren, wa Betriber sech net un déi Regeln do halen? Dat sinn alles Froen, op déi eng Äntwert komme muss a wou d'Délaie kloer sinn, an deen Délaie, dee fir mech méi bannend ass wéi dee vun Enn vun Joer ass dee vun 31. Mäerz d'nächst Joer, wou ech hoffen ...

M. le Président. - Här Bodry, Är Zäit ass erëm!

M. Alex Bodry (LSAP). - ...an ech schlëssen, Här President, et ass mäi leschte Saz -, dass mer net an deem heiten Dossier dat maache wat d'Regierung a villen aneren Dossier mécht, versicht de Problem auszesetzen a sech bis hannert de Juni 2004 ze verstoppen. Hei muss mer als Chamber a muss d'Öffentlechkeet informéiert a konsultéiert ginn, virum 31. Mäerz, a mir wäerten dorobber halen. Merci.

M. le Président. - Merci, Här Bodry. Als nächste Riedner ass den Här Emile Calmes ageschriwwen. Här Calmes, Dir hutt d'Wuert.

M. Emile Calmes (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, a regelméissegen Ofstänn kennt d'Diskussioun iwwert de Protokoll vu Kyoto erëm, dat ass an dëser Regierungsperiod net anescht wéi dat an där leschter Regierungsperiod war, an obschonn de Protokoll nach net a Kraaft ass, féinnt en awer schon - a virun allem an de Länner vun der europäescher Gemeinschaft - säin Nidderschlag am aldeegleche politeschen a wirtschaftleche Liewen, och zu Lëtzebuerg. Lëtzebuerg ass keng Ausnahm an dësem Fall,

an ech mengen et ass a kengem anere Land wou sech méi Gedanke gemaach gëtt iwwert de Kyoto-Protokoll wéi dat bei eis hei de Fall ass, net zélescht doduerch, well Lëtzebuerg sech sengerzäit 1997, wéi et de Kyoto-Protokoll ënnerschriwwen huet, e ganz héicht Reduktionszil operluecht huet, e Reduktionszil, wat iwwregens sengerzäit wou leider ze fréi verstuerwenen Ëmweltminister vun deemools, dem Johnny Lahure, ausgehandelt ginn ass.

(Interruptions)

Sengerzäit ass dat natierlech um Hannergrond vun der Schléissung vun den Héichiewe gemaach ginn, dee Moment wou d'Héichiewe sech ëmgestallt hunn op Elektrowe. Deemools war gewosst, dass d'Héichiewen, dass d'Consummation vu Strom zu Lëtzebuerg net géifen ugerechent ginn, an doduerch konnt dee couragéierte Schrëtt gemaach ginn. An der Zwëschenzäit ass dat lücht anescht, an der Zwëschenzäit gëtt och een Drëttel vum Strom hei zu Lëtzebuerg produzéiert, gëtt allerdéngs esou produzéiert, dass d'Ofwäermt vun der Gasdampurbinn vun Esch leider net genotzt ka ginn. Alleng dat dréit dozou bäi, dass mer 8% vun eisem Zil ewechgedréckt ginn. Ech erënneren drun, dass dat e Projet war vum Wirtschaftsminister vun deemools, vum Robert Goebbels.

Dat gesot mengen ech awer, och wann dee Volet eropgeet, dass een der Industrie awer net d'Schold ka ginn, dass si fir d'CO₂-Emissionen, déi an de leschte Joren eropgaange sinn, verantwortlech wier. Et ass e puer Mol hei gesot ginn, dass effektiv den Transport virun allem an d'Privatstéit dofir verantwortlech wier. Trotzdeem ginn et Betriber, déi sech an engem éischten Usaz vun der Europäescher Kommissioun mat enger Direktiv erëmfannen, wou hinnen a sech Quoten operluecht gi sinn, an d'Betriber hunn zu Recht Angscht, dass se mat deene Quoten ënner Ëmstänn net duerkomme wa se expandéieren, dass nei Betriber Problemer hu fir sech ze etabléieren, an net zu Recht weise si dorop hin, dass déi meescht Efforté mussen am Transport respektiv bei de Privatleit gemaach ginn. Wann dat net géif duergoen, muss ee kënnen op flexibel Mechanismen zréckgräifen, a perséinlech sinn ech der Meenung - an dat hunn ech d'lescht Joer a mengem Budgetsrapport geschriwwen -, dass een dat muss kënnen maachen, op d'mannst fir deen Deel vum Benzin oder vun den Hydrocarburen, déi hei zu Lëtzebuerg verkaaft an am Ausland verfuert ginn, zemoos mir jo awer elo och net méi ganz frai vun Emissionen si wat d'Stroumproduktioun ugeet.

Domadder mengen ech net, dass ee soll mam Scheckheft doruechter treppelen a massiv um Zertifizierunghandel dealhuelen. Ech sinn awer der Meenung, dass déi Méiglechkeeten, déi eis iwwert de Kyoto-Protokoll gi sinn, sou zum Beispill d'„joint implementation“ an och d'„clean development“-Mechanismen awer eng Méiglechkeet si fir eng Partie hei kënnen weizemaachen. D'Europäesch Kommissioun huet souwiesou gesot, dass wann dat géif a Fro kommen, dat net 50% géif iwwerschreiden, an dass 50% vun alle Reduktiounen mussen iwwer *Mesure-domestique* gemaach ginn. Ech sinn och net der Meenung, dass dat egal wéi ka gemaach ginn, an dofir recommandéieren ech d'„Lecture“ vum Budgetsrapport vum leschte Joer, wou ech dat alles zréckbehalen hunn.

Ech sinn awer der Meenung, dass d'Regierung an deene leschte Joren et fäerdeg bruecht huet, duerch déi Reglementer, déi hei presentéiert gi sinn, en Ëmdeken bei de Leit, virun allem bei de Privatleit, erbäizeféieren. Ech menge schon, dass lues a lues bei de Leit dobaussen de Gedanken opkënn, dass net onbedéngt de Strom egal wéi an ëmmer muss duersch

Kuelekraaftwierk oder och en Atomkraaftwierk gemaach ginn. Ech mengen och, dass d'Leit sech an der Zwëschenzäit bewosst sinn, dass et net ëmmer mussen fossile Brennstoffe si fir Hëtzt ze maachen, dass dat alles - a Beispill si jo en masse do - iwwer erneierbar Energie ka gemaach ginn. Et kann awer virun allem och iwwert eng rational Notzung vun der Energie gemaach ginn, a virun allem iwwert d'Energiespueren an deem Sënn.

Et si jo eng Partie zousätzlech Reglementer an der Chamber hei déposéiert ginn, an och zwee Gesetzer, fir d'Industrie an deem Beräich ze fördere respektiv och déi Kleng- a Mëtzelbetriber. Ech sinn der Meenung, dass et alleng mat der Motivatioun ganz sécher net wäert duergoen, an dass weider Schrëtt mussen geholl ginn.

Hei denkt ee jo drun déi reell Käschten, wéi mäi Virriedner dat gesot huet, bei de fossile Brennstoffe nidderschloen ze loossen. Och do mussen mer awer wëssen, dass mer mat eisen Nopeschlänner a Konkurrenz sinn an et net egal ass wéi ee Wee ee geet, well soss dat op där anerer Säit erëm manner nohalteg ass wéi wa mer dat net géife maachen. D'Beispill vum Bensin kann een hei liwweren.

Mir hunn an eiser Nohaltegkeetsdebatte geléiert, dass d'Nohaltegkeet effektiv aus engem ökologesche Volet besteet, awer och aus engem wirtschaftlechen, engem soziale Volet. Wann een dee positiven Impakt kennt, deen den Tanktourismus - ech schwätzen elo nëmmen aus finanzieller Siicht - op eise Budget huet, da kënnen mer dat alles net mat engem Fiederstréch ewechmaachen. Dat wär a sech eng éischt Aufgab, där deen neie Conseil national du développement durable sech kënn unhuelen, fir vläicht dat emol méi prezis ze analyséieren opgrond vun deenen Donnéeën, déi den Här Gira hei verlaangt.

Ech mengen och net, dass déi Diskussiounen integral an der Tripartite mussen gefouert ginn. De Conseil national du développement durable kënn e Gremium sinn, dat op d'mannst dat grad esou objektiv kënn maachen. Mir waarden op den Avis vum Statsrot, fir därfeen hei ze stëmmen.

(Interruption)

Dat éischt mat deem mer befaasst ginn, dat ass déi Direktiv iwwert d'Quoten, wou d'Betriber gewëssen Datume mussen ginn. Bis Enn Dezember muss dat ëmgesat sinn.

(Interruption)

Här Bodry, ech hunn nach e bëssen, well Dir hat nach méi laang, wéi ech elo hei hunn. Dir hat sechs Minutten zwanzeg. Ech hunn opgepasst.

Ech weess net, ob dës Délaien anzehale sinn. Erlaabt mer awer trotzdeem hei zum Ausdrock ze bréngen, dass et net grad esou pessimistesche si wéi meng Virriedner. Ech si selwer dacks genuch no derbäi,...

(Interruptions)

...fir ze gesinn, dass am Land eppes a Bewegung komm ass, wat positiv ausschléit. Net ze vergiesse ass, dass mer an deem Kyoto-Protokoll nach an engem Ufankstadium sinn. Mir mussen eis ëmmerhi bewosst sinn, dass et iwwerhaapt nach net a Kraaft ass, mer an eisen europäesche Länner awer trotzdeem scho wäit fort sinn. Ech erënneren un de Montreal-Protokoll, deen och kleng ugefaangen huet a wou mer geschwënn un d'Enn gesinn.

■ M. le Président.- Är Riedzäit ass ëm.

■ M. Emile Calmes (DP).- Domat halen ech op andeems ech soen, dass mer also zu Lëtzebuerg um richtige Wee sinn.

■ M. le Président.- Merci, Här Calmes.

(Interruption)

Den Här Bodry hat bal siwe Minutten. Dir hat der och siwen, dofir war d'Zäit eigentlech gebremst ginn.

Den nächsten Orateur ass den Här Mehlen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

■ M. Robert Mehlen (ADR).- Merci, Här President, ech hoffen, dass Der och bei mir e bëssen duerch d'Fangere kuckt, wann et sollt eng Minutt driwwer goen.

Här President, e puer allgemeng Bemierkungen. Fir d'éischt, wat d'Noutwendegkeet ubelaangt. D'Wëssenschaftler si sech eens driwwer, dass Kyoto dat eent ass an dass d'Realitéit, déi mer dobaussen erliewen, wat de Klimachangement ubelaangt, eppes anescht ass, dat heescht, dass déi Ziler, déi am Kyoto-Protokoll zréckbehale gi sinn, bäi wäitem net duergo fir eng global Katastroph ze verhënneren. Dofir ass et méisseg fir sech driwwer opzehalen, ob mer dann, ob mer net, oder wéi oder wat. Mir kommen aus prakteschen Erwärgungen net derlaanscht, fir eisen Ausstouss vu klimaschiedegende Gase radikal an esou séier wéi méiglech ze reduzéieren. Dat ass dat eent.

Dat zweet ass d'Machbarkeet vun esou enger Strategie. Ech wëll hei rappeléieren, dass d'Sonnenenergie, dat wat d'Sonn op eis Äerd ofstrahlt, 3.000mol méi ass wéi dat, wat mer brauchen. Et ass technologesch gesi kee Problem, fir egal a wat fir enger Form deen een Dräidausendstel ze captéieren an e wirtschaftlech notzbar ze maachen. D'Technologie sinn nach ze entwéckelen, mä global gesinn ass et kee Problem. Et muss een et just praktesch ëmgesat kréien.

Ee Wuert zum Atomstrom. Et gëtt ëmmer gesot, dass dat wär eng Alternativ. Dat ass eiser Meenung no, an dat wëll ech ganz dättelech soen, keng Alternativ, well et eng geféierlech Energieform ass. Eischtens och net sécher virun Terroruschléi, wat zu enger gewaltiger Katastroph kënn féieren, an zweetens well d'Fro vun der Entsuerung ëmmer nach net geléist ass.

D'erneierbar Energie stellen e ganz breede Fächer duer, sief et de Wind, d'Solarenergie, d'Biomass, d'Waasser oder esouguer d'Mierresstréimung. Haut gëtt et scho Projete vu groussen thermesche Stréimungswierker. Der Fantasie ass do bal keng Grenz gesat. D'Machbarkeet ass dran, an ech verweisen hei ganz kuerz op en excellent Buch vum Dr. Hermann Scheer, wat tituliert ass „Sonnenstrategie“.

Wat sinn d'Haaptweeër? Virun allem d'Reduktioun vum aktuelle Verbrauch haaptsächlech beim Verkéier. Do ass jiddferee sech eens driwwer. Dat zweet ass d'optimal Notzung vun deene Ressourcen, déi mer hunn, do wou fossile Energie verbraucht gëtt, haaptsächlech iwwer eng verbreet Uwendung vu Cogénératioun. Et därerf einfach keng Offallwäermt méi verluer goen, oder esou mann wéi méiglech. An drittens, wat ech elo grad ugeschnidden hunn, d'Entwécklung vun alternativen Energien, an dat systematesch.

D'Applikatioun op Lëtzebuerg vun deenen allgemengen Considératiounen. Eischtens de Verkéier. Do steet d'Fro vum Tanktourissem an éischer Plaz. Mir froen eis allerdéngs, wat et netto u wéineger CO₂-Ausstouss bréngt, wann déi net méi hei tanken, mä baussent de Grenzen. Mir wëssen allerdéngs, dass et esou comptabiliséiert gëtt, an dass mer dofir iergendwou a Problemer sinn. Mir ënnerstëtzen d'Ureegung fir emol eng seriö Etüd driwwer ze maachen, wat da bilanziell bei där ganzer Operatioun erauskënn. Et muss ee

sech de Faité stellen an da kann een och konkret Konklusiounen draus zéien.

Wou mir éier eng Faveur hunn, dass ass, dass eent op de Wee geet fir Technologie wierklech ze fördern, déi energiespuerend sinn. Dat kann ee maachen iwwer zum Beispill eng ënnerschiddlech Taxatioun vun den Aggregater, vun den Autoen, vun de Wäschmaschinen, vun de Spullmaschinen, vun allem wat Energie verbraucht, wann et am Normverbrauch iwwert deem läit, wat haut technesch machbar ass, an doduerch d'Leit ze sensibiliséieren a se derzou ze bréngen, fir dann där Apparater inklusiv Autoen ze kafen, déi esou mann wéi méiglech Energie verbrauchen.

Mir hunn erlieft, wéi de Pétroschock war, d'Autosfirmen ganz séier drop reagéiert hunn, a mir wëssen, dass technologesch nach enorm vill dran ass. Et muss ee se einfach dozou zwéngen fir et ze maachen.

Ech kommen zu de Gebaier. Et ass absolut noutwendeg, dass mer e systematesch Programm kréie fir Thermographien ze maachen a fir dann aus deenen Thermographien eraus praktesch virzegoen, fir d'Energievergeudung ze bremsen. Mir mussen bei den Neibaute systematesch op Niddregenergiehaiser kommen. Dat muss Standard ginn, dat muss Virschrëft ginn, och wann de Stat da muss e bëssen dozou bäihëlfen. Mir müssen d'Energieerückgewinnung systematesch asetzen. Virun allem muss mer bei den öffentleche Gebaier, wou och nach ganz vill gesënnegt gëtt, mol kucken, ob mer dat an d'Rei kréien. Do ass anscheinend en Energie-spuerpotenzial vun 30 bis 60%.

Bei den erneierbaren Energie mussen mer systematesch virgoen. Och wann et am Budget all Kéiers en déckt Stéck Geld kascht, mussen mer mat héije Bähëllef virufieren. Et läit am Intérêt vun eisem Land, well den Import vun Energie, a mir müssen se bal alleguer importéieren, leschten Enns eis Vollekwirtschaft ganz vill Sue kascht. Et ass laangfristeg vill méi sennvoll déi Energie hei ze produzéieren, wéi se ze importéieren. Do hu mir iwwert de Wee haaptsächlech vun der Solarenergie a ganz besonnesch och vun der Biomass, wou en enorme Potenzial ass, nach viles ze maachen.

Bei der Industrie kënn laut Greenpeace de Stromverbrauch ëm 20 bis 30% reduzéiert ginn, wann ee systematesch op de Wee vu Wärmekraftkoppelung géing goen.

Här President, dass ass selbstverständlech d'Obligatioun fir Lëtzebuerg, mä ech fannen, wa mer eng gemeinsam europäesch Politik hunn a villen Domänen, wa mer se iergendwou brauchen, da brauche mer se hei. Mir brauchen eng gemeinsam EU-Strategie fir den Energieverbrauch zréckzeféieren. Ech géing prekoniséieren, dass 20% vun de Militärbudgeten, wéinstens emol an der Europäescher Union, an ech wär frou wa mer d'USA och derzou géinge bréngen, géingen derzou verwennt ginn, fir déi Strategie ëmzesetzen. Den Emissionshandel ass laangfristeg keng sennvoll Saach. Mir müssen alles maachen, dass mer do derlaanscht kommen.

D'Regierung, muss ech leider feststellen, léisst et u konkrete Pläng feelen. Et feelt e Konzept, fir dat Ganz ëmzesetzen. Här Minister, et ass net nëmmen Ëmweltpolitik. Et ass och Wirtschaftspolitik, Finanzpolitik a Beschäftigungspolitik, well do stécht e ganz Konzept vu Schafung vun Aarbechtsplazen hannendrun.

(Interruption)

Ech sinn direkt fäerdeg, Här President.

Dofir muss ee bedauern, dass een ëmmer erëm héiert, dass de Wirtschafts- an den Ëmweltminister do net op enger Schinn fueren. Et ass

an eiser aller Intérêt, dass mer op dee Wee ginn an och d'Leit dofir sensibiliséieren, dass se dobaussen mat op dee Wee ginn.

Ech soen lech merci.

■ M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Et ass keen Orateur méi ageschriwwen. D'Regierung huet d'Wuert. Här Statssekretär, et ass un lech.

■ M. Eugène Berger, *Secrétaire d'Etat à l'Environnement*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, bei den Debatten den 23. Oktober 2001, wéi d'Chamber e Gesetz gestëmmt huet fir kënnen de Kyoto-Protokoll ze ratifizéieren, hat ech gesot, dass de Klimaschutz an d'Emsetze vum Kyoto-Protokoll sécher ee vun deene gréissten Défië fir déi heiteg Gesellschaft an d'Politik wier an och haut stëmmen ech nach där Ausso zou. Deen Dossier ass fir dës Regierung scho säit véier Joer ganz aktuell an net nëmmen haut wann eng Question d'actualité um Ordre du jour steet.

D'Regierung huet sech och dofir direkt säit hirem Amtsuntrëtt 1999 eng Rei Initiativen ausgeduecht, fir kënnen dee Sujet resolut unzegoen. Ech wëll nëmmen e puer Etappen hei rappeléieren. Lëtzebuerg war eent vun deenen éischte Länner an Europa, déi dat Gesetz gestëmmt hunn, fir kënnen de Protokoll ze ratifizéieren. Mëttlerweil ass et esou, dass effektiv haut d'EU-Memberlänner dee Protokoll ratifizéiert hunn. Mir wëssen natierlech och, dass dee Protokoll nach net weltwäit juristesche a Kraaft ass, well dozou mussen zwou Konditiounen erfëllt ginn. Et ass esou, dass op där enger Säit mussen mindestens 55 Länner dee Protokoll ratifizéiert hunn, wat mëttlerweil de Fall ass. Et ass awer och esou, dass dat mussen 55% vun de weltwäiten CO₂-Emissionen duerstellen, wat bis elo nach net de Fall ass. Virun allem waarde mer do nach ëmmer op d'„Ratifikatioun“ duerch Russland, wou awer nach eng Rei Schwierigkeete sinn a wou leider ze fäerten ass, dass et nach net esou schnell wäert de Fall sinn, dass déi russesch Regierung dee Protokoll wäert ratifizéieren.

Mä awer och scho virun där Ratifikatioun duerch d'Chamber hat d'Regierung am Joer 2000 eng éischt Versioun vun enger Strategie fir d'CO₂-Reduktiounen virgeluecht mat sechs Achsen. Ech wëll déi vläicht kuerz rappeléieren.

Op där enger Säit hu mir gesot, et wier ganz wichteg, dass ee géif den Akzent leeën op d'Produktioun vun erneierbaren Energien, dass een déi energetesch Effizienz géif erhéien, dass een natierlech misst och am Energiespuere vill nei Projete maachen. Mir hunn d'Piste vun der Écofiscalitéit opgezechent. Mir hunn drop higewisen, dass an deem ganzen Transportsecteur ganz vill Potenzial wier. Mir hunn och schon deemools op d'Méiglechkeete vu Kooperatioun, schwätz CDM, ënner anerem higewisen.

Mëttlerweil sinn eng Rei konkret Ëmsetzung geschitt wat de Klimaschutz betrëfft hei zu Lëtzebuerg. Ech wëll nëmmen un déi zwee Reglementer rappeléieren, déi mer am Joer 2001 geholl hunn, ënner anerem Reglementer, wou mer beim Invest vun den Technologie fir d'Produktioun vun erneierbarem Strom ganz grousszügig finanziell Hëllef ginn, zum Beispill bei der Photovoltaik, a mir hunn op där anerer Säit och e Reglement geholl, wou mer de Leit eng Prime d'encouragement ginn, wa se dee Strom, dee se aus erneierbare Quelle produzéieren, och an dee Réseau aspeisen.

Et ass esou, dass mer derniewent och an deene Reglementer virgesinn hunn, dass Leit, déi zum Beispill Energie spueren andeems se dës le départ dat mataplange wa se en Haus bauen, zum Beispill Niddregenergie- oder Passivhai-

ser, datt déi och do kënnen Hëllef kréien. An et muss ee soen, datt déi Reglementer méttlerweil awer hei zu Lëtzebuerg en enorme Succès hunn. De Stand vun deene praktesche Konsequenzen ass esou, datt mer méttlerweil 4.536 Dossiere kritt hunn. Eleng dëst Joer, am Joer 2003, hu mer 800 Demandé fir Photovoltaikanlagen. Dat gétt wahrscheinlech héich gerechent eng Leeschtung bis zu 15 Megawatt, eleng iwwert d'Photovoltaik.

Ech wëll elo net all d'Wandmille rappeléieren, déi och an deene leschten dräi, véier Joer autoriséiert gi sinn. Dat sinn iwwer 20, neier fir Biogasanlagen etc, wou een einfach gesäit, datt d'Sensibilisatioun vun der Regierung awer voll gedroen huet fir de ganze Phenomeen Klimaschutz a fir d'Leit ze sensibiliséieren. Sécherlech maache mer do och, global gesinn, e positiven Akzent. Leider muss ee soen, ginn eis déi Efforten duerch dee bestëmte Rechnungsmodus, deen eben iwwert d'IPPC gemaach gétt, am Kyoto-Protokoll net esou an deem Mooss ugerechent.

Och aner Initiative si gemaach gi vun dëser Regierung am Beräich öffentlichen Transport, wou een natierlech weess, wann een an engem Dag d'Gesetzter an der Chamber stëmmt, datt deen aneren Dag net schonn zum Beispill Schinnen direkt do leien, datt een do natierlech och e gewëssenen Nohuelbedarf huet, mä datt dat an Zukunft wäert kommen, nëmme fir e puer Elementer opzeweise wat a verschiddene Secteure gemaach ginn ass, och fir ze weisen, datt mer deen Dossier net nei entdecken.

Et ass esou, ech hunn dat scho virdru gesot, datt wahrscheinlech op dem internationale Plang de Kyoto-Protokoll nach net kann a Kraaft trieden, datt awer d'EU och hei gewëllt ass an deem Dossier eng Virreiderroll ze spillen an datt se eng Rei Initiative geholl huet. Déi europäesch Länner hu sech eng Rei Instrumenter ginn, haaptsächlech a Form vun Direktiven, fir och an dem Beräich vum Klimaschutz, am Beräich vum Kyoto-Protokoll kënnen aktiv ze ginn. Eng vun deene Mesuren ass déi sou genannt „emission trade“-Direktiv, déi méttlerweil a Kraaft ass. Et ass virdru vill dovunner geschwat ginn. Ech wëll vläicht awer kuerz rappeléiere wat déi Direktiv bedeit.

Op där enger Säit seet se, a grafen Zich, datt all Membersland muss sengen energieopwändegen Anlagen oder Betriber CO₂-Quoten erdeelen, dat heescht, hinnen och Plaffongen ze erdeelen. Déi Quote mussen dann agehale ginn ab 2005. Eng éischt Period ass festgeluecht vun 2005 bis 2007, soss ginn et Strofen. Mä déi Betriber kënnen awer, wa se hiert Zil net errechen oder iwwer hir Quoten, déi se hunn, erausginn, eventuell Quoten échangéieren, Quoten akafen an engem aneren europäesche Land. Och hei muss ee soen, datt schonn déi Iddi fir CO₂ do ze reduzéiere wou et am käschtegengstesten ass, do mat erageduecht ginn ass.

Et ass esou, datt an där Direktiv e ganz wichtege Punkt ass. Dat ass dee vum Plan d'allocation, dee mer muss bis den 31. Mäerz 2004 opstellen. Wat heescht dat? Mir mussen e Plang opstellen, wéi all Secteur, net nëmme den Schwéierindustrieselector, wéi vill Quote mer deem géifen allouéieren. Dat heescht, et ass deelweis en hypothetesch Modell, well op där enger Säit Secteuren dra sinn, déi wierklech Quote kréien. Op där anerer Säit awer muss mer déi esou rechnen, wéi wann och aner Secteuren, zum Beispill den Transport, d'Haushalter, de Commerce an esou weider, Déngschtleeschtungssecteuren, Quoten hätten an d'Zil ass, datt mer muss fir d'Period 2008 bis 2012 minus 28% errechen, dat heescht an de Chiffren 8,9 Milliounen Tonnen CO₂ hu par rapport zum Stand vun 1990.

Zu Lëtzebuerg sinn dat 19 Betriber, deene mer muss fir d'nächst Joer esou Quoten allouéieren, an och hei wëll ech awer nach eng Kéier soen, Här Gira, datt mer deen Dossier net verschleeft hunn, datt mer deen Dossier dës le départ resolut ugaange sinn. Dir wësst dat och. Mir hu schonn am Mee 2003 Seminären organiséiert mat der FEDIL, mat den ONGen a mat den zoustännege Ministären. Dat heescht, datt och do d'Regierung net drop gewaart huet bis haut, mä datt mer dat schonn deemools anoncéiert hunn. Ech hu méi wéi eng Kéier drop opmierksam gemaach, datt dat e ganz wichtege Dossier géif ginn. Mir entdecken deen also sécherlech net nei an d'Aarbechte sinn och schonn amgaangen.

Et ass esou, datt mer en däitsche Spezialist, den Dokter Ewingmann, deen och fir déi däitsch Regierung, den däitschen Allocationsplang opstellt, chargéiert haten an e ass ëmmer nach chargéiert, fir dee Plang auszeschaffen mat all de konzernéierte Milieuen. Et ass leider esou, datt dee Spezialist viru kuerzem e relativ schwéiert Accident hat, an datt en de Moment am Spidol läit an do och un deem Accident laboréiert, esou datt en net zur Verfügung steet. Ech mengen, dat sinn natierlech Saachen, déi een net kann am Virus virgesinn. Mä op alle Fall wënsche mir him eng schnell Besserung, fir datt mer kënnen op deem Plang weiderfueren.

Et ass esou, datt d'Regierung deemools scho gesot huet, an dat steet och an der Direktiv, datt wann dee Plan d'allocation fäerdeg ass en natierlech dann och all de Forces vives de la nation an dem Public muss ënnerbreet ginn. Dat ass alles programmiert, an dat hu mer och scho gesot.

Dem Dokter Ewingmann muss mer awer d'Chance gi mat deenen Aarbechte fäerdeg ze ginn. En huet déi viru aacht Wochen ugefaangen. Och déi aner Länner sinn nach net méi wäit wéi mir. Ech kann lech just soen, datt mir awer déi sinn, déi bal am wäitste virgeschratt sinn. Mä op alle Fall ass en éischte Pabeier erschafft gi vun deem Spezialist. Dee gétt der Regierung ënnerbreet. Dee wäert der Chamber ënnerbreet ginn, der Tripartite, den ONGen an esou weider, ier deen op Bréssel geet.

Et ass och gesot ginn, datt e Projet de loi muss geschriww ginn. Effektiv ass dat eng Optioun, déi ee kann huelen. Et kënn een och kucken, ob een net a bestehend Gesetzter kënn transposéieren. Mir hunn déi Décisioun geholl op Recommendation vum Dokter Ewingmann, fir e Projet de loi ze ze maachen, wou mer praktesch a gréissen Zich textuell déi Direktiv iwwerhuelen. Déi ass och praktesch geschriwwen. An den nächste Woche wäert déi de Regierungsrot passéieren. Dat ass awer net elo de grouse Problem. Et ass op alle Fall esou, datt de Plan d'allocation dat wichtegst ass, an dee fir den 31. Mäerz 2004 do ze stoen huet. Eng Schwieeregkeet ass natierlech, an dat mierken déi aner Länner och, déi elo esou lues a lues ufänken, datt op Grond vun der Direktiv an deene verschiddenen technesch Informatiounen, déi een huet, dat net esou einfach ass dat no deeneselwechte Kriterien an all Land opzestellen. Schon e puermol sinn eis Beamten op Bréssel gereest, fir do nach weider Informatiounen ze kréien, fir genau kënnen ze wëssen, wéi een esou e Plang kann opstellen.

Et ass esou, datt op alle Fall déi Aarbechte voll amgaange sinn an datt mer wäerten och déi nächst Wochen da kënnen mat deem Plang virun d'Chamber trieden, och an deene spezifesche Kommissiounen dat wäerten diskutéieren, wou sech eng Rei kruzial Froe stellen, zum Beispill, ob den Industrieselector, deen iwwerregens net - esou hunn ech dat op alle Fall net verstanen, Här Gira - d'Émweltpolitik

vun der Regierung kritiséiert huet, wéi se an d'Press gaangen ass, mä si huet virun allem drop higewisen, oder virun allem wollte se dat Signal ginn, dass si schonn eng Rei Efforté gemaach hunn. Dat war den Haaptmessage. Dir hutt dee vläicht e bëssen aneschtens verstanen, mä dat war am Fong hiren Haaptmessage. Effektiv muss ee kucken, inwiefern een déi Efforté vun dem Industrieselector muss a Rechnung zéien, an da muss een eben dann déi verschidde Piste weider verfollegen.

Bon, wéi ass et elo mat deenen Zilvirgaben, déi mer am Kyoto-Protokoll hunn, respektiv an der Direktiv, déi jo deem entsprécht, wat am Kyoto-Protokoll zu Lëtzebuerg ageschriww ginn ass? Kënnen mer dat Zil errechen? Et ass geschwat gi vun Zuelen, déi alarmant wieren. Et ass einfach eng Tendenz, déi mer feststellen, an ech wëll do och nëmme soen, dat wieren Tendenzen, déi och wann zum Beispill den Här Bodry nach hei géif haut als Émweltminister stoen, wahrscheinlech net aneschtens wieren. Mä et ass esou, dass do Tendenz sinn, déi mer elo nëmme kënnen héichrechnen, wéi dat da wier wann 2008 wier. Et ass esou, datt op Grond vun den Zuelen, déi ech de Moment aus der Verwaltung hunn, also 2001 sinn déi lescht Zuelen, dat ass ëmmer mat engem gewëssene Retard wou dann all Zuelen zesumme sinn, ware mer bei minus 23% Reduktioun par rapport zu 1990. Méttlerweil sinn awer eng Rei nei Facteuren dobäikomm, esou dass een dovunner muss ausgoen, dass mer méttlerweil manner gutt do stinn, also schonn net méi dem Zil vu Kyoto entsprechen.

Verschiede Facteure spillen do mat an et ass jo virdru gesot ginn, de Bensinsverkauf an Autoen, déi am Ausland dee Bensin verbrennen. Meng Chiffere soe mer do, dass dat ongeféier 3,7 Milliounen Tonne CO₂ pro Joer géifen ausmaachen, also dat mécht gutt een Drëttel vun deem Tonnage aus, wat mer 2008 errechen dierfen.

Mir hunn och eng Situatioun, dass d'Populatioun wiisst. An och do muss een awer soen, dass effektiv am Transportsektor - ech wäert nach drop zrëckkommen - sécherlech nach ganz vill Handlungsbedarf ass. Mä et muss een awer soen, dass zum Beispill am Secteur vun den Haushalter, bei jiddferem Eenzelen doheem, och nach e grouse Spuerpotenzial ass, sou wéi e baut, sou wéi en all Dag - wéi soll ech soen - säi Liebensstandard huet, do sinn och eng Rei Méiglechkeeten dran, fir ze spueren. D'Experte soen och, dass bis zu 30%, wann net méi, an deem Secteur dra wäeren. Och dat soll eng Kéier gesot sinn, fir dass een net ëmmer nëmme mam Fanger op eng Regierung weist an op esou en anonymen Transport, well jiddferree fiert och all Dag mam Auto, a reegt sech dann herno op, dass d'CO₂-Emissiounen ze héich wäeren. Et muss een och drun denken, dass een d'Leit an deem Sënn sensibiliséiert.

En neit Element zum Beispill, wat och dobäikomm ass, dat ass dat vun der TGV zu Esch. Dat mécht ronn 10% vun eisen Emissiounen aus. An do muss ech awer soen, wann eis heiansdo Inkohärenz virgehät gétt - anscheinend an Aussoen - muss ech soen, dass awer praktesch gesi bei der viregter Regierung Inkohärenz an den Aktiounen war.

(Interruptions)

Op där enger Säit huet deemools den Émweltminister minus 28% zu Kyoto ausgehandelt, op där anerer Säit huet de Wirtschaftsminister deemools awer eng TGV, wou hie pertinent wousst, dass dat plus 10% géif ausmaachen, an d'Praxis émgosat. An ech mengen dat ass

awer méi wéi nëmme eng theoretisch Inkohärenz, dat ass eng praktesch Inkohärenz mat där mir haut awer da muss liewen.

(Interruptions)

Här President, wann dës Regierung haut nach eng Kéier misst eng nei Décisioun iwwert d'TGV vun Esch huelen, da géif déi net méi an deem doten Ausmooss gebaut ginn, dat hu mir och schonn hei an der Chamber gesot.

Ech hat virdru geschwat vun deene Potenzialitéiten vu Reduktiounen, déi méiglech sinn, an nach eng Kéier soll een en premier lieu och d'Leit sensibiliséieren. Alles dat, wat bei de Privatstéit méiglech ass, vum Hausbau bis herno d'Liewensaart a -weis. Och am öffentlichen Transport sinn eng Rei Initiative geholl ginn, déi awer an engem gewëssenen Délai eréischt hir Wierkung weisen. Och do muss ee sech awer froen, wann herno all méiglech Schinnen an Trammen an alles gebaut sinn, huelen d'Leit dann dee Moment wierklech maximal den öffentlichen Transport. Och haut hu mir schonn eng ganz gross Panoplie vu Méiglechkeeten, fir den öffentlichen Transport zu huelen, och haut gétt et ganz vill öffentlichen Transport, mir stellen awer fest, dass weiderhi ganz vill Leit mat hirem Auto fueren, also och CO₂ verursaachen.

Dann ass nach déi ganz Diskussioun iwwert de Bensinsverkauf, an natierlech gi mer dann do net géigesteieren andeems mer de Bensinsverkauf, also de Bensin méi deier maachen. Ech hunn et emol ëmmer esou verstanen, dass awer e gewëssene Konsens hei an der Chamber zwëschen alle politesche Parteie wier, datt mer wëilten eng Differenz par rapport zum Ausland erhalen, mat eise Präis vum Diesel, vum Bensin, well dat och eng Plus-value ass, fir eise Statsbudget, wou mer eng Rei aner Mesuren awer kënnen, déi et an de soziale Beräich zum Beispill gétt, kënnen bezuelen. Steet dee Konsens nach ëmmer? Ech weess et net. Op alle Fall ass et esou, dass d'Majoritéitsparteien nach ëmmer op déi Differenz pochen.

(Interruption)

Et ass och esou, dass an Europa eng Evolusioun ass, dass wahrscheinlech eng gewëssen Harmonisatioun bei den Accisé vum Diesel a vum Bensin wäert kommen. Mä trotzdem wäerte mer drop beharren, dass do eng Differenz soll bleiwen. D'Regierung huet och rezent eng Décisioun geholl, fir siwen Cent Steiere pro Liter op dem Bensin dobäizeleeën. Alles nëmme fir ze soen, dass do och eng Rei Mesuré sinn, mä dass mer awer net verhënnere kënnen, dass weiderhi méi Bensin hei zu Lëtzebuerg wéi am Ausland kauft gétt, an datt dat da sécherlech dem lëtzebuergesche bilanzéiert gétt duerch dee spezifesche System vun Kyoto-Protokoll, datt egal wéi soss dee Bensin awer an Europa géif verbrannt ginn, dass dat och wa mer hei de Bensinspräis géifen un dee vun deenen aneren upassen, europawäit gesinn, global gesinn, net géif de Problem léisen.

M. le Président.- Här Staatssekretär, kommt zum Schluss wann ech gelift.

M. Eugène Berger, *Secrétaire d'Etat à l'Environnement*.- Bon, also all déi Mesuren, déi mir elo hei diskutéiert hunn, gi wahrscheinlech op Grond vun deenen Donnéeën déi mir hunn - Här President, an ech kommen och zu mengem Schluss, ech wäert versichen dat elo an zwou, dräi Minuten erf ze kréien - wäert d'Konklusioun awer wahrscheinlech déi sinn, dass mer eist Zil vum Kyoto-Protokoll net wäerten errechen.

An da stellt sech natierlech d'Fro vun de flexibele Mechanismen, déi am Kyoto-Protokoll virgesi sinn, den Emissiounshandel, den „joint implementation“ an d'CDMen. Dat

sinn och wichteg Elementer vun deem Protokoll, well soss wier de Protokoll éischters guer net zustane komm, an effektiv war et och eng Äntwert op déi Fro, well et jo e globale Problem ass, wéi kënnen mer global am effizientsten, am wirtschaftlechtesten CO₂-Emissiounen reduzéieren? A wéi ass d'Positioun vun der Regierung dozou? Ech wëll hei einfach nach eng Kéier dat rappeléieren, wat mer och schonn 2001 gesot hunn - dat ass also och keng nei Ausso -, datt mer natierlech fir d'éischt prioritär Mesuren hei zu Lëtzebuerg versichen ze huelen, fir kënnen CO₂ ze reduzéieren.

Ech hu virdru eng Rei vun deene Mesuren hei erkläert. Wann et awer dann domadder net duergeet, da wäert ee wahrscheinlech müssen op d'CDMen an d'„joint implementation“ zrëckgräifen, well een déi och net wäert kënnen ausschléissen, well ee jo awer och domadder, d'Reduktiounsmesure global gesinn, och kann en Effort maachen, respektiv déi och do kënnen zu där globaler Léisung bäidroen.

Och déi europäesch Iwwerleeunge ginn iwwerregens an déi Richtung. Et ass schonn eng nei Direktiv, déi elo an der Diskussioun ass, déi mat där Direktiv vum „emission trade“ zesammenhängt, an déi Direktiv gesäit vir, dass een ab 2005 kéint d'CDMe mat urrechnen, fir de Codesystem hei an Europa, an ab 2008 och d'„joint implementation“ mat kéint urrechnen. Also sou oder sou, kënn och dee Prinzip vum Urechne vun de CDMen an d'„joint implementation“ och iwwert eng europäesch Direktiv wahrscheinlech d'nächst Joer op eis zou. Merci.

Här President, entschëllegt, dass ech e bëssen iwwert d'Zäit gaange sinn, mä ech hu gemengt et wär awer wichteg, fir haut déi Informatiounen hei kënnen ze ginn.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- All zesummen hu se sechs Minutten ze laang geschwat, da kann de Staatssekretär och dräi Minutten méi laang schwätzen.

(Brouhaha général)

Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss, mä mir hunn eng Motioun an eng Resolutioun.

(Interruptions diverses)

Une voix.- Ech géif der Chamber recommandéieren se ofzelehnen.

M. le Président.- Loosse mer d'Motioun vir huelen an driwwer ofstëmme. Wie wëllt dozou nach Stellung huelen?

Une voix.- Keen!

(Interruption)

M. le Président.- Bon, da kéime mer zum Vote.

Une voix.- Engem Vote électronique.

M. le Président.- De Vote électronique ass gefrot. Da kéime mer zur Ofstëmmung vun der Motioun 1.

Motion 1

Vote

Déi fir d'Motioun si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalte sech.

D'Motioun ass ofgelehnt mat 34 Neen- a 25 Jo-Stëmme.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn (par M. Marc Zanussi), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydia Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux (par M. Alex Bodry), Mme Lydia Mutsch (par M. Jeannot Krecké), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-

Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener (par M. Camille Gira).

Ont voté non: Mme Nancy Arendt (par M. Patrick Santer), M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert (par Mme Nelly Stein), Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par M. Jean-Marie Halsdorf), Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Nicolas Strotz), MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz (par M. Fred Sunnen), Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler (par M. Nico Loes);

Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel (par M. Jeannot Belling), Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Claude Meisch), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Ripinger, Marco Schroell et John Schummer;

Dann hu mer nach d'Resolutioun 1 wouriwwer mer ofstëmme.

■ M. Alex Bodry (LSAP).- Här President.

■ M. le Président.- Den Här Bodry seet gären eppes zur Resolutioun.

■ M. Alex Bodry (LSAP).- Jo, just zur Resolutioun. Ech menge si ass inhaltlech an der Rei, ech wëll just Drock maachen, dass u sech awer d'Direktiv e bësse méi wäit geet wéi dat hei steet, wat d'Konsultatioun ugeet. Do geet et net nëmmen ëm d'Associatiounen an de Secteur, mä ëm de Public, dat heescht, dat geet méi wäit, dat heescht, dass och den normale Public eigentlech muss am Virfeld konsultéiert ginn, ier deen Allocationsplang do ka verabschied ginn. Ech géif an deem Sënn proposéieren, dee leschten Alinea vläicht ëmzeschreien.

■ M. le Président.- Dozou den Här Gira.

■ M. Camille Gira (DÉ GRÉNG).- Ech weess, dass de Public och soll konsultéiert ginn. Ech war awer der Meenung, dass d'Regierung jo eng Aufgab ze maachen huet. Den Här Statssekretär huet elo e bësse duergeluecht, wéi si an där doter Geschicht wëlle virgoen. Ech fannen, dass et awer elo schonn un der Chamber ass, fir sech onofhängeg vun deem, wat d'Regierung wëllt maachen, Gedanken ze maachen iwwert den Allocationsplang, vun deem menger Meenung no den Impakt och haut deelweis ënnerschat ginn ass, a wou et opgrond vun deene bestoenden Ziffere ganz hefteg Diskussiounen wäert ginn.

Ech fannen, dass mir an eisem Rôle wäeren, wa mir eis och onofhängeg dovun mat där Problematik befaasse géifen, an an eisem Kontext déi Associatiounen, déi awer och elo scho ganz substanzuell Aarbecht gemaach hunn an Dokumenter virgeluecht hunn, géife konsultéieren. Ech gesi schlecht, wéi mir als Chamberskommissionen de grand public géife mat abezéien. Ech mengen, dat ass u sech der Regierung hir Aufgab. Dofir hat ech geduecht, dat mir eis hei an de Kommissioun mat deenen Associatiounen, déi och d'Dokumenter scho virgeluecht hunn, déi an déi Richtung ginn, géife befaassen.

■ M. le Président.- Mir kommen elo zur Ofstëmmung vun der Resolutioun 1.

Résolution 1

Déi fir d'Resolutioun si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder enthalen sech.

D'Resolutioun ass ofgelehnt mat 34 Neen- a 25 Jo-Stëmme.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn (par Mme Lydie Err), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux (par M. Alex Bodry), Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Zanussi), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener (par M. François Bausch).

Ont voté non: Mme Nancy Arendt (par M. Patrick Santer), M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert (par Mme Nelly Stein), Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par M. Jean-Marie Halsdorf), Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Nicolas Strotz), MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz (par M. Lucien Weiler), Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler (par M. Nico Loes);

Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel (par M. Jeannot Belling), Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Claude Meisch), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Ripinger, Marco Schroell et John Schummer.

Domadder ass dese Punkt ofgeschloss a mir kommen dann un déi zwee Projet-de-loien, de 5090 an de 5196, deen eisichte „portant création d'un établissement d'enseignement secondaire technique“ zu Réiden un der Atert an dann d'Konstruktioun vum Lycée technique a vum Internat och zu Réiden un der Atert.

Déi zwee Projekte ginn an enger Diskussioun behandelt. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht an deemno folgendermoossen opgedeelt. De Rapporteur huet 20 Minuten. Ech menge mir hunn et hei mat zwee Rapporteurinnen ze dinn.

Ass deem esou?

(Assentiment)

Den honorabelen Här Deputéierte Calmes kënnt vir. Här Calmes, Dir hutt d'Wuert.

9. 5090 - Projet de loi portant création d'un établissement d'enseignement secondaire technique à Redange-sur-Attert

5196 - Projet de loi relatif à la construction d'un lycée technique et d'un internat à Redange-sur-Attert

Rapport de la Commission de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports

■ M. Emile Calmes (DP), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass selbstverständlech eng Eier fir mech haut d'äerfen hei Rapporteur ze sinn. Ech soen der Madame Presidentin, der Kolleegin Agny Durdu, merci, dat se mir hei de Virrang gelooss huet. Ech sinn nämlech net Member vun der Educatiounskommissioun, mä et freet mech awer trotzdem, dat ech haut d'äerfen hei sinn. Mat mir freeë sech bestëmmt ganz vill aus deem Eck, wou ech hierkommen, dem Réidener Kanton, well et haut dach awer esou ass, dat mir dann offiziell gréngt Liicht kréien oder mir hei gréngt Liicht ginn, fir dat dee Lycée do ka gebaut ginn.

Mat mir freeë sech bestëmmt och allegueren déi aner Leit, déi sech fir dee Lycée hei agesat hunn an deene vergaangene Joren, ob dat meng Kolleeg Buergermeeschtere sinn oder mäi Kolleeg Deputéierten hei, selbstverständlech.

Schlussendlech gi mir dann elo fir déi vill Démarché belount, déi mir gemaach hunn. Et muss een allerdéngs vläicht an Erënnung rufen, dat hei an der Chamber 1998 eng Motioun vum gréngen Deputéierte Garcia déposéiert ginn ass am Kader vun der Debatt iwwert de Lycée vu Mamer, wou sengerzäit eng Motioun hei eestëmmege ugeholl ginn ass, fir ze kucken, ob ee Lycée an deem Raum do méiglech wär an ob een dohinner soll kommen. Mat mir freeë sech bestëmmt och d'Gemeng Réiden, déi domadder méi attraktiv gëtt fir d'Leit aus der Émgegend, a selbstverständlech d'Kanner, wa se ab 2008 an déi Schoul kënne goen.

Et ass fir d'éischt och, dass zwee Gesetzer hei gläichzäiteg gestëmmt ginn iwwert d'Schafung vun engem Lycée. Dat war och esou geduecht an dat ass och gutt esou. Op där enger Säit geet et ëm d'Schafe vun engem Etablissement fir den technesche Sekundarunterricht mat Internat zu Réiden, op där anerer Säit ëm de Bauprojet iwwert deeselwechte Lycée mat Internat, wou den Här Loes da Rapporteur ass.

Effektiv ass et esou, dass de Bauprogramm opgrond vun de schoulesche Besoinë konzipéiert an opgestallt ginn ass an net ëmgedréint. Dat war net ëmmer evident. An deem Fall hei huet dat fir d'éischt ganz gutt geklappt. Dat dee Bau dann herno och nach ekologesch ka sinn an no enger nidreger Energiebauweis méiglech ass, mécht dat Ganzt nach méi flott. Mä doriwwer wäert den Här Loes ganz sécher eng Partie hei erzielen.

An deem Gesetz, dat ech hei ze rapportéieren hunn, geet et u sech drëm, déi administrativ a pedagogesch Struktur hei ze schafen. Et ass och virgesinn, dat dee Lycée een Numm krit, deen awer bis elo nach net bekannt ass, mä deen iwwer e Reglement emol festgehale gëtt. Dann definéiert dee Projet hei och déi schoulesch Offer, hält fest, wéi dee Lycée do funktionéiert a wat d'Qualifikatioun vun den Enseignantinnen an och vun der Direktioun muss sinn. Des Weitere gëtt en der Regierung oder dem Stat, dat heescht dem Ministère, d'Autorisatioun fir Personal anzustellen.

Wat heescht dat a Chifferen ausgedréckt? A Chifferen heescht dat, dat an deem Lycée do 1.000 bis 1.300 Schüler a bis zu 52 Klasse Plaz fannen. Vun deene sinn 29 Klasse mat bis zu 600 Kanner am Enseignement secondaire technique a préparatoire, dést vu 7^{ieme} bis 9^{ieme}. Et sinn zwielef Klasse virgesi mat bis zu 300 Kanner am Klassenchen Unterrecht, deen vun der 7^{ieme} bis d'5^{ieme} geet, an dann, net zulescht, sinn zwielef oder eelef Klasse virgesi mat bis zu 220 Kanner am Cycle moyen et supérieur, wou an den Domänen Administratioun a Commerce u sech hei enseignéiert gëtt.

Et ass och virgesinn, dat zwee Joer ier de Lycée opgeet, 2008, schonn an deene Schoulen an déi haut d'Kanner aus dem Réidener Kanton ginn, Réidener Schouklasse kënne funktionéieren, déi herno den Iwwergang méi liicht maachen, wann d'Diere vun deem Lycée do oppginn.

Dat Zweet, wat virgesinn ass, ass, dat bei dee Lycée hei een Internat kënnt, en Internat, deen vum Ministère selwer géréiert gëtt an an deem 100 Better virgesi ginn. Deen Internat gëtt a véier Eenheeten opgedeelt, wou dann Educateuren

d'Aarbecht hei maachen an deem Lycée. An deem Internat wäerten herno 95 Leit, oder 95 Enseignantë schaffen, an 30 Leit wäerten zoustänneg sinn ebe fir d'Éducation an deem Internat awer och fir administrativ an technesch Aufgaben. Mat de Fonctionnementskäschte wäert dat Ganzt dann d'Joer bis zu zéng Milliounen Euro kaschten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat hei ass deen eisichte Lycée, deen sech u sech op dee Plan sectoriel „lycées“ baséiert, deen dést Joer am Abrëll hei virgestallt ginn ass. Et ass dee Lycée, deen u sech allen Objektiv, déi an deem Plan sectoriel virgesi sinn, och gerecht gëtt. Ech wëll der nëmmen e puer hei opzielen. E gëtt zum Beispill deem gerecht, dat d'Schoulcapacitëe mëttel- a langfristeg eropgesat ginn. E gëtt och dem Gedanke vun der Dezentralisatioun gerecht am Kader vun där Schouloffer, déi gemaach gëtt, andeems entlaascht en natierlech och aner Gebaier, wou vläicht ze vill Kanner sinn.

E gëtt der Iddi och gerecht, dat de Schoulwee, virun allem fir déi Kanner am Cycle inférieur, méi kuerz gemaach soll ginn. E gëtt der Iddi gerecht vun enger Regionalisatioun vun der Schouloffer. Ech mengen, e gëtt och der Iddi vun der Gréisstenernung gerecht, an net zulescht renforcéiert hien d'Uertschaft Réiden, déi jo am Plan d'aménagement général du territoire als Centre de développement et d'attraction virgesinn ass.

Konkret an a Chifferen ausgedréckt, heescht dat, dat, wann am ganze Land 7.795 Plaze fir d'Kanner an eise Schoule feelen, der dovunner 2.611 am Norde feelen. An deem Eck ass et iwwerhaupt keng Offer an där Hisiicht ginn. D'Kanner aus dem Réidener Kanton sinn alleguer oder gréisstendeels op Eitelbréck an op Dikrech gaangen. Et sinn der och eng Partie op Miersch an an d'Stad gaangen. Wéi gesot, de Schoulzentrum Eitelbréck-Dikrech gëtt duerch de Bau vun deem Lycée dann hei entlaascht, wat jo och gutt ass fir déi Lycéien an domat d'Liewensqualitéit vun de Leit an deene Schoulen do erhieflech eropsetzt. Awer och d'Liewensqualitéit vun deene Leit aus dem Réidener Kanton gëtt verbessert, well déi hunn d'Schoul jo da méi no dobai.

Déi dezentral Entwécklung entsprécht natierlech och der demographescher Entwécklung vun deem Kanton hei, deen an deene leschten 20 Joer vun eppes méi wéi 10.000 Leit op bal 14.000 Leit eropgaangen ass, dat heescht e Plus vu 36%, wat natierlech gréisstendeels dann och jonk Leit sinn. Dat entsprécht och der Schülerzuel, déi mer haut an eise Primärschoulen hunn. 1999 ass gerechent ginn, dass an der Spillschoul ongeféier 400 Kanner waren an an der Primärschoul ongeféier 1.200 Kanner, wat deem gläich ass, dass ongeféier 200 Kanner d'Joer an deem Eck an d'Schoul ginn. D'Tendenz ass ganz kloer steigend.

Wéi gesot, den Transportwee ass kuerz. Och wann d'Einzugsgebitt fir dee Lycée hei net nëmmen de Réidener Kanton ass, mä och liicht iwwert deen erausgeet, sinn d'Zoufaartsweeër awer kuerz a leien an deenen entsprechenden Délaien. Ech hunn hei ënnerstrach, dass dat fir Réiden natierlech eng Attraktioun ass wann 1.000 bis 1.300 Schüler all Dag an de Schoulzäite sech op Réiden bewegen, wann 126 Leit do wäerte schaffen. Ob dat Enseignantë sinn oder d'Leit vum administrativen an technesche Personal, och duerch d'Internat bedéngt, déi Elteren, déi hir Kanner dohinner siche fueren oder Schoulbicher akafen oder Kleeder. All dës Leit wäerten sech zu Réiden erëmfinden an zur Attraktivitéit vun Réiden bäidroen an och zum Développement vun der Geschäftswelt an deser Géigend, an domadder mengen ech komme

mer awer der Iddi vun enger regionaler Struktur hei ganz no, déi jo och ëmmer vun de Gemengen aus deem Eck do ënnerstëtzt ginn ass.

Ech mengen et ass och gutt, dass dat Ganzt a sech méi wéi ee Gebai ass. Esou hu mer dat sengerzäit genant wéi mer d'Démarché gemaach hunn a mir begrëssen et selbstverständlech an eiser Géigend, an dann dinn ech d'Kap op vun deem, deen aus der Géigend kënnt, dass en dee Lycée, déi regional Assise, déi e mat sech bréngt, respektéiert, an dass dat en oppene Lycée no bausse gëtt an och déi kulturell a sportlech Offer vu bausse era ka benotzt ginn, dass d'Iddi zréckbehalde ginn ass vum Lien tëschent dem Primaire a Secondaire, wou dach awer alles esou no beienee läit, wou och virgesinn ass, dass déi Entrepreneuren, déi an eisen Industriezonen sinn, zesumme mam Lycée kënne schaffen a wou och d'Formation des adultes virgesinn ass. Ech mengen dat alles ass vun der zukünftiger Direktioun ze entwéckelen an um Terrain ëmzesetzen.

All dat wat ech hei opgezielt hu war natierlech nëmme méiglech duerch eng gutt Kooperatioun vun Ufank un, dat heescht vun der Planung un, tëschent der Gemeng Réiden an dem Gemengesyndikat vum Réidener Kanton, wou déi zéng Gemengen dra vertruede sinn, an deenen zwee Ministère, souwuel dem Educatiounsministère wéi och dem Bauministère, an ech mengen dat ënnersträicht awer och gutt, dass wa vun Ufank un zesumme gemaach gëtt tëschent de Ministère an de Leit um Terrain, déi Projekte vill méi séier kënne virgoen, dass de Wee méi kuerz ass, d'Dauer méi kuerz ass, a mir hoffen, dass dee Wee, deen mer hei zesumme gaange sinn, an Zukunft als gutt Beispill kann déngen, dass nach aner Gemengen an aner Géigenden dee Wee aschloen. Ech menge mir si frou, dass haut dee Projet um Ordre du jour vun der Chamber ass, an ech kann lech nëmmen als Rapporteur roden, deemem Projet hei Är Zoustëmmung ze ginn. Ech soen lech merci fir d'Nolauschten.

■ M. le Président.- Merci, Här Calmes. Den nächste Rapporteur vum Projet ass den Här Loes. Här Loes, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Travaux publics

■ M. Nico Loes (CSV), rapporteur.- Merci, Här President, och wann zwee Rapporteurinnen hei sinn, esou kënnt awer an deem engen oder deem anere Rapport vläicht déi eng oder déi aner Saach eng Kéier d'selwecht vir. Et war e groussherzogleche Beschluss vum 14. Juli 2003, wou d'Madame Ministerin vun den Travaux publics de Gesetzesvorschlag den 19. August deponéiert huet an haut, knapp dräi Méint méi spéit, kënne mer dann dee Projet 4875 zur Ofstëmmung hei virleeën. Nodeems dat de Conseil d'État den 23. September de Projet aviséiert huet, huet de 6. Oktober 2003 d'Kommissioun vun den öffentlechen Aarbechte mech als Rapporteur bestëmmt an an deser Sëtzung goufen de Projet an den Avis vum Statsrot och analyséiert an déi eenzel liicht Textännerungen, déi déi héich Kierperschaft virgeschloen huet, sinn och agedroen a vun der Kommissioun zréckbehalde ginn, sou dat de Projet de 4. November 2003 och vun der Kommissioun ugeholl ginn ass.

De Réidener Lycée gouf am Kader - an de Kolleeg Emile Calmes huet et virdu scho gesot - vum Plan sectoriel Lycée ausgeschafft, deen mer och hei an der Chamber virgestallt krit haten. D'Zil vun deem Plan sectoriel ass et fir déi aktuell Infrastructure scolaire ze analyséieren a Projektione fir d'Zukunft ze maachen. Fir den zukünftige Besoin vun de schouleschen Infrastrukturen erauszufannen, déi och den demographeschen Entwécklungen an de géigewäertegen

Ausbildungsmöglichkeiten Rechnung droen, gouf de Grand-Duché a fënnf verschidde Pôle-d'ensejnementen agedeelt, an op Basis vun den Estimatiounen vum Statec a vun dem Éducatiounsministère gouf erausfonnt, datt den Effectif scolarisé am Enseignement post-primaire bis d'Joer 2010 op 11.000 Schüler géif uuessen.

Wann déi aktuell Bauprojekte bis ofgeschloss sinn, wäerte mer par rapport zur aktueller Situatioun an eise Lycéeën eng Iwwercapaciteit vun 3.000 Schüler hunn. Mir kënnen also feststellen, datt bis am Joer 2010 ronn 8.000 Plaze bei eise Lycéeën wäerte feelen. Wann een elo d'Evolutioun am Norde kuckt vun eisem Land, do stelle mer fest, datt am Pôle d'ensejnement Nord am Moment an alle Lycéeën eng Iwwercapaciteit vu ronn 350 Schüler ass, an dese Chiffer ass och bedéngt well den Dikrecher an de Wëlzer Lycée no hirem Ausbau nach net komplett auslaascht sinn.

Och wann am Moment d'Iwwercapaciteiten do sinn, sou daerf een awer net vergiessen, datt den Ettelbrécker Lycée technique iwwerlaf ass an datt do 270 Schüler a provisoreschen Infrastrukture mussen ënnerriicht ginn. Fir d'Joer 2010 schätzt de Ministère, datt den Effectif scolarisé am Norde vun Land op 2.400 Unitéite wäert uuessen, sou datt ongeféier 2.600 Plazen am Norde wäerte feelen, an dropshi muss mer dann zwee nei Lycéeën am Norde bauen. An op Basis vun dese Chifferen ass och decidéiert ginn an enger éischer Phas - an den Emile Calmes huet et och virdu scho gesot - fir en neie Lycée zu Réiden ze bauen.

Firwat just Réiden? D'Analyse démographique huet erginn, datt et am Joer 2010 wierklech zu engem Vide scolaire am Réidener Raum kënn kommen a Réiden situéiert sech am Zentrum vun dem Vide scolaire an et ass och déi eenzeg Zone d'implantation, déi fir de Bau vun deem neie Lycée a Fro kënn. Dës Zone d'implantation erlaabt et d'Formatioun an d'Offre scolaire besser ze équilibréieren, ouni datt et awer dann zu engem Iwwergrëff op d'Zone de recrutement vun anere Lycéeën, notament vum Ettelbrécker Lycée technique kënn. D'Zone de recrutement ass och festgesat ginn, an do sinn eng Partie Gemengen zréckbehale ginn. Et sinn dat d'Gemenge Bauschelt, Néngsen, Rammerech, Wal, Ell, Préizerdall, Useldeng, Biekerech, Sëll a Réiden, an d'Ziffere vum Schouljoer 2001-2002 bewiesen, datt sech an dese Gemengen am Moment eng 1.000 Schüler am Enseignement postprimaire befannen. An eng 300 Stéck wäerten an deenen nächsten zéng Joer derbäikommen. D'Zuel vun de Kanner, déi an de Primärschoule vun deene betraffene Gemengen ageschriwwen sinn, erlaabt et och fir deenen neie Lycée zu Réiden fonctionnéieren ze dinn.

De Rapporteur Emile Calmes huet och virdrun iwwert déi eenzel Oriëntatiounen a Sparte vum Lycée geschwat, sou datt ech dann net méi brauch op déi dote Saachen anzegoen. Wat d'Capaciteit vun deenen neie Gebailechkeeten ubelaangt, sou ass virgesinn, datt se deenen aktuelle Gegebenheete soll entsprechen. Et gouf der demographescher Entwécklung vun de Gemengen am direkten Anzugsgebitt Rechnung gedroe souwéi och de Bemélung vum Éducatiounsministère fir déi regional Lycéeën vis-à-vis vum Zentrum opzewäerten. Deen neie Lycée, dee mer zu Réiden bauen, wäert ronn 1.300 Schüler kréien, déi op 52 Klasse verdeelt sinn. Et sinn och fir déi verschidden administrativ a kommerziell Formatiounen Klasse virgesinn. Den Exposé des motifs an d'Annexé vun dem Projet de loi waren en Deel vum Bauprojet, déi och wierklech ganz an den Detail gaange sinn, sou datt een och elo net brauch op all eenzel Detail anzegoen. Dee setzt de genaue

Bauprogramm, d'Architektur an d'Konstruktioun och fest. Den technesch a finanziellen Deel si ganz genau beschriwwen, grad wéi den Aménagement vun dem direkten Émfeld, deen noutwendeg ass, fir datt de Schoulbetrib esou agréabel wéi méiglech ka fonctionnéieren.

De Réidener Lycée ass och deen éische Lycée, deen no de Norme vun der neier Standardisatioun ausgeschafft ginn ass, deenen och an Zukunft beim Bau vun deenen zukünftege Lycéeën soll Rechnung gedroe ginn.

An deem neie Schoulkomplex si 25 normal Schoulsäll virgesinn, 18 méi kleng Klassenäll, 18 Säll fir Spezialunterricht, wéi zum Beispill Bio, Chemie, Physik, Elektro, Geographie, Geschicht, Musikunterricht, Multimedia, Konschtunterricht, Informatik an Turnen. Ausserdeem gëtt och eng Salle polyvalente gebaut, sechs Ateliere am Beräich Holz, Metall, Elektro a Kichen, an ee grouse Festsall.

A fir dass d'Schüler an där neier Schoul gutt encadréiert sinn a sech wuel fillen, gëtt och an deem neie Gebai eng Bibliothék, e Cyber-Café, e Spillsall, eng Cafeteria an eng voll équipéiert Kantin fir 400 Élève ageriicht.

Wat elo de Site ubelaangt, do hunn déi responsabel Gemengepapp a Vertrieeder am Réidener Syndikat ee Site zréckbehale. Et handelt sech ëm en Terrain vu ronn 8,5 Hektar um Rand vun der Uertschaft Réiden an der Géigend vum Centre commercial, no bei där neier Schwemm a vum Footballsterrain. Och wann den Zentrum vu Réiden net wäit ewech ass, sou ass de Lycée awer net direkt am Kontakt mat de Wunngebidd. Am Oste grenzt en un de Bësch, a fir de Rescht huet een eng flott Vue op déi Réidener Uertschaft an déi ländlech Émgéigend.

Fir de Lycée un d'Stroossennetz anzubannen, gouf en neien Accès op d'Nationalstrooss 22 Réiden-Räichel gebaut. Iwwert deenen Accès gëtt de Lycée iwwer eng 150er Wasserleitung un d'Drénkwassernetz ugebonden. Iwwert d'Kanalisatiounsnetz gëtt d'Ofwaasser un d'Kläranlag weidergeleert.

Well de Schoultransport och duerch Busser assuréiert gëtt, gëtt rechts niewent der Haaptentrée eng Busgare mat spezielle Busquaien aménagéiert. Déi Schüler, déi mam Auto an d'Schoul bruecht ginn, gelaangen duerch e speziell aménagéierte Quai an d'Schoul. Virun de Lycée kommen eng 150 Parkplaze fir d'Personal an d'Visiteure vun der Schoul.

De Schoulkomplex setzt sech aus drei Deeler zesummen, déi mateneen an engem Rechteck verbundene sinn. Déi verschidde Gebaier ginn a Funktioun vun der Topographie gebaut, fir dass si sech harmonesch an dat ländlecht Landschaftsbild integréieren.

Am Haaptfligel vum Complexe scolaire sinn d'Schoulsäll, spezial Klassenäll, d'Verwaltung, d'Kantin, d'Cafeteria, de Cyber-Café an de Festsall ënnerbruecht. Dës Gebai gëtt de laange Wee niewent déi nei Strooss gebaut, an déi verschidde Ateliere kommen an en isoléierte Module, ewech vun de Schoullassen uewe bei de Bësch, fir dass se och d'Schoul net stéieren. Wat d'Infrastruktur ugeet, esou si si zum Deel och duerch d'Topographie bedéngt an de Buedem gebaut ginn, sou dass si sech op darselwechter Héicht wéi déi restlech Gebaier befannen a sech harmonesch an d'Landschaftsbild integréieren.

Et ginn och Uebstbeem an Hecke geplanz op de Gréngzonen, déi téschent de Gebaier sinn, déi eng Gréisst hu vu ronn 3,4 Hektar.

Ech wëll och drop hiweisen, an den Emile Calmes huet et scho virdu gesot, dass op deemselwechte Site een Internat fir honnert Schüler gebaut gëtt. D'Demande fir esou eng Zort vun Infrastruktur wiest

ëmmer méi an der aktueller Gesellschaft. Si erlaabt et d'Attraktivitéit fir esou e Lycée an enger ländlecher Géigend ze erhéien.

D'Internat mat 40 Duebel- an 20 Einzelzëmmer, dat niewent dem Sportkomplex op deem Campus gebaut gëtt, ass och erëm an enger flotter Harmonie mat allen anere schoulesche Gebaier. An dem Internat kommen och nach fënnf Salles de séjour, eng Salle multifonctionnelle, esou wéi eng Salle de jeux.

Wann d'Schüler op der Busgare ukommen, kommen se iwwert en extra Wee an de Virhaff vum Lycée a vun do aus direkt an den Hall d'entrée, deen den Haaptkär vum Complexe scolaire ass. Et handelt sech ëm ee grousszuege Raum, deen zugläich Empfang, Begégnungs- an Animationszenter ass. Vun dem Punkt aus kann een déi aner Deeler vun dem Schoulgebai errechen. Et huet een hei en direkten Zougang zur Cafeteria, der Kantin mat der Terrass, souwéi zu deene verschidde Filécken, wou d'Klassenäll ënnerbruecht ginn. Duerch den Hall d'entrée huet een ausserdeem en direkten Zougang zum Sous-sol, wou d'Sportshal, d'Schwemm, de Festsall, d'Archiven an déi technesch Lokaler ënnerbruecht sinn.

Um éische Stack befanne sech weider Klassenäll, d'Bibliothék, de Cyber-Café, zwee Büroen, souwéi d'Büro vum Administratioun a vun de Professeren. Um zweete Stack sinn och nach Klassenäll ënnerbruecht, wéi och d'Wunneng vum Portier. Déi dräi Filécke kënnen esou gutt op horizontalem wéi op vertikalem Niveau ee mat deem anere verbonne ginn.

Wat elo déi technesch Installatiounen ubelaangt, wëll ech drop hiweisen, dass deenen ekologesche Kritäre bei dem Gebai, an dem net alleng bei dem Gebai, mä och bei de Baumaterialien, Rechnung gedroe ginn ass. Wat déi thermesch Installatiounen ubelaangt, schwätze mir vun engem Concept énergétique innovant. Dës Konzept ass d'Resultat vun Etüden, déi am Kader vun der Standardisatioun vun deenen zukünftege Lycéeën gefouert goufen. D'Zil vun deem neie Konzept ass et, den Energieverbrauch souwéi déi technesch Installatiounen bei der Realisatioun vun den neie schouleschen Infrastrukturen op ee Minimum ze reduzéieren, ouni dass awer de Confort vun de Benotzer drënner leide muss. Zousätzlech Investissementer a performant Isolatiounsmoosnamen an der Gréisstenerdnuung vun nëmmen 1% vun de gesamte Konstruktiounskäschten erlaben et den Energieverbrauch ëm 10% ze reduzéieren.

Déi Moyenen, déi fir dese Bau virgesi sinn, erlaben et, dass den zukünftege Lycée de Standard vun engem Niddregenergiehaus huet. An dem Kader wëll ech drop hiweisen, dass deen neie Lycée ouni eegen Heizung wäert auskommen. De Lycée mat all sengen Annexen, wéi Sportshal a Schwemm, gëtt un d'Wärmenetz, dat vun der Coopérative Biogas an der Atert exploitéiert gëtt, ugeschloss. Déi noutwendeg thermesch Energie kënn deemno vun enger Biogasanlag, wat och d'Resultat ass vun de Gesprécher, déi déi responsabel Politiker mat de Statsinstanze gefouert hunn.

Duerch dat ausgeklüggelt Lüftungssystem zirkuléiert Wäermt duerch all d'Gebaier vun Lycée, an esou kann op eng mechanesch Ventilatioun verzicht ginn. Ausserdeem ginn och nach Sonnekollektoren opgeriicht, déi et erlaben d'Waasser vun der Schwemm ze hëzen a waarmt Waasser fir d'Duschen ze produzéieren.

Eng natierlech Léftung vun de Raimlechkeeten, hermetesch ofgedicht Fassaden an Diecher, souwéi eng performant thermesch Isolatioun an dräifach Verglasung, bilden deemno d'Basis fir eng maximal Reduktioun vun dem Energieverbrauch.

Aus Zäitgrënn kann ech net op all déi Detailler agoen, déi am technesch Volet virgesi sinn. Et ass bei demem Projet de loi bis an all Detail festgehale ginn, wéi dat funktionéiert, wellech Materialien gebraucht ginn. Ech géif lech bieden, dat vläicht am Projet nozeliesen, wann Der wëllt genau am Bild sinn iwwert déi Saachen, déi do verschafft ginn.

Am Projet de loi, deen aus véier Artikelen besteet, ass e Gesamtbetrag vun 89,87 Milliounen Euro festgehale ginn. D'Personalkäschten, den Emile Calmes huet dat virdu scho gesot, belafe sech op 10,2 Milliounen Euro. Dës Ausgabe ginn iwwert de Fonds d'investissements publics scolaires getäteg.

De Statsrot begréisst mat e puer klengen Ausnahmen, méi textuell Ännerungen, dese Projet de loi.

Ech wollt nach kuerz e puer Wieder soe wat d'Aarbechten an der Kommissioun ubelaangt. D'Gemeng Réiden huet Terrain cedéiert, fir dass dee Bau ka gebaut ginn - et ware Kollegen, déi dat gefrot haten -, wou och eng Konventioun mam Stat ofgeschloss ginn ass. Wat déi thermesch Isolatioun ubelaangt. Do hunn ech scho virdu gesot, dass déi Bauweis e ganz innovative Charakter huet, eng Bauweis, déi mir och am Detail explizéiert kruten.

Et war och d'Fro gestallt ginn, ob genuch Parkplaze bei deem Lycée dobäi wäeren. Et ass jo hei de Wonsch ausgedréckt ginn, dass ee sou vill wéi méiglech sollt op den offentlechen Transport zréckgräifen, sou dass am Fong geholl déi Parkplazen, déi virgesi sinn, fir d'Personal, respektiv fir d'Visiteure vun der Schoul sinn, an d'Schüler gebiede wäer waméiglech mat dem Bus dohinner ze kommen.

Wat elo den Accès zu de Gebaier ubelaangt, ass och iwwerall en handicapéiertegerechten Accès virgesi ginn. D'Kichen an d'Kantin si komplett équipéiert. Et war och nach d'Fro gestallt ginn iwwert d'Sportaarten, déi ee kënn an där neier Sportshal maachen. Do kann all Sport gemaach gi mat Ausnahm vun den internationalen Norme fir Volleyball, wou d'Hal net grouss genuch ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Réidener Lycée wäerten d'Schüler aus dem Enseignement classique an dem Enseignement technique zesummen ënnert engem Daach hiren Unterricht kréien. Si kënnen och dozou bäidroen, dass déi ganz ländlech Region sech op kulturellem an ekonomeschem Niveau weiderentwéckele kann. Dat gesot, géif ech bieden dese Projet de loi ze stëmmen, well en noutwendeg ass, fir dass deenen neie Lycée uganks 2008 oder fir d'Schouljoer 2008 ka fonctionnéieren a well en net zulescht dem Mangel u Schoulraum am Réidener Kanton an domat am Norden och entgéint wierkt.

Dofir géif ech lech bieden, esou wéi mer en an der Kommissioun gestëmmt hunn, dee Projet de loi och hei an der Chamber ze stëmmen.

Merci.

M. le Président. - Merci, Här Loes. Als éische Riedner ass den Här Georges Wohlfart agedroen. Här Wohlfart, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Georges Wohlfart (LSAP). - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, déi zwee Projeten, mat deene mer eis haut de Mëtteg befaassen, si sécherlech fir Réiden an doriwuer eraus fir de ganze Kanton e wichtege

Meilesteen an der zukünfteger Entwécklung vun Kanton. Den éische Projet de loi, dee sech befaasst mat der Schafung vum Lycée technique zu Réiden an do duerch him eng administrativ a pedagogesch Eenheet gëtt, ass presentéiert ginn am Detail vun dem honorablen Emile Calmes. Ech soen him merci fir sai Rapport, genaousou wéi och dem Nico Loes fir den zweete Rapport, deen och ganz detailléiert war.

Et ass déi éische Realisatioun, et ass schon ënnerstrach ginn, vun engem Lycée, am Kader vun engem sou genannte Plan directeur sectoriel „lycées“. Ech weess, dass do nach eng aner Rei vu Lycéeën virgesi sinn, déi mer brauche fir an Zukunft - dat ass scho vu mengen zwee Virriedner ënnerstrach ginn - deen Defizit, dee mer bis an d'Joer 2010, de Projektionen vum Ministère no, wäerten hu vu ronn 11.000 méi Schüler hei an eisem Land, kënnen opzefänken. Et ass och e Lycée, dee vun Ufank u vun de lokalen an de regionalen Autoritéite voll ënnerstëtzt ginn ass, an et wäer nëmmen ze hoffen, dass och fir aner Projeten op deem Gebitt Ähnlechens kënn vermellt ginn.

Den Emile Calmes mécht mir et liicht, well en zum Beispill am Detail op d'Qualifikatioun an d'Zuel vun den Enseignanten an dem technesch Personal higewisen huet, wat sécherlech och en Atout gëtt wa mer vun Aarbechtsplaze schwätze fir d'Géigend am Allgemengen.

D'Grënn sinn och ugeschwat ginn, firwat Réiden. Ech mengen, et ass dee Kanton, deen zesumme mam Kanton Klierf, an deene leschten 10, 15 Joer demographesch am schnellste gewuess ass. D'Zuel vun de Kanner an de Primärschoule läit momentan bei iwwer 1.200, esou dass am Fong geholl de Choix, fir zu Réiden dese Lycée ze schafen, sech imposéiert huet.

Et kann een natierlech driwwer diskutéieren ob de Choix, deen hei getraff ginn ass, mä ech wëll dat net verdeiwen, dee richtige ass, fir niewent dem Cycle inférieur vum Secondaire classique, e komplett ugebuert ze maache fir de Secondaire technique mat enger, géif ech soen, méi pousséierter Formatioun fir de Commerce a fir d'Verwaltungen. Dat ass eng Optioun, mat där ech ka liewen. Et hätt ee sech och vläicht kënnen virstellen, dass een hätt kënnen op de Wee goe vun engem komplette Lycée, wat de Secondaire classique ugeet. Ech wëll just drun erënnere, Dir Dammen an Dir Hären, iwwer homeresch Diskussiounen, déi gefouert gi sinn an den 80er Joren, wéi et drëm gaangen ass fir de Lycée zu Wolz am Fong geholl esou auszubauen, dass en all Typ vun Enseignement kënn opuhelen. Dat gesot, hoffen ech, dass de Lycée e Succès gëtt. Da wäert dat, wat ech hei virgedroen hunn, sech an den nächste Joren eriwirgen.

Bon, datt ass, wéi gesot, ee vun de Grënn, firwat dass deenen Typ vu Schoul zréckbehale ginn ass, fir am Fong geholl de Kanner aus der Géigend d'Méiglechkeet ze loosse, esou laang wéi se am schoulflüchten Alter sinn, kënnen an hirer gewinnter Émgéigend an d'Schoul ze goen. Dat alles reit sech an an dat wat mer ënnert dem Motto Dezentralisatioun, Regionalisatioun verstinn. Ech mengen, domat kann ee liewen.

Och ass anscheinend d'Nofro vun de Betriber a vum Handel an Handwierk an där Géigend an am ganzen Éislek doriwuer eraus esou grouss, dass am Fong geholl sech entscheet gouf fir déi Zousatz Commerce-Ausbildung hei anzubidden. Esou wäit, esou gutt wat elo de Schoulbetrib ugeet, wou jo sécherlech vill Aarbecht op déi Responsabel duerkënn an ech mengen, en Element wat ganz wichteg ass, datt ass elo schon am Virfeld an dann an der Konstruktionsphas eng intensiv Kollaboratioun, an en Échange de vues an och vun

Iddië mat anere Lycéeën aus der Regioun Norden a virun allem mam Lycée technique vun Ettelbréck. Ech mengen, dat wärend d'Prémisen, dass dës Lycée vun Ufank un e gudden Start kritt an dass e sech dann och kann optimal entwéckelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e Wuert awer nach wat dës Projéct ugeet iwwert d'Internat. Mir begrëssen alleguer, dass et elo och hei an dësem Lycée zur Realisatioun vun engem modernen Internat kënn, mat enger Capacitéit vun 100 Schüler, wat direkt soll ënnert der Regie vum Ministère vun der Education nationale fonctionnéieren. De Rapporteur huet et gesot, et gi véier Unitéiten agesat, déi autonom fonctionnéieren an déi vu fënnf Éducatrice sollen encadréiert ginn.

Niewent der Fro, ech wëll elo net polemiséieren, wéi et méiglech ass, dat mat nëmme fënnf Éducatrice fonctionnéieren ze loossen, bon, loosst mer dat emol higestallt loossen, wier et awer menger Meinung no logesch gewiescht an normal gewiescht, dass mer wat dësen Internat ugeet, deeslewechte Schlëssel ugewannt hätten, de mengen Informatiounen no weinstens bei verschiddene Privatinternaten, an ech denken do un de Fieldgen, fonctionnéiert. Ech mengen, wa mer dem Privatsecteur verschidden Oplage gi wat d'Kritären ugeet, da misst dat awer och fir ons selwer gellen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dat net elo ze vill an d'Längt zéien, mä wat fir mech wichteg ass, dat ass, dass dësen Internat, wéi de Rapporteur, den Emile Calmes et gesot huet, an och de Nico Loes, soll eng Attractivitéit gi fir an de Lycée ze goen. Et ass awer net gedoen domat, dass mer en Internat dohinner richten, wéi dat an der Zäit ëmmer fonctionnéiert huet, just en Hotel-service, mä ech mengen, da muss een zumindest sech och Gedanken maachen iwwer e gewëssent pedagogesch Konzept, wat awer net d'äerf feelen. Mir hu festgestallt an de leschte Joren, duerch eng ganz Rei vu Grënn, dass d'Nofro no Internatsplazen anscheinend am Wuessen ass. Et gëtt eng ganz Rei Grënn dofir. Et si vill Leit, déi zu zwee schaffe ginn, déi d'Zäit net hunn d'Kanner doheem iergendwéi ze ënnerstëtze bei den Hausaufgaben zum Beispill.

Här President, ech muss lech gestoen, ech hat dat an der Zäit och alt versicht doheem ze maachen. Den Erfolg huet sech a Grenze gehalten, muss ech soen.

(Interruption)

Datselwecht gëllt sécherlech och fir d'Problemer vun Alleinerzieher, där mer ëmmer méi an onsem Land hunn, déi och net d'Zäit hu sech esou ëm d'Kanner ze bekëmmern, ëm de Suivi vun hinnen an da gëtt et och eng ganz Rei vu Leit, déi einfach e gudden pedagogesch Encadrement vun hire Kanner wëllen an an no der Schoul hunn.

Dofir ass et menger Meinung no wichteg, dass mer hei am Fong geholl net nëmmen dat Internat hunn, mä dass mer dat Internat och mat neie kreativen Iddien erfëllen, net nëmme fir altersentspreechend Nohëllef a Saache vun Hausaufgaben a Prüfungen, mä och dass deene Kanner an deene Jugendlechen, déi dohinner kommen, dagaus dagan, och e kreativt Fräizäit-ugebuert soll gebuede ginn. Ech mengen, nëmmen dann, wann déi Kanner an déi Jugendlech sech och wuel fillen an deem Internat, dann ass et esou, dass dat Internat, a mengen Aen, säin Zweck voll a ganz erfëllt, well et wär nämlech schued, wann d'Kanner géife jorelaang an een Internat goen, wou et kee Spaass gemaach huet. Ech krut an der Zäit, wann d'Prüfung net esou gutt war, ëmmer gedrot, ech misst an d'Internat goen. Dann hu mer alt erëm eng Schépp bäigeluecht, ech kum also der-

laanscht. Ech mengen, esou d'äerf et net sinn. Et misst Freed maachen, Här President, fir an dësem Internat kënnen och seng Fräizäit niewent der Schoul ze verbréngen. Dofir, wéi gesot, och d'Wichtigkeet vun dem pedagogesch Konzept, dat do muss hannendru stoen.

De Rapporteur vum zweete Projéct de loi, wat de Bau selwer ugeet, war a senge schréftlechen a mündlechen Ausféierungen och esou komplett, dass ech him genau wéi dem Emile Calmes merci soen a mech nëmme brauch op e puer Bemierkungen ze konzentréieren.

Ech hunn nach eng Kéier gesot, d'Grënn, déi dozou gefouert hunn, fir just de Site hei zu Réiden ze hunn. Ech wëll elo net méi dorop agoen. Och wat déi eenzel Types d'enseignement ugeet, hunn ech e puer Wieder gesot, mä wat fir mech och wichteg ass, dat ass, dass mer déi eng Leit soen, et wiere vill Suen, 89,87 Milliounen Euro. Ech fannen, wa mer dat an ons Jugend investéieren - et gëtt jo oft gesot, d'Matière grise wier déi eenzeg Matière première, déi mer nach hätten - a wa mer de Kanner aus dem Réidener Kanton eng gutt Chance ginn, dann ass dat e gudden Invest fir d'Zukunft.

Wat d'Gebai selwer ugeet, esou wëll ech mer do d'Detailer erspueen. Et ass esou, dass et éischters alles ëmfaasst wat een haut an enger moderner Schoul brauch, niewent de Klasesäll, déi spezialiséiert sinn, alles och wat zur Fräizäitinfrastruktur gehéiert, zur Sportinfrastruktur an och zum gesellschaftlechen a kulturellen Zesummeliewen, esou dass ee ka soen, dass een do wierklech e komplette Programm, wat de Bau ugeet, ka beschreiben.

Mä innovativ gesinn, mengen ech, ass et awer och, dass mer hei op en neie Wee ginn, dass versicht gëtt, zumools um Terrain vun der Energie, nei Weeër ze goen. Wann ee weess, dass 1% u Méiausgaben zwar beim Bau vun engem gutt isoléierte Lycée oder grousser Infrastrukture ka bis 10% un Energiekäschten aspueen, mengen ech, ass dat e ganz wesentlecht Argument. An ech mengen och, déi nei Iddi, fir hei keng eegen Heizung ze maachen, mä sech unzeschlëssen un, am Fong geholl, d'Zentral vum Biogas vum Kanton Réiden, ass fir mech eng gutt Saach, et beweist, dass och an dësem Kanton eng ganz Rei innovativ Konzepter hire Wee an de leschte Jore gemaach hunn.

Net méi spéit, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi leschte Freideg konnte mer ons, bei der Aweigung an der Porte ouverte vun där Biogasanlag, déi momentan wierklech déi gréisst an Europa ass, vun där Saach iwwerzeegen. An ech mengen, dat ass ee vun deene Weeër, déi mer solle bestreide wa mer vun nohalteger Entwécklung schwätzen a wa mer wëllen och als Gemengen an als Kantonen e kleng Schrétt maachen, fir e richtegen Effort ze maachen, wat d'Oplage vum Kyoto-Protokoll uginn.

Datselwecht gëllt fir d'Asetze vum Hëtze vun der Piscine vu Sonnekolektoren. Ech mengen och do ass innovativ geschaff ginn an dat alles an allem soll Modellfunktion fir d'Zukunft hunn.

Ech wollt der Madame Minister just Ausdrock menger Hoffnung verleien - wéi och vill Leit heibannen, mengen ech -, dass déi aner Lycéeën aus dem Plan sectoriel, déi virgesi ginn, esou schnell wéi méiglech kënnen realiséiert ginn. A mir hunn an deene leschte Wochen - just ee Wuert dozou - ganz vill héieren iwwert eng nei Extenssioun oder eng Méiglechkeet vun Extenssioun vum Lycée technique zu Ettelbréck, deen aus allen Néit plätzt. Ech kann nëmmen hoffen, wéi munchereen heibannen, dass mer do zu enger Solutioun kommen, déi et ons erlaabt - well de Stat menger Meinung no awer do e gewaltigen Effort gemaach huet -, dass mer

dee Lycée och kënnen esou schnell wéi méiglech realiséieren. An da géif ech och hoffen, dass bei de Lycéeën, déi an der zweeter Phas vum Plan directeur virgesi sinn, d'Planungsarbechten och schnell kënnen virgedriwwen ginn, well wéi gesot, wann d'Zil soll si bis d'Joer 2010 e groussen Deel vun deem Nohuelbedarf u Schülerplazen opzeschaffen, da muss mer och do an deenen anere Lycéeën, déi am zweete Peloton virgesi sinn, géif ech soen, Diligence maachen.

Dat gesot, Dir Dammen an Dir Hären, géif ech den Accord vu menger Fraktioun zu deenen zwee Projécten bréngen an lech merci soe fir d'Opmierksamkeet.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Merci, Här Wohlfart. Den nächsten Orateur ass d'Madame Durdu. Madame Durdu, Dir hutt d'Wuert.

Mme Agny Durdu (DP). - Ech soe merci fir d'Wuert, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wollt ech deenen zwee Orateuren, dem Här Calmes an dem Här Loes merci soe fir déi Aarbecht, déi si am Kader vun hirem Rapport geleescht hunn. An ech baséiere mech natierlech a menger Ried nëmmen op si, an och bei mir wäerte bestëmmten Aussoe sech mat deem iwwerschniden, wat déi Orateure viru mir ewell gesot hunn.

Den 2. Abrëll dëses Joers gouf de Plan sectoriel „lycées“ offiziell virgestallt an ech muss och hei nach eng Kéier vun der Geleeënheet profitéiere fir dëser Regierung, deene concernéierte Ministèren a virun allem och deene concernéierte Beamten e Kompliment auszuschwätzen, fir déi Aarbecht, déi si beim Ausschaffe vun deem Plan sectoriel „lycées“ geleescht hunn. Et gouf probéiert op eng objektive an intelligent Aart a Weis ze kucken, wéi an deenen nächste Jore sollt de Bau an d'Baue vu post-primären Infrastrukturen hei am Land virgedriwwen ginn.

Wat wollt dee Plan sectoriel „lycées“? Gekuckt gouf, wou hu mer d'Schoulpopulatioun elo, wou geet et an de Lycée, an dann ebe bis zum Joer 2010 gekuckt, wéi evolueiert d'Schoulpopulatioun, wou wäert déi Schoulpopulatioun sinn, wou huet se elo ewell Tendenz fir hinzugeen a wou ka se bis dohinner higidéiert ginn? Wéi sinn d'Transportméiglechkeeten op nei Plazen? An ech muss soen och appréciéieren, dass de Plan sectoriel probéiert huet op ganz nei Weeër ze goen.

An enger éischer Phas ass jo de Bau vu sechs neie Lycéeën virgeschloen ginn an ech appréciéieren et wierklech, dat mat deem Plan sectoriel net nëmmen zréckbehalde gouf, erëm eng Kéier an dicht besiddelte Gebitter nei Gebaier virzeschloen, wat ech an engem gewësse Mooss normal fannen, wann ech hei un de Secteur Zentrum an de Secteur Süden denken, mä ech fannen et virun allem luewenswäert, dat probéiert ginn ass ze kucken, wou kann een doruwwer eraus nach Lycéeën bauen. Ech d'äerf och do ënnersträchen, dat do eben erauskum, dat ee Lycée géif op Réiden gebaut ginn, een op Jonglënster, dann ebe wéi gesot Ettelbréck, wat nëmmen eng hallef oder lerpeldeng, wat well eng grouss Nouveautéit ass. Virgesinn ass dann och an deem Plan sectoriel de Bau vun engem Klierwer Lycée.

Dir erlaabt heibannen, dat ech och nach eng Kéier eng Lanz brieche fir déi Diskussioun. Ech mengen, de Plan sectoriel gesäit vir, dat wann d'Populatioun et am Klierwer Kanton ausweist, dat dann och e Lycée do envisagéiert gëtt. An ech sinn iwwerzeegt, wann ech d'Popu-

lationsstruktur vun deene leschte Joren an eisem Kanton gesinn, mat der Evolutioun, déi mer elo kennen, dass do an deenen nächste Joren absolut déi néideg Masse critique wäert erreecht sinn, fir e Plang vun engem Lycée ze envisagéieren. An et gëtt och e Site am Secteur Klierf, een dee relativ zentral läit, deen ugebonnen ass un d'Schinnennetz, wou et ewell eng Busgare gëtt, wou mer och keen neien Terrain muss verschaffen, mä wou mer engem bestehenden Terrain eng nei Destinatioun ginn a wou och warscheinlech keng Diskussioun wäerten opkommen, wéi mer se am PED zu Péiteng haten.

Komme mer elo zréck op déi zwee Projéct-de-loien, déi eis hei virleien. E Lycée fir de Kanton Réiden. Ech mengen et war eng ganz intelligent Décisioun, fir prioritär Réiden virzeschloen, fir am Norden en neie Lycée ze bauen. D'Populationszuele weisen et ganz einfach aus. An ech verweisen do op de Rapport Loes, deen d'Chiffere vun dem Populationszuwuess zitéiert. Bis zum Joer 2010 sinn am Norden eng 2.600 nei supplementar Unitéiten u Kanner virgesinn. Et si momentan, mat deene Berechnungen, déi mer hunn, 1.000 Kanner am Réidener Kanton virgesinn an da kommen der do nach 300 supplementar derbäi. Ech mengen dat ass eng Schülerzuel, déi et erlaabt, fir ze soen, mir brauchen e Lycée am Réidener Kanton.

Da wëll ech ënnersträchen, dat mat deem Bau, deen elo hei virgesinn ass, am Fong geholl, wa mer déi Délaieen all kennen anhalen, wierklech e ganz neit Kapitel am Bau vun de Lycéeën agaange gëtt. Wéi de Claude Wiseler säi Rapport vun Budget virun dräi, vier Joer gemaach huet, do hat hie gesot, téschent der Décisioun mir bauen e Lycée bis zum Opgoe vum Lycée brauche mer eng aacht Joer. Mir waren alleguer der Meinung, dat dat vill ze vill laang ass. Abee, wa mer de Réidener Lycée esou séier bauen, wéi mer et hei virgesinn hunn, da kënnen mer eis alleguer gewëssermoossen op d'Schëller klappen a soen, hei hu mer e Succès, mir konnten et vill méi séier maachen.

Op wat ass dat zréckzeféieren? Ech mengen do sinn e puer Elementer, déi ee muss ënnersträchen. Éischters bei der Diskussioun „Site“ sinn hei d'Décisionen extrem séier komm. Där Réidener Gemeng muss een e Kompliment ausschwätzen. Si haten en Terrain an hunn deen och fir de Bau vun deem Lycée zur Verfügung gestallt. Et sinn also keng esou eng heroesch Diskussiounen, wéi mer se zu Péiteng haten oder wéi mer se elo zu lerpeldeng hunn, déi wierklech net ganz glécklech sinn a wou ech hoffen, dat se esou séier wéi méiglech an deenen nächste Méint geregelt kënnen ginn.

Da kënn eng zweet Phas. Ech mengen ech muss e Kompliment un d'Éducatriceministesch maachen, well dee Réidener Lycée ass deen éischte Lycée, deen op Base vun engem ausgeschaffte standardiséierte Bauprogramm gebaut gëtt. Et wäert also net méi esou sinn, dat et op eemol heescht, elo brauche mer awer nach Klasesäll fir dës a fir dat. Wa bis bekannt ass, dass e Lycée op déi an déi Aart a Weis virgesinn ass, dass déi an déi Enseignement dra sinn, da si beim standardiséierte Bauprogramm virgesinn, mir brauchen déi Klasesäll, esou grouss, esou kleng, oder esou mëttelgrouss mat all deene Servicer ronderëm.

Dat drëtt Kompliment - an och meng Hoffnung, dass et hir geréit - geet un d'Bautemistesch. Ech hoffen, dass fir d'Joer 2008, esou wéi dat an deenen zwee Projécten ganz frou deklaréiert gëtt, de Lycée dann och bezugsfäeg ass an dat - normalerweise ass jo bei all Bau Unvorhergesehenes - bei deem Bau net ze vill Unvorhergesehenes wäert kommen an dat en dann och wäert an deenen Délaieen gebaut kënnen ginn.

Et ass ewell heibanne gesot ginn, dës Bau mam Internat ass en Invest vun 90 Milliounen Euro. Ech mengen en Invest vun 90 Milliounen Euro zu Réiden wäert e ganz interessanten Invest si fir Réiden, mä och fir déi ganz Géigend, eleng a punkto finanzielle Mëttelen, déi an d'Économie och vun der Géigend an un all déi Betriber, déi iergendwéi sech do verflucht fillen, do fléissen. Mä een Invest, dee kann am Fong geholl net chiffriert ginn, dat ass nämlech dee vum Opwäerte vun dem Réidener Kanton duerch de Bau vun deem Lycée. Et ass eng Opwärtung vum tertiäre Secteur, deen trotz allem an deene ländleche Géigenden nach net esou present ass, wéi en op anere Plazen am Land present ass.

Ech kann nëmme wierklech hoffen, dass dësen Invest och vun de Leit aus dem Réidener Kanton wäert gebraucht ginn, ganz besonnesch wann ech gewuer ginn, dat de Lycée och soll eng offe Struktur sinn, wou och, wéi d'Bibliothéiken oder déi aner Infrastrukturen, kënnen vun der Populatioun gebraucht ginn an dat och mat deem Geschéck en nach vill méi oppene Geescht wäert entstoen, wou d'Lëtzebuerger och vläicht mander Hemmungen hunn. Zum Beispill fir d'Formation continue, wou se dann och kënnen op eng gutt Infrastruktur zréckgräifen.

Wat elo d'Offre scolaire betrëfft, déi mir hei wäerte virfannen - dat ass ewell ënnerstrach ginn -, sou fanne mir hei vum Lycée classique déi dräi éischt Joren zréck, de Lycée technique an och den Enseignement préparatoire. Ech verweisen hei op den Débat d'orientation iwwert d'Schoul, dee mir hei fir d'éischt an der Kommissioun an duerno heibanne laang haten, a wou eng vun den Exigenzen ëmmer an ëmmer erëmkoum, déi do gesot huet, mir solle méiglechst probéieren all Enseignement an engem Schoulgebai ze implantéieren. Hei zu Réiden komme mir deem Wunsch no. Besonnesch fir déi Kanner bis zu 15 Joer ass et wichteg, dass se all Enseignementsméiglechkeete fannen, fir dass se sech eventuell nach während deenen éischten dräi Joer, wou een nach net sou sécher weess, wouhinner se sech orientéieren, réorientéieren kënnen, deemno wéi dat hire Schoulwee ausweist.

Bon, vum Lycée classique sinn och nëmmen déi éischt dräi Joer virgesinn - den Här Wohlfart huet dat ënnerstrach. Deemno wéi vill Succès de Réidener Lycée huet - ech hat dat och perséinlech an der Kommissioun gesot -, sinn ech iwwerzeegt, dass et zu Réiden wéi zu Wolz geet, an op eemol ass de Lycée classique och néideg bis erop op d'Première, vläicht net grad all Sektoren, mä vläicht de Gros awer vun de Sektoren.

Ech wëllt dann awer och zréckkommen op déi Motioun, déi mir als Chamber gestëmmt haten, wou mir gesot hunn, dass an Zukunft dat Gesetz iwwert de Fonctionnement an dat iwwert de Bau mateneen ofgehandelt solle ginn. D'Regierung huet hei der Exigenz vun der Chamber absolut Rechnung gedroen, a mir kënnen hir jo dofir nëmmen e Kompliment ausschwätzen.

Déi zwee Gesetzer ginn also parallel gestëmmt. Dat erméiglecht engersäits d'Ernennung vun zumindest engem klengen Deel vum Personal, dat da mat sengem Lycée eropwiisst an dat zur Zäit gefrot gëtt, wéi et vläicht dës Sall gesäit, oder wéi et vläicht gären eng Dier hätt, op wéi eng Aart a Weis och ëmmer dat gebraucht gëtt. Et erlaabt deem Personal, wat genannt gëtt, deem Lycée zur Zäit eng bestëmmten Nues, eng bestëmmten Ausrichtung ze ginn, fir dass herno, wann d'Kanner zesumme kommen, dee Lycée eng bestëmmte Perséinlechkeet ewell huet.

Ech erënneren hei un déi Schwie-regkeeten, déi mir hate mam Lycée Aline Mayrisch, wou d'Madame Brasseur e bal fäerdege Bau stoen hat, mä nach kee Funktionements-gesetz hat a wou mir vill an äerdege hu musse schaffen, fir dass et funk-tionéiert, a virun allem, wou si als Minister gefuerdert war.

Eng nächst menger Meenung no gutt Décisioun ass déi, dass ewell zwee Joer ier de Lycée a Betrib geet, et sou genannte Réidener Klassen a verschiddenen Nordly-céee gëtt, fir dass déi Kanner aus dem Réidener Kanton sech ewell eng Identitéit fannen a sech zesummefannen, an dass se dann herno an de Réidener Kanton ugesiddelt ginn. Och dat ass menger Meenung no besser, wann een en neie Lycée opmécht. Ech verweisen hei op déi leideg Diskussiounen, déi mir haten, wéi mir den Aline Mayrisch sollten opmaachen, wou op eemol Panik doriwwer ent-stoung, vu wou déi Kanner dann elo kommen a wéi se recrutéiert ginn.

De Lycée Aline Mayrisch leeft méttlerweil excellent, dank enger enga-gierter Éducationpolitik an dank engem engagiertem Direkter, mä dat si Saachen, déi konnte gero-den, déi konnten awer och schrecklech an d'A goen. Dofir sinn ech der Meenung, dass déi Décisiounen, déi hei getraff gi sinn, vill besser sinn, well si de Réidener Lycée op déi richteg Schinn setzen an e ganze Koup Problemer ver-meiden, déi ganz gutt kënne ver-midde ginn.

Dat lescht Wuert wollt ech zum In-ternat soen. Mir hate relativ laang Diskussiounen an der Chambers-kommission, wéi et geheescht huet, datt am Internat fénnef Édu-cateure virgesi sinn, ee Gradué a véier Educateuren. Mir haten eis doropshin informéiert beim Éduca-tionsministère, dee jo net nêmen een Internat exploitéiert, mä e puer, an et ass sech hei gehale ginn un déi Normen, déi an deenen aneren Internater sinn. Ob dat elo genuch oder net genuch Éduca-teure sinn, ech mengen, dat muss och d'Evolution vum Réidener Ly-cée weisen. Ech mengen, an der éischer Phas géif et op alle Fall duergoen.

Ech mengen, et ass eng gutt Déci-sioun, dass en Internat hei gebaut gëtt. Ech hat d'Geleeënheet bei enger anerer Affär an deem Ple-num ze soen, mir brauchen onbe-déngt Internater, net nêmen zu Réiden. Ech sinn ewell ganz frou, dass dat zu Réiden gebaut gëtt. Mä doriwwer eraus wäerte mir eis där Diskussioun net kënne ver-schléissen. Mir brauchen Opfaang-strukturen och iwwer Nuecht fir de postprimären Unterrecht, an ech kann nêmen hoffen, dass déi Dé-cisioun hei keen Einzelkand bleift.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kann nêmen hoffen, dass och déi 95 Enseignanten, déi hei virgesi sinn, sech wäerten an deem Réidener Lycée wuel fillen. Wann ee seet, dass een nei Lycée brauch, da brauch een natierlech och Personal. Ech wollt hei êner-strächen, dass d'Regierung am Budget 2004 iwwerall am Fong geholl, bal an alle Secteuren, en Astellungsstopp virgesinn huet, fir nei Posten ze schafen, ausser êner anerem am Enseignement. Et kann een dat wierklech nême be-gréissen an ênersträchen, well oui déi Ouverture kéint zum Bei-spill ee Lycée wéi deen heiten iwwerhaupt net funktionsstücht ginn, wann et doriwwer hiergeet.

Voilà, dat waren elo déi Iwwer-leeungen, déi ech zu deesen zwee Gesetzesprojete wollt féieren. Ech hoffen, dass et net ze vill Redité waren, an dass net nach ze vill Rediten hannenno mir kommen. Op alle Fall wollt ech e Kompliment nach eng Kéier maachen un déi zwee Rapporturen an un déi zwou Ministreschen, an hinne vill Gléck wënsche bei der Ausaarbechtung vum deemem Projet. Ech kann nêmen hoffen, dass de Lycée Réiden

sech gutt wäert afügen a seng Géi-gend. Ech soe merci fir d'Nolau-schteren.

M. le Président. - Merci, Ma-dame Durdu. Ageschriwwen ass elo den Här Koepp. Här Koepp, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean-Pierre Koepp (ADR). - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn haut de Mëtteg befaasst mat engem Gesetzesprojete, dee fir den Norde vu grousser Bedeitung ass. Hei geet et drëm, fir enger ganzer Region ee Lycée zur Verfügung ze stellen. D'Aplanze vum engem Lycée ass fir eng Region vu grousser Bedeitung, wat déi zukünfteg Entwécklung ubelaangt. Am Réidener Kanton ass ewell Verschiddenes realiséiert ginn, wéi zwee Zone-d'activitéen, de Bau vun der Réidener Schwemm oder d'Biogasanlag, déi de leschten Frei-deg ageweit konnt ginn, a wou ech leider net konnt dobäi sinn,...

(Interruption)

...ouni elo wëllen op all déi aner Realisatiounen an deemem Raum méi genee anzegoen.

D'Biogasininstallatioun ass jo och ganz wichteg fir de Lycée, an ech hoffen, dass e finanziell Arrange-ment méiglech ass. Betrëfts Akaf vun der Energie steet hei am Rap-port vun der Bautekommissioun folgende Passus: „sous réserve de conditions et de prix d'énergie acceptables“. Et wär menger Mee-nung no gutt, wann dës Problema-tik am Virfeld geléist géif, fir keng Iwwerraschung ze kréien.

Dës alles, wéi och elo de Bau vun deemem Lycée, ass nême méig-lech, wann eng Region zesum-meschafft. Den Norden huet an demem Beräich vu regionaler Zesum-menaarbecht munch Virbildlech opzeweisen. Nême well am Nor-de regional zesummegeschafft gëtt, ass villes méiglech.

All dës Aarbechte ginn zousätzlech begëstert duerch eng demogra-phesch Entwécklung no uewen. Esou ass am Réidener Kanton d'Bevölkerung vun 10.200 op 14.000 a méi eropgaangen. Dat ass e Plus vu bal 36% an deene leschten 20 Joer. D'Entwécklung vun der Populatioun huet eng weider steigend Tendenz. Wat vläicht ze bedauern ass, dat ass, dass et e sektorielle Lycéesplang ge-bracht huet, deen eréischt am Abrëll 2003 presentéiert ginn ass, fir feststellen, dass mir och am Norden ee Manktum vun iwwer 2.600 Unitéiten hunn, dat ass also een Drëttel vum ganze Land.

De Bau vum engem Lycée an enger Region ass vu grousser Bedei-tung. Et gëtt dës Region, wann de Lycée bis funktionéiert, an dann nach eréischt Joren duerno, eng zukünfteg regional Identitéit. Bis elo sinn all dës Kanner a Jugendle-cher aus der Réidener Region no hirer obligatorescher Primärschoul an dräi verschidde Lycéeën ga-angen. Dat wëllt soen, no der Primär-schoul hunn d'Kanner sech zum Deel aus den Ae verluer. Bis elo si si gréisstendeels op Ettelbréck an Dikrech an d'Lycéeën gaangen, an och awer e méi klengen Deel an d'Stad, op Miersch oder op Wolz.

Wann dese Lycée emol funktio-néiert, dierft dat och een Impakt hunn, wat d'Klasseneffektiver ube-laangt, op déi aner Lycéeën ron-derëm. Well jo awer hei ronn 1.000 bis 1.200 Schüler d'Méiglechkeet hunn op Réiden an d'Schoul ze goen. Mam Bau vun deemem Lycée zu Réiden hunn dës Jugendlecher d'Méiglechkeet sech och no hirer Primärschoul an hirer Region ze treffen a viru mateneen ze schaf-fen, wat ganz sécher der regiona-ler Identitéit spéider zum Guddé kéint.

Dës Dezentralisatioun vun der Schoul huet awer och ganz sécher e positiven Afloss op aner Region-en, well elo hei manner Verkéier opkëent, och wann nême mini-mal. Dese Bau ass och eng ganz

wichtig Etapp, wann ee wëllt d'Entwécklung am ländleche Raum weider virundreiwen. Dat heescht eng Verbesserung vun der Lie-wensqualität, déi eis all uewe läit. Dese Schoulneibau ass eng wich-tig Etapp, fir an der Region kë-nen ze liewen, ze schaffen, seng Akeef kënnen ze maachen a wéi och, wat haut wichteg ass, e ge-wësenen Niveau vu Fräizäitaktivi-téite kënnen de Leit unzebidden.

Op dës Plaz wëll ech de Rappor-teuren, dem Här Nico Loes an dem Här Emile Calmes, en hærzleche Merci ausdrécke fir hir detailléiert Rapporten. Et sinn zwee Projeten, déi mir haut diskutéieren an iwwert déi mir och ofstëmme. Engersäits de Fonctionnement an anersäits d'Infrastruktur, a mir begréissen et, dass dës zwee Projete mateneen diskutéiert an och ofgestëmmt ginn. Ech wëll mech elo hei fir d'éischt mam Fonctionnement be-faassen, wat de Projet 5090 ass.

Fir d'éischt ass emol ze begréis-sen, dass fir de Fonctionnement vun deemem Lycée e sonnerer Bud-get opgestallt ass, wat eis et er-méiglecht, d'Fonctionnements-käschten am Viraus ze iwwerkuc-ken ier mer de Projet insgesamt stëmme. Wann een dovun ausgeht, dass hei eng 95 Professeren a ronn 30 aner Beschäftegter en Ennerdaach fannen, gesäit ee schon alleng wat fir ee wichtege Impakt dese Lycée op d'Region huet. D'Fonctionnementskäsche ginn ugi mat iwwer zéng Milliounen Euro pro Joer, wat och ganz sécher e wichtege wirtschaftlechen Impakt op d'Reidener Region dierft hunn.

Ze begréissen ass, dass och no de Schoulstonnen hei d'Méiglechkeet besteet, speziell op d'Schoulinfra-struktur kënnen zréckzegräife fir d'Veräiner aus der Region, wat ênert dem Punkt 3.3 beschriwwen ass. Wat net an deemem Projet steet - ech hunn et op d'mannst emol net direkt oder kloer fonnt an de Fon-ctionnementskäschten -, dat ass dass och Owescoursé kënne fir d'Region ugebuude ginn. An demem Sënn géif ech awer esou eng Initiativ begréissen, well an där heiteger Zäit ass et och wichteg, a mir wäerten net derlaanscht kommen, fir och no engem Schoulof-schloss weider Fortbildungscoursen unze-bidden, well d'wirtschaftlech Situa-tioun am Land verlaangt eng per-manent Weiterbildung bis zum Pensiounsalter. Et wär jo flott, wann e supplémentaire Kredit kéint bei der Erwuessenbildung berück-sichtegt ginn.

E Punkt, deen - esou wäit ech de Rapport gelies hunn - am Fonction-nement keng Berücksichtigung fonnt huet, ass de Schoultransport. Och wann d'Schoul virausiicht-lech hir Dieren eréischt am Sep-tember 2008 soll opmaachen, misst ee sech awer elo schon esou lues Gedanken iwwert de Schoultransport maachen. Et soll ee jo deesen Transport esou intelli-gent wéi méiglech gestalten, fir d'Käschten op e Minimum ze be-grenzen, awer och de Jugendle-chen e Maximum u Méiglechke-ten unzebidden. D'Transportkäsche sinn an de Fonctionnements-käschten nach net berücksichtegt ginn.

Wat de Bau u sech selwer ube-laangt, dës ass de Projet 5196, ass net vill Neies dobäizefügen. De Rapporteur, den Här Nico Loes, huet dat ausféierlech gemaach. Wat ze begréissen ass, dat ass de Bau vum engem Internat bei dës Schoul. Et ass ze hoffen an ze wën-schen, dass all dës Aarbechten an deenen zäitlechen Délai kënnen agehale gi wéi et virgesinn ass. A mir géifen och begréisse wann de finanzielle Voleit kéint respek-téiert gi vun deene ronn 90 Milliounen Euro, wat iwwer dräi an eng hallef Milliard där aler Lëtzebuerger Fran-ge sinn.

De Bau vun deemem Lycée ass och deen éischer deen nom neie Kon-zept gebaut gëtt, an et wär ze wën-schen, dass mir hei keng Iwwerra-schung kréien. Ech hunn hei an do an deemem Beräich meng Be-denke wann ze vill där Fachleit un engem Projet schaffen, well wann ze vill Fachleit matschaffen, da muss dat net ëmmer am Interesse vun der Saach sinn. Hei gëtt ganz oft de gesunde Mënscheverstand net respek-téiert, well deier muss net ëmmer gutt a praktesch sinn.

D'Lag vum Lycée um Rand vu Ré-iden selwer ass och ze begréissen, an et wär ze wënschen, dass de Schoulbustransport op e Minimum duerch Réiden selwer kéint age-schränkt ginn.

Well mir elo bei de Lycéeën sinn, er-laabt mir awer drop hinzeweisen, dass wann dese Projet bis ge-stëmmt ass, mir eis esou séier wéi méiglech mat anere Schoulprojete am Norden nach befaasse mussen, an zwar: den Ausbau vum Lycée vun Ettelbréck, deen elo jo schon iwwer fénnef Joer laang op en Ausbau waart an dee bei de-enen nächsten un der Rei ass. Hei sätzen eng Rei vu Schüler a Containeren. An deemem Kontext wollt ech d'Madame Minister froen, ob si eis kéint heizou vläicht méi genee Informatiounen ginn, ob ewell iwwert de Standuert vun deem be-treffenden Ausbau eng Entschee-dung gefall ass.

Wann dese Projet bis gestëmmt ass muss mer feststellen, dass och trotz dem Bau vum Lycée zu Réiden nach e Manktum vu Lycée-capacitéit am Norden ass, an zwar am Kanton Klierf, vu ronn 1.000 bis 1.200 Unitéiten, an ech wär frou, wann och dës Phas oder Realisa-tioun mat der Zäit géif ugefaange ginn an op déi richteg Schinne gesat ginn. Dat gesot, Dir Dammen an Dir Hären, ginn ech am Numm vun der ADR-Fraktioun d'Zoustem-mung zum Projet an ech soen lech merci fir Aert Nolauschteren.

Plusieurs voix. - Très bien!

M. le Président. - Merci, Här Koepp. Den nächsten ageschriw-wene Riedner ass den Här Gira. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG). - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, den Datum vun haut wäert sécherlech an d'Geschicht vum Réidener Kanton agoen. Haut gëtt net nêmen e Gebai gestëmmt, haut gëtt net nêmen den Inhalt fir an dat Gebai gestëmmt, mä haut geet e staarken Entwécklungsimpuls vun uewe fir dës Region aus nodeems vläicht éischer an deene leschte 15 Joer ganz vill a staark Impulser vun ê-ne komm sinn. Et ass an eisen Aen och e wichtege Akt vun Dezentra-lisatioun, deen och conforme ass mam Programme directeur, well ech hu ganz dacks dat Gefill, dass zwar dezentraliséiert gëtt, mä dass dat awer net onbedéngt conforme ass zu deem wat am Programme directeur steet.

Dat ass fir eis nämlech keng De-zentralisatioun, wann een Institu-tiounen oder Infrastrukturen, déi et nêmen eemol am ganze Land ginn, e bëssen hott an har duerch d'Land verdeelt, domat erreche mer nämlech net ganz vill, mir pro-vozieren éischer nach méi Ver-kéier. Fir eis ass eng seriö Dezen-tralisatioun wa Servicer, déi vu jiddferengem gebraucht an och genotzt ginn, gläichmësseg iwwert d'Land verdeelt ginn, an dann och nach esou wéi de Programme di-recteur et virgesäit. Ech mengen dat ass de Fall bei Lycéeën, dat ass de Fall bei Kliniken, et ass bei anere Servicer, dat kéint eiser Mee-nung no och bei der Steierverwal-tung an aneren Administratiounen sinn, do schéng mer eis jo nach e bësse méi schwéier ze dinn.

Mä wie weess, vläicht bréng mer no deemem wegweisende Plan sec-toriel „lycéeën“ och nach aner Plan-sectoriell ronn. Dese Plan sectoriel ass jo iwwert de Kléi hei gelueft

ginn, ech ka mech deem Luef uschléissen. Vläch mierke mer, dass et héich Zäit gëtt, dass mer e bësse méi planmësseg an deem Land hei virginn, an net hott an har do wou grad zwee Leit déi sech kenne sech begéien d'Décisiounen huelen. An deem Sënn war fir eis - et deet mer Leed - d'Déci-sioun, e Lycée op Mamer ze set-zen, keng korrekt Dezentraliséie-rung, well wat mécht et fir e Sënn fir e Lycée op Mamer ze setze wann de Programme directeur virgesäit, dass Stengefort eigentlech soll de regionalen Zentrum sinn? Ech ho-fen, dass dat eng vun deene leschten Décisioun war, déi an esou engem Sënn geholl ginn ass.

Mir sinn eis eens, dass dese Lycée net nêmen de Wee fir d'Schüler aus dem Eck wäert verkierzen, mä ëmmerhin och 120 Aarbechtsplaze schafe wäert, dat ass scho gesot ginn, mä ech wëll dat awer nach eng Kéier ênerstetzen, och ganz héich qualifizéiert Aarbechtsplaz-en, och eng ganz Rei Aarbechts-plaze sinn ech iwwerzeegt fir Fraen. Mir passe jo net oft genuch op, wa mer Aarbechtsplazen do-ruechter schafen, dass mer de Re-flex hunn och ze kucken, ob och ei-negermoosse gläichwäerteg Aar-bechtsplazen dobäi si fir Fraen. Mir si geschwënn um Punkt hei, dass awer eis Erwerbsquot bei de Frae lues a lues un europäesch Normen erukënn. An dann ass et wichteg, dass mer, wa mer Aarbechtsplaze schafen, drun denken, dass se och emol a priori kënnen de Fraen ze-gutt kommen. Dat ass fir mech duebel wichteg am ländleche Raum, wou déi Aarbechtsplaze ganz oft nach vill méi dënn geséint sinn.

Et wäert lech dann och net schrecklech iwwerraschen, dass déi Gréng dese Projet wäerte stëmme, besonnesch well mer och net ganz onschëlleg sinn, zu-mindest iwwert den Ufank vun den Diskussiounen, dass iwwerhaupt emol déi richteg Zuelen op den Dësch komm sinn, an dass sech d'Aarbecht gemaach ginn ass, déi demographesch Entwécklung an och d'Zuel vun de Schüler am Kan-ton Réiden ze kucken.

Dese Projet beweist awer och, dass ganz vill Zäit ka gewonne ginn, wann éischters eng gutt Ze-summenaarbecht besteet an enger Region, mä awer och wann tês-chent de Responsablen an der Region an de responsable Minis-tère gutt zesummegeschafft gëtt. Mir weise jo ganz schnell gären, wa mer Jore brauche fir Projeten duerchzekréien, op déi sou ge-nannte Nimbyen. Heiansdo misst een awer emol e bëssen hannert d'Kulisse kucke goen, ob hannert deesen Nimbyen net virgeschéckte Parteizaldoten- an -zaldotinne stinn, an dass ganz oft heroesch Diskussiounen ausgefouert ginn um Bockel vun der Populatioun an hannendru steet klengkaréiert Par-teigeplänkel. Hei war dat gléckle-cherweis net de Fall, eng vun den Ursaache firwat mer esou séier weiderkomm sinn.

Ech géing mer och wënschen, an ech gesinn eigentlech net firwat dat net sollt de Fall sinn, dass déi gutt Zesummenaarbecht têschent de lokalen a regionale Responsa-blen an deene jeeweilege Ministère ka weidergoe wat d'Benotzung vun den Infrastrukturen ubelaangt. Dat ass am Projet de loi festgeschriw-wen. Mir wëssen awer alleguer, dass Theorie a Praxis ganz oft aus-ernee leien. Ech hoffen, dass mer eis kënne mat Zäit zesummese-tzen, fir dass déi Infrastrukturen net nême vun deenen 1.200 Schüler a Schülerinne benotzt ginn. Mir kënne jo emol beweisen, dass et Sënn mécht, eng Infrastruktur vun 3,6 Milliarde Frang anzwouch stoen ze hunn, déi net um véier Auer zouzespären, mä duerno eng aner Kategorie vu Leit déiselwech Infrastruktur benotzen ze loossen. Dat ass vläch net ëmmer einfach. An deene regionale Responsable soll et net hanken. Mir si gär bereet do de Lien ze maachen.

Mä och d'Zesummenaarbecht, wat d'Kontakter vun der Schoul mat de Betriber an der Region ubelaangt, ass sécherlech méi einfach an enger ländlecher Region, wou fir all Betrieb praktesch e Gesiicht handendru steet. Ech denken awer do net nëmmen u kommerziell Betriber, ech denken och u kulturell Aktivitéiten, wou esou munches a Bewegung komm ass déi lescht Joren am Kanton Réiden, an ech mengen, och do kann ee sech ganz flott Synergie virstellen.

Awer och mat de Primärschoulen aus der Géigend, an ech géing vläicht en Appel lancéieren un d'Éducatiounsministesch, fir ze probéieren hei emol e Pilotprojet ze maachen, fir mat deene verantwortbaren Titularen aus engem fënneften, sechste Schouljoer sech mat Zäit zesummesetzen, mat den Enseignanten aus dem Lycée, fir deen Iwwergank tëscht Primär a Secondaire, deen nach ëmmer fir ganz vill Kanner, fir ganz vill Elteren, awer och fir ganz vill Enseignanten am Secondaire e grouse Problem duerstelt. Et stellt een ëmmer erëm fest, dass déi Programm nach net ofgeschwat sinn.

Ech wëll nëmmen ee Beispill huelen, de Passé simple. Et steet ganz kloer am Plan d'étude vum Primär, dass d'Kanner nëmme brauchen de Passé simple ze erkennen. Da kommen se awer an e Lycée an déi éischt Franséischstonn an deemno wéi ee Proff, dass et ass, mécht deen eng ganz säfteg Prüfung, wou de Passé simple net nëmme muss erkannt ginn, mä wou e muss kannt ginn. An da komme ganz gehéiereg Daten eraus, an da kréien déi Kanner gesot, déi de Passé simple net beherrschen: Aus wéi enger ënnerentwéckelter Region kënns du dann? An da gëtt dat natierlech séier public, an da gëtt den Drock op d'Enseignanten am Primär verstärkt. Just dat als klengt Beispill.

Ech sinn iwwerzeegt, wa mer eis géingen d'Méi maachen, gëtt et där Beispiller nach ganz vill. Ech mengen, hei wär d'Chance, fir sech zesummesetzen a mat Zäit ze kucken, dass ee vläicht e Pilotprojet mécht, fir fir dësen Iwwergank wierklech zesumme mat alle Concernéierten, och mat den Elteren aus der Region, e Wee ze fannen, dee ville Kanner den Iwwergank erliichtert. Mir wëssen, dass ganz vill Échecen am Ufank vum Lycée sinn. Wann d'Kanner bis deen Iwwergank gepackt hunn, sinn eigentlech proportional manner Échecen. Dofir maachen ech en Appel un d'Éducatiounsministesch elo schonn un esou ee Projet ze denken.

Wa mer bei der Pädagogie sinn, dann ass vläicht een eenzegt Bedauerer wat mir als Gréng bei dësem Projet hunn, dass och hei bei dësem Lycée an domat schéngt et definitiv gehalen ze sinn, d'Konzept vu Lycopa keng Chance kritt huet. Et deet eis Leed, do si Leit, déi sech ganz vill, ganz intensiv Gedanke gemaach hunn, fir seriö a fundamental Reformen an eist Schoulwiesen eranzebréngen, fir d'Erausforderungen un d'Schoul vum 21. Jorhonnert unzepassen un d'Gesellschaft vum 21. Jorhonnert.

Ech wëll an ech kann elo net hei am Detail op dës Konzepter agoen. Ech mengen awer, dass et derwärt gewiescht wär e Pilotprojet ze probéieren. Och déi Iddien hätte sech vläicht ganz gutt an engem Lycée wéi deem heiten, dee méi an engem iwwerschaubare Raum, mat iwwerschaubaren Acteuren statt hätt kënne fannen, vläicht ganz gutt maache gelooss. Et hätt ee sech och an deem heite Fall Synergie mat deem Internat kënne virstellen, wat niewent dem Lycée gebaut gëtt, wou souwisou, wann och nëmmen e Minimalstaff vu Leit do ass, hätt een dat kombinéiert mat enger sou genannter Ganzdagsschoul, wéi et de Leit vu Lycopa virgeschwieft huet. Do hätt ee menger Meenung kënne e ganz flotte Projet maachen. Et schéngt awer kloer ze sinn, dass

zumindest dës Regierung net an esou eng Richtung wëllt goen. Mir bedauern et dat.

Zur Ausrichtung Administratioun mengen ech, dass et evident ass, dass dës Secteur zukunftsfaeg ass. Mir sinn amgaang lues a lues an eng Gesellschaft vun den Déngschtleeschungen eranzegeen, an ech mengen schonn, dass iwwerhaapt an deem ganze Beräich eng grouss Zukunft fir de ländleche Raum ass, wann ee gesäit, wéi konkret déi modern Kommunikatiounstechnologien et Kleng- a Mëttelbetriber, déi am Déngschtleeschungssecteur sinn, erlaben am ländleche Raum sech niddereeloosen, bedéngt duerch déi niddreg Loyerspräisser, wierklech hiert Liewe kënne ze maachen, mat moderne Kommunikatiounsmethoden awer mam Rescht vun der Welt verbonden ze sinn, da mengen ech, dass do nach villes méiglech ass.

Et ass natierlech elo och un deene Responsable vum Kanton, wa mer nach weider Extensioune vun eisen Zones d'activités maachen, och dorun ze denken a ganz geziilt och elo Aarbechtsplazen ze schaffen, dass déi Leit, déi eng Kéier an de Lycée ginn an am Beräich Administratioun schaffen, dann och am Eck waméiglech Aarbechtsplaze fannen.

Et ass selbstverständlech, dass déi Gréng deen innovativen Energiekonzept begreissen, dee ganz gutt an de Kanton erapasst, an ech brauch mech net méi auszeloosen iwwert dat Konzept vun der Biogasanlag. Ech mengen, jiddeeren, deen déi Anlag gesinn huet, huet gesi wéi innovativ dëst Konzept ass.

Vläicht ee Wuert zum öffentlechen Transport, an do fir dem Här Koepf seng Suergen direkt ze zerstreuen: Ee Virdeel vun deem Emplacement vun deem Lycée ass jo grad, dass praktesch keen zousätzlech öffentlechen Transport muss organiséiert ginn, well mer elo zënter 1995 mat deem innovativen Konzept vun öffentlechen Transport Stonnentakt an d'Stad, op Réiden an op Ettelbréck de facto den Terminus vu bal alle Linnen, déi elo an d'Stad an op Ettelbréck fueren, op genau där doter Plaz beim Lycée hunn. Dat brauch nëmme liicht emgännert ze ginn. Et muss ee soen, dass déi Bussen, déi moies un siwen Auer aus der Stad fortueren op Réiden, an Zukunft kënne Kanner aus der Region mat op Réiden féieren. Och dat, géing ech soen, wier en zousätzleche Plus. Wann een dezentraliséiert, muss een et net fäerdeg bréngen moies zur selwechter Minutt 13.000 Schüler op zwou Plazen an d'Stad ze verdeelen. Wann ee mat Responsable vum Busservice schwätzt, da soen déi engem, dass dat hire gréisste Problem ass fir moies Punkt aacht Auer 13.000 Schüler a Schülerinnen op zwou Plazen an der Stad ze déplacéieren. Et wäert sécherlech méi einfach ginn, 1.200 Stéck op Réiden ze transportéieren.

Déi ganz Region freet sech haut schonn op den Datum wou d'Diere vun dësem Lycée wäerten opgoen, well do ronderëm wäert eng ganz positiv Entwécklung stoen, an ech mengen, et ass den Dram vun all Réidener Buergermeeschter, fir da vläicht iergendeng Kéier wann en eng Begréissung mécht, ze soen: Dir Dammen an Dir Hären, ech begreissen lech ganz häerzlech an der Stad Réiden.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - Merci, Här Gira. Et ass kee Riedner méi ageschriwwen. Dann huet elo d'Regierung d'Wuert. Madame Basseur, Dir hutt d'Wuert.

Mme Anne Basseur, Ministre de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat hei ass ee vun deenen erfreesleche Momenter, déi een huet als Educatiounsminis-

ter, wann een d'Zoustëmmung op alle Bänke kritt. Et ware schonn eng Rei Projeten, déi déi Zoustëmmung kruten, mä an der Éducatioun ass jo näischt evident, an do huet een heiansdo getrennte Meenungen, wat och gutt ass.

Wann ech mech haut ka freeën, dann ass et well et de véierte Projet de loi iwwert de Fonctionnement vun engem Lycée ass, deen ech hei an der Chamber kann diskutéieren. Deen éischte Projet de loi, deen ech hei virgeluecht hunn, wor deen iwwert d'Schafe vum Lycée Aline Mayrisch. Den zweete Projet wor deen iwwert d'Schafe vun engem Lycée vu Mamer. Den drëtten Projet dee vun engem Lycée zu Lalleng, an dat hei ass de véierte Projet, dee fir d'Schafe vun engem Lycée zu Réiden.

Et ass eng Première, well et ass fir d'éischt, dass déi zwéi Projeten, dat heescht deen iwwert de Fonctionnement an deen iwwert de Bau, esou wéi d'Chamber dat och an enger Motioun zum Ausdrock bruecht huet, mateneen diskutéiert a votéiert ginn. Ech hat den 29. Januar dëst Joer de Projet de loi iwwert de Fonctionnement scho virgeluecht, well et muss een eng Osature hunn, an dorop grefféiert sech dann de Bauprojet. An ech si frou, dass mer elo kënne déi zwéi Projete mateneen diskutéieren.

Ech wëll och de Presidente vun deenen zwou Kommissiounen villmools merci soen, bei der Bautekommissioun dem Här Strotz an der Madame Durdu, als Presidentin vun der Educatiounskommissioun, sou wéi deenen zwéi Rapportere, dem Här Loes fir de Bau an dem Här Calmes fir de Fonctionnement.

D'Prozedur, déi mir hei zu Réiden gewielt hunn, fir mat deem Lycée virunzuekommen, ass wierklech vill besser verlaf, wéi dat bei viregte Projeten de Fall war. Firwat? Mä well déi concernéiert Gemenge sech am Kanton Réiden zesumme gedinn hunn, an déi ware sech eens, dass se e Lycée wollten, e Lycée wou mir als Chamber 1998 jo och eng Motioun gestëmmt hunn a wou mer gesot hunn, et misst e Lycée an déi Géigend kommen. D'Gemenge ware sech eens an de Plan sectoriel „lycées“ huet dat ausgewisen. An d'Gemenge ware sech net nëmmen eens, dass e soll an de Kanton Réide kommen, mä si ware sech och iwwert den Emplacement an den Terrain eens. Dat alles huet natierlech déi ganz Décisioun fir d'Implantatioun vill méi einfach gemaach. Dobäi kënnt selbstverständlech de Plan sectoriel, deen ons an Zukunft wäert erméiglechen, déi Diskussiounen, a wellechem Raum iwwerhaapt e Lycée implantéiert gëtt, méi liicht ze maachen.

An dat drëtt ass, dass et fir d'éischt ass, dass e Lycée no deem neie Programm vun de Standardisatioun gebaut gëtt. Et ass nämlech opgefäll - an dat war fir den Educatiounsminister a fir de Bauteminister ëmmer schwierig -, wann e Lycée gebaut ginn ass, dann ass de Programm vum Educatiounsministère opgestallt ginn, dann ass deen un de Bauteministère gaangen, deen huet en Architekt designéiert, an dann ass am Fong d'Konzeptaarbecht vu vir ugaangen. Or, et si verschidde Grondkonzepter bei enger Schoul, déi solle respektéiert ginn an do brauch een net ëmmer erëm vu vir unzefänken, an dofir sinn ech frou, dass mer dee Standardisatiounsprogramm lo hunn, sou dass een duerno, an der Ausaarbechtung vun definitive Projet, vill méi séier ka virufueren.

Ech sinn och frou, dass mer hei op e Wee ginn, wou mer Raimlechkeete schafe wou d'Gemeng mat agebonne gëtt, oder d'Gemenge vum Réidener Kanton, dass et e Lycée gëtt, deen net nëmme fir d'Schoul

ass, mä dass Synergie si wat aner Raimlechkeeten ubelaangt, ob dat d'Sportinfrastruktur, de Gemengesall oder awer och - wat ech hoffen - d'Bibliothéike sinn, dass déi kënne als Synergie mat de Leit vu ronderëm fonctionnéieren. An da kënnt selbstverständlech dobäi, dass een och soll d'Formation des adultes dezentraliséieren, an hei kënne mer dann och op Infrastrukturen zrëckgräifen.

Dat alles mécht also, dass ech haut frou sinn, dass mer dës Projet verlaan hunn. Et sinn e puer Froe gestallt ginn an de Contenu ass explizéiert ginn, dass mer e Lycée technique hätte vu 7^{le} bis 13^{le}, dann e Lycée classique vu 7^{le} bis 5^{le}. Et kann ee sech d'Fro stellen: Firwat geet de Classique net viru bis op 1^{ere}? Mä de Législateur muss dat fixéieren, a wann de Besoin sech géing erginn, wann d'Zuelen et ausweisen, fannen ech, soll een dee Lycée auswäiten.

Nach ee Wuert zu der Dénominatioun vum Lycée, en heescht elo Lycée technique. Et gëtt nämlech e Gesetz vun 1990 wat virgesäit, dass wann e Lycée ganz Techniques-Klassen huet, an nëmmen e Stéck vun Classique, dass deen da Lycée technique heescht. An deem Projet de loi, deen ech och den 29. Januar déposéiert hunn, iwwert de Fonctionnement vun de Lycéeën, do steet awer dran, dass et soll an Zukunft eng Dénominatioun fir d'Schoule ginn, dat ass einfach Lycée. Well et gesäit ee wierklech net an, firwat et zwou Zorte vun Dénominatioun solle ginn. Vu dass mer do awer nach keen Avis vum Conseil d'État hunn, dat also nach net konnt gestëmmt ginn, muss deen heiten nach op Grond vun der Dénominatioun vun der Gesetzgebung vun 1990 genannt ginn.

Wichtig fannen ech et och, dass mer an all deenen neie Schoulgebäuer - an dat ass esou och beispillsweis zu Mamer gewiescht - de Préparatoire mat abannen, deen effektiv doduerch och méi dezentraliséiert gëtt an dass déi Schüler do - a besonnesch bei deenen ass et wichtig -, méi no doheem a méi no an hirem gewinnenen Encadrement sinn.

Wat de Fonctionnement ubelaangt, sou erméiglecht dat heiten, wann dee Projet haut votéiert gëtt, dass de Poste vum Direkter sou séier wéi méiglech ausgeschriwwen gëtt. An da kann dee sech eng kleng Équipe zesummesetzen, déi parallel mam Bau ka wuessen. Mir hunn dat zu Mamer gemaach, do war de Bau awer schon amgaangen, mä et war awer ganz glécklech, dass den Interlocuteur, de futur Occupant, sur place war, fir mat den Architekten, mat den Entrepreneure kënne ze diskutéieren an do den Interlocuteur ze sinn, wat och hei wäert de Fall sinn. An et ass dann déi Équipe, déi och de Concept pédagogique entwéckelt, sou wéi dat am Lycée Aline Mayrisch geschitt ass a sou wéi dat am Lycée zu Mamer geschitt ass.

Et ass also net esou, dass mir als Chamber, hei duerch Lycopa oder net Lycopa sollen decidéieren, wellech pädagogesch Konzept do soll kommen, mä dat soll vun der Équipe en place ausgeschafft ginn, mat deene Leit, déi dann dee Moment do sinn. Et ass och aus där Ursach, dass ech decidéiert hunn, fir dass bei den Nominatiounen bei neie Lycéeën d'Direktore kënne, wa se en neie Lycée hunn, ouni déi ganz Prozedur vun den Nominatiounen duerchezulafen, wou et reng no der Anciennetéit geet, e Stack vun Enseignanten huelen, déi mat un deem Konzept wëlle schaffen an déi dat Konzept wëlle mat droen. Well et ass nëmmen esou, wou mer engem Projet kënne eng Chance ginn. An an Zukunft wäert dat och duerch d'Autonomie pédagogique nach besser am Gesetz ancréiert ginn, mä et huet effektiv haaptsächlech eppes mat Leit ze dinn, an dofir hunn ech déi Exception zu der Procédure de nomination gemaach. Eng Dé-

cisioun, déi net ëmmer op Begeescherung gefall ass, mä et war awer néideg, an et huet een och gesinn, dass et awer an deenen zwéi Lycéeën, wou et elo fonctionnéiert, gutt klappt.

Nach ee Wuert zu deenen anere Lycéeën. D'Madame Hennicot, genee wéi ech, mir wäre frou, wann een do, wat d'Terrainen ubelaangt, séier virukéim, well kee spiert de Besoin méi wéi ech als verantwortbaren Educatiounsminister an d'Madame Hennicot als Bauteminister, an dass mer och kënne ufänken, well déi Situatioun - besonnesch déi zu Ettelbréck - ass net méi tragbar. D'Schüler setzen do effektiv a Structures provisoires, wat net gutt ass, an da kënnt dobäi, dass de Lycée technique agricole nämlech domat zesummenhängt. A wa mer mat deem engen net virukommen, komme mer mat deem aneren och net virun, an dofir hoffen ech, dass mer déi Fro vum Standuert awer sou séier wéi méiglech geléist kréien.

Dat sinn déi Observatiounen, déi ech wollt zu der Schoul selwer maachen. Nach ee Wuert zum Internat, et ass elo fir d'éischt säit laangem, dass en öffentlech Internat geschafe gëtt, a wou ech och hoffen, dass et emgesat gëtt. Mir haten hei als Chamber en Internat um Lampertsberg gestëmmt, dat ass awer ni realiséiert ginn. Fir dass mer dat heite réaliséiere kënne, wat de Concept pédagogique do ubelaangt, muss een och do der Équipe en place d'Méiglechkeet ginn, e Konzept auszeschaffen, mä et gëtt awer bestëmmt en zousätzlechen Attrait fir de Lycée. A mir stelle fest, dass et eng Struktur ass, déi haut ëmmer méi gefrot gëtt, duerch eben eng aner Organisatioun vun de Familljestruturen, an dass der ëmmer méi op esou Infrastrukture wëllen zrëckgräifen.

Ofschléissend géing ech all deene merci soen, déi hei un deem Konzept gehollef hu schaffen. Elo hu mer eng gutt Virlag, wéi mer bei deenen nächste Lycéeën kënne virugoen, dass et och do mat deemselwechten Elan virugeet, an dass mer déiselwecht Unanimitéit dann hei an der Chamber fannen. Ech soen lech villmools merci.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Merci, Madame Basseur. Fir d'Regierung huet elo och nach d'Madame Hennicot d'Wuert.

Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre des Travaux publics. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech si frou, dass mer haut dës Projet an där schéiner Unanimitéit gestëmmt kréien, a wann een den Iwwerbléck mécht, iwwert d'Investissement, déi dës Regierung an d'Schoule gestach huet, da gesäit een, dass d'Schoul ganz kloer eng Prioritéit huet. An der Period vun 1985-1999 hunn déi sukzessiv Regierungen der Chamber fir 547 Milliounen Euro Projeten zum Vote virgeluecht, déi alleguerste gestëmmt gi sinn, déi deelweis ugefaange gi sinn, deelweis fäerdeg gi sinn. An dës Regierung huet fir 159 Milliounen Euro Projeten en cours de route, si huet dës Weidere Projete fir 400 Milliounen Euro gestëmmt, oder en instance législative, dat heescht an der Kommissioun, insgesamt also ee Montant vu 559 Milliounen Euro.

Une voix. - Et war fréier méi einfach.

Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre des Travaux publics. - Et war fréier méi einfach.

Déi zwou Zomme beweisen, datt, wann an der viregter Period vun ëmmerhin 14 Joer d'Investissement och beträchtlech waren, se an dëser Period méi héich si wéi an insgesamt 14 Joer. Och dat soll eis haut ze denke ginn an enger Zäit, wou et jo e bësse méi lues geet, wou mir am Budget mierken, datt mir verschidden Abréich hunn, mä

wou trotz allem d'Regierung d'Décision geholl huet - an dat ass eng couragéiert Décision, vun där ech hoffen, datt d'Chamber se och mat-dréit bei de Budgetsdebatten elo -, fir d'Investissementer net ze kieren.

Allegueren déi, déi sech un déi Krisejore vun 1982 erënneren, wéi d'ARBED agebrach ass, déi wëssen, datt mir deemools all Investitiounen beim Stat gestoppt hunn. Datt mir doduerjer e Réckstand kritt hunn un Investitiounen am öffentleche Beräich, dat war evident. Datt mir versicht hunn an deene vergaangene Joren dee Réckstand bei de Schoulbauten, awer och beim Stroossebau, bei aneren Infrastrukture fir Alters- a Fleegeheimer a fir Klinicken nozehuelen, dat ass net esou evident gewiescht.

Dese Projet reit sech also an an eng Aktioun, déi an engem gesamte Kader definéiert ginn ass, dee sech Plan sectoriel nennt. Dat ass eng Aarbecht, déi ënner der viregter Regierung schonn ugaangen ass, déi op Grond vun der Dezentraliséierung a vun dem Prinzip vun der Décentralisation concentrée op de Wee bruecht ginn ass, fir e bëssen am Aménagement du territoire Uerdnung an déi verschidden Infrastrukturen ze kréien.

Déi Aarbecht ass fortgesat ginn duerch d'Erstellung vun engem standardiséierte Bauprogramm. Ech muss do ausdrécklech déi zwou Verwaltungen luewen, well ech mengen oni den Asaz vun den zoustännige Leit am Bauteministère an och am Éducatiounsministère hätt déi Aarbecht net kënne gemaach ginn. Ech hoffen, datt déi Aarbecht dann och zur Zefriddestellung vun deene jeeweilege Clienté wäert féieren, net datt mir herno erëm eng Kéier mat deeneselwechten Diskussiounen kommen, datt awer dann d'Säll net de Gréissten, déi gewünscht ginn, entsprechen. Mir hunn eis elo d'un commun accord géeneeg op eng eenheetlech Ausrichtung vu gewësse Prinzipien bei der Ausrichtung vun de Säll.

Datselwecht géllt fir den ekologesche Volet, well dese Lycée ass op eng exemplaresch Manéier no de Prinzipien vun der Ekologie gebaut ginn a wäert richtungsweisend si fir all spéider Lycéeen.

Säi Käschtepunkt läit bei 89, bal 90 Milliounen. Ech well an engem Niewesaz hei soen, datt dat méi deier ass wéi dee berühmte Musée, deen heiansdo de Stein des Anstoßes ass. Et soll also och mol an d'Welt gesat ginn, wéi d'Relatiounen sinn, an datt des Regierung an d'Infrastrukture fir eis Kanner méi investéiert an datt et net esou ass wéi wann hei nëmme fir d'Kultur geschafft géif ginn.

Dat gesot, ass natierlech am Réckbléck ervirzehiewen, datt, wann den Emplacement vu Mamer kritiséiert gëtt, ech deemools als Éducatiounsminister wuel frou war, wéi konnt mat der Mamer Gemeng eng Eenegung fonnt ginn a wéi mir an dräi Joer en neie Lycée zu Mamer stoen haten, datt ech frou war, wéi mäi Virgänger dee grouse Campus Gesseknäppchen ugaangen ass, deen och an nëmme dräi Joer Bauzäit fäerdeg ginn ass. Datt mir deemools keng Eenegung fonnt hu fir en Emplacement fir den neie Lycée zu Péiteng, datt mir bis haut nach keng Eenegung fonnt hu fir den neie Lycée zu Eitelbréck: Alles dat weist jo, datt et net um Wille feelt, mä datt et munchmol ganz konkret a pragmatesch Problemer sinn, un deenen ee sech stéisst. Am Fall vun Eitelbréck hänke mir bei den Terrainspräisser. Am Fall vu Jonglënster wäert et net anescht goen, well och do wäert nach de Fortgang net direkt elo virun der Dier stoen. Op jidde Fall, vum Bauteministère läit de standardiséierte Programm do, an et dierft dann a méi enger kuerzer Zäit méiglech sinn, fir och fir de Lycée vu Jonglënster nach kennen e Projet de loi virzeleeën.

Dat gesot, Här President, soen ech allen Deputéierte merci, déi sech hei positiv dozou ausgedréckt hunn. Ech sinn natierlech frou, dass ech dem Här Gira net op seng Fro vum Passé simple brauch ze äntwerten, mä par contre gräifen ech seng Bemierkung op, datt ee vläicht och dru soll denke fir déi Schoulgebaier, déi jo ee beträchtelecht Investissement bedeuten, och esou wäit wéi dat nëmme méiglech ass, opzemaache fir datt se ronderëm d'Auer och kënne genotzt gi vun aneren Utilisateuren. Ech mengen, dat sinn organisatoresch Froen, wou ech ganz bestëmmt iwerzeegt sinn dovun, datt déi Leit, déi herno déi Schoul ze géréieren hunn, sech och där Zesummenarbecht mat der Region net wäerte verschléissen.

Fir de Réidener Kanton ass et en Investissement, dat eng ganz grouss Bedeitung wäert hunn, well et si mol Leit, déi mir gesot hunn, wéi zu Wolz bis de Lycée gebaut gi war, dunn ass aus där ganzer Géigend eng aner Géigend ginn. Sou wäert dat och fir Réide sinn. Et ass also e Schrëtt op dem Wee vun der Dezentraliséierung a vun der Entwécklung vun anere Géigenden an och vum Norde vun eisem Land. Merci.

M. le Président. - Merci, Madame Minister.

D'Diskussioun ass elo ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vun den Artikelen vum Projet de loi 5090 a stëmmen driwwer of.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Niki Bettendorf)

D'Artikelen 1 bis 7 si gelies an ugeholl.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann elo zum Vote iwwert dee virleiende Gesetzesprojekt.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder ent-hale sech.

De Projet de loi ass eestëmmege ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt (par M. Patrick Santer), M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupert (par M. Théo Stendebach), Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Jean-Marie Halsdorf), MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz (par Mme Nelly Stein), Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz (par M. Laurent Mosar), Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler (par M. Nico Loes);

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel (par M. Jeannot Belling), Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Emile Calmes), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell et John Schummer;

MM. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké (par Mme Lydie Err), Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Jos Scheuer (par Mme Mady Delvaux-Stehres), Georges Wohlfart et Marc Zanussi (par M. Mars Di Bartolomeo);

MM. Jean Colombera (par M. Fernand Greisen), Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener (par M. Camille Gira);

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung vun den Artikelen vum Projet de loi 5196.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Niki Bettendorf)

D'Artikelen 1 bis 4 si gelies an ugeholl.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann elo zum Vote iwwert dee virleiende Gesetzesprojekt.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder ent-hale sech.

De Projet de loi ass ugeholl mat 57 Jo-Stëmmen, keen Neen a keng Abstentiuon.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt (par M. Patrick Santer), M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Jean-Marie Halsdorf), MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz (par Mme Nelly Stein), Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz (par M. Nico Loes), Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler (par M. Paul-Henri Meyers);

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel (par M. Jeannot Belling), Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Claude Meisch), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell et John Schummer;

MM. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké (par Mme Mady Delvaux-Stehres), Jos Scheuer (par M. Alex Bodry), Georges Wohlfart et Marc Zanussi (par M. Mars Di Bartolomeo);

MM. Jean Colombera (par M. Fernand Greisen), Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener (par M. Camille Gira);

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 5120 „modifiant la loi modifiée du 18 juin 1969 sur l'enseignement supérieur et l'homologation des titres et grades d'enseignement supérieur“. Mir kommen zur Diskussioun vun dem Projet an d'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, déi honorerabel Madame Nelly Stein. Madame Stein, Dir hutt d'Wuert.

10. 5120 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 18 juin 1969 sur l'enseignement supérieur et l'homologation des titres et grades d'enseignement supérieur

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

Mme Nelly Stein (CSV), rapportrice. - Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet 5120 ass den 23. Abrëll vun der Madame Erna Hennicot-Schoepges, Minister vum Enseignement supérieur, vun der Recherche an der Culture, an der Chamber deponéiert ginn. An der Kommissiounssëtzung vum 1. Oktober huet déi parlamentaresch Kommissioun fir Kultur, Héichschoulwiesen a Fuerschung de Rapporteur bestëmmt. Och ass an deser Sëtzung de Projet eng éischte Kéier analyséiert ginn. Den Avis vum Statsrot hu mer den 21. Oktober kritt an an der Kommissioun de 5. November ënner d'Lupp geholl. De schréftleche Rapport konnt an der Sëtzung vum 13. November ugeholl ginn.

Èm wat geet et? Et geet ëm e konkreten, juristesche Problem, deen um Niveau vun eisen Homologatiounsbestëmmunge fir Héichschouldiplomer opgetaucht ass an dee mer duerch dese Gesetzestext behiewen. Mam Gesetz vum 18. Juni 1969 ass den Exame fir d'Unerkennung vun Héichschoul-Universitätsdiplomern ewechgefall. Duerfir huet d'Gesetz eng Unerkennung vun den Diplomer, déi een am Ausland kritt huet, ageschriwwen. D'Gesetz gesäit och eng Kontroll vun der Vereinbarkeet mat eiser Verfassung vir a setzt zu gläicher Zäit eng Kommissioun an, déi sech mat der Homologatioun vun Héichschouldiplomern befaasst. Schlussendlech gesäit d'Gesetz eng Rei méi spezifesch Bestëmmunge fir verschidde Branchë vun Diplomer vir. Aus dese Bestëmmungen ergëtt sech eng relativ komplex Législatioun wat d'Unerkennung vun den Diplomer betrëfft.

Den Artikel 4 aus deem Gesetz seet, datt eng Homologatioun nëmme da méiglech ass, wann dem Kandidat seng Studien a seng Diplomer bestëmmt Kritären entsprechen, déi an engem Règlement grand-ducal mussen enthalen sinn. Dat heescht ënner anerem, datt des Kritären eng minimal Dauer vun de Studien, mä och d'Matière u sech mussen enthalen. Déi virgeluechten Diplomer mussen am Land vun der Universitéit anerkannt sinn a mussen doriwuer eraus den Zougang zu engem Beruff oder zu engem Stage fir e spéidere Beruff erlaben, oni eng Diskriminatioun ze schafen tëschent gesetzlechen a wëssenschaftlechen Titelen an tëschent staatlechen an Universitätsstitelen.

D'Verwaltungsgericht hat d'Cour constitutionnelle mat enger Question préjudicielle befaasst, well de Ministère vum Enseignement supérieur en Diplom als Dokter an der Stomatologie, deen an engem Dréttstat erlaangt gouf, net unerkannt huet. An hirem Uerteel vum 3. Januar vun deem Joer ass d'Cour constitutionnelle zum Schluss komm, datt den Artikel 4 aus deem Gesetz vum 18. Juni 1969 net conforme ass mat den Artikelen 11 an 23, Abschnitter 3 a 4 vun eiser Verfassung, well e virgesäit iwwert de Wee vun engem Règlement grand-ducal nach aner Kritären ze fixéiere wéi déi, déi en u sech selwer fixéiert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Raisonement vun der Cour constitutionnelle geet dovunne aus, datt, wat d'Matière-réservee betrëfft, déi an der Verfassung enthalen sinn, keen ausser de Pouvoir législatif léigféiere kann. Der sou genannter Réserve constitutionnelle ass awer entsprach, wann d'Gesetz sech drop beschränkt déi grouss Linne virzege sinn an den Detail dem Pouvoir réglementaire iwwerléisst. Den Artikel 4 vum 1969er Gesetz awer iwwerléisst deelweis dem Pouvoir réglementaire d'Opstelle fir all eenzel Disziplin vu generelle Kritären, déi sech vun deenen, déi e selwer virgëtt, ënnerscheeden, wéi beispillsweis d'Minimaldauer vun den Héichschoulstudien oder d'Bandbreit vun der Matière, déi an en-

gem Studienzyklus enseignéiert gëtt. Deemo entsprecht den Artikel 4 de Virgaben aus der Verfassung net méi. An deemno dréit den Text, dee mer haut zur Ofstëmmung virleien hunn, der Décision vun der Cour constitutionnelle Rechnung.

De Statsrot hat a sengem Avis keng gréisser Problemer a war och mat deemem Text averstanen. Den Artikel 1 integréiert och d'Humanwëssenschaften an den Text. De Statsrot huet sech grad doriwuer erfreet gewisen, well d'Humanwëssenschaft mat der Zäit évoluéiert hunn an haut Branchë wéi Geschicht, Geographie, Soziologie, Ethnographie an och d'Sprooch an och sennvoll, déi verschidden Disziplinen an all eenzel Domän iwwert de Wee vun engem Règlement grand-ducal ze bestëmmen, well sech an de leschte Joren eng ganz Partie vun neie Studierichtungen, Studienzyklen, Diplomer an Titelen entwéckelt huet. Dese Phänomene ass engersäits op déi wuessend finanziell a pedagogesch Autonomie vun den Unien an Héichschoulen zréckzeféieren, anersäits dréit de Prozess vu Bologna, dee jo eng Vereenheetlechung vun europäeschen Héichschoulastruieren, säit dozou bäi, datt sech an enger éischer Phas déi nei Nomenclature vum Bachelor, Master an Dokter nieft den alen nationale Systemer vun den Diplomer an den eenzelnen europäesche State gesellt, wat als direkt Fölleg eng Villzuel vu Studienzyklen, Diplomer an Titele mat sech bréngt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Artikel 2 huet de Statsrot bemierkt, datt den zweeten Abschnitt déiselwecht Problemer opwerft, déi schonn am Uerteel vum 3. Januar 2003 vun der Cour constitutionnelle opgeworf gi sinn. Aus deemem Grond huet de Statsrot och gemengt, datt am Fall wou keng Konditiounen a keng Kritäre géifen opgezielt ginn, d'Dispositiounen am Artikel 4 Paragraph 1 zweeten Abschnitt, déi am Gesetz vum 1969 anzefüge sinn, riskéiere verfassungswidreg ze sinn, besonnesch zum Artikel 23.

(M. Nico Loes prend la Présidence)

De Statsrot bemängelt doriwuer eraus, datt de Règlement grand-ducal, deen am Gesetz vum 1969 virgesinn ass, bis haut nach ëmmer net geholl ass. Déi international Konventiounen, déi dem Statsrot als Referenztexter gedéngt hunn, verweise just op Diplomer, Certificaten an Titelen, déi fir Universitäten an Héichschoulen noutwendeg sinn an deene Länner wou se ausgestallt ginn.

De Statsrot fénnt och, datt Diplomer vun Universitäten a vun Héichschoulen iwwer Diplomer aus dem Secondaire, dat heescht de Premièresdiplom oder den Treizièmesdiplom, priméiere mussen. Fir d'Beruffer an d'Carrière beim Stat géifen et Texter ginn, déi an aller Klorheet déi noutwendeg Diplomer virgesinn. An de Refus fir eng Homologatioun auszustellen, well e Kandidat en Ofschlossdiplom aus dem Secondaire virweise kann, riskéiert doriwuer eraus contraire zum Gemeinschaftsrecht ze sinn. Deemo réit déi héich Kierperschaft vun esou Dispositiounen ofzegesinn.

Den Héichschoulministère huet sengersäits preziséiert, datt en den éische Paragraph aus dem zweeten Artikel net einfach sträiche ka well d'Gefor besteet, e rechtsfräie Raum ze schafen dee seng Implikatiounen op d'Éducation nationale, op d'Fonction publique an op d'Justice huet. An der Kommissioun sinn d'Memberen och op d'Dispositioun aus dem zweeten Abschnitt aus dem zweeten Paragraph a gaangen, dee seet, datt d'Studien am engleschen, franséischen an däitsche mussen an engem engleschsproochegen, däitschsproochegen a franséischsproochegen Land op

d'mannst während zwee Joer ofgehale ginn. Dës Dispositioun ass aus engem Règlement grand-ducal vum 1976. D'Memberen aus der Kommissioun hunn ervirgestrach, datt haut och aner Sproochen, wéi zum Beispill italesch oder spuenesch an eise Lycées enseignéiert ginn. En plus géif dës Dispositioun riskéiere sech u verschiddenen europäeschen Direktiven ze stoussen a wär doriwwer eraus wuel kaum kompatibel mat dem oft beschwuerene Prozess vu Bologna.

Wat d'Droit-Studien ubelaangt, esou huet d'Kommissioun bemierkt, datt et am Moment keng Definitioun gëtt iwwer Länner, déi en ähnlechen Droit-System hunn. De Ministère huet an deem Kontext prezisiéiert, datt déi Enseignanten, déi spuenesch oder italesch ginn, och nach aner Matièreën enseigner. De Studiëstanduert dofir anzeschränken, géif d'Organisation an de Lycées onnéideg komplizéiert maachen. Et misst een och en Ennerscheid maachen tëschent der Homologation vun den Titelen an dem Zougank op eng reglementéiert Formation, wou verschidden europäesch Direktiven zum Droe kommen.

Zu gudder Lescht huet d'Kommissioun de Problem ervirgehewen a Bezuch op den drëtten Paragraph vum Artikel 2, dee seet, datt déi Diplomer an Titelen, déi net an den Arrêté viséiert sinn, en Examen an en Avis vun der Kommissioun verlaangen. Verschidde Membere waren der Meenung, datt een entweder d'Homologation ausstellt oder refuséiert, mä datt et net ka sinn, datt weider Examen noutwendeg sinn. De Ministère huet an deem Kontext erkläert, datt den Artikel 2 nëmmen wëllt e puer Diplomer an Titelen opzielen, fir ze verhënnere, datt d'Kommissioun muss fir all Fall nei tranchéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, ech hätt elo all Detail aus deem Projet ausreechend erkläert. Weider Explikatioun fannt Der am schrëftleche Rapport vun der Kommissioun. Mat deem Gesetz schafe mer méi Klarheet an der entsprecherender Gesetzgebung iwwert d'Homologation vun den Unis- an Héichschouldiplomer.

Ofschlësse wëll ech mat engem Merci un d'Memberen aus der Kommissioun, esou wéi un d'Mat-arbechter aus dem Ministère vun der Madame Hennicot an u si selwer och, a gläichzäiteg wëll ech ofschlësse mam Accord vun der CSV-Fraktioun an ech géif lech bieden dese Projet ze stëmmen.

Merci.

M. le Président. - Ech soen dem Rapporteur vum Projet de loi, der honorabler Madame Nelly Stein, merci. Als nächste Riedner ass den honorablen Här Ben Fayot ageschriwwen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Ben Fayot (LSAP). - Här President, ech wollt der Madame Presidentin a „Rapporteure“ vun deem Projet villmools merci soe fir déi akribesch prezis Manéier, wéi se éischtens d'Problematik duergeleucht huet an och selbstverständlech déi Debatten, déi mer an der Kommissioun haten. Deem ass u sech näischt derbäizefügen. Ech ka mech also dann a menger Interventioun domat begnügen e puer méi kritesch Remarken iwwert dat Gesetz insgesamt an iwwert dat wat mer hei maachen duerzebréngen.

Mir ännere mat deem Projet e Gesetz vun 1969 iwwert d'Homologation vun Héichschouldiplomer an ech wëll drun erënneren, dass dës Gesetz jo sengerzäit déi sou genannt Collation des grades ofgeschafft huet, dat heescht, d'Verginn duerch de Lëtzebuurger Stat vun Héichschouldiplomer. Déi Collation des grades huet doranner

bestanen, dass Lëtzebuurger op auslänneschen Unien ageschriwwen waren, do nogelasschert hunn an dann hir Examen iwwer ganz aner Matièreën, vru ganz anere Professoren, an enger ganzer anerer Stad, nämlech zu Lëtzebuerg, gemaach hunn.

D'Absurditéit vun deem System war jo laang Jore vun de Studente selwer dénoncéiert ginn, mä déi konservativ Lëtzebuurger Gesellschaft huet sech awer eréischt ënner dem Androck vum Mee 1968 an deem Wand vun Erneuerung, Enn de 60er Joren, dozou entschloss, fir den absurde System ofzschafen. De Lëtzebuurger Stat wollt awer d'Kontroll iwwert d'Studien net ganz opginn. An dat war natierlech an enger Zäit verständlech, wou och d'Unien nach ganz national oder esouguer nationalistesch ausgerichtet waren, an dofir gouf d'Collation des grades ersat duerch e System vun Homologation, also vu staatlecher Unerkennung vun auslänneschen Diplomer. D'Lëtzebuurger Studenten hu sech domat natierlech endlech kënnen op auslänneschen Unien integréieren, si konnten do hir Exame maachen an hunn domat eng richtig Unisbildung mat op Lëtzebuerg zréckbruecht.

D'Unerkennung vun der Ausbildung a vun den Diplomer war an ass verbonnen zu Lëtzebuerg mat inhaltleche Bedingungen, déi de Lëtzebuurger Stat fir verschidde reglementéiert Beruffer opgestallt huet, Bedingungen, déi duerch Kommissioun kontrolléiert ginn. Dozou gehéieren zum Beispill besonnesch d'Sproochprofessoren an d'Affekoten. D'Gesetz vun 1969, oder eenzel Dispositioun vum Gesetz d'Cour constitutionnelle a Fro gestallt. Et ass hei duergeleucht ginn, an zwar a sengem Artikel 4, dee seet: De Règlement grand-ducal kënn net aner Kritäre fir d'Homologation festleeën, wéi déi, déi am Gesetz stinn.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Ech hunn och nach een aneren Arrêt vun der Cour administrative vum 17. Oktober 2003 fonnt an deem gesot gëtt: «Le législateur n'a pas entendu permettre au pouvoir réglementaire», fir zum Beispill ee vun deenen inhaltleche Kritären, «de déterminer obligatoirement les pays dans lesquels les études doivent être accomplies». A fir dat elo ze maachen, gëtt dann d'Gesetz ofgeännert.

Ech muss lech soen, Här President, ech fannen et eigentlech erstaunlech, dass dës net d'Geeleehheet war fir dat Gesetz emol ganz ze iwwerdenken an déi Konditiounen u d'Héichschoudbildung vun haut unzepassen. An der Tëschenzäit zum Beispill schwätze mer vu „lifelong learning“, mir schwätze vun Enseignement à distance, vun Unisdiplomer, déi vu ville Leit zäitweileg nogeholl ginn. Näischt dovunner fanne mer an deem Gesetz erëm. Et gëtt natierlech am Exposé des motifs gesot, deem kënn ee jo dann an de Règlements d'exécution Rechnung droen, mä mir hunn déi Ausféierungsbestëmmungen net hei virleien an deem Abléck wou mir dat Gesetz zur Ofstëmmung hunn a mir kennen se net. Mir wëssen also net wat d'Regierung beabsichtigt.

Mech huet och gewonnert, dass de Conseil d'État desen Text net méi grondsätzlech gepréift huet. En huet zwar en éischte Schrëtt gemaach. D'Madame Stein huet et relevéiert. En huet nämlech gemengt, dass et onnëtz wär bei der Homologation vun engem Unisdiplom och de Premiësexamen ze kontrolléieren, well, seet en: «Le diplôme d'études supérieures prime et devrait être suffisant», an e beriff sech bei där Feststellung op den Droit communautaire. Dës gouf vun der Majoritéit vun der Kommissioun an och vun der Regierung, refuséiert. Ech fannen dat schued, well et handelt sech hei of-

fensichtlech em eng éischer konservativ protektionistesch Mesure. Well et ka Leit ginn, déi hir Studien op europäeschen Unien, also op Unie vun der Union européenne gemaach hunn, och hiren Ofschlossdiplom hunn, mä deen dann awer net zu Lëtzebuerg kann unerkannt ginn, well se keng Équivalence mat hirem Premiësexamen zu Lëtzebuerg kriieren.

Wat d'Gemeinschaftsrecht op deem Gebitt ugeet, wësse mer jo, dass et sechs Direktiven aus de 70er, 80er an 90er Jore gëtt, déi en allgemenge System vun Unerkennung vun Unisdiplomeren festgeluecht hunn. D'Fro stellt sech, ob een elo zu Lëtzebuerg zwee parallell Systemer fir d'Unerkennung vun Unisdiplomeren fir reglementéiert Beruffer brauch. Onser Meenung no hu mer mat deenen Direktiven dat néidegt Regelwierk fir déi Diplomer unzeerkennen, déi mer fir déi reglementéiert Professionen zu Lëtzebuerg brauchen, wann et dann Diplomer vu Ressortissants communautaires sinn. Eng Homologation, wéi d'Gesetz se vun 1969 virgesäit, kann héchstens fir Leit aus Drëttstaden a Fro kommen.

Ech gesinn net an, firwat dass mer eng zweespueg Prozedur fir d'Unerkennung vun Unisdiplomeren brauchen. Déi Prozedur riskéiert weider Absurditéiten ze schafen, an esou muss mer zum Beispill no der Direktiv e Sproochdiplom unerkennen, dee mer an der Homologationsprozedur net unerkennen. Et kënn dobäi, dass de Ministère an der Vergaangenheet déi Direktiv eegemächtig interpretéiert huet. Menger Usicht no ass d'Reconnaissance no de verschiddenen Direktiven déi vum Unisdiplom an net déi vum Diplom vun der Berufsausbildung, wéi onse Ministère dat elo seit Jore praktizéiert. Mat anere Wieder: Onse Ministère muss menger Usicht no Unisdiplomeren unerkennen, déi an de jeeweilige Länner zu engem Beruff Zoulass ginn. E kann net soen: Deen Unisdiplom erkenne mer net un, hie muss nach de Capes oder de Statsexame bréngen.

En huet dann natierlech d'Recht hei zu Lëtzebuerg, fir jiddferengem eng praktesch Formation ze imposéieren, och e Concours ze maachen, all méiglech Protektioun vu Qualitéit anzeféieren, mä um Plang vun der Reconnaissance vun den Diplomer klappt dat doten net. Dofir sinn ech och der Meenung, dass de Lëtzebuurger Stat net kann inhaltlech Konditiounen fir d'Unerkennung vun engem Unisdiplom festleeën wéi en dat bis elo gemaach huet a weider maache wëllt.

Ganz besonnesch fannen ech inakzeptabel den zweeten Alinea vum Artikel 2, deen nëmmen déi Diplomer an de Sproochen unhuele wëllt, déi an engem Land oder enger Region vun där Sprooch vergi ginn. Ech muss lech soen, dës kann ëmmer manner eescht geholl ginn. Vun 1970 bis 2002 huet ee misse säi Sproochstudium ganz an esou engem Land maachen, dat heescht dräi Joer, minus eent, well mer jo de Cours supérieur zu Lëtzebuerg haten. Vun 2002 u waren et nëmmen zwee Joer, well mer jo d'Méiglechkeet zu Lëtzebuerg geschaf hunn, hei den éischen Zyklus mat zwee Joer ze maachen.

Déi Sproocheklausel entspréngt vläicht enger luewenswäerter Iwwerleeung, déi een och nach kann novollzéien. Et gëtt gemengt, wann een, deen zum Beispill franséisch enseignéiere wëllt, a Frankräich géif studéieren, da géif en duerch d'Immersion an d'franséisch Sproochkultur automatesch franséisch léieren. Dat maach zum Deel richtig sinn. Zu Paräis an och zu Metz kann een eng Baguette

oder e Kinosbilljee op franséisch froen, mä dat kann een anzweeschent och zu Lëtzebuerg. Et kann ee sech och zu Nanzeg an zu Lyon an d'franséisch Kultur knéien. Et kann ee sech awer och an engem lëtzebuergeschen Isolat op enger friemer Uni erëmfannen a mat de Lëtzebuurger Kollege Béier drénken amplaz mat franséischen.

Wat d'Affekoten ugeet, verlaange mer, dass si hiren Droit an engem Land muss studéieren deem säi Rechtssystem deem vu Lëtzebuerg entsprécht. Dës ass sécher e klore Kriterium wann ee mat engem Droitsdiplom vun der Universitéit vun Ulan-Bator aus der Mongolie extérieure kënn. Mä dobäi hält d'Klorheet awer schon op. Esou e Kriterium schléisst zum Beispill Diplomer vun engleschen Unien aus, déi mer awer iwwert d'Direktiv vum „home title“ vun den Affekoten implizit herno unhuelen.

Et kënn nach eppes aneschtens derbäi an et ass och scho gesot ginn: Mir sinn an enger Zäit vum Embroch vun der Universitätslandschaft. De Prozess vu Bologna gesäit Diplomer no dräi, fënnf a méi Jore vir. Hei hält de Stat sech dann d'Fräiheet, d'Minimaldauer vun de Studie festzeleeën ouni weider Prezisiounen. Et wär interessant ze héiere wéi dat an der Zukunft geet.

Ech sinn der Meenung, dass mer mat en etleche Virgaben esouwuel géint d'Direktiv vun der Unerkennung vun Unisdiplomeren wéi och géint de Geescht vun enger fräier Unislandschaft an Europa verstoussen. Et ass net ze verstoen, dass mer dat zur selwechter Zäit maache wou mer zu Lëtzebuerg eng Uni wëllen opbauen. Mir brauchen dobäi fir déi Uni d'Entgéintkomme vun auslännesche Länner. Mir brauchen d'Kooperatioun fir Fuerschung. Mir wëllen ons eege Mobilitéit an deenen auslänneschen Unien organiséieren. Mir wëllen och selwer, am Zesummenhang mat onsem Bilinguisme franco-allemand, dee mer jo zu Lëtzebuerg wëllen héichhalen, eng Faculté des lettres opbauen, déi sech mat Sproochen ofgëtt. Ech froe mech wat eng Uni a Frankräich seet, där hir Diplomer am Däitschen oder am Engleschen mer net unerkennen, wä mer zur selwechter Zäit, zum Beispill am Kader vun der Mobilitéit vun deene Froen, géifen ons eegen Diplomer, zum Beispill an der franséischer Literatur, an der däitscher Linguistik an an anere Sproochen unerkennen.

Méi absurd gëtt et nach wa mer op enger franséischer Uni hir italesch a spuenesch oder portugisesch Diplomer unerkennen, wat jo geschitt aus Ursachen, déi d'Madame Stein duergeleucht huet, an déi an deenen zwou anere Sproochen net. Nach méi gelunge gëtt et heimat: Unisstudie vu Lëtzebuergesch gi jo bekanntlech net zu Lëtzebuerg gemaach op der Héichschoul, mä op Héichschoulen zu Tréier an an England. Studente vun do hätten also ni eng Chance, hiren Unisdiplom an Lëtzebuergesch zu Lëtzebuerg homologéiert ze kréien, obschonn se op hirer Uni mat Lëtzebuurger Professoren a Chargé-de-cours lëtzebuergesch léieren an och doranner fuerschen.

An da liesen ech och nach am „Lëtzebuurger Wort“ vum 13. November 2003 an der Warte - dat ass also déi Partie vum „Lëtzebuurger Wort“ wou wierklech héich stehend intellektuell Ofhandlung kommen - e langen Artikel vun den Enseignants chercheurs des sections des études allemandes et françaises de l'Université de Luxembourg. En somme soen déi Enseignanten: „L'Université du Luxembourg, pour ne pas rater une de ses premières vocations, est dans l'obligation de présenter un cursus complet Bachelor-Master-Doctorat d'études françaises et allemandes.“ D'Uni Lëtzebuerg, esou gëtt gesot, ech zitziere weider: „est appelée à faire œuvre de pionnier en matière de diplômes d'études européennes et à procé-

der ainsi à un vrai brassage des nationalités.“ Och esou Diplomer kënnte mer jo dann no eism virleierende Gesetz net unerkennen, à moins dass mer Lëtzebuerg als franséischsproocheg Land deklaréieren.

Här President, dat sinn e puer Considérations iwwert dës Gesetz, an ech muss éierlech soen, ech bedauern et, dass mer déi Considérations net e bësse weider zesumme pousséiert hunn an ech muss och leider soen, dass meng Fraktioun dës Gesetz aus all deenen Ursachen, déi ech hei virbruecht hunn, och net ka stëmmen. Ech hoffen, dass mer an Zukunft, wa mer eben eis Uni ausbauen, och déi Froe vu Relationen mat auslänneschen Unien iwwerdenken an do méi en oppenen an tolerante Geescht vis-à-vis vun deenen aneren Unien hiren Diplomer entwéckelen. Ech soen lech merci.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Merci, Här Fayot. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass d'Madame Beissel. Madame Beissel, Dir hutt d'Wuert.

Mme Simone Beissel (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat Gesetz, dat mir haut mat dem Projet 5120 verännere sollen, geet zréck bis an d'Joer 1969. Deemools war et déi éische Kéier, dass mat deem Gesetz de System vun der Homologation vun auslänneschen Diplomer hei zu Lëtzebuerg agefouert ginn ass. Dir kënn lech erënneren, virdrun ass et d'Collation des grades ginn, d'Lëtzebuurger Doktorater, dat war eng ganz aner Approche, mä mir hunn déi Zäit innovéiert, mir sinn an d'Ausland gaange fir eis Héichstudien ze maachen, an do ass déi ganz Problematik vun der Homologation opkomm mat de relativ komplizéierte Problemer, déi sech déi Zäit scho gestallt hunn an déi haut och net onbedéngt méi einfach gi sinn.

En neie Moment koom - an dat ass elo vun alle Bänken hei ugeklongen - wéi dës Joer den 3. Januar eist Verfassungsgericht an engem Arrêt N° 15 vun deem Joer festgehalen huet, dass den Artikel 4 vum Gesetz vun 1969 iwwert den Enseignement supérieur an d'Homologation vun den auslänneschen Titelen a Gradé géint d'Artikelen 11.6 an 23 vun eiser Verfassung verstéisst. D'Cour huet ganz kloer gesot, ech zitziere: „dans la mesure où“ - dat ass dann den Artikel 4 - „il prévoit l'établissement par voie de règlement grand-ducal d'autres critères que ceux qu'il fixe lui-même“.

Här President, ech ginn net méi op all Detailler vun deem Projet an, meng Virriedner hunn dat gemaach. Ech wollt nach e puer wicteg Momenter awer eraushiewen, déi bewiese wéi wicteg an och wéi dringend et ass, dass mer dat Gesetz haut stëmmen. Fir d'alleréischte wëll ech awer der Madame rapportrice Nelly Stein fir hiren detailléierte schrëftlechen a mündleche Rapport villmools merci soen.

Dës Projet 5120 kënn aus dem Domän vun dem Enseignement supérieur, mä et kann een awer net ofstreiden, dass hie ganz wicteg Auswirkungen huet, wat d'Homologation vun den Héichschouldiplomer en vue vun engem Recrutement beim Stat, a méi prezis, wat de Recrutement vun néidegen Enseignants fir den Enseignement postprimaire ugeet. An anere Wieder, dee Projet, dee mir haut debatéieren, huet och Répercussions op d'Éducation nationale.

D'Ministesch vun der Éducation nationale huet ganz vill Efforté gemaach. D'Madame Brasseur huet sech d'Méi gi fir de Recrutement vun Enseignants fir de Postprimaire ze verbesseren an nach méi Leit fir eng Carrière am Enseignement ze interesséieren. E Beispill an deem Kontext ass d'Reform vum Examen-concours fir zum

Stage pédagogique zougelooss ze ginn, en anert Beispill ass awer och d'Aféierung vun enger zweeter Sessioun am Fréjoer fir méi schnell op d'Demande vun Enseignantë reagieren ze kënnen. Dat alles si Moosname fir dem Enseignementsmangel, virun allem am Franséischen, mä och an anere Fächer éischtens entgéintzewierken an dann duerno hoffentlech Här a Meeschter ze ginn.

Här President, dat Gesetz wat haut zur Debatt steet, ass e weidere Schrëtt an dës Richtung. Et feelt elo an dem neien Artikel 4 vum Text, datt, ech zitieren: „les diplômes finals“ - ech kréien zwar ëmmer den Hick an d'Ouer mat dem Terme final, mä et ass eng vun de groussen Exceptiounen vun der franséischer Sprooch, wou ee ka finals oder finaux soen, dofir hu mir dann dat Wuert hei finals stoen - „sanctionnant des études portant respectivement sur les langues ou les lettres.“ Wichtig ass an deemem Saz dat keng Wiertchen „ou“, well mat deem kleng Wiertchen „ou“ gëtt d'Feld vun deenen Héichschoulabsoventen, déi eng Carrière am Enseignement ustriewe kënnen, erweidert.

Sou gëtt per Gesetz festgeschriwwen, dass och Leit, déi eng Sprooch op enger Plaz am Ausland studéiert hunn, wou d'Etuden net esou vill op d'Literatur gerichtet waren, eng Méiglechkeet kréie fir zu Lëtzebuerg eng Homologatioun vun hirem Diplom ze kréien. Domat kënnen si eng Carrière beim Stat a méi spezifesch och am Enseignement postprimaire envisagéieren.

Här President, e weidere Punkt, dee bis elo an engem Règlement grand-ducal geregelt war, gëtt an d'Gesetz iwwerholl. Et sinn dat d'Diplomer an de Sproochen. Deeselwechten Artikel 4, deen ech schon zitieren hunn, seet: „les diplômes finals sanctionnant les études portant respectivement sur les langues ou lettres“ - an da geet et virun - „anglaise, allemande et française doivent être obtenus dans un pays ou une région d'un pays de langue respectivement anglaise, allemande, française après des études accomplies dans un tel pays pendant au moins deux années.“

Den Här Fayot mécht sech Sueren, wat dat soll bréngen am Aklang mat den europäeschen Tendenzen. Här Fayot, ech mengen, dat hei ass eng Diskussioun, déi kann ee féieren. Et kann een natierlech och d'Attitude hunn, wéi d'Regierung se hat, fir ze soen, deesen Zousaz ass wichtig, well e wierklech en zousätzleche Beitrag zu der Qualitéit vun dem Enseignement an de Sprooch leeschte soll. Doduerch datt déi zukünftige Enseignanten déi Sprooch, déi se herno am Postprimaire enseignéiere sollen, an engem Land oder enger Region, wéi och ëmmer een dat kann definéieren, mussen léieren, wou déjéineg Sprooch geschwat gëtt, ass e Plus. Esou soll verhénnert ginn, dass zum Beispill een, deen an Däitschland Franséisch studéiert huet, bei eis am Secondaire oder Secondaire technique franséisch Coursen hale kann.

Dës Bedéngung ass also eng Moosnam fir e bestëmmten Niveau an enger Sprooch vun eisem Enseignement ze verlaangen. Dës Moosnam soll manifestement eng Plus-value zu deem bréngen, wéi et säit enger Zäit, säit Joren, gehandhaabt ginn ass a wat och keng schlecht Resultater bruecht huet, mä ech géif mengen, mir maachen hei nach e Schrëtt no vir. Mir wëssen alleguerten, dass de Raichtum vun eisem Land scho ganz, ganz laang ass, dass eis jonk Leit eng excellent Bildung an de Sproochen hunn, well mir ginn ëmmer dobausse beneit, well mir esou gutt an de Sprooch sinn. Den Know-how, d'Matière grise ass d'Force, fir dass Lëtzebuerg iwwerhaapt eng Chance huet am internationale Concours ze iwwerlieven.

Et ass eis Aufgab dofir ze suergen, dass eis Kanner, eis jonk Leit, de méigleche Kader dofir gebuede kréien, fir dass se och déi beschtméiglech Sproochbildung kënnen kréien. Wann den Enseignement, deen eng Sprooch gëtt, e bestëmmten Niveau a senger Sprooch muss hunn, géif ech soen, dass da schon e ganz considérable Schrëtt an dës Richtung gemaach wier.

Am Gesetz gëtt an deem Kontext awer haaptsächlech nëmme vun dräi Sproocher geschwat: Franséisch, Däitsch an Englesch. D'Italienesch an d'Spuenesch, wat jo och wichtig Sproocher sinn, a schéi Sproocher, sinn awer bewosst net an d'Gesetz geschriwwen ginn, well se an eisem Schoulsystem, mä och an eisem alldeegleche Liewen, an och op eisem Aarbechtsmaart, trotzdem jo awer net déiselwecht Roll spille wéi déi dräi aner.

Ausserdeem ginn d'Enseignanten, déi Spuenesch oder Italienesch an eiser Schoul enseignéieren, ëmmer doniewent nach en anert Fach. Wa si also an engem Land, wou Spuenesch oder Italienesch geschwat gëtt, misste studéieren, kënnen si keng aner Sprooch méi léieren, déi si hei am Grand-Duché enseignéieren dierften, well se jo net an engem Land oder enger Region, wou déi Sprooch geschwat gëtt, geléiert hunn. Wa mir eis dann dat virum Hannergrond ukucken, dass mir nach ëmmer a bestëmmte Fächer ënner Enseignementsmangel leiden, géif dat d'Situatioun bestëmmt net verbesseren. Guer net dovun ze schwätzen, dass esou eng Regelung déi intern Organisatioun vun de Lycées riskéiere géif onnéideg ze komplizéieren, well déi betreffen Enseignantë gegebenfalls duerch dee System da guer net méi esou vill Coursé kënnen halen.

Ech wëll dem Här Fayot nach ee Wuert antworten zu der Geschicht vun de juristesche Formatiounen. Den Här Fayot freet, firwat mir net aner Länner mat abezéie, wéi déi, déi mir gewinnt sinn. Dir wësst, dass mir traditionell zu Lëtzebuerg an engem System sinn, wou mir am Prinzip nëmme kënnen a Frankräich an an d'Belsch goe fir e Cycle complet vun Droit ze maachen. Mir kënnen net an Däitschland goen, net an Eisträich. Mir kënnen net an d'Schwäiz goen, net an Italien an haaptsächlech net an England. Firwat? Eise ganze Grondsystem ass anescht opgebaut. Dir wësst, et gëtt zwou Disciplines reine a Matière juridique. Dat ass éischtens d'Zivilrecht. Dat datéiert vun 1804, Code Napoléon, dee mir textuell iwwerholl hunn, dee mir a senger groussen Zich vun dem réimesche Räich iwwerholl hunn, dee mir haut nach applizéieren, deen zwar verännert ginn ass a bestëmmte Sparten, mä d'Grondphilosophie ass déiselwecht. 1810, de Code de Commerce ass du Droit civil alléig an och op de Code civil opgebaut. Dat ass d'Traditioun vun eiser ganzer juristescher Formatioun.

Här Fayot, wa mir missten an aner Länner Droit léiere goen, déi net déiselwecht Tradition juridique hunn, an Däitschland hu se aner Originé vu Recht, an England hu se d'Common law, wat en Droit procédurier an oral ass. Déi hunn eng total aner Approche zu der ganzer Juristerei. Wann dann déi jonk Leit op Lëtzebuerg kommen a mat där Formatioun si se zu Lëtzebuerg rettungslos verluer. Och wann dat europäesch dee Moment géif eng Ouverture ginn, dat géif éischtens dem System näischt bréngen, et géif de jonke Leit näischt bréngen. Ech mengen, Är Iwwerleeunge passe schon an den europäesche Kontext. Ech weess, Dir kennt déi Matière gutt, mä dat bréngt an eisem System a mat der heiteger Gesetzgebung, déi mir eis wëlle ginn, bréngt et näischt an duerfir muss ech dat wierklech réfutéieren, wat Dir gesot hutt, well dat ass am Intérêt vu kengem Mënsch.

Den Arrêt vun der Cour constitutionnelle huet, wéi heiansdo dat jo de Fall war a leschter Zäit, e Vide juridique kréiert, an dofir ass et wichtig, dass mir esou schnell wéi méiglech erëm eng Kéier eng Sécurité juridique hierstellen. Wat wëllt dat heeschen? Et ass ganz wichtig fir déi jonk Leit, dass se genau wëssen ier se op d'Schoul ginn, wat genau op se zoukënn, wat se solle léieren a wat se net solle léieren. Wat gëtt et méi Penibele, wéi wann een e ganze Cycle d'études universitaires mécht an da kënn een heem an da gëtt een, entschëllegt den Ausdrock, awer trotzdem schikanéiert, well da gesot gëtt, dat klappt net an dat klappt net a mir kënnen dain Diplom net homologéieren. Dat gëtt Frustrat a Roserei vun Ufank un.

Dir wësst, wéi schwierig et ass souguer mat engem normalen Diplom haut Aarbechtsplazen ze kréien. Wann nach zousätzlech Schwierigkeete komme fir déi Diplomer ze homologéieren, dann hu mir wierklech näischt geschafft. Et ass also extrem wichtig, dass mir en Text maachen, dee ganz kloer seet wo es lang geht.

D'Premièresdiplomer mussen an der Rei sinn. Dat behale mir bai an ech hale ganz grouss Stécker drop, well et ass leider esou, egal wéi et ass mat der Homologatioun an der Equivalence vun den Diplomer: D'Diplomer an den europäesche Länner sinn net equivalent. Mir krute säit Jorzéngten ëmmer en Zeugnis ausgestallt, iwwerall, wou eis jonk Leit am Ausland waren, well hir Formatioun vum Secondaire an de Bac, deen dat sanctionnéiert, en excellenten internationalen Niveau hätten. Mir sollen a mir mussen dat halen.

Déi Diskussiounen - ech war net ëmmer bei all de Sitzungen derbai, well de Xavier Bettel mech deeweis ersetzt - hunn ech awer ganz genau verfollegt an de Pour an de Contre fir ze soen, et geet duer, dass d'Héichschouldiplome kontrolléiert ginn: Neen! Ech ginn der Madame Ministesch Recht an ech ginn och der Kommissioun Recht ernert der Leedung vun der Madame Stein an och der Regierung, dass se insistéieren, dass de System soll bäibehale ginn. Mat allem Respekt vum Conseil d'Etat, deen huet hei wäit geduecht, mä d'Regierung huet hei e Recht an ech ënnerstëtzen dat voll.

Mir maachen also eng Sécurité juridique fir jonk Leit, dass se wësse wouhinne geet et, ech hunn dat scho gesot, dass jiddferree weess wat e soll léieren a wat net. Keng Schikanen, keng Roserei, wann ee vun der Schoul heem kënn. Eng kloer Législatioun wou dran ass, dass eng Homologatioun u sech en zousätzleche Qualitätslabel duerstellt, woumat ee verhénnert, dass ee mat enger Welt vu Pseudodiplomen hei zu Lëtzebuerg kondfrontéiert gëtt.

Gleef mer et, meng Mamm war jorelaang an där berühmter Commission d'homologation. Et ass mat Momenter guer net evident fir genau ze kontrolléieren ob en Diplom elo wierklech an de Carton passt; souguer wann d'Gesetz relativ prezis ass, sinn et ëmmer Interpretatiounsschwierigkeete ginn. Keng Pseudodiplomen, mä e Qualitätslabel fir eise System: Dat géif sécherlech dem Image vun deem engen oder dem anere Beruff ëmmer nach zoudroen. Duerch d'Homologatioun kréien d'Employeuren och eng zousätzlech Garantie iwwert de reelle Wäert vun den eenzelnen Diplome vun de jonke Leit, déi sech bei hinne virstelle kommen.

Genee Kritäre mussen opgestallt gi wat d'Évaluatioun vun engem Diplom soll duerstellen. Déi Kritäre sollen esou objektiv wéi méiglech sinn, fir dass déi Évaluatioun och wierklech reell ass. Hei gëtt jo

d'Konventioun vu Lissabon kloer Richtlinnen. Wichtig schéngt mer awer och fir déi jonk Leit, déi sech an e Studium wëlle lancéieren, ob hiren Diplom net nëmme de Kritären entsprécht, mä ob en iwwerhaapt kann zu Lëtzebuerg unerkannt ginn. Well wéi gesot, béis Iwwerraschungen, wann ee just vun der Schoul kënn, si jo näischt fir eng Moral.

Duerch de Prozess vu Bologna, mat deem bis 2010 en Espace européen de l'enseignement supérieur soll geschafte ginn, gëtt an Europa en transparenten an homogene System geschafte, deen déi géigesäiteg Unerkennung erméiglecht, mä och d'Reconnaissance vun deene verschiddenen Diplomer aus Europa an deenen eenzelne Länner sécher vereinfacht. Dat ass en ustriewenswäert Zil, mä et soll awer keen Nivellement vers le bas ginn, well dann hu mer näischt geschafft.

Här President, Dir Dammen an Dir Härren, well dëst Gesetz engersäits esou wichtig fir de Fonctionnement vun eisem Recrutement vun Enseignanten an anerersäits fir d'Planungssécherheet vun eisen zukünftigen Diploméierten ass, bréngen ech hei den Accord vun der Demokratescher Fraktioun zu deemem Projet an ech soen lech alleguerte merci.

M. le Président. - Merci, Madame Beissel. Den nächste Riedner ass den Här Greisen. Här Greisen, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Greisen (ADR). - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Härren, fir d'éischt eise Merci och un all déi Leit, déi un deemem Text matgeschafft hunn. D'Héichschoulausbildung, d'Unerkennung vun den Titelen a Graden an d'Zouloossung vun auslännesche Studien an ieweschten Niveau si bis elo duerch d'Gesetz vun 1969 an 1977 geregelt ginn. Dëst Gesetz muss erneiert ginn op Grund vun engem Gerichtsuerdeel, wat eist ieweschts Geriicht, d'Cour constitutionnelle, ufanks des Joers geholl huet. D'Urteil stellt fest, dass dat bestehend Gesetz eiser Constitution widersprécht. Vun der Regierung hu mer matgedeele kritt, dass des Annerungen elo dréngend wären, well den zoustännege Ministère drop an drun ass déi nächst Unerkennungsprozedure virzehuelen.

Meng Virriedner hunn de Projet vun alle Säite belicht. Vun eiser Säit just nach e puer Bemierkungen. Éischtens zum Thema Kontroll vum Ofschlossdiplom aus dem Secondaire. D'Fro stellt sech: Ass et bei der Kontroll vun auslänneschen Unisdiplomer nach noutwendeg och Diplomer ze kontrolléieren, déi den Zougang zu deenen Unie regelen? Dozou mengt de Statsrot, dass et falsch wier, eng Unerkennung ze verweigere wann e Lëtzebuurger Premièresdiplom zum Beispill géif feelen, den Unisdiplom awer unerkannt wär. Dëst kënn oniwwerwëndlech Schwierigkeete mat sech bréngen weinst den europäesche Gesetzter am Kader vun der fräier Zirkulatioun vu Persounen a Beruffer.

D'Fro vum Zougang zu Unisstudien hätt näischt an engem Gesetz ze sichen, wat d'Unerkennung vun den Unisdiplomer selwer regelt, mengt nach de Statsrot a verlaangt, dass dese Punkt emgeännert gëtt. Den ADR kann des Position vum Statsrot ënnerstëtzen, well ech kann drop hiweisen, dass hei am Land an der Vergaangenheet dowéinst scho Problemer agebratt waren, deemools wéi Persounen mat unerkanntem Unisdiplom hei am Land net zu Beruffer zougelooss gi si well se hiren Zougang zur Uni iwwert en zweete Bildungswee erschafft haten. Mir fanen et awer wichtig, dass deesen zweete Bildungswee och opbleift.

Eng zweet Bemierkung gehéiert zu deem leidegen Thema feleend Reglementer. D'Regierung huet nach keng Reglementer virgeluecht, sou

dass mer net prezis wëssen, wat am Einzelne vun der Héichschoulministerin geplangt ass. Et schéngt wéi wann dëst awer d'Regel bei der Regierung wier, well och zum Beispill d'Ausféierungsbestëmmunge vum Gesetz vun 1969 sinn nimools geholl ginn.

Eng drëtt Bemierkung ass éischer eng Fro: Wéi plangt eis Unterrechtsministerin konkret fir de Bac+5 nom Bologna-Prozess fir den Zougang zum Professorat ze verlaangen? Eng véiert a lescht Bemierkung gehéiert zum Thema Diplomer an de Sproochen op auslänneschen Unien. Mir mengen et kënn dach net sinn, dass e Lëtzebuurger Student an Däitschland seng Studie fir d'franséisch Sprooch mécht. Dofir ënnerstëtze mir dese Projet, dee festleet, dass esou Sproochen am entsprechenden Land mussen geléiert ginn, an dat ass och hei scho gesot ginn. Eis Enseignantë sollen déi beschten Ausbildung kréien an net déi schlechtesten.

Här President, Dir Dammen an Dir Härren, den ADR wäert dese Projet stëmmen an der Hoffnung, dass déi geplangten Ausféierungsbestëmmungen eise Bedenke vu virdrun entgéintkommen. Ech soen lech merci.

M. le Président. - Merci, Här Greisen. Den nächsten Orateur ass d'Madame Reuter. Madame Reuter, Dir hutt d'Wuert.

Mme Dagmar Reuter-Angelsberg (DÉI GRÉNG). - Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Härren, et ass schon immens vill gesot ginn iwwert dee Projet de loi 5120 an ech wäert mech och ganz kuerz hei faassen. Ech géif gäre schwätzen iwwert dat, wat am éischte Paragraph vum Artikel 2 steet. Mir schléissen eis dem Avis vum Conseil d'Etat un, deen dese Punkt verwerft.

De Projet de loi seet, wann ee wëllt säin Universitätsdiplom unerkannt kréien, muss een och säi Premièresdiplom virleeen. Dat ass eiser Meenung no onsinneg. Normalerweise gëtt ee jo nëmme op d'Université zougelooss, wann ee seng Première huet. Wien also aus iergendengem Grund kee Premièresdiplom méi huet, kritt säin Universitätsdiplom hei am Land net homologéiert. Dat ass net korrekt. Esouguer wann e Land keng Première verlaangt fir zu engem Héichschoulsstudium zougelooss ze ginn, dann dierft Lëtzebuerg virum europäesche Recht Schwierigkeeten hunn, esou en Héichschouldiplom aus protektionistesche Grënn net ze homologéieren.

De Statsrot huet net fir näischt gesot, et sollt een deen Abschnëtt ewechloossen. Genau dat proposéiere mir och an engem Amendement, deen ech hei eraginn, Här President.

Amendement 1

Le groupe parlementaire DÉI GRÉNG propose d'amender l'art. 2 - en supprimant le point (1):

„Nul ne pourra présenter à l'homologation un diplôme final d'enseignement supérieur étranger s'il n'est pas titulaire d'un diplôme de fin d'études secondaires, d'un diplôme de fin d'études secondaires techniques, d'un diplôme de technicien approprié selon les dispositions de l'article 20 de la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue, luxembourgeois ou étranger reconnu équivalent selon la réglementation luxembourgeoise en vigueur.“

Un règlement grand-ducal peut déterminer la procédure et les conditions d'une reconnaissance d'équivalence à un des diplômes luxembourgeois mentionnés au premier alinéa de diplômes étrangers correspondants délivrés par des Etats qui n'ont pas adhéré à la Convention européenne relative à

l'équivalence des diplômes donnant accès aux établissements universitaires, signée à Paris le 11 décembre 1953 et approuvée par la loi du 13 décembre 1954, et/ou la Convention sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur dans la région européenne, ouverte à la signature, à Lisbonne, le 11 avril 1997, et approuvée par la loi du 14 août 2000.

- En supprimant du point (2) la phrase:

„Les diplômes finals sanctionnant des études portant respectivement sur les langues ou lettres anglaises, allemandes et françaises doivent être obtenus dans un pays ou une région d'un pays de langue respectivement anglaise, allemande, française, après des études accomplies dans un tel pays pendant au moins deux années.“

(s.) Dagmar Reuter-Angelsberg, François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Renée Wagener.

Wat de Paragraph 2 betrëfft, dass ee säi Schlusssdiplom am Droit muss an engem Land maachen, dat e Rechtssystem huet, deen op d'Lëtzebuergescht Rechtssystem passt, do fanne mir, datt déi Definitiou ze vill onprezis ass, datt een dat dréinen a kéiere ka, wéi ee wëllt. Et gëtt net gesot, wien iwwerhaupt jugéiert, wéi e Land zum Code Napoléon steet, an eng fest Definitiou besteet bis elo och net.

Dann nach e Wuert zum Sproochestudium. Beim Sproochestudium ass gesot, datt ee säin Diplôme final an engem Land muss maachen, dat der studéierter Sprooch entsprécht, an datt een do op d'mannst muss zwee Joer studéiert hunn. Heescht dat, datt mer e Germanistikdiplom vun der Universitéit Oxford net unerkennen? Och do wäerte mer Problemer mam europäesche Recht kréien.

An dann nach eng Fro: Wat ass mat där zweeter Sprooch, déi ee mécht? Bleift et do derbäi, datt se hei am Land a kenger Form unerkannt gëtt? An Däitschland zum Beispill muss ee bei zwou Sproochen, déi ee studéiert, och déi zweet Sprooch als Haaptfach maachen. An dat kritt een dann hei zu Lëtzebuerg net akzeptéiert! Esou vergeude mer intellektuell Capacitéiten a stelle matten an der Pénurie vu Proffe léiwer Chargéen an, déi oft dat Fach net studéiert hunn, wat se herno enseigner. Et kéint een dach awer mat engem zweeten Haaptfach duerchaus e Cycle inférieur enerrichte loossen an duerfir och des Sprooch homologéieren, och wa se net an deem entsprechende Land studéiert ginn ass. Aus dese Grënn, déi ech elo opgezielt hunn, wäerte mir eis bei deemem Projet de loi enthalen. Ech soen lech merci.

M. le Président. - D'Diskussion ass eriwuer. Elo huet d'Regierung d'Wuert. Madame Hennicot, Dir hutt d'Wuert.

Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre de la Cul-

ture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen allen honorablen Deputéierte merci, déi sech hei mat engem Problem befaasst hunn, dee leider an deem virleierende Projet nëmme minimal soll geregelt ginn. Dat hunn ech ni verstoppt, well mer jo an engem Vide juridique sinn a well d'Problematik vun den Homologatiounen eng Problematik ass, déi sech net an enger gekierzter Form diskutéiere léisst, well een de ganze Kontext dovu muss diskutéieren.

Wat mer opgefall ass bei der Diskussion, dat ass eng Verméschung vun deene Prozeduren, déi d'Homologatioun vun den Diplomer uginn a vun deenen Dispositiounen, déi den Zougank zu de Beruffer regelen. An ech mengen, do muss ee vläicht awer e klengen Ennerscheid maachen, well wann déi eng gemengt hu mat enger Homologatiounsprozedur wär och vläicht automatesch den Zougank zum Beruff gemengt oder ëmgedréint, dann ass dat net ëmmer de Fall an ech hunn an deem Sënn appreciéiert, datt d'Madame Stein an hirem excellente Rapport wierklech ganz konkret juristesche bliwwen ass a sech dorobber beschränkt huet fir de juristesche Problem ausernee ze leeën, well wa mer d'Diskussion auswäiten, da kréie mer och leschten Enns eng Diskussion iwwert d'Mobilitéit.

Ech mengen, Här Fayot, mir gesi wéi wäit, datt mer nach vun der Mobilitéit tëschent den Héichschoulen ewech sinn, wa mer hei de Fong vun de Wäerter vun den Diplomer diskutéieren unhand vun Zouloossungen, déi se och zu deene respektive Beruffer ginn.

D'Lëtzebuurger Regierung huet net méi an net manner gemaach a sech ofgeséichert, wéi och aner Länner sech ofsécheren. Ech erënnere do zum Beispill, datt fir d'Professeren de franséische System och de Capes verlaangt, datt dat och am Fong geholl eng aner Zort vun Homologatioun ass, där ee sech muss fügen.

Et gëtt aner Länner, déi grad esou wéi mir, och de Premièresdiplom verlaangen. Mir konnten an deem Stadium hei keng gréisser Reform an d'Wee leeden, well dat beinhalt hätt, datt een all déi Dispositiounen, déi och a Fonction-publique-Gesetzter stinn, hätt missen iwwerkucken, an dofir bieten ech d'Chamber ëm Versteedsdemech, datt dese Projet minimal ausgefall ass, datt en net méi versprach huet, datt en dofir wëllt e Vide juridique combléieren an datt d'Regierung sech awer kengeswees verschléisst fir de Problem a senger ganzer Tragweid, unhand vun den neien Evolusiounen an och unhand vun der Konstitutioun vun der Universitéit hei zu Lëtzebuerg méi am Fong ze diskutéieren an ze studéieren, wat dann natierlech awer och bedéngt géif, datt mer verschidden aner Dispositiounen, wat d'Zougansrechter zu Beruffer ugeet, da missten an déi Diskussion mat aschléissen.

Ech wëll awer der Chamber och en Iwwerbléck ginn iwwert d'Zuelen, déi hei am Raum stinn an iwwert dat wat den Inhalt vun deenen Homologatiounen ass, well munchmol gëtt jo gemengt, mir géifen hei iwwer alles decidéieren. Mir gesinn, datt et a Wierklechkeet am Joer 2002 insgesamt 258 Demandes d'homologation waren, déi am Ministère eragereecht si ginn. Dovunner waren der 87 fir Sproocheprofessoren, dovunner waren der 46 fir Scienceprofessoren an et waren der 123 fir Affekoten. Dat heescht an anere Wieder, et waren insgesamt nëmme zwou Demanden, déi fir aner Beruffer erakomm sinn. Vun deenen 258 Demanden sinn der 14 net akzeptéiert ginn, well dat och deelweis Drëttlänner waren, wéi zum Beispill Dokter, déi aus dem Kasachstan komm sinn, aus Serbien oder aus Rumänien, an et ass domat bal exklusiv de Secteur vun dem Enseignement an dann de Secteur vun der Magistratur, déi vun desen Homologatiounen betraff sinn. Den Zougank zu deene Beruffer ass eng eege Regelung, déi nun eemol op der Homologatioun baséiert.

Ech wier frou wann d'Chamber eis den Text esou géif stëmmen, fir datt mer Rechtssécherheet hätten an datt mer unhand vun den Evolusiounen och am Beräich vun den Universitéite géifen dann déi ganz Diskussion méi wäit féieren a kucke wéi mer dann awer eisen eegene System, dee jo, ech mengen dat muss mer alleguerten hei soen, och Rücksicht hält a vill Rücksicht hält op Lëtzebuurger Ressortissanten, well ech denken un d'Fonction publique, déi mer jo net opgemaach hu fir Ressortisante vun anere Länner, datt mer dann eis awer och konsequent mussen si wa mer gréisser Reformen uginn.

Merci.

M. le Président. - Merci, Madame Minister. Mir kommen elo zur Lecture vun den Articlele vum Projet de loi 5120 a mir stëmmen driewer of. Den Text steet am Document parlementaire 5120².

Lecture du texte du projet de loi (par M. Niki Bettendorf)

Den Artikel 1 ass gelies an ugeholl.

Den Artikel 2 ass gelies.

Do hu mer en Amendement vun der grénger Fraktioun. Den Amendement ass verdeelt ginn.

Amendement 1

Dozou wëllt den Här Henckes eppes soen.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Fernand Greisen huet schonn drop higewisen, datt mer mat deemem Text effektiv e Problem kënnen hunn, d'autant plus datt mer bei verschiddene Beruffer dat elei net esou gesinn hunn an notament bei de Beruffer vun Dokter, Infirmière, Sage-femme an Ähnlech wou d'Conférence des Présidents d'lescht Woch decidéiert huet, och Diplomer unzeerkennen unique-

ment wa se am Ausland en Universitätsdiplom kritt hunn, deen a Frankräich, an Däitschland, an England an esou weider akzeptéiert ass a wou de Premièresdiplom iwwerhaupt net méi gekuckt gëtt.

Dofir mengen ech, datt et awer gutt wär, datt ee sech dee Problem hei nach eng Kéier iwwerleet. Ech gesinn, datt gesot gëtt, datt den Diplom och konnt equivalent unerkannt ginn, mä ech gleewen, datt et awer an der Praxis nach munch Schwieregkeete wäert ginn. Ech géing dofir d'Regierung bieten de Problem nach eng Kéier op de Leescht ze huelen. Mir wäerten als Fraktioun desen Amendement net stëmmen, well mer mengen, datt et deem entsprécht wat effektiv elo schonn d'Realitéit ass a mir géingen eng Illusioun uginn, wa mer hei géife mengen, esouguer wann den Text bestoe bleibt, datt et net zu juristesche Problemer géing féiere wa mer den Text littéralement a ganz restriktiv a protektionistesche géifen ausleeën.

M. le Président. - Merci, Här Henckes. Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert den Amendement vun der Madame Dagmar Reuter.

Vote

Déi fir den Amendement si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder enthalte sech.

Den Amendement ass ofgelehnt mat 37 Neen- a 16 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err (par M. Alex Bodry), MM. Ben Fayot, Jeannot Krecké (par Mme Mady Delvaux-Stehres), Lucien Lux (par M. Georges Wohlfart), Mme Lydia Mutsch (par M. Mars Di Bartolomeo), M. Georges Wohlfart;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Dagmar Reuter-Angelsberg), Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener (par M. Camille Gira);

M. Serge Urbany.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt (par M. Lucien Clement), M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert (par Mme Nelly Stein), Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par M. Jean-Marie Halsdorf), Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Marcel Glesener), MM. Marcel Sauber (par M. Marco Schank), Marco Schank, Jean Spautz (par M. Fred Sunnen), Mme Nelly Stein, MM. Théo Sten-debach, Nicolas Strotz (par M. Nico Loes), Fred Sunnen, et Claude Wiseler (par M. Paul-Henri Meyers);

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel (par M. Jeannot Belling), Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Claude Meisch), Alexandre Krieps (par M. John Schummer), Claude Meisch, Mme Maggy Nagel (par Mme Simone Beissel), MM. Jean-Paul Rippinger, Marco

Schroell (par M. Emile Calmes) et John Schummer;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Den Artikel 2 ass an där Form ugeholl wéi e vun der Kommissioun proposéiert gouf.

Mir kommen zum Vote iwwert de virleierende Gesetzesprojet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder enthalte sech.

De Projet de loi 5120 ass ugeholl mat 37 Jo-Stëmmen, 11 Neen-Stëmmen a 5 Enthaltungen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt (par M. Lucien Clement), M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert (par Mme Nelly Stein), Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par M. Jean-Marie Halsdorf), Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Marcel Glesener), MM. Marcel Sauber (par M. Marco Schank), Marco Schank, Jean Spautz (par M. Nico Loes), Mme Nelly Stein, MM. Théo Sten-debach, Fred Sunnen et Claude Wiseler (par M. Paul-Henri Meyers);

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel (par Mme Simone Beissel), Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Claude Meisch), Alexandre Krieps (par M. John Schummer), Claude Meisch, Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell (par Mme Agny Durdu) et John Schummer;

MM. Jean Colombero (par M. Gast Gibéryen), Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Jean-Pierre Koepp), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: MM. Jean Asselborn (par M. Georges Wohlfart), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err (par Mme Mady Delvaux-Stehres), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Fayot), Jeannot Krecké (par M. Alex Bodry), Mme Lydia Mutsch (par M. Mars Di Bartolomeo) et M. Georges Wohlfart;

M. Serge Urbany.

Se sont abstenus: MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Dagmar Reuter-Angelsberg), Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener (par M. Camille Gira).

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass esou decidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, domadder ass eis Sitzung vun haut ofgeschloss. Et geet muer de Muere weider um 9 Auer.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 19.33 heures)



Chambre
des Députés

L U X E M B O U R G

d'Chamber online op
www.chd.lu

Ordre du jour

1. 5225 - Débat d'orientation sur l'actuel système d'aide et de protection de la jeunesse au Luxembourg

(Rapport de la Commission spéciale „Jeunesse en détresse“ - Discussion générale)

2. Ordre du jour

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Marie-Josée Jacobs et M. Luc Frieden, Ministres.

(Début de la séance publique à 9.01 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber iergendwellech Matdeelungen ze maachen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

Fir haut de Moien hu mir op eisem Ordre du jour eng Orientéierungsdebatt iwwert de Jugendschutz. D'Riedezäit ass nom Modell zwee festgeluecht. Et sinn agedroe bis elo déi Häre Bodry, Schroell, Jaerling, Urbany a Rippering. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun der Orientéierungsdebatt, déi honorable Madame Marie-Josée Frank.

(Interruptions)

M. Lucien Weiler (CSV).- Doriwwer diskutéiere mir haut de Moien, mä si wäert an e puer Sekunden hei sinn.

(Interruptions et hilarité)

1. 5225 - Débat d'orientation sur l'actuel système d'aide et de protection de la jeunesse au Luxembourg

Rapport de la Commission spéciale „Jeunesse en détresse“

Mme Marie-Josée Frank (CSV), rapportrice.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, all Kand a Jugendlechen huet d'Recht sech a senger Individualitéit entfalten ze kënnen. Déi meescht vun eisen ongeféier 100.000 Kanner a Jugendleche ënner 18 Joer kommen an eiser Gesellschaft ouni gréisser Problemer zurecht, an entwéckle sech zu egeverantwortlechen a gemeinschaftsfäege Perséinlechkeeten. Leider hunn een Deel vun eise Kanner a Jugendlechen schwéier perséinlech oder familiär Problemer a sinn op extern Hëllef- a Schutzmoossnamen ugewisen.

D'Nout vun de Kanner huet vill Wuerzelen, déi oft matenee verstréckt sinn. En Dysfonctionnement um Niveau vun der Familljen gëtt oft als Ursaach vun der Nout vun de Kanner a Jugendlechen zitëiert. Dësen Dysfonctionnement léisst sech sécher gréisstendeels do-duerch erklären, dass eis Gesellschaft sech an deene leschte Jorzéngten immens staark verännert huet. Mobilitéit an Innovatioun kennzeechent d'Gesellschaft vum 21. Jorhonnert. Dës Entwécklung bréngt vill Opportunitéit mat sech, mä sinn awer och fir vill Contrainten. Upassungsfäegkeet, Flexibilitéit an Autonomie sinn an ëmmer méi grouss Moosse gefrot, mam Resultat, dass ëmmer méi Leit sech iwwerfuert fillen an de gesellschaftlechen Erausforderungen net méi gewuess sinn. Si sinn net méi d'Acteuren an Innovatioun eegene Liewen. Dës Gefühl vun Iwwerforderung zeechent sech am private Liewen an der Familljen erëm.

Et dierf ee sech also net verwonnere, wann Elteren, déi ëmmer méi Schwierigkeete mat sech selwer hunn a fir dem gesellschaftlechen Tempo nozecommen a sech an der Gesellschaft ze positionéieren, sech doduerjer an der Roll als Papp oder Mamm dachs iwwerfuert fillen. Si sinn esou mat der Bewältigung vun hiren eegene Problemer beschäftegt, dass se

weder Zäit nach Energie hunn, fir sech ëm d'Erzéiung vun hire Kanner adequat ze bekëmmere, an domadder si ganz oft d'Kanner sech selwer iwwerlooss a fanne keen Halt méi an der Familljen. Bei verschiddenen Elteren ass den Drock esou grouss, dass se op Medikamenter, Alkohol oder Gewalt zréckgräifen - Gewalt géint de Partner, Gewalt géint d'Kanner. Zum Beispill massiv Gewalt an der Familljen hemmt d'Entwécklungschancé vun de Kanner a ganz oft ginn si spéiderhi selwer Täter.

Déi gesellschaftlech Entwécklung spigelen sech och um Niveau vun de Familljestruturen also erëm. Den traditionelle Familljemodell, wéi mir en a Jorhonnerten a Jorzéngte kannt hunn, ass anescht ginn. Nei Forme vun Zesummeliewen entstinn an d'Familljeliewen ass, wéi gesot, anescht ginn, an et gëtt ëmmer méi monoparental Familljen oder zesummegegate Familljen. Dës Annerunge bedeiht fir bestëmmte Kanner e Verloscht vu Repèren, wat sech negativ op hiren Perséinlechkeetsopbau kann auswirken.

Ee Kand alleng grousszeéien stellt och oft als eng enorm Erausforderung duer. D'Liewenskonfidioun vun engem Allengerzéiende sinn oft méi schlecht an Termé vun Disponibilitéit, Gedold, Ausdauer a Verständnes wéi déi vun enger Koppel, déi zesummeliefert a gemeinsam Verantwortung fir hirt Kand hält. En Allengerzéiende, meeschtens Fraen, riskéieren och méi schnell an Aarmut ze verfallen. No den Donnéeën vun der CEPS waren iwwer ee Véirel vun den allengerzéienden Elteren am Joer 2000 aarm. Als aarm géllt eng Persoun, déi dem Stat ugehéiert, wa se mat engem Revenu vu manner wéi 60% vum Duerchschnittsrevenu vun de private Stéit auskomme muss.

Also, finanziell Schwierigkeete vun den Eltere kënnen Auswierkungen op dat physescht oder psychologescht Wuelbefanne vun de Kanner hunn. Perséinlech Facteure wéi zum Beispill eng Krankheet, mat physescht oder psychologeschen Defiziter, souwuel bei den Eltere wéi bei de Kanner, bestëmmen och d'Wuelbefanne vun de Kanner an hiren Familljen. Ee Kand mat Verhaltensstéierungen, déi net vu Klengegen um erkannt ginn, an dat net richtig encadréiert ginn ass, riskéiert als Jugendlechen a spéiderhin als Erwuessene mat groussen Integratiounsschwierigkeeten an der Gesellschaft konfrontéiert ze ginn.

Niewent der Famillje spillen aner institutionell Milieuen eng wichteg Roll an der Entwécklung an an der Entfaltung vum Kand, wéi zum Beispill d'Schoul. D'Nout vun de Kanner kann hiren Ursprung also och an der Schoul fannen. Den Opbau vun eise Schoulsystem, deen eng gutt Maîtrise vun de Sprooche virussetzt, stellt fir vill Kanner mat Léierschwierigkeeten an de Sproochen eng immens Belaaschtung duer. De Leeschtungsdruck an der Familljen an an der Schoul, dee wéi de Leeschtungsdruck an der Gesellschaft an deene leschte Joren zougeholl huet, hält net all Kand aus. Bulimie, Anorexie, Alkoholkonsum an Droge wéi och all Forme vu Gewalt sinn oft Äntwerte vun de Kanner op dësen Drock.

Et wär nach viles ze soen, wat d'Ursaache vun der Nout vun de

Kanner respektiv wat d'Forme vun dëser Nout ugeet. Et war awer net d'Zil vun der Kommissioun eng wëssenschaftlech Etüd iwwer eis Jugend ze erstellen an all méiglech Problemer vun eise Kanner ze analyséieren. Et ass der Kommissioun „Jeunesse en détresse“ vill méi drëm gaangen iwwer bestëmmten Aspekter vun der Problematik Jugend an Nout nozedenken, an déi bestoend Hëllef- a Schutzmoossnamen op d'Uspréich vun haut ze ënnersichen.

Ech erënneren drun, dass d'Spezialkommissioun „Jeunesse en détresse“ de 4. Abrëll 2000 vun der Chamber an d'Liewe geruff ginn ass, nodeem d'Chamber ënner anerem am Kader vun den Aarbechten vun der Commission „Stupéfiants“ festgestallt hat, dass eis Jugendhëllef an eise Schutzsystem oft net méi de Besoiné vun de Kanner a vun de Jugendleche vun haut ugepasst wär. D'Aarbechte vun der Kommissioun hu sech net op d'Analys vum Gesetz vun 1992 limitéiert, obschonn dat Wesentlech vun eise Jugendchutz an dësem Text enthalen ass. Et bleift, dass aner Texter och eng Inzidenz op de Jugendchutz kënnen hunn, esou dass et ubruucht war, och dës Texter ze examinéieren.

Iwwert de legislativen Aspekt eraus spille strukturell Elementer ebenfalls eng wichteg Roll am Beräich vun der Jugendhëllef an dem Jugendchutz, soudass de strukturellen Aspekt och vun der Kommissioun analyséiert ginn ass. D'Kommissioun hofft, dass d'Regierung, déi enger Reform vum Gesetz vun 1992 schafft, sech an hiren Aarbecht inspiréiert an eis Proposen integréiert. Ech wäert spéiderhin nach eng Kéier op dese Punkt zréckkommen.

Wat d'Aarbechtsweis vun der Kommissioun ugeet, ass ze bemierken, dass d'Kommissioun Kontakt mat verschiddene Vertrieeder vum sozialen Netz, vun der Magistratur, dem Parquet, der Familljeministesch an dem Justizminister opgeholl huet. Mir hu versicht d'Léisch vum de Leit, déi geruff gi sinn, sou opzestellen, dass se déi ënnerschiddlechst Weltanschauung géif erëmspigelen. Iwwert d'Haltschent vun eise 27 Sëtzunge vun der Kommissioun waren also Entrevuë mat dem Secteur social, de Riichter an de Vertrieeder vum Parquet consacréiert. Och eng Visite op Dräibur ass organiséiert ginn.

D'Kommissioun konnt am Kader vun enger Réunion jointe mat der Petitiounskommissioun, déi zum Thema d'Gewalt, a virun allem déi jugendlech Gewalt hat, eng Rei vun auslänneschen Experté wéi zum Beispill Psychologen oder Kriminologen héieren.

Ech wëll op dëser Plaz all deenen häerzlech merci soen, déi un deene Réunionen an der Kommissioun deelgeholl hunn, an eis Ried an Äntwert gestanen hunn.

Ech erlaube mer hei kuerz op eng Kritik anzugeen, déi an dësem Kontext viru kuerzem gemaach ginn ass. Et ass der Kommissioun virgeworf ginn, dass mer keng Entrevuë mat betraffene Jugendlechen haten. Ech ginn zwar ze bedenken, dass et sécher schwéier gewiescht wär, fir d'Kanner an d'Jugendlecher de Politiker Ried an Äntwert ze stoen. Doriwwer eraus huet d'Kommissioun mat A.s.b.l.e geschwat, déi speziell am Interesse vun de Kanner schaffen - wéi zum Beispill d'„Protection des droits de l'enfant“ -, déi vill Experienzen um Terrain gesammelt hunn, an eng Zort Porte-parole vun de Kanner waren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Nout vun de Kanner an

der Jugend ass keng nei Problematik. Si huet schon ëmmer existéiert. Et ass awer eréischt säit dem leschte Jorhonnert, dass d'Iddi vun enger Jugendpolitik, déi den Akzent op de Schutz vun de Kanner an de Jugendleche setzt, opkomm ass. Wann d'Chrëschtentum d'Fundament zur Unerkennung vun de Kanner als „sujets de droit“ geluecht huet, andeem et d'Gläicheit tëschent de Menschen an d'Flichte vun den Eltere vis-à-vis vun hire Kanner proklaméiert huet, an de Code civil vun 1804 fir d'éischt d'Wäertstellung vum Kand um rechtlichen Niveau festgehalten huet, hu mir misse bis 1939 waarden, fir dass ee sech vun der Noutwendegkeet vu schützend Moossname bewosst ginn ass.

D'Gesetz vum 2. August 1939 stellt ee wichtige Schrëtt um Niveau vum Jugendschutzgesetz duer. Dës Gesetz huet innovéiert andeem een d'Schafung vun enger neier Jurisdiction, dem Jugendgeriicht a spezifesche Regele virgesinn huet. An dësem Kontext muss ee bemierken, dass d'Jugendgeriicht deemools nëmmen a bestëmmte Fäll zoustänneg war. Et konnt nëmmen agräife wann de Jugendleche sech engem Delikt oder engem verwerflichen Akt schëlleg gemaach huet. Et ass eréischt zënter 1971, dass d'Jugendgeriicht och dann agräife kann, wann d'Gefor, där de Mineur ausgesat ass, net vun him mä vu senger Famill ausheet. De Législateur huet 1971 fir d'éischte Kéier unerkannt, dass d'Kanner an d'Jugendlecher Affer vu verschiddene Forme vu schlechter Behandlung a Mësshandlung kënnen sinn, respektiv dass se sech stroffalleg maache kënnen, ouni elo mussen no engem bestëmmte Feelverhale bei den Elteren ze sichen. Säit 1971 kënnen och stroffalleg Jugendlecher iwwer 16 Joer virun der normaler Jurisdiction convoquéiert ginn, am Fall wou schützend Moossnamen net duerginn.

D'Gesetz vun 1971 ass duerch dat aktuell Gesetz vun 1992 ersat ginn. Dës Gesetz huet awer keng fundamental Annerung um legislative Kader mat sech bruecht, ausser dass dës Gesetz déi ëmstridde Moossnam agefouert huet, dass d'Elteren am Kader vun engem Placement d'Autorité parentale verléieren.

Am soziale Secteur huet sech och viles geännert säit de 60er Joren, wou de Stat ugefaangen huet iwwer eng Interventioun an dësem Beräich nozedenken an am Laf vun de Joren d'Form vun enger Subventioun vun deene verschiddene sozialen Träger ugeholl huet. Säit dem ASFT-Gesetz vun 1998 huet sech also d'Verhältnis tëschent dem Stat an dem soziale Secteur verstärkt.

Mir hunn eis am Laf vun de Joren a Jorzéngte wesentlech Mëttele ginn an Instrumenter geschaf, déi direkt oder indirekt zum Thema hu Problemer virzebeugen, respektiv de Kanner an hire Familljen Encadremerter unzebidden. Ech denken do u Jugendhaiser, Foyeren, Informatiounsservice oder souguer un de ganze Réseau vun de Crèche an den Opfangstrukture fir d'Kanner während dem Dag, wann d'Eltere schaffe ginn. Och all deenen, déi bis elo an deene Secteure geschaff hunn, wëll ech fir hirt Engagement häerzlech merci soen.

Dës Strukturen, dës Mëttele a Moossname sinn an deene leschte Joren, virun allem vun soziale Milieu als inadequate oder als net ausräichend kritiséiert ginn.

Op där anerer Säit ass d'Magistratur, ee vun eisen Haaptacteuré vum Jugendchutz, vun eise System iwwerzeegt, och wa se déi eng oder aner Annerung oder Präzisioun virschléit. D'Kriticke si breet gefächert, déi meescht betreffen d'Gesetz vun 1992 a virun allem déi schützend Philosophie vum Gesetz, déi och fir verschiddener

dat sozialpädagogescht Handle beaflosst. D'Gesetz géif d'Füürsorge an net d'Hëllef an de Mëttelpunkt setzen. D'Tatsaach, dass d'Belsch a mir déi eenzeg zwee Länner wieren, déi nach ëmmer kee Jugendstrafgesetz hätten, gëtt vun de Géigner vun eise System als Beweis vu senger Inadaptatioun duergestallt. Si plädéiere fir eng kloer Trennung tëschent Jugendhëllef a Jugendschutzgesetz. De stroffalleg Jugendleche muss an hiren Ae sanctionéiert ginn. Schützend Moossnamen hätten eng stigmatiséierend Wirkung. De Jugendleche wär sech net senges schwéiere Feelverhale bewosst.

D'Kriticker vun dësem Modell schwätzen sech och fir e System aus, deen en Transfert vu Kompetenze vun der Justiz op administrativ Instanze géif mat sech bréngen. De Riichter soll sech an hiren Ae esou vill wéi méiglech aus dem ganze Jugendschutz eraushalen.

E weidere kritesche Punkt betrëfft den Transfert vun der Autorité parentale am Fall vun engem Placement. Den Artikel 11 vum Gesetz vun 1992 gesäit vir, dass wann e Kand definitiv placéiert gëtt, d'Autorité parentale, dat heescht d'Rechter déi d'Eltere vis-à-vis vum Kand hunn, der Opfangstruktur oder -persoun iwwerdree ginn. Fir d'Géigner vun eise System géif esou eng Dispositioun weder d'Participatioun nach d'Responsabilitéit vun den Eltere förderen. D'Feele vun enger eegestänneger Prozedur virun dem Jugendriichter, d'Méiglechkeet dass d'Justiz e Kand provisoersch placéiere kann ouni am Virus mat sengen Eltere geschwat ze hunn, geschweige gewarnt ze hunn, oder nach d'Tatsaach, dass d'Revisiounsfristen immens laang sinn oder dass fir verschiddene Diskussiounen kee Recours stricto sensu geet, sinn aner Punkten, déi kritiséiert goufen.

Net jidderee vun der Kommissioun, dee gehéiert ginn ass, huet sech esou kritesch par rapport zu eise System ausgeschwat. D'Magistraten hu sech eisichter positiv ausgeschwat. An hiren Ae kann een déi jugendlech Delinquenz nëmme bekämpfen, andeem ee sech mat den Ursaache vun de Phenomeener ausernee setzt an déi probéiert ze léisen. Or et stellt ee fest, datt déi meescht Jugendlecher, déi stroffalleg sinn, Problemer an der Famill hunn. Delinquenz ass och oft eng Reaktioun op Integrationsproblemer an der Schoul oder psychologesche Problemer vum Kand selwer. Fir d'Verflechter vun eise System kann et net sinn, dass e Kand sanctionéiert gëtt fir d'Feelverhale vu sengen Elteren oder well et ni richtig encadréiert ginn ass.

Dës Verfechter schwätzen sech och géint de System aus, deen en Transfert vu Kompetenze vun der Justiz géif mat sech bréngen. D'Magistrate mengen et wier net opportun, den Artikel 11 vum Gesetz vun 1992 ëmzënnere. De Parquet huet sech fir d'Méiglechkeet ausgeschwat, den Elteren a verschiddenen Hypothesen d'Autorité parentale zréckzeginn.

Um gerichtleche Plang kann een zwou Fuerderungen erwirhewen, déi fir vill Diskussiounen gesuergt hunn: d'paritétesch Zesummesetzung vum Jugendgericht an deem seng Partialitéit. Verschidde Leit, déi mir, am Kader vun dësen Aarbechten, gehéiert hunn, stelle sech als Alternativ zum aktuelle System ee Geriicht vir, dat sech aus dräi Leit géif zesummesetzen: engem professionnelle Riichter, ee Vertrieeder aus dem sozialen Netz an ee Vertrieeder aus dem medezinesche Milieu. Esou eng Zesummesetzung géif fir méi eng opgeklärten Entscheedung stoen.

An der Praxis ass et esou, dass een an deeseweche Riichter souwuel eng provisoersch, wéi och spéiderhin eng definitiv Moossnam ka spréchen. Verschiddener froe

sech, ob dese Kompetenzecumul net géint déi europäesch Mënscherechtskonvention verstéisst, a virun allem géint de Prinzip, dass jiddereen d'Recht op e faire Prozess huet.

Deen eenzege Punkt wou sech d'Gesichter net gescheet hunn a wou e largé Konsens existéiert, ass dee vun der Noutwendegkeet, fir zousätzlech Strukturen ze schafen, déi de spezifeschen Uspréich an de Besoiné vun de Kanner an de Jugendleche besser géif Rechnung droen; a ganz oft ass d'Jugendpensioun ugeschwat ginn.

Et war net einfach déi verschidden Opfaassungen op ee gemeinsame Nenner ze bréngen. D'Kommissioun huet versicht de verschiddene Kritecke Rechnung ze droen, och wa se op deem engen oder anere Punkt no eegene Léisunge gesicht huet.

Wat d'Konzeptioun vun der Jugendpolitik ugeet - den ëmstriddeste Punkt -, do deelt d'Majoritéit vun der Kommissioun d'Meenung vun der Justiz, dass et net ubruecht wier téschent Jugendschutz a Jugendstrafgesetz ze ënnerscheeden an eise System weiderhin op e schützend Konzept berouen ze loosse. Mir ginn ze bedenken, dass Länner, wou eng strikt Trennung téschent Jugendschutz a Jugendstrafgesetz existéiert, oft op eng schützend Moosnam zréckgräife wéi eis Mesure de garde d'éducation et de préservation. Eise Modell ass also net vereelt, wéi Verschiddener dat mengen, wa se e mat dem auslännesche System vergläichen. Mir mengen am Géigendeel, all Recommandatioun oder Deklaratioun, sief dat um europäeschen Niveau oder um internationalen Niveau, ënnersträicht d'Wichtigkeet vun de schützend Moosnamen a fuerdert d'Länner op des prioritär anzesetzen, och am Kader vun der Jugenddelinquenz.

Schützend Moosname sinn eng passend Äntwert op d'Jugenddelinquenz, wéi stroferechtlich Moosnamen. Wéi ech scho gesot hu fénnt d'Jugenddelinquenz oft hiren Ursprung a schwierige Familljeverhältnisse. Et ass also méi wichtig dem Kand a senger Famill ze hëllefen an op Moosname wéi eng Assistance éducative oder e provisoeresche Placement zréckzegräifen amplaz de Jugendlechen ze sanktionéieren fir e Feelverhale vu sengen Elteren oder fir perséinlech Integratiounsschwierigkeeten an der Schoul oder an der Gesellschaft. Effizient Moosname si Moosnamen, déi d'Problemer bei der Wuerzel upaken an net nëmmen d'Symptomer behandelen.

Eng Majoritéit vun de Leit aus der Kommissioun huet sech och géint e Kompetenztransfer vun der Justiz op eng oder méi administrativ Instanzen ausgeschwat. Esou en Transfer werft d'Fro vun der Autonomie an der Neutralitéit vum Personal vun diesen Instanzen op. Déi meescht Membere vun der Kommissioun hu kee verbale Grond gesinn an enger esou sensibler Matière de Riichter wéi wichteg Prerogativen ewechzehuelen. Et ass och ze bemerken, dass wann eng Affär virun de Jugendriichter kënnt, dann ass et am Prinzip well d'Situatioun vum Kand oder vum Jugendlechen esou kritesch ass an d'Moosnamen am Interesse vum Kand respektiv vum Jugendleche getraff solle ginn. Mir mengen och net, dass de System méi effizient kënnt ginn, wann d'Instanzen, déi an en Dossier kënnen agräifen, sech géife multiplizéieren.

De Jugendriichter ass op där anerer Säit kee Familljemédiateur. Et ass net dem Jugendriichter seng Missioun, den Dialog téschent dem Kand a senger Famill erëm hierzestellen. Well awer ganz vill Léisungen am Dialog fonnt ginn ass d'Kommissioun der Meenung, de Riichter misst, souwäit den Dossier et erlaabt, op d'Mediatiounsstrukturen zréckgräifen. De Riichter soll zukünfteg dem Jugendlechen a

senger Famill d'Méiglechkeet ubidden hir Problemer iwwer eng Mediation ze léisen. Ech ginn ze bemerken, dass schon hautdésdags eng Partie vun den Dossiere vum Parquet iwwer de Centre de Médiation ofgewéckelt ginn. Et géllt des Praxis am Gesetz vun 1992 ze verankeren.

Well schonn eng Mediatiounsstruktur existéiert, huet sech d'Kommissioun d'Fro gestallt, ob et sennvoll wär nei Strukturen ze schafen. Et bleift, dass wann ee keng nei Struktur schafe géif, dass een dann awer d'Personal vum Centre de Médiation misst opstocken.

Andeems een d'Zréckgräifen op d'Mediatiounsstrukturen am Gesetz vun 1992 verankert, géif een e ganz kloert Zeeche setzen an zwar dat, dass een net iwwer d'Käpp ewech vun de betraffene Leit géif decidéieren. D'Kanner an d'Eltere ginn an d'Entscheidung agebonnen. No Léisunge gëtt zesumme gesicht. Dës Propos dréit de kritesche Bemerkunge vum Secteur social a punkto Participatioun a Responsabilitéit vun den Eltere Rechnung.

Falls d'Mediatiounsstrukture vum Jugendgericht saiséiert ginn, misst an den Ae vun der Kommissioun de Riichter iwwer de Verlaf vun där Mediation a Kenntnis gesat ginn.

An do si mer scho bei deem nächste kritesche Punkt wou Mängel festgestallt konnte ginn an zwar d'Kooperatioun an d'Kollaboratioun téschent dem soziale Secteur an der Justiz. Mir kënnen um Paibeier dee beschten Hëllef- a Schutzsystem op der ganzer Welt hunn. Mir kënnen d'sozial Servicer, déi iwwerengs bis elo an nach ëmmer eng formidabel Aarbecht geleescht hunn a wäerte leeschten - an dofir wéll ech hinnen och merci soen -, verduebelen oder verdräifachen, mä wann déi verschidden Acteuren net matenee schaffen, wa se net gutt genuch matenee koordinéieren, da wäert en effiziente Jugendschutz en éiweg Wonschdenke bleiwen. Do sinn also all Acteuren, d'Justiz an de soziale Milieu, gefuerdert.

Fir d'Koordinatioun ze verbessern an den Acteuren et méi licht ze maachen, kënn den Zentraliséierungsorganer virgesinn, déi déi verschidde Jugenddossieré géife superviséieren an als Vermittler téschent deene verschiddene Servicer a Strukturen dengen. Et gëtt Leit aus dem soziale Milieu, déi beruffe sech op hir Schweigeflicht, fir net mat der Justiz zesummenzeschaffen. Och wa si u keng Schweigeflicht gebonne sinn, proposéiert d'Kommissioun den Artikel 458 vum Code pénal ëmzeänneren. Den Text soll ganz kloer déi Leit, déi am Kader vun hirem Aarbecht iwwer Kannermisshandlungen a Kenntnis gesat goufen an d'Justiz doriwwer informéieren, vum Benefiss vum Secret professionnel ausschléissen.

Wann d'Matbestëmmung vun den Elteren um Niveau vun der Léisung e wichtige Schritt a Richtung Responsabilitéit vun den Elteren ass, kann een des Matbestëmmung net nëmmen um décisionellen Niveau beschränken. Wann d'Eltere léiere solle Verantwortung fir hir Kanner ze droen, da sollen si och am Kader vun engem Placement fir hir Kanner finanziell opkommen. Si misse léieren, dass si als Elteren net nëmme Rechter, mä och Pflicht hunn. Eng Pflicht ass déi, fir fir d'Kand ze suergen. De Code civil misst virgesinn, dass d'Elteren och am Fall vun engem Placement sech finanziell fir hiert Kand géinge verpflichten.

Ouni elo wëllen de ganze Fuerderungskatalog vun deene Leit um Terrain an d'Propositione vun der Kommissioun duerchzegoen, géif ech awer nach gären dräi Punkten uschwätzen, déi mir wichteg schéngen.

Als alleréisch wéll ech op d'Noutsituatioun um institutionellen Ni-

veau ze schwätze kommen. Deemo wat fir ee Problem se hunn, brauche se en extraen Encadrement an eng spezifesch Hëllef. Ech denken do u Kanner mat schwéiere Verhalens- a physische Problemer. Traditionell Opfaangstrukture wéi zum Beispill e klassesche Foyer sinn net op d'Uspréich vun dese Kanner ugepasst. Kanner ënner zwielef Joer kënnen am Service de Pédiopsychiatrie vum CHL opgeholl a behandelt ginn. Eng Structure de pédiatrie sociale funktionéiert um Niveau vun der Kannerklinik, an hautdésdags si jo och um Kierchbiereg nei Foyeré geschafte gi fir déi Kanner opzehuelen an do ze betreiben. Mä ech hu mer soe gelooss, dass déi Better ëmmer besat wäeren an dass do elo schonn e groussen Nohuelbedarf wier.

Da bleift, dass mir nach ëmmer keng geschlossenen therapeutesch Struktur fir Kanner a Jugendlecher hunn an dass d'Mëttele vun der Structure de pédiatrie sociale, wéi ech elo grad gesot hunn, och net dierginn. Mir missten op deem Punkt méi investéieren an Aarichtungen an esou Servicer a Strukturen förderen.

Et muss een och iwwerleeë wéi ee jonk Drogésüchtger nees an d'Gesellschaft integréiere kann. Manternach ass nëmme en Deel vum Puzzle. Et geet net duer deene betraffene Leit Drogentherapie unzebidden. Si misse och no engem Drogenentzuch weidergeholf kreen. Sait 1995 kenne Leit, déi en Drogenentzuch mat Erfolg iwwerstanen hunn, an der Maison de post-cure während e puer Méint opgefaangen an encadréiert ginn. Et lafe momentan och ganz interessant Projeten, wéi zum Beispill dee Projet „les niches“ vun der Fondation Jugend- an Drogenhëllef. Dese Projet hëllef dem Ex-Drogésüchtger bei senger Sich no enger Wunneng, notament andeem en Deel vum Loyer vun der Fondation iwwerholl gëtt. A wéi ass et mat der Reintegratioun an d'Aarbechtswelt? Si mir bereet esou Mënschen, déi Problemer an hirem Liewen haten, erëm eng Liewenschance ze ginn a si an d'Aarbechtswelt ze integréieren?

Um Niveau vun de Centres socio-éducatifs konnt d'Kommissioun och feststellen, dass des Opfaangstrukturen net méi den Uspréich an den Erausfuenderunge vun enger moderner Prise en charge vun de Kanner entsprechen. An deene leschte 15 Joer huet sech d'Populatioun vun dese Centren immens vill geännert. Am Géigendeel zu fréier ginn ëmmer méi jonk Leit, och aus finanziell räiche Familljen, an dese Strukturen opgefaangen. Vill Pensionäre vun Draibur a Schraasseg hu psychesch Problemer.

D'Destrukturatioun kennzeechent oft des Kanner a Jugendlecher, déi ni geléiert hu Regeln ze respektéieren. D'Zuele vun de stroffällege Jugendlechen a virun allem vun de réckfälligen Delinquenten, déi ënner anerem zu Draibur sinn, sinn an deene leschte Jore staark an d'Luucht gaangen. Och wa verschidde Membere d'Meenung vertrieben, dass stroffälleg Jugendlecher ënner bestëmmte Konditiounen sollen och an Zukunft op Schraasseg kommen, bleift et, dass d'Inhaftéierung vu Mineuren zesumme mat Erweessener sécherlech net déi adequat Äntwert op d'Jugenddelinquenz ka sinn, och wann esou eng Moosnam weder mam internationale Recht, notament der Kannerrechtskonvention vun 1998, nach mat der internationaler Praxis am Widersproch steet.

An deemem Kontext begréisst och d'Majoritéit vun der Kommissioun d'Initiativ vun der Regierung, eng geschlossenen Unitéit zu Draibur ze schafen. Esou eng Struktur soll

awer an den Ae vun der Kommissioun nëmme Mineuren opfänken, déi un enger ganz schwéierer Stroftat schëlleg sinn oder déi risikéiere réckfällig ze ginn, oder bei deenen eng schwéier Destrukturatioun vun der Perséinlechkeet festgestallt ginn ass. Des Kanner a Jugendlecher misse extra encadréiert ginn, well och si kënnen eng Gefor fir manner Stroffälleger an der Institutioun Draibur sinn. Dofir brauche mir déi Struktur, mat ganz gutt qualifizéiertem Personal.

Zweetens, e weidere Punkt op deem ech kuerz wéll zréckkommen ass och vill diskutéiert ginn am Kader vun eiser Kommissioun, an dat ass d'Kompetenz vun de Richteren. Et gëtt oft kritiséiert, dass d'Tatsaach, dass eise Jugendriichter esouwuel eng provisoeresch wéi och eng definitiv Moosnam kann huelen, am Widersproch mam Artikel 6 Alinea 1 vun der europäescher Mënscherechtskonvention géif stoen. D'Fro stellt sech, ob dese Artikel sech iwwerhaapt a Saache Jugendschutz applizéiert oder net. D'Jurisprudenz schéngt op deem Punkt net kloer ze sinn. Kloer ass awer d'Positioun vun der Jurisprudenz wat d'Konformitéit vun deser Praxis mam Artikel 6 Alinea 1 ugeet: „L'identité de magistrat aux différents stades de la procédure n'est pas susceptible de susciter un doute légitime et n'est pas contraire à l'article six alinéa un de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales“, seet d'Cour de cassation belge an enger Affär „protection de la jeunesse“, wou deeseweichte Riichter fir d'éischt eng provisoeresch a spéiderhin eng definitiv Moosnam geholl huet.

Déi franséisch Cour de cassation deelt des Meenung: „la juridiction des mineurs, où la nécessité de rendre une justice plus éclairée, plus pédagogique, prime sur le grief d'impartialité tiré de l'exercice successif d'instruction et de jugement“. Iwwer déi juristesche Approche eraus schéngt et am Interesse vun deene Betraffenen ze si fir d'Praxis esou ze loosse wéi se ass. Wichtig ass, dass de Riichter op deem Dossier vun Ufank u geschaff huet an och den Dossier suivéiere kann. Eng Majoritéit vun der Kommissioun huet sech fir d'Oprechterhale vum sou genannten „cumul des compétences“ ausgeschwat.

Dréttens, e weidere kritesche Punkt ass dee vun der Autorité parentale. Fir d'Kommissioun ass et am Interesse vum Kand, desen Transfer ze behalen am Kader vun enger definitiver Placéierung. Den Transfer ass eng logesch Konsequenz vum Placement, déi dem Foyer oder der Persoun, déi d'Kand opfängt, erlaube soll, d'Kand richtig ze encadréieren an all Blocagé vun den Elteren, déi mam Placement Problemer maachen, ze vermeiden. Ech erënnere dorunner, dass wann Eltere mat enger Entscheidung vum Foyer net averstane sinn, si d'Méiglechkeet behalen, des Décisioun unzefechten. Den Transfer vun der Autorité parentale bezitt sech nämlech nëmmen op den Exercice vun den elterleche Rechter an huet keng Incidence op d'Rechter selwer.

D'Kommissioun schléit awer vir, sech Gedanken ze maachen iwwer eng Propos, déi de Parquet gemaach huet, an d'Méiglechkeet virzugesinn, den Elteren a verschiddenen Hypotheesen, zum Beispill während der Vakanz, d'Autorité parentale zréckzeginn. Esou eng Moosnam hätt den Avantage, d'Elteren ze responsabiliséieren an ze motivéieren. Et ass e Moyer fir d'Kand a senger Famill ze reintegréieren. Et ass kloer, dass wéi all Reintegratioun an der Famill och desen Transfer mat all deene betraffene Leit, dat heescht den Elteren, dem Kand, mä awer och de Responsabele vum Foyer, déi d'Kand opgefaangen hunn, muss organiséiert, encadréiert a suivéiert ginn.

Am selwechte Kontext schléit d'Kommissioun och vir, dass d'Besuchsrecht vun den Eltere vun de Riichter direkt am Kader vun hirem Jugement soll festgeluecht ginn. An nach wichteg Proposé vun der Kommissioun: d'Reduziéierung vun de Revisiounsfristé vun dräi op ee Joer, wat déi obligatoresch Revisioun ugeet, vun engem Joer op sechs Méint, wat d'fakultativ Revisioun ugeet, oder d'Méiglechkeet fir de Jugendlechen, eng disziplinaresche Entscheidung vum Direkter vum Foyer zum Beispill unzefechten, oder d'Recht op en eegenen Affekt ze hunn, all Kéiers wann et am Interesse vum Kand ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn eis bewosst, dass net jidderee mat eise Proposen averstanen ass, an ech weess dass de Sozialsecteur verletz ass iwwer déi Aufgab, déi d'Kommissioun sech ginn huet, an dat wat als Resultat erauskomm ass. Mir hunn awer probéiert, esou objektiv wéi méiglech no Verbesserungspropositione ze sichen, nodeems mir de Pro an de Kontra analyséiert hunn. D'Kommissiounaarbecht ass awer a mengen Aen eng gutt Basis fir eng Reform. Mir fuerderen d'Regierung op, sech un eisen Aarbechten ze inspiréieren an eis Proposen ëmzesetzen.

Ech wéll an deemem Kontext eng Motioun areeche, déi d'Regierung opfuert, souwuel um legislative wéi och um institutionelle Niveau schnellstens Reformen anzeleede fir eise System ze verbessern an domat den Uspréich vun de Kanner besser Rechnung ze droen. Ech wär frou wann des Motioun, déi vu mir signéiert ass, hei an der Chamber eng grouss Zoustëmmung géing fannen, an ech géif de Kollegen aus der Kommissioun an de Mataarbechter, déi mat un deemem Dossier geschaff hunn, en hærzeleche Merci aussprechen a soe merci fir Aert Nolaaschtere.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- *rappelant que l'enfant, en raison de son manque de maturité physique et intellectuelle, a besoin d'une aide et d'une protection spéciales pour pouvoir un jour assumer pleinement son rôle de citoyen;*

- *constatant que si la majorité des quelque 100.000 enfants et jeunes de moins de 18 ans ne rencontrent pas de problèmes majeurs pouvant hypothéquer leur avenir, un faible pourcentage de la population juvénile par contre se retrouve dans une situation de détresse et nécessite, de même que sa famille, des mesures d'aide, de prise en charge et d'encadrement spécifiques;*

- *considérant qu'il est du devoir de la société d'offrir aux jeunes en difficulté une assistance et un encadrement adéquats;*

- *rappelant que si la détresse de la jeunesse n'est pas un phénomène nouveau, alors qu'elle a existé de tout temps, ce n'est que progressivement que la nécessité d'une politique de promotion de bien-être des jeunes impliquant la mise en place d'un dispositif législatif spécifique s'est manifestée;*

- *constatant que depuis la loi du 2 août 1939 relative à la protection de la jeunesse, qui marqua un pas décisif en la matière, innovant profondément la législation en créant auprès des deux tribunaux d'arrondissement une juridiction spéciale pour enfants appliquant un droit particulier, l'aide et la protection ont continuellement été renforcées;*

- *rappelant que les lois successives du 12 novembre 1971 et 10 août 1992 sur la protection de la jeunesse sont des traductions concrètes de ce renforcement;*

- *constatant que l'Etat ne s'est pas contenté de mettre en place un système législatif, mais qu'il est également intervenu dans la sphère sociale;*

- considérant que notre système actuel d'essence protectionnelle, qui est le fruit d'une politique active et volontariste conçue et mise en place tant par les gouvernements successifs que par les représentants de la sphère sociale, est conçu tant pour le traitement de mineurs victimes de mauvais traitements ou de carences dans leurs familles que pour le traitement de mineurs délinquants;

- rappelant dans ce contexte que la délinquance juvénile est très souvent la conséquence logique d'une faillite des instances de socialisation, dont la famille, de sorte qu'il échet d'aider et de protéger davantage le mineur et éventuellement sa famille, plutôt que d'appréhender la délinquance juvénile à travers de normes à caractère punitif ou sanctionnel;

- considérant encore qu'un système d'aide et de protection efficace doit, d'une part, mettre l'accent sur la prévention et, d'autre part, disposer de moyens d'intervention adaptés aux situations problématiques les plus diverses;

- constatant que si notre pays a su se doter d'un arsenal considérable de mesures, de structures et d'instruments à visée tantôt préventive, tantôt protectionnelle, il n'en demeure pas moins que certaines lacunes ont pu être constatées, lacunes qu'il échet de combler aux fins d'optimisation;

- soulignant dans ce contexte l'importance d'adapter les moyens et instruments mis en place aux fins de favoriser encore davantage le dialogue et la participation des jeunes et/ou de leurs familles aux mesures d'aide et de protection;

- soulignant également la nécessité d'adapter le cadre institutionnel aux besoins des jeunes concernés et de leurs familles, en mettant en place de nouvelles structures spécialisées, entre autres, dans la médiation ou la prise en charge médico-pédagogique des jeunes souffrant de troubles psychiatriques ou comportementaux;

- constatant que la coordination du réseau d'intervention sociale, qui effectue un travail de tout premier ordre en matière d'aide et de protection de la jeunesse sans négliger son rôle préventif, et la collaboration entre les différents services sociaux et la justice sont les conditions nécessaires de l'efficacité de l'aide et de la protection de la jeunesse;

- soulignant dès lors la nécessité de coordonner davantage les différents services sociaux et de promouvoir la coopération entre le réseau d'intervention sociale et la justice;

- rappelant que l'enfant est un sujet de droits;

- considérant dès lors que cette conception doit être reflétée dans l'esprit et la lettre des actes normatifs applicables à l'enfance, la jeunesse et la protection;

invite le Gouvernement

- à maintenir le modèle d'aide et de protection actuel sous réserve des adaptations ponctuelles qui s'imposent;

au niveau de la loi du 12 août 1992:

- à s'inspirer lors de l'élaboration du projet de réforme de la loi sous rubrique des propositions formulées dans le rapport rédigé par la Commission spéciale „Jeunesse en détresse“ dans le cadre du présent débat d'orientation;

au niveau du Code pénal:

- à réfléchir à l'opportunité d'introduire une infraction spécifique de non-révélation d'actes de maltraitance et/ou de négligences graves et à réaménager le secret professionnel en prévoyant expressément que l'article 458 du Code pénal ne s'applique pas aux personnes qui informeraient les autorités judiciaires ou administratives des négligences ou maltraitances sur mineur et dont elles auraient eu

connaissance dans l'exercice de leurs professions;

au niveau du Code civil:

- à réfléchir à l'opportunité de prévoir dans le cadre du Code civil une disposition obligeant les parents à contribuer selon leurs facultés aux frais d'entretien de leur enfant placé;

au niveau des autres textes législatifs et réglementaires:

- à préciser la procédure disciplinaire à l'encontre des mineurs dans le cadre du règlement grand-ducal du 24 mars 1989 concernant l'administration et le régime interne des établissements pénitentiaires tel que modifiée, respectivement dans le cadre du règlement grand-ducal du 9 septembre 1992 portant sur la sécurité et le régime de discipline dans les centres socio-éducatifs, notamment en instaurant un droit de recours à l'encontre des décisions disciplinaires ouvert aux mineurs;

au niveau institutionnel:

- à adapter le niveau institutionnel aux besoins spécifiques et variés des enfants et jeunes en difficultés, notamment en favorisant la création de structures médico-psychopédagogiques et d'un service de pédiatrie sociale conventionné, ainsi que des centres d'accueil en milieu ouvert du type pension;

- à adapter les centres socio-éducatifs de Dreibern et de Schrassig aux besoins des jeunes qui y sont placés;

- à examiner les capacités d'accueil du Centre thérapeutique de Manternach et à créer des structures de post-cure;

en général:

- à inciter les différents services sociaux à collaborer, dans la mesure du possible, plus étroitement entre eux et avec la justice;

- à continuer à œuvrer en faveur des multiples acteurs sociaux pour les soutenir dans leur travail;

- à réfléchir à l'opportunité de prévoir une formation en pédopsychiatrie des personnes impliquées dans le domaine de l'enfance;

- à augmenter le personnel au niveau des centres socio-éducatifs de l'Etat ainsi qu'au niveau du service central d'assistance sociale;

- à mettre tout en œuvre afin d'optimiser notre système d'aide et de protection de la jeunesse, notamment en s'inspirant des propositions formulées dans son rapport relatif au débat d'orientation sur l'actuel système d'aide et de protection de la jeunesse au Luxembourg.

(s.) Marie-Josée Frank, Jeannot Belling, Jean-Paul Rippinger, Fred Sunnen, Lucien Weiler.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Als éischten Diskussionsriedner ass den Här Alex Bodry agedroen. Den Här Bodry huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Alex Bodry (LSAP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dräi an en halleft Joer nodeems d'Chamber decidéiert hat, eng Spezialkommissioun mat der Virbereedung vun enger Orientierungsdebat iwwert d'Jugend an Nout anzesetzen, ass et endlech sou wäit. De Rapport läit vir, eng Sisyphusaarbecht, fir déi ech wëll d'Rapportrice an hir Mataarbechter félicitéieren. Ech si mer allerdingens net sécher, ob d'Resultat vun deenen allze laangen Aarbechte vun der Kommission an engem akzeptable Verhältnis steet zu deenen héijen Erwaardungen, déi am Virfeld kreéiert gi sinn.

De Fraktiounspresident vun der CSV huet scho kuerz virun de leschte Wahlen, 1999, aus dem Thema Kanner a Jugendlech an Noutsituatiounen, wat e reelle Pro-

blem ass, versicht e grousst politesch Thema ze maachen. Et sollt zu enger vun deene grouse Prioritéite vun deser CSV/DP-Regierung ginn an am Regierungsprogramm vum August 1999 - dat sinn elo scho véier an en halleft Joer hier - ass dann och enner anerem eng Reform vum Jugendschutzgesetz vun 1992 ausdrécklech ugekënnegt ginn. Haut wësse mer awer - mir sinn Enn November 2003, an d'Chamber tagt nach maximal sechs Méint -, dass et zu där Reform an deser Legislaturperiod net méi wäert kommen. D'Zäit ass der Koalition fortgelaf, oder des Majoritéit huet d'Zäit fortlafe gelooss, jee nodeem wéi een et hélt. Dat ass sécherlech eng Enttäuschung fir déi Leit besonnesch aus dem be-traffene sozioedukative Secteur an och fir vill anerer déi gegleef hunn, dass des Majoritéit wuertwärtlech fundamental Emännerunge schnell an Ugrëff géif huelen.

Et ass vill ugehéiert ginn, et ass studéiert ginn - dat ass jo ëmmer ganz wichteg, et freet ee sech just ob dat muss dräi an en halleft Joer daueren -, et ass analyséiert ginn an dat och nach op zwou verschidde Strukturen. Op där enger Säit d'Chamber, déi hir Spezialkommissioun agesat huet, där hiren Ofschlussbericht mir haut hei diskutéieren, op där anerer Säit awer ass och d'Regierung higaangen an huet och en interministeriellen Aarbechtsgrupp mat Beamten zesummegeat, déi eigentlech déiselwecht Problematik studéiert hunn. Leider war et och op eis Demande hin net méiglech, déi zwou Aarbechten zesummenzeféieren. Op eise Wonsch hin ass schlussendlech just nach erreecht ginn, dass déi zwou zoustänneg Ministeren, déi och haut de Moie bei eis sinn, d'Familljeministes an de Justizminister, konnte vun der Kommission gehéiert ginn, wat och ganz interessant war. Ech kommen her no nach eng Kéier dorobber zrëck.

An elo leie Konklusione vir. Op där enger Säit Konklusione, déi öffentlech sinn, dat sinn déi, déi am Rapport vun der Spezialkommissioun festgehale gi sinn, a Konklusione, déi net öffentlech sinn, dat sinn déi, déi an engem Rapport vun dem interministerielle Grupp festgehale gi sinn. Elo si mir konfrontéiert mat deenen zwou Aarbechten a mat dem Timing, dee seet, dass des Chamber just nach bis de Mee d'nächst Joer tagt.

Als sozialistesche Fraktioun bedauere mir dee manifesté feelende politesche Wëlle vun deser Regierung, vun deser Majoritéit, an deem heiten Dossier schnell ze schaffen, Neel mat Käpp an engem rasonnabelen Délai ze maachen. An engem Domän, iwwert dee mir alleguerten eens sinn, dass en Handlungsbedarf besteet, war et net méiglech en temps utile, dat heescht virun deenen nächste Wahlen, Gesetzesreformen net nëmmen unzékënnegen, net nëmmen ze déposéieren, mä och wierklech zu engem Gesetz ze maachen, also och konkret Verbesserungen um Terrain duerchzeféieren.

Hei gétt also och an eisen Aen erëm den übleche Schema ugewannt, dass en delikate politeschen Dossier bis an déi nächst Legislaturperiod eriwuer gedréckt soll ginn. Un der nächster Regierung, der nächster Majoritéit wäert et da leien, déi wesentlech Konklusione aus deene virleiede Rapporten ze iwwerpräieren an emsetzen. Un Aarbecht wäert et jo also net feelen, dat ass jo eigentlech keng schlecht Affär, et ass awer an deem heiten Dossier sécherlech keng ideal Situatioun.

Et huet sech nämlech ganz schnell erausgestallt, dass des Spezialkommissioun sech vläicht ze vill virgeholl hat. Qui trop embrasse

mal étreint. Duerch de Fait, dass net vu virera kloer ofgestach ginn ass, mat des Kommissioun vun Themen am Detail sollt behandelten, ass et zu enger Ausuferung komm. Mat all Auditioun, déi stattfonnt huet, mat all Visite, déi stattfonnt huet, sinn nei Problemer komm, sinn nei Themen opgaangen. Dat féiert dozou, dat d'Kommissioun manifestement an der Mëtt vun hirer Aarbecht Problemer hat erëm d'Enner beieneen ze kréien. Dat ass awer glécklecherweis zum Schluss nach gegléckt. Et sinn eng Rei vu konkrete Konklusione an och an deem Rapport hei zrëckbehalte ginn.

D'Diskussioun war méi komplizéiert wéi se a priori ausgesinn huet, do d'uewer dass relativ schnell ersichtlech ginn ass, dass et an där ganzer Fro ëm d'Ausrichtung vum Jugendschutz am breede Sënn zwou verschidde Schoule gétt an dass et zwou verschidde Methode gétt fir déi Ausrichtung ze strukturéieren. Op där enger Säit huet een deen Deel vun de Leit - dat sinn haapt-sächlech d'Leit, déi am sozioedukativem Secteur tätég sinn -, déi wëllen eng kloer Trennung gesinn, déi mir haut zu Lëtzebuerg net kennen, téschent op där enger Säit dem repressiven Deel, der Bestrofung vum Jugendlechen, an op där anerer Säit der Assistenz, der Protektioun vum Jugendlechen. Woubäi dat och erëm eng Kéier zwou Saache sinn: D'Protektioun an d'konkret Hëllefstellung sinn och erëm eng Kéier zwou verschidde Paires de manches.

Op där anerer Säit huet een aner Gruppen, haapt-sächlech duergestallt duerch d'Justizorganer, duerch de SCAS och, also déi Institutionen, déi an deem Beräich matschaffen, déi eigentlech fannen, dass den aktuelle System gutt funktionéiert, dass et keng zwéngend Ursaache gétt fir eppes un eise System vum Jugendschutz ze änneren, deen eigentlech esouwuel de Stroberäich emfaasst wéi och de Protektiounsberäich an och den Hëllefberäich. Si wëllen also praktesch de Status quo behalen. Och wann eis Aarbechte weidergaange sinn, huet sech eigentlech un där doter Situatioun näischt Fundamentales geännert, mä si ware weider konfrontéiert mat zwou verschidde Schoulen, wéi ee soll un déi Problematik Jugend an Nout erugeen.

Mir kennen den aktuelle System, wéi en zu Lëtzebuerg funktionéiert net eréischt zënter dem leschte Gesetz vun 1992, mä wéi en eigentlech traditionell bei eis funktionéiert. Mir kennen hie mat senger Schwaachstellen - en huet der eng ganz Rétsch -: Enger gewëssener Rigiditéit, déi e kennzeechent, an och dem Risiko, dass, besonnesch wat d'Rechter vum Kand, mä méi nach wat d'Rechter vun den Elteren ugeet, et ganz gären zu méi radikale Léisunge kënn. D'Gesetz léisst net all Flexibilitäten zou. Mir kennen also d'Avantagen. Mir kennen d'Désavantagen.

D'Avantagé bestinn haapt-sächlech an enger gewësser Rechtssécherheet, déi an esou Froen néideg ass, mat Recoursméiglechkeeten, déi organiséiert sinn, also wéi dat am Justizapparat an engem Rechtsstat och eng Obligatioun ass. An eisen Aen ass bis elo den zwéngende Beweis net bruecht ginn, datt e komplett neie System, deen op eng systematesch Trennung vun deenen eenzelne Beräicher vun der Jugend ausgeriicht gétt, onbedéngt mat Sécherheet dozou féiert, dass et zu enger Verbesserung vun der Situatioun kënn.

Als LSAP gesi mir virun allem awer och de Risiko - an dat huet sech an enger Rei vu Länner erginn, déi déi Trennung do duerchgefuert hunn -, dass, wann een de repressiven Deel vum Jugendschutz lasskoppelt, een da praktesch zwangsleefeg riskéiert an e System vu méi Repressioun, zu enger dramatescher Verschäerfung vun de Stro-

fen an enger Erfetzung vun der strofrechtlecher Zourechnungs-fäegkeet ze kommen. Dat ass geschitt zum Beispill an England, wou ee viru kuerzem derzou iwwergaange ass, fir de Minimumalter, vun deem un ee ka strofrechtlech Kanner ugräifen, op zéng Joer erfzesetzen. D'Gefor ass also do, dass et zu enger schlaichender Entwécklung kënn, wou et no an no zu enger strofrechtlecher Gläichstellung kënn vu mannerjähregen a groussjähregen Täter. Dat ass zumindest eng méiglech Konsequenz, déi een net kann ausschléissen. Et ass dat, wat mir eigentlech net wëllen.

Dofir zécke mir also fir mat op de Wee ze goe vun enger radikaler Reform, déi géif ee Broch bedeite vun deem System, dee mir zënter Jorzéngten hei zu Lëtzebuerg kennen. Mir wëssen awer och, dass dee System, wéi mir en haut hei zu Lëtzebuerg hunn, eng ganz Rétsch vun Imperfectionen huet, an dass e muss reforméiert ginn. Mir verschléissen eis och net enger méi wäit reechender Reform. Dofir géife mir proposéiere fir vläicht iwwert deen een oder anere Pilotprojet konkret ze kucken, wéi kënn een Trennsystem funktionéieren, wéi e kënn méi kloer eng Differenzéierung maachen, téschent der Strof op där enger Säit an der Protektioun respektiv der Hëllef vun dem Kand a vum Jugendlechen op där anerer Säit. Ier mir also do radikal reforméieren, sollt een iwwer Pilotprojeté préiwen, wéi esou ee System kann an der Praxis funktionéieren a wat fir eng Auswierkungen, dass en huet. Et misst eigentlech och ouni gréisser Gesetzesännerunge méiglech sinn, dass een esou ee Pilotprojet um Terrain géif duerchféieren.

Op jidde Fall hale mir drop, dass egal wéi de System ausgesäit, d'Elteren net aus hirer Verantwortung sollen entlooss ginn. Dat huet als Konsequenz selbstverständlech, dass en ze vill fréien an e regleméissegen Transfert vun dem Suergerecht vun de Kanner op anerer net d'Léisung ka sinn. Et muss kloer bleiwen, dass d'Ewechhuele, den Entzuch vum Suergerecht vun den Elteren esou ee graven Akt ass, dass en nëmmen à titre très exceptionnel kann an därer vun engem Geriicht gepsrach ginn. Et muss virdu praktesch all aner Alternative sech als onméiglech erweisen, eier et kann zu esou enger schwerwiegender Décisioun kommen, fir d'Kand schwerwiegend, fir d'Eltere schwerwiegend, an domadder eigentlech och effektiv d'Elteren total aus der Verantwortung erausgeholl an d'Veantwortung praktesch op d'staatlech Institutionen transféréiert, wat jo och net kann an der Erzéiung eng dauerhaft Léisung sinn.

Duerch sou genannten „éducative Moosnamen“, duerch Berodung, duerch Begleedung vun den Elteren, vun de Kanner, vum Emfeld, bei Problemer, bei der Erzéiung vun hire Kanner, soll verhënnert ginn, dass et zu engem Broch mat der natierlecher Famill kënn.

Eng systematesch Zesummenaarbecht téschent de Geriichtsservicer an de Servicer vun de sozialen Institutionen hei am Land ass dofir net nëmme wënschenswäert, mä eng absolut Noutwendegkeet. A mir sinn der Meenung, dass dat och soll an d'Texter verankert ginn, sief et a Gesetzestexten, sief et och an de Konventionen, déi mam konventionéierte Secteur ofgeschloss ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, de Kommissionsrapport versicht an engem éischten Deel eng Bestandsopnam vun der Situatioun vun de Jugendlechen hei zu Lëtzebuerg ze maachen. Et gétt geschwat vun allen Noutsituatiounen, déi sech fir jonk Leit kënn presentéieren. Jugendgewalt, woubäi een ëmmer muss déi zwou Aspekter berücksichtegen, Gewalt géint Jugendlecher an déi Jugendlech déi Gewalt ausüben. De Jugendlechen

ass - an eng rezent Etüd vun der Police huet dat nach bestätegt - souwuel of Affer wéi Täter.

Dat alles léisst sech net esou llicht a Schemen areien. D'Drogenohänggeket vu ville jonke Leit, jonk Leit ouni Aarbecht, e Problem deen an nächster Zäit eischer nach risikéiert méi grouss ze ginn, alles dat si ganz komplex Phenomeener, wou een ëmmer den Androck huet, wann een doriwwer schreift an doriwwer eppes seet, dass een eigentlech ëmmer ganz generell bleift an zu engem groussen Deel eigentlech niewent der Plaque läit.

Wat ee muss feststellen, dat ass, dass et einfach hei zu Lëtzebuerg nach wie vor feelt - an de Rapport ass e Beweis dofir, duerch déi vill Zitater aus auslännesche Studien -, trotz Efforten déi gemaach gi sinn - an ech kann als fréiere Jugendminister e Liddchen dovunner päifen -, fir emol all d'Acteuren zesummenzebréngen, fir eng Konzertioun ze maachen, wat u sech statistesch Erhiewunge wat Etüden iwwert d'Jugend hei zu Lëtzebuerg ugeet. Trotz allen Efforten, déi an deene leschte Jore gemaach gi sinn - ech schléissen och des Regierung do net aus - bleift nach, dass mer eigentlech zu engem groussen Deel keng wëssenschaftlech ofgesécher Donnéeën, an allen Domänen, déi déi Jugendlech betreffen, hunn; do si mer wäit handendran.

An dat mécht et eigentlech der Politik och sou schwieereg, fir eng zertuttsten Décisioun an deenen heite Beräicher ze huelen, well einfach déi wëssenschaftlech ofgesécher aktualiséiert Donnéeën a ville Beräicher feelen, wou ee kann op enger méi zolider Grondlag seng Décisiounen huelen; dorunner huet sech och an deene leschte Joren nâischt geännert.

Ech hunn och e bëssen den Androck, wann ee kuckt wat am Rapport steet, dass mer eis dach kënnen de Virwurf gefale loosse, dass mer am Fong hei haaptsächlech eng Symptombekämpfung maachen an dass relativ wéineg an eisen Aarbechte Rieds gaang ass - mä mir sinn och net outilléiert fir dat ze maachen -, fir eigentlech awer trotzdeem och op d'Ursaache vun deem Ganzen zréckzekommen, an och méi konkret a Saachen Ursaachebekämpfung ze ginn. Dat alles ass mengen ech e Schwaachpunkt vun eisen Aarbechten a mir sollten op jidde Fall klorstellen, dass een an esou Froen op kengem Ae dierf blann sinn, weder op deem Ae wou ee vun der Ursaachebekämpfung schwätzt, wéi och op deem Ae wou et eigentlech drëm geet d'Auswierkung vun deenen Ursaachen ze bekämpfen.

Am Beräich Jugendhëllef, Jugendbetreiungen - och dat ass ganz kloer ginn -, besteet hei zu Lëtzebuerg e relativt dicht Netz, och wann do nach Lacunen dra sinn, vun Institutionen, vun Initiativen, privater an öffentlicher Natur. Dat Netz ass sécherlech net komplett, an et aus ausbaufähig an et ass och ausbaubedürftig. Ee Constat drängt sech allerdéngs op, et besteet zurzäit e Manktum an daitleche Manktum am Beräich vun der Koordinatioun tëschent deenen eenzelnen Institutionen an Initiativen, déi an deem Beräich Jugendbetreiung, Jugendhëllef a Jugendschutz tätég sinn.

Net all Acteure schaffe mateneen, a fir en Aussestehende muss ech ganz éierlech soen, ass et bal onméiglech den Iwwerbléck iwwert dat Ganzt do ze behalen. Ech froe mech, wann eisereen eigentlech net iergendwéi den Iwwerbléck iwwert dat Ganzt kritt, wéi sollen da Leit, déi Hëllef sichen, eigentlech den Iwwerbléck kréien a wësse bei wien dass se ginn.

A verschiddeenen Dossierien ass et esou, dass et an deem Beräich oft zu Interventiounen kënn, hannereenen och niewenteneen, vu ganz verschiddeenen Institutionen. Hei ass et also ganz kloer, dass et muss zu enger staarker Koordina-

tioun kommen, fir dass et zu enger méi rationeller, effizienter Aarbecht an och zu enger rationeller Opdeelung vun den Tâchë kënn. An am Rapport - och wann dat natierlech e bësse policéiert formuléiert ass - steet et dran, hei gétt gefrot, dass et soll zu enger Koordinatiounsstell kommen: „La mise en place de tels organes permettrait d'éviter qu'une même famille ou un même jeune soit suivi par plusieurs services sociaux différents et ce dans la plus parfaite ignorance mutuelle, outre à éviter les conséquences parfois négatives d'interventions multilatérales de tels organes, éviterait aussi la mobilisation inutile de plusieurs assistants sociaux sur un même et seul dossier.“ Deem ass eigentlech als Constat nâischt bâizefügen.

Et muss een also feststellen, dass do sécherlech des Regierung, dass och d'Regierung virdrun, hir Hausaufgab net gemaach hunn an dass déi direkt responsabel Ministere hirer Koordinatiounsfunktioun, déi se mussen hunn, net genügend Rechnung gedroen hunn.

Eis Fraktioun steet awer voll hanert enger ganzer Léscht vu punktueller Virschléi, déi, am Bezuch op d'Ofännerung vun eisem Jugendschutzgesetz vun 1992 an och d'Prozedure virun de Jugendgerichter, an der Spezialkommissioun ausgeschafft gi sinn. An déi Iddie sinn duerch déi Unhéierungen entstanen, déi d'Kommissioun gemaach huet, wou et ganz vill Iwwerschneidunge gi sinn a wou een eigentlech gemierkt huet wou sech an deem ganze Beräich d'Problemer an der Praxis stellen.

Wat sech muss änneren, dat ass eng zäitlech Begrenzung vun de provisoeresche Suergerechtsmoosnamen - wat haut net de Fall ass - wéi d'Erfolsetze vun de Revisiounsdelaië bei Moosnamen, déi d'Jugendgericht geholl huet. Haut muss een oft ze laang waarden, éier een erëm eng Kéier dierf bei de Riichter goen a froen, dass eng Moosnam vu virdrun emgënnert gétt. Do muss ee méi Flexibilität an dee System erakréien. Och bei der Begrenzung vun der Prorogatioun vun de Moosnamen, déi d'Jugendgericht hëlt, wat zum Beispill de Placement vun de Jugendlechen an den Heimer ugeet, déi elo eigentlech kënnen iwwert seng Majoritéit eraus onendlech weidergoen, si mer der Meenung, dat dierft awer héchstens bis 21 Joer bestoe bleiwen.

Systematesch Assistenz vu Kanner a Jugendlechen duerch en Affekt wa se viru Geriicht zitéiert sinn, d'Méiglechkeet fir Konterexpertisen ze froen an och Zeienunhéierung viru Geriicht ze erzwingen an d'Consultatioun vun Dossier ass och ee ganz uerge Punkt, well do de Protektiounsgedanken iwwerdriwwer praktesch zur Geltung kënn an den Affekt zu engem Auxiliaire de justice am Fong gétt, an net méi zum Mandataire vu sengem Client. Och en Dossier muss op si fir d'Parteien, zumools an engem Domän, wou d'Assistenz vun Affekt am Prinzip net obligatoresch ass. Da kann et jo net sinn, dass nëmme d'Affektoren dierfe virun engem Prozess Asicht an den Dossier kréien, an deeeenen, dee betraff ass, deen hätt déiselwecht Asicht net, an e kéint sech parfaitement selwer viru Geriicht vertrieeden. Dat ass eng Onlogik an eisem aktuelle System, déi verschwanne soll.

Méi Flexibilität och bei der Handhabung vum Suergerecht, an ech hu schonn dorobber higewisen, wou oft och méi Fingerspëtzegefill ugepasst wär, wou et engem wéi deet, wann een op där enger Säit da gesäit, dass déi Leit, déi aus den Institutionen kommen, wou déi Kanner placéiert sinn, soen, d'Eltere géifen Effortë maachen, si wäeren dergéint, dass am Fong déi Relatiounen mat den Eltere sollten iwwert den Transfert vum Suergerecht ofgebrach ginn an d'Gericht dann awer seet, mir kënnen dee Proviso-

rium net esou laang bestoe loosse, mir mussen elo d'Suergerecht ewechhuelen. Dir kënn jo an engem Joer erëmmen, fir dann ze kucken, dass mer eng aner Décisioun huelen.

Dat sinn alles Haltungen, déi net gutt sinn a se wierklech zu de Schwaachstelle vun eisem aktuelle System gehéieren an déi mussen mer also ausgemäert kréien, wéi et och wichtig ass, dass et zu enger Ausweidung kënn vum Krees vun deenen, déi eng edukativ Assistenz kënnen duerchféieren. Ech hu schonn op d'Wichtigkeet vun deenen edukative Begleedungs-moosnamen a konkreten Hëllefsmoosnamen fir d'Familljen higewisen.

D'accord si mer och grosso modo mat enger Rei vu Virschléi, déi d'Ofännerung vum Code pénal a vum Code civil betreffen, besonnesch wat d'Oplackerung, well et ass een heikelt Thema, vum Secret professionnel ugeet, wéi et menger Usicht no muss méiglech sinn, dass awer an esou Fäll, wou et sech ëm Kannermissbrauch an ëm Kannermisshandlung dréint, dee Secret professionnel net en absolute Charakter dierf behalen, soss kënn et net zu enger Oplackerung vun enger ganzer Rëtsch vun esou Affären, déi, mengen ech, zu engem ganz donkle Kapitel vun eiser Gesellschaft gehéieren.

Interessant ass och d'Iddi, déi mer gemeinsam festgehalten hunn, fir de Code civil an deem Sënn emzeännere, dass wann en Transfert de garde stattfont huet an d'Kanner placéiert sinn an eng Institution, dass dann awer och d'Gericht kann decidéieren, dass d'Eltere un de Fräe vun där doter Moosnam musse participéieren, wat haut net méiglech ass no eisen aktuellen Texter.

Besonnesch awer insistéiere wëlle mer op d'Noutwendegkeet, och an deem heite Beräich, mä och an aneren, vun dem Ausbau vun der Mediatoun, wat an eisen Ae wierklech eng ganz wichtig Neierung ass an eisem Justizsystem, mä net nëmme doranner, mengen ech, mä och an der Aart a Weis wéi mer u Konfliktléisungen eruginn an der Gesellschaft, egal a wat fir engem Beräich dass dat ass. Mir dinn eis nach schwéier. Et ass e Gesetz gestëmmt gi wat d'Mediatoun a gewësse Beräicher zouléisst. Mir wëssen awer och, dass dat Gesetz net alles hiergëtt, a meng Fraktiounskolleegin, d'Lydie Err, schafft och un enger neier Gesetzespropositioun fir virunzekommen an deem dote Beräich.

Mir wësse wéi wichtig, dass et ass, dat do ze gesinn am Beräich vun Täter-Opfer-Ausgläich, mä och grad am Jugendberäich gesi mer awer d'Mediatoun haaptsächlech als eng preventiv Moosnam, net nëmme da wa schonn eppes geschitt ass, mä och fir ze verhënnere, dass eppes geschitt. An et ass och déi Iddi, déi eigentlech am Bericht zréckbehale ginn ass, wou och d'Suerg vun eiser Säit ass, dass een an deem ganze Beräich elo verhënnert, dass jiddereeng seng Mediatounsstelle léns a riets, a queesch duerch d'Land kreéiert, mä dass een dat systematesch ugeet a virun allem och dofir suert, dass d'Formatioun klappt, dass d'Viraussetzungen do sinn, fir déi Mediatoun an richtege Moment unzesetzen.

Net d'accord als LSAP-Fraktioun si mer awer mat der Majoritéit vun der Kommissioun wat déi Léisung ugeet, déi zréckbehale ginn ass am Rapport wat de Jugendstrafvollzuch betrëfft. Do war et jo interessanterweis esou, dass mer op deem dote Punkt eigentlech och verschidde Meenungen hate vun de Vertrieeder vum Justizministère a Vertrieeder vum Familljeministère, wann ech fir de Moment d'Ministe-

ren emol wëll ausklammere, déi kënnen vläicht herno dozou Stellung bezéie wat hir perséinlech Meenunge sinn.

Op där enger Säit geet et ganz kloer ëm d'Fro, geschlossenen Anstalt fir Jugendlecher, déi jo soll endlech zu Draibuer entstoen. Mir wësse wéi laang mer dee Projet do hunn. Et kann een diskutéieren, ob dat déi richteg Plaz ass, mä dat ass elo, mengen ech, zweetrangege par rapport zu der Iddi u sech, déi mer ënnerstëtzen, fir dass esou eng geschlossenen Anstalt fir jugendlech Delinquente soll entstoen. An eisen Aen ass dat awer esou, dass dat soll eng Alternativ duerstellen zum Aspäre vu Jugendlecher zu Schraasseg an net complémentaire sinn zu Schraasseg. Esou hunn ech et och sengerzäit als Regierungsmember ëmmer verstanen, wéi d'Diskussioun lassgaangen ass, dass et drëm géif goe fir ze verhënnere, dass mer musse Mannerjäreger an de Prisons stiechen, besonnesch och Mannerjäreger, déi an Untersuchungschaft sinn.

Mat alle Précautiounen, déi entretemps vläicht geholl gi si fir dat esou uerdentlech wéi nëmme méiglech ze maachen, wësse mer, dass et awer eigentlech keng Léisung ass. Eis Meenung war ëmmer, dass elo mat där neier zouener Anstalt fir Mannerjäreger dat doten Thema vum Dësch wär an dass déi géifen an déi spezialiséiert Anstalt kommen. Dat war och d'Meenung emol vum Justizminister. De Familljeministère - ech mengen, et ass esou eng waarm Gromper, déi een deem aner wëllt zouschuppen - war enger aner Meenung an d'Majoritéit huet sech eigentlech op d'Säit vum Familljeministère bewegt an där heiter Fro, a si huet elo festgehalten, dass awer nach a verschidde Fäll et duerch richteg a wichtig wär, dass Mannerjäreger och kënnen an de klasesche Prisons op Schraasseg kommen.

Eis Partei ass domadder net d'accord. Si ass der Meenung, dass ee soll beim Grondgedanke bleiwen, dee viru Joren dee war fir eng geschlossenen Anstalt ze maache fir mannerjäreger Delinquenten. Do sollen se allegueren hikommen an déi hunn eigentlech an engem Prisons nâischt verluer. Mir bewegen eis also do och am Sënn vun all deenen internationale Konventionen a Kommissiounen, déi regelméisseg op Lëtzebuerg kommen a Rapportë maachen a mir mengen, dass d'Majoritéit an deem dote Punkt falsch läit, wa se wëllt op en anere Wee goen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Schluss vu menger Interventioun. Et ass evident, dass dese Rapport kee Schlusstréch zitt ënner en Thema wat eis leider nach muss a wäert an deenen nächste Jore beschäftegen. Mat engem Rapport a mat Orientéierungsdebatten an der Chamber léise sech keng Problemer. Dofir bedauere mer, dass vill Zäit verstrach ass, ouni dass sech schrecklech vill konkret um Terrain gedoen huet. Mä déi Aarbecht, mengen ech, déi sech d'Chamber hei gemaach huet an déi sech och den interministerielle Grupp gemaach huet, ass net ëmsoss, och wann ech déi Aarbechten net censéiert sinn ze kennen. Et ass also déi nächst Regierung, déi muss handelen, schnell a grëndlech.

Merci.

M. le Président. - Als nächst Diskussionsriedner ass den Här Marco Schroell agedroen. Den Här Schroell huet d'Wuert.

M. Marco Schroell (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Dictionnaire Larousse an am Liewe gétt d'Jugend als Iwwergangsphas tëschent der Kandheet an dem Erwuesseenen definiert. Dës Iwwergangszäit war historéiert gesinn ni ganz laang. Ausser enger klenger Zuel vu Privilegierten hunn déi Jonk nämlech

scho fréi misse schaffe goen a sech mat de Realitéite vum erwuesse si konfrontéieren.

Et ass schonn eng grouss Errungenschaft vun eiser Gesellschaft, dass si haut de Jugendleche kann déi néideg Zäit ginn, fir déi Iwwergangszäit zum Erwuesseenen voll auszeliwwen. A mengen Ae leeschte mir hinnen doduerch e groussen Déngscht. Mir ginn hinnen déi Zäit, déi si brauche fir sech ze forméieren, ze experimentéieren, de Grondsteen vun hirer Zukunft ze leeën an hir Perséinlechkeet esou voll ze entfalen.

Hautdësdags gétt gesot, dass eis Jugend méi Fräiraum huet wéi fréier. Dat ass op där enger Säit sécher eng Chance, mä op där anerer Säit bréngt dat awer och eng Rei Problemer mat sech. Dat heescht also wuel, dass si méi fräi sinn an hiren Entscheedunge wat si wëlle mat hirem Liewe maachen. Dës Fräiheet bréngt awer och de Verloscht vun dem Cocon, vun der Gebuergenheet vun der Famill mat sech. Dozou kënn, dass sech zu dem traditionelle Familljemodell verstärkt aner Modeller gesellt hunn, déi dem Jugendleche méi Fräiheet awer och méi Responsabilitéit iwwerdroen. Ech denken hei zum Beispill un déi vill elengerzéiende Elteren, déi souwuel de Stot mussen féieren, d'Famill ernähren an d'Erzéiung vun de Kanner mussen an d'Hand huelen.

Hei sinn déi Jugendlech natierlech méi op sech selwer gestallt wéi an enger traditioneller Famill. Deemo mussen déi Jugendlech vun haut méi flexibel a méi autonom sinn, notamend andeems se sech mussen dorop astellen, dass d'Saachen an hirem Liewe ganz schnell kënnen änneren an dass si da schnell mussen dorop kënnen reagéieren. Och dat ass e Mierkmal vun eiser Zäit. Deemo kann ee soen, dass eis Jugendlecher haut musse vläicht méi individuell agéieren, an dat geet numol op d'Käschte vun enger gewëssener Solidaritéit. Sou schéngt et dass si éischer net méi fir aner Leit matdenken oder fir aner Leit handelen.

Déi lëtzebuergesch Jugendpolitik versteet sech deemo als e Moyen fir d'Jugendlecher ze begleeden an net fir si ze bevormunden an hinnen ze soe wat si maache sollen. Dat géllt natierlech virun allem och fir de Volet vun der „Jeunesse en détresse“, dee mir mat deem heite Rapport an där heiteger Debatte méi am Detail wëllen analyséieren. Et muss nämlech d'Zil si vun eiser Politik a vun de Gesetzer fir och dese Jugendlechen eng Chance ze ginn, an eiser Gesellschaft bestoen ze kënnen.

Mir hunn am Kader vun eisen Aarbechten an der Spezialkommissioun festgestallt, dass et net duerget fir mat enger Rei Gesetzer dem Problem vun der Jugend an Nout entgéintzekommen. Et ass nämlech wichtig, dass mir hei e puer Domänen implizéieren. Ech denken do un d'Famill, awer och un d'Schoul, an et ass och wichtig, dat soziaalt Verhale vun dese Jugendleche genau ze analyséieren fir hir Angschten an Hoffnungen ze verstoen, fir esou hir Roll an hire Stelleväert an eiser Gesellschaft ze bestëmmen an ze bekräifegen.

Et ass awer och wichtig fir bei de Jugendlechen e gewëssen Interesse un der Zukunft ze stimuléieren. Ech denken do zum Beispill un d'Politik, wou déi Décisiounen, déi mir haut huelen, jo awer déi Jonk an e puer Joer concernéieren. Et ass wichtig, dass och si konkret Iddien a Léisungsvirschléi proposéieren fir Problemer ze léisen. An eise Reien ass d'Jeunesse démocratique aktiv, si ënnerstëtzt de Prozess vun der Eegeninitiativ vun de Jugendlechen a vun der Verantwortung, déi si kënnen am Domän vun der Politik huelen. An enger Etüd, déi 1999 zu Lëtzebuerg gemaach ginn ass an där hir Resultater 2002 publizéiert gi sinn, ass déi erfreesch Meldung erauskomm, dass 88,8% vun de Jugendleche sech eigentlech glécklech fillen.

Här President, dësen Débat iwwert d'„Jeunesse en détresse“, wéi meng Virriedner dat scho gesot hunn, ass mat enger äusserster Sorgfalt vum President vun der Kommissioun, dem Lucien Weiler, an awer och vun alle Kommissiounsmitglieder virbereet ginn. An ech mengen, dass de Rapport vun der Madame Marie-Josée Frank, fir deen ech hir wéilt félicitéieren, en äusserst komplett a wäertvollt Dokument fir d'Lëtzebuurger Jugendpolitik an der Zukunft duerstellt.

Ech wollt hei awer nach eng Kéier kuerz op de Volet vun der Lëtzebuurger Schoul agoen. Am Rapport steet jo, dass d'Schoul ënner anerem och kéint e Facteur sinn, deen zur Détresse bei der Jugend féiere kann. Ech wéill dofir hei e puer Mesuren opzielen, déi d'Éducationsministesch bis elo gemaach huet fir deem entgéintezitrieden. Et ass nämlech esou, dass sech d'Schoul muss ëm all d'Schüler këmmere, en fonction vun hire Besoinen. PISA huet gewisen, dass d'Ergebnisser vu Kanner aus wirtschaftlech a sozial manner staarke Gesellschaftsschichten déi gréisste Problemer hunn.

Oftripp sinn dat Kanner vun Immigranten, déi besonnesch am Däitschen hir Problemer hunn. Lëtzebuurger, deenen dat Däitsch normalerweis méi leicht fällt, hunn do manner Problemer. Et ass d'Aufgab vun der Schoul fir ze versichen, fir géint dës Chancenongläichheet unzekämpfen. Schlussendlech geet et doréms ze évitéieren, dass d'Jugendlecher an Nout sech zu Erwuessener an Nout entwéckelen. Fir deene Kanner mat Problemer schonn direkt am Ufank ze hëllefen, an net eréischt wann d'Kand an de Bur gefall ass, si fir déi Schüler, déi no dem éischten Trimester eng Ongenügend am Däitschen, am Franséischen oder an der Mathematik hunn, Cours d'appui obligatoresch ginn. Mat dëser Mesure solle vun Ufank un duerch zousätzlech Exercicer a Widderhuelungen d'Erfolgschancë vun alle Schüler verbessert ginn.

Fir d'Integrationschancë scho vu Klengem un ze verbessere, gëtt verstärkt déi Lëtzebuurger Sprooch an der Education préscolaire benotzt a geléiert, fir d'Kommunikatioun mat deenen anere Kanner ze verbessere a fir duerch d'Lëtzebuergesch manner Problemer herno am Däitschen ze kréien. Dat ass immens wichteg, well déi lëtzebuergesch Sprooch e wichtigen Integrationsfaktor an der Gesellschaft duerstellt. Vill Leit sinn ëmmer nach der Meenung, dass nëmme déi auslännesch Kanner Problemer mam Däitschen hunn. Dat ass awer laang net wouer, dat vill Lëtzebuurger Schüler hunn esou hir léif Problemer mat dëser Sprooch. Dofir gëtt elo am Primaire een neien Abécédaire agesat, mat deem Däitsch als Friemsprooch enseignéiert gëtt. Fir dësen Effet nach ze verstärken, sinn d'Enseignanten nach eng Kéier ausdrécklech dorobber higewise ginn, dass am Primaire d'Langue véhiculaire systematesch ze gebrauchen ass, an dat ass Däitsch.

Fir Kanner mat besonnesch grouse Léierschwieregkeeten am Primaire sinn d'Classes d'intégration geschafe ginn. Am Secondaire technique sinn d'Classes fondamentales agefouert ginn, fir deene Schüler ze hëllefen, déi ënner grouse Léierschwieregkeete leiden. Auslännesch Kanner kënnen am Secondaire zousätzlech Coursen am Däitsche kréien, wa si nach Problemer mat där Sprooch hunn. Dat sinn déi sou genannte Classes Allet, „classes, allemand pour étrangers“. Domadder soll verhënnert ginn, dass auslännesch Schüler, déi soss awer gutt Punkten hunn, duerch hiert Däitsch benodeelegt ginn.

Här President, mäi Fraktiounspresident, de Jean-Paul Rippinger, wäert nach e puer juristesche Highlights zum Thema „Jeunesse en détresse“ herno hei op der Tribün erörtern.

(Interruptions et hilarité)

Ech mengersäits géif nach gäre méi ausführlech och op déi sozial, medezinesch a psychologesch Aspekter vum Thema agoen.

D'Prise en charge sociale vun de Kanner an hire Familljen ass an engem Réseau vu ganz villen Organisationsorganiséiert, deenen hir Mataarbechter mat vill Kompetenz a guddem Wëllen un déi Saach eruginn. Am Rapport sinn e puer esou Strukturen erwähnt, wéi de Service de guidance oder de SPOS am Enseignement primaire a secondaire, de Service Psy Jeunes, de Service Family First, d'Ligue luxembourgeoise de prévention et d'action médico-sociales, d'Jugend- an Drogenhëllef, an nach vill anerer. Et gëtt eng Broschür mat sämtlechen Organisationsorganiséiert, déi eng sozial Hëllef fir Kanner ubidden, an déi net wéineger wéi 250 konventionéiert Services, A.s.b.l.en an aner Organisationsorganiséiert enthält.

D'Rapportrice huet et schonn erwähnt, dass wann dës Strukturen och am Eenzelnen eng gutt Aarbecht leeschten, sou dach eng Kollaboratioun ënner hinnen, e vernetztend Denken am Sënn vun enger nohalteger Entwécklung am Intérêt vun de Kanner, bis elo net méiglech war.

Här President, an dëser Diskussioun iwwert d'„Jeunesse en détresse“ dierf awer och de medezineschen Aspekt net ze kuerz kommen. D'Kannerdokteren an d'Kannerpsychiatere och hei zu Lëtzebuerg hunn eng grouss Erfahrung mam Émgang mat de Problemer, déi eis an dësem Débat beschäftegen. Si trieden dobäi wéineg an der Öffentlechkeet op, ganz einfach well se vu lauter Aarbecht um Terrain dofir keng Zäit méi hunn, awer och wéinst hirer Obligation de confidentialité, dat heescht hirem Berufsgeheimnis.

Et ginn hei zu Lëtzebuerg Kannerdokteren a Kannerpsychiatere, déi sech ganz besonnesch op dem Gebitt vun der Sozialpédiatrie a vun de Verhalensstéierungen an den Trouble-mentaux beim Kand ausenaner gesat hunn an och an internationale Gruppe matwierken. Si hiewen dräi spezifesch Problemer ervir, déi beim klengen Kand net esou selte sinn, a woubäi sech déi Kanner, wa se sech selwer iwwerlooss sinn, onweigerlech zu Problemfäll am jugendlechen Alter an duerno entwéckelen.

Vu Joer zu Joer huelen déi Fäll zou. An eleng an der Kannerklinik goufen et d'lescht Joer 16 neigebuer Kanner mat engem sou genannte Syndrome de sevrage, dat heescht een Neigebuerenen, deen Entzucherscheinungen opweist a behandelt muss ginn.

Aner Situatiounen concernéieren Mamm mat enger psychiatrescher Krankheet, oder Mammen, déi violéiert si ginn, oder Mammen, déi ee viregt Kand misshandelt hunn, oder Mammen, déi sech illegal zu Lëtzebuerg ophalen. D'Solution de facilité bei dësem Fäll ass et natierlech d'Kand ganz einfach der Mamm ewechzehuelen an ze placéieren vun Ufank un a fäerdeg. Eng méi differenziéiert Approche ass déi, scho während der Schwangerschaft eng Prise en charge multidisciplinaire vun der Mamm an hirer Familljen unzagoen an d'Gebuert vun dem Puppelchen ze preparéieren duerch d'Opriichte vun engem Encadrement vun der ganzer Famillje während deenen éischte Méint a Joren no der Gebuert, fir op där enger Säit d'Kand bei der Mamm ze loossen an op där anerer Säit d'Mamm ze sensibiliséieren an eventuell ze heelen.

Esou ee Groupe multiprofessionnel mat Kannerdokter, Kannerpsychiater, Gynécologue, Assistante sociale, Psycholog an esou weider existéiert zënter e puer Joer an der Maternité an der Stad a behandelt ronn 50 nei Fäll pro Joer. Dat entsprécht 1% vun alle Gebueren.

Dës Aarbecht huet iwwregens viru kuerzem de Prix Promotion de la Santé vun der Lëtzebuurger Regierung kritt.

En zweete Grupp vu Risikokanner sinn déi, déi an deenen éischte puer Liewensjore virun der Spillschoul meeschtens vun den Erwuessenen net déi Opmierksamkeit an déi Erziehung kréien, déi si als normalt Kand brächten. Mir hunn all een normalt grousst Vertrauen an déi jonk Elteren an huelen net an Uecht, wéi a gewësse Situatiounen kengem Mënsch et opfällt, wéi am Laf vun de Méint an de Joren d'Zukunft vun dësem Kanner kompromettéiert gëtt. Et ass oft de Kannerdokter, deen esou Situatiounen entdeckt bei enger Routinéenennung oder well d'Kand wéinst enger banaler Krankheet presentéiert gëtt. Hie stellt dobäi ee Retard psychoaffectif fest an dobäi bleibt et, well et zu Lëtzebuerg keng Struktur gëtt, wou een déi Kanner hischécke kann.

An der Belsch këmmert sech ëmmerhin den Office de la naissance et de l'enfance, den ONE, an a Frankräich d'Division départementale d'assistance sanitaire et sociale, déi berühmten DASS, ëm esou Fäll. Zu Lëtzebuerg hu mir eng Vielzahl vu privaten oder konventionéierten Initiativen, déi - ech hunn et scho gesot - mat vill guddem Wëllen awer an engem gewëssenen Désordre probéieren dat Beschte ze maachen. Et ass awer keng zentraliséiert offiziell Ulafsstell, déi e Minimum vu Koordination hei kënn gewährleisten. D'Spezialkommissioun weist iwwregens ausdrécklech op dës Messstand hin. Ech fuerdere justement d'Kreatioun vun esou enger Zentralstell an ech wäert elo gläich nach dorobber zrëckkommen.

Een drëtter Grupp vu Kanner sinn déi schwéierkrank Kanner. Also Kanner, déi Kriibs hunn, zum Beispill Leukämie, Kanner, déi zockerkrank sinn, déi eng Mucoviscidose hunn, déi u schwéierem Asthma leiden, oder un Epilepsie an esou weider. Och wann um medezinesche Plang déi Kanner gutt versuergt ginn, esou kann ech awer behaupten, dass hei zu Lëtzebuerg déi global Prise en charge vu chronesch kranke Kanner net optimal ass, virun allem, wat déi psychosozial a schoulesch Entwécklung ubelaangt. An och dat ass eng Jeunesse en détresse. All dës Kanner - et sinn der all Joer esou eng honnert Stéck vun neie Fäll, oder neie Familljen, oder neie Situatiounen - gehéieren zum Betätigungsfeld vun der Sozialpédiatrie, engem Gebitt, wat zu Lëtzebuerg nach an de Kannerschong steet. Als Léisung stellen ech mir vir ee mam Stat konventionéierte Service multidisciplinaire de pédiatrie sociale, e Service, deen déi federativ Struktur duerstelle kënn fir de ganze Réseau médico-psychopédagogique, dee sech ëm d'Enfance en détresse këmmert, ze koordinéieren.

Här President, wann d'Sozialpédiatrie gréisstendeels preventiv Funktiounen an e Rôle de coordination huet oder misst hunn, esou kënn der Kanner- a Jugendpsychiatrie eng vill méi kurativ Missioun zou. Hei geet et ëm de Grupp vu Kanner, deen am Kader vun der Jeunesse en détresse eng besonnesch Rôle spillt. Dat sinn déi verhalensgestéiert Kanner an déi, déi ee mentale Problem hunn. An engem Wuert: Déi Jugendlech mat psychiatresche Problemer. De Problem stellt sech net nëmme, awer virun allem am Schoulalter, well déi Kanner sinn einfach an eng normal Schoul net ze integréieren. D'Prise en charge benéidegt medezinesch Strukturen fir Kanner. Zënter e puer Joer, dat wësse mir, fonctionnéiert eng Kannerpsychiatrie an der Kannerklinik fir déi Kleng ënner zwielef Joer, an dëst Joer ass mam Hôpital

du Kirchberg endlech eng Jugendpsychiatrie opgaangen, esou datt et elo méiglech ass, och Jugendlecher an engem Milieu hospitalier ofzeglären an ze behandelen.

Wat sinn d'Stéierung respektiv d'Krankheete beim Kand respektiv beim Jugendlechen, déi zu Verhalensstéierung féieren? Dat ass den Autismus, d'Schizophrenie awer och d'Anorexie mentale an d'Bulimie; dat sinn Depressiounen an Névrosen, ouni d'Toxicomanie ze vergiessen. Alles Krankheitsbiller, déi d'Integratioun an der Familljen, an der Gesellschaft an an der Schoul schwierig maachen an och kënnen zur Kriminalitéit féieren.

D'Spidol ass awer nëmme do fir d'Prise en charge vun akute Fäll. Fir de Suivi muss mir elo déi Jugendlech an d'Ausland schécken, notamment an Däitschland an an d'Belsch, wou an deene verschidene Institutiounen laang Wartelistschte bis zu zéng Méint bestinn. Derbäi kënn, datt déi Jugendlech domat wäit ewech si vun doheem an och nach Problemer hu mat der friemer Sprooch. Enn 2001 waren esou 69 Jugendlecher aus Lëtzebuurger Familljen a médico-pédagogesch Internaten am Ausland ënnerbruecht.

D'Spezialkommissioun mengt, dass et un der Zäit wär och zu Lëtzebuerg de Suivi no der akuter Phas vun esou psychesch kranke Kanner ze assuréieren. Dofir plädéiert si fir d'Kreatioun zu Lëtzebuerg vun engem Centre médico-psycho-pédagogique fir Kanner a Jugendlecher, dee bestoe soll aus enger Tagesklinik - enger Struktur, déi jo ewell besteet fir déi Kleng oder amgaangen ass entwéckelt ze gi fir déi Grouss -, awer och fir ee spezialiséierten Internat an enger spezialisierter Schoulstruktur, déi zesumme fonctionnéiere sollen, fir deene verhalensgestéierte Kanner eng Chance ze ginn, wa si am normalen Unterrecht net haltbar sinn. Nieft der schoulescher Infrastruktur misst natierlech och eng Equipe pluridisciplinaire vu Medeziner, Psychologen a Pedagoge kreéiert gi fir de kohärente Projet ze elaboréieren an ze assuréieren. Den Ordre de grandeur vu betrafene Kanner läit bei 50 Kanner a Jugendlecher, déi järelech betreit misste ginn.

Här President, ech kommen zum Schluss. Mir hunn als Politiker eng héich Responsabilitéit vis-à-vis vun eiser Jugend. Et geet net duer, datt mir eis bewosst sinn, dass eis Jugendlech muer als Erwuessener mat deene politeschen Décisiounen konfrontéiert sinn, déi mir hei huelen. Mir mussen och haut ee Kader schaffen an deem sech déi Jugendlech kënnen zu responsablen, gesonden, interesséierten a forméierten Erwuessene kënnen entfalten. Mir mussen si op där enger Säit schütze viru Problemer an Afflës, deenen si nach net gewuess sinn. Op där anerer Säit muss mir hinnen déi Fräiheet bidden, déi si brauche fir hire Wee ze fannen.

Esou muss déi Diskussioun ëm d'Jeunesse en détresse all déi Komplexitéit a Villsäitegkeet hunn, déi eis Jugend un den Dag leet. Esou kann et, a mengen Aen, net nëmme eng juristesche Diskussioun iwwert d'Jeunesse en détresse ginn. Ech hunn a menger Ried dorops higewisen, datt och déi sozial, déi psychologesch, medezinesch a pedagogesch Strukturen wichtig sinn. Genau an deem Domän muss hei am Land nach vill ausgebaut ginn am Intérêt vun eise Kanner. D'Debatt vun haut weist, datt mir eis der Problematik vun der Jeunesse en détresse bewosst sinn an dass alles muss probéiert gi fir dem Problem entgéintezekommen. Och wann an deem Domän scho vill gemaach ginn ass, esou stellt sech awer nach fest, dass et wichteg wär domadder weiderzefueren an ze probéieren alle Jugendlechen, egal ob si Problemer hunn oder net, déi beschte Méiglechkeeten ze ginn, fir dass si mat

hirem Liewen eens ginn. Ech soen lech merci!

■ M. le Président. - Als nächsten Diskussionsriedner ass den Hår Aly Jaerling agedroen. Den Hår Jaerling huet d'Wuert.

■ M. Aly Jaerling (ADR). - Hår President, fir d'éischt wéill ech der Madame Marie-Josée Frank félicitéiere fir hiren ausféierleche Rapport, deen awer nëmme zum Deel konnt all déi Aarbecht hei erëmspiegelen, déi d'Spezialkommissioun sech am Laf vun deene leschte Méint gemaach huet, fir dës Orientierungsdebat beschtméiglechst ze preparéieren. Ech wéill mech och hire Wierder uschlëssen an all deenen Acteure merci soen, déi vum 26. am Broochmount 2000 u mat dru geschafft hunn, datt net nëmme dës Rapport, mä och déi Debatt hei konnt an aller Serenitéit gutt preparéiert stattfannen.

Hår President, d'Zivilisatioun vun engem Land gëtt och dorunner gemooss wéi se mat hirer Jugend a mat hiren eelere Leit ëmgeet an dozou ass jo hei am Land nach esou munches ze soen an ze maachen, fir datt mer an deenen zwee Beräicher ziviliséiert ginn. Erlaabt mer, ier ech op déi eigentlech Propositionen vun der Kommissioun aginn, e puer Iwwerleeunge vum ADR am Zesammenhang mat den Urssaache vun der Prekarisierung vun eiser Jugend hei virzebréngen.

Am Verlaf vun de Preparatiounen zu dëser Debatt sinn eng Villfalt vun implizéierte Persounen an Institutiounen gehéiert ginn. Du war gewosst, datt et net einfach géif ginn, fir Léisungen ze fannen. Et ass nämlech schwéier, fir nei politesch Orientierungen an d'Weeër ze leeden, wann ee feststelle muss, dass am Beräich vun der Jugendbetreuung an deene leschte Joren net all ze vill geschitt ass. Mä net nëmme an deene leschte Joren, mä och an deene leschte Jorzéngten ass versäumt ginn eis Jugendpolitik an d'Jugendbetreuung der struktureller an der materialistescher Wandlung vun eiser Gesellschaft unzepassen.

Net nëmme nei Gesellschaftsforme sinn entstanen, mä och nei Familljestrutturen. De Materialismus, a besonnesch de Partikular-Egoismus, hu laangfristeg derzou bäigedroen, datt net méi déi néideg Zäit zur Verfügung stoung, fir sech intensiv ëm d'Bedierfnesser vun de Kanner ze këmmere. De Käschtepunkt vum Familljeliewen dréit ëmmer méi derzou bäi, datt Eltere praktesch mussen zu zwee schaffen goen, fir sech an hire Kanner e Minimum vu Liewensqualität ze bidden. Den Usprichpartner vum Kand a Jugendleche feelt ëmmer méi. Déi Jonk orientéiere sech no anere Kontakter a ganz oft sinn et d'Televisioun oder d'Telespiller, déi ëmmer méi spektakulär, méi gewalttätig a méi aggressiv ginn, oder si schlësse sech Pseudo-Frënn a -Gruppen un, fille sech am Grupp gutt a staark a maache Saachen, déi se sech eleng net géifen traue.

Da kënn nach den Drock an der Schoul derbäi, de Stress vun den Educateuren, déi net méi nokommen, well nach just e Minimum vu Stonnen enseignéiert gëtt an deenen de Programm muss duerchgezu ginn, an deen net matkënn bleibt eben op der Streck. Keen Usprichpartner ass do, fir sech ze rattrappéieren, d'Eltere schaffen zu zwee, de Proff hält sech keng Zäit an de Kollegekrees, wou ee sech wuel fillt, sëtzt am selwechte Boot wéi ee selwer.

Dat, well den Noyau vun eiser Gesellschaft, d'Famill, net méi déi enk Banden huet wéi et an der Zäit war, wou d'Zesummeliewen nach méi Valeur hat wéi déi materiell Wäerter an de Partikular-Egoismus. Wa mer et net fäerdeg bréngen d'Kärzell vun eiser Gesellschaft, d'Famill, erëm esou ze revaloriséieren, datt se e Schutzkader fir déi Jonk duerstellt, da muss mer eis drop astellen, dass déi Orientierungen,

déi mer haut hei diskutéieren, schonn a kuerzer Zäit net méi duer- ginn.

Eng éischt Approche muss also si fir der Famill, egal ob een oder déi zwee schaffe ginn, déi néideg Moyenen zouzeféieren, fir och ouni Restrictionen als Famill kënnen ze fonctionnéieren.

Dofir wëll ech dem ADR seng Positioun nach eng Kéier kloer hei definiéieren. De Stat ass responsabel fir datt all Famill kann ouni finanziell Sacrificer fonctionnéieren, ob een oder zwee vun den Eltere schaffe ginn. Datselwecht géllt fir d'Monoparentalen, déi och mussen den néidegen Encadrement kréien, fir kënnen als Famill ze fonctionnéieren. Et ass eng falsch Politik ze mengen, all Fra misst schaffe goen oder de Fraen e schlecht Gewëssen anzeriede wa se net schaffe ginn an hir Kanner doheem versuerge wëllen. Et ass do wou d'Préventioun muss ugoen. Et ass bei der Revaloriséierung vun der Famill, wou den Hiewel muss ugesat ginn.

Ass et normal, dass ëmmer méi Elteren hir Kanner - an dat schonn am Primärschoulalter - an d'Ausland an Internater schécken, well se einfach keng Zäit a Gedold opbréngen sech no der Aarbecht em se ze këmmen? Och dat ass ee Phenomeen iwwert dee muss no-geduecht ginn a Léisunge fonnt ginn, well och dat zerräisst d'Familljebanden. Wa mir et fäerdeg bréngen dem Zesummeliewen an der Famill erëm eng Valeur ze ginn, da brauche mer eis geschwé keng Suerge méi em eis Jugend ze maachen, well der dann net méi vill bereet wäerte sinn, fir nach Kanner an dës Welt ze setzen. Ee Phenomeen, deen elo schonn amgang ass sech bemierkbar ze maachen, wa mer eis déi demographesch Situatioun ukucken.

Jugendpolitik geet bei der Familljpolitik un an dofir ginn dem ADR seng Bestriewungen och weiderhin a Richtung Opwärtung vun der Famill. Wa mer gär gesond Kanner hätten, da mussen mer als Gesellschaft och de Präis dofir bezuelen, besonnesch wat d'Éducatioun vun de Kanner ubelaangt an dofir muss och ee Kand esou vill wäert si wéi dat anert. D'Famill muss kënnen à même sinn, fir senger Kanner en héije Bildungsniveau ze erméiglechen, ouni datt se doduerch finanziell Schwierigkeete kritt. Dat ass d'Ausgangsbasis fir eng gutt Jugendpolitik.

Och bei der Beschäftigungspolitik, wou et haut Usus ass, dass de Jugendleche fir d'éischt vun enger Beschäftigungsmessure an déi aner gehäit gëtt, ier en emol iwwerhaapt eng Aarbecht fénnt, wann iwwerhaapt, do gëtt villes verbrach an dat ass och net grad opwärtend fir de Jugendlechen an och net motivéierend, fir him e positiv Bild vun eiser Gesellschaft ze ginn.

Här President, wat ech awer nach wëll hei ervirhiewen ass, dass an der leschter Legislaturperiod Ustrengeunge gemaach goufen an der Jugendpolitik an datt esouguer mat engem Jugendminister versicht gouf der Jugend eng Identitéit ze ginn. Den Här Schroell huet hei gesot, et misst een d'Jugend méi un der Politik interesséieren. An der leschter Legislaturperiod gouf e Jugendkommunalplang ausgeschafft, dee mat sengen dräi Aktiounspläng versicht huet der Jugend, um kommunale Plang an am Zesammenhang mat aneren Acteuren an der Gesellschaft, eng nei Wäertvirstellung ze ginn andeem e se méi un der Politik interesséiert huet an och fir hinnen ze vermëttelen, dass si an dëser Gesellschaft wichteg sinn a sech selwer em d'Politik musse këmmen, well soss këmmert d'Politik sech em si an dirigéiert laanscht si; an ech mengen, d'Konsequenzen dovunner, iwwert déi hu mer jo haut geschwat.

Leider si mat där neier Regierung en Deel vun deene gudden Initiativen, déi déi lescht Legislaturperiod

agefouert goufen, am Sand verlaf an och um Gemengeplang leeft a punkto Jugendmotivéierung net méi allze vill.

Och a punkto Schoulpolitik ass net allze vill Positives ze vermierken an déi Wäerter, déi vun der Schoul solle vermëttelt ginn, hunn d'Jugend bis haut nach net erreecht. D'Proffen an der Schoul oder zumindescht déi, déi sech nach Méi ginn, resignéieren, well einfach déi negativ Awirkunge vun eiser verännerter Gesellschaftsstruktur iwwerweien. Wann déi moralesch an ethesch Wäerter net méi vun doheem matkommen, wa weder e Proff nach soss ee se anriichten, wann do derbäi och nach ëmmer méi Familien duerch de Stress an den deegleche Kampf em d'Existenz, d'Öflagere vum Frust oder souguer d'Gewalt, op d'Kanner opgelagert gëtt, ass et net verwonnerlech, dass dann dee Schwaachsten an deem Zyklus fir d'éischt ausbrécht an och heiansdo Amok leeft.

Des Weideren dierf och net vergiess ginn iwwert een Tabu ze schwätzen, deen nach ëmmer hei am Land, am Zesammenhang mat der Pedophilie, besteet. Et ass gewosst, dass eng Rei Kanner an Heimer sinn, well se doheem sexuell misshandelt gi sinn. Ganz oft ginn dës schlëmm kriminell Doten aus Schimm net gemellt oder och net suivéiert. D'Pedophilie ass ee mat deene schlëmmste Verbrechen um Kand an ass fir mech gläichbedeutend mat Mord. Dem Kand gëtt net nëmme seng Séil verletz fir e Liewe laang, mä och säi Vertrauen an déi Erwuessen zerzéiert. Vertrauenspersoune wéi Elteren oder souguer Enseignanten, deenen d'Kand vertraut an a senger Onschold Saachen iwwert sech ergoe léisst, vun deenen et net weess, dass se kriminell sinn, mussen déi haartste Strofe kréien, déi et gëtt.

A Lëtzebuerg ass net dovunner verschont. D'Operatioun Marcy an Däitschland huet och op Lëtzebuerg iwwergegraff an d'Lëtzebuurger Autoritéite si mat Instruktiounen géint d'Pornographie am Internet befaasst. An och wann den Här Justizminister wéinst dem Secret d'Instruction keng Informatiounen wëllt oder ka ginn, sou brauch ee keen Helseher ze si fir ze wëssen, datt do an deem Beräich och eppes op Lëtzebuerg zoukënn. A grad an deem Beräich heescht et eis Kanner optimal ze schützen, all Tabu an deem Beräich opzehiewen an ouni Rücksicht déi unzeprangeren, déi fir eis Verbrieche verantwortlech sinn. Mir musse preventiv wierken an äusserst repressiv an deem Beräich sinn, well soss fällt eis enges Dags eppes op de Kapp, wéi dat vläicht esou an der Belsch de Fall war.

Här President, ech wollt dëst zur Introduktioun hei virbréngen, well dëst eng Rei vun Urursaache sinn, firwat en Deel vun eiser Jugend déconnéiert; mä et sinn net nëmme déi. Et gëtt och eng Rei Jugendlecher, déi aus wat fir engen Ursaachen och ëmmer, einfach net an de Grëff ze kréie sinn, ouni datt do d'Eltere Schold drun hunn oder eis Gesellschaftsstruktur.

De But vun der Spezialkommission war et deemno ze verhënnern, datt all déi Problemkanner oder Jugendlecher méi déif ofsacken an unhand vun engem gutt strukturéierte Sozial- a Schutznetz kënnen erëm an d'Gesellschaft integréiert ginn. Dofir ass versicht ginn zesumme mat deenen zoustännegen Instanze Léisungen ze fannen, déi net onnéideg komplizéiert, net ze vill administrativ, awer och net ze laang daueren.

Wat ze bedauern ass, ass, dass sech net allze vill mat Preventiounsmoosname befaasst ginn ass, mä méi mat Mesures après coup, obwuel vu Säfte vun de sozioedukativen Institutionen e Manktum an deem Beräich signaliséiert gouf. Problemer ze detektéieren a se iwwert den einfachste

Wee zesumme mat den implizierten Acteuren enger Léisung zouzeféieren ass en éischte wichtege Schrëtt a punkto Jugendschutz.

Eng wichteg Institution ass do amgang säi Wee ze maachen, an zwar den Ombudscomité, deen als Uspriechpartner vun de Kanner eng wichteg Roll ze spillen huet an d'Hëllef ka koordinéieren.

Wat awer gefeelt huet fir dës Orientéierungsdebatt kënnen esou objektiv wéi méiglech ze féieren, sinn Erkenntnisser wéi wäit datt déi bestehend Strukture gegraff hunn. Wat fir eng Erfollegsquote ginn et an der Resozialiséierung a bei der Réintegratioun vun ofgerutschte Jugendlechen, den Här Body huet dee Problem och schonn ugeschwat?

Wéi héich ass d'Zuel vun deenen, déi einfach net méi ze réintgréiere sinn a wéi héich ass d'Zuel vun de Rezidivisten? Dëst Zuelematerial feelt eis an et wäert och schwéier sinn dëst opzestellen, wann net eng strikt Koordinatioun vun allen am Jugendberäich implizierten Instanzen zustane kënn.

Här President, ze enger Rei vun Diskussiounsthemen a Propositione vun der Kommission wëll ech dann awer nach Stellung bezéien. Eng Neierung, déi envisagéiert gëtt, ass d'Mediatioun, déi soll agesat ginn ier eng juristesche Prozedur ageleet gëtt, dat esouwuel am zivilen, wéi och am penale Beräich. Et solle méiglech maachen d'Jugendlecher, respektiv d'Kanner ausserhalb vun hirem Umfeld ze betrieien, well déi klasesch Strukturen dat net bréngen. Et solle weider Therapieplaze geschafe gi fir Toxicomanen, esou wéi och e Suivi duerno, mat sozio-professioneller Réintegratioun, wéi zum Beispill mat Wunnengen oder awer och mat der Aarbecht.

Och hei musse méi Akzenter op eng geziilt a konsequent Preventioun geluecht ginn, ouni déi mer de Problem vun der Toxicomanie ni an de Grëff kréien, wann iwwerhaapt. Well esou laang déi richteg Responsabel vum Drogegeschäft an de Chefétagé vun de Konzern sätzen, a si kënnen d'Politik manipuléieren, lafe mer ëmmer hannert dem Won an dann hëllef eis all Therapieplaze geschwënn och näischt méi.

Mir kënnen awer net einfach kapituléieren an en Deel vun eiser Jugend afferen a mussen dofir sueren deen illegale Maart do futti ze maachen. Dann hu mer garantéiert eng ganz Rei Problemer vun eiser Jugend geléist. Dofir brauch een awer zivilen a politesche Courage a keng lächerlech semi-mënschlech a maxi-repressiv Gesetzgebung, esou wéi mer och e Mentalitéitswiessel bei den Erwuessenen am Émgang mat sou genannte legalen Drogen erwierke mussen.

De Problem, dee mer doniewent nach speziell hunn, ass, datt mer keng Strukturen hu fir verhaltensgestéiert Kanner a Jugendlecher ze betrieien an datt mer déi mussen an d'Ausland schécken.

Wa mer elo wëllen dovun ausgoe fir eng geschlosse Struktur ze schafe fir delinquent oder kriminell geféierlech Jugendlecher ofzesonneren, dann ass dat mat Virsicht ze genéissen. Engersäits soll eng Séparatioun kommen, anerersäits soll awer och zu Schraasseg d'Méiglechkeet bestoe bleiwe Mannerjähreger an enger separater Struktur ennerzebréngen. De Problem, dee sech hei stellt, ass net einfach ze léisen. Mir hu jugendlech Delinquenten, déi kleng Strofdote verbrach hunn oder einfach Widderhuelungstäter, déi awer net geféierlech sinn. Dann hu mer jugendlech Dealerkonsumenten, déi am Kader vun der Beschafungskriminalitéit

agesat goufen an dann hu mer déi méi rau Bridder, déi gewalttätig a schwéier kontrolléierbar sinn. Fir déi mat de kleng Strofdote kënn ee mat enger geschlossener Struktur vläicht eppes errechen, wann den edukativen Deel Virrang huet a se effektiv vun deene geféierleche Bridder getrennt ginn.

Wat déi Süchteg ubelaangt, déi agesat ginn, esou brauche mer do eng spezial Struktur, déi net nëmmen zum Zil huet fir hir illegal Akten ze strofen, mä hinnen eng Therapie, esou wéi eng Éducatioun octroyéiert.

Dëse Stat hält sech d'Recht fir Jugendlecher, déi duerch hir Sucht derniewent getréppelt sinn, anzespären, dann awer wann ech gelift nëmme dohinner wou se wierklech gehollef kréien a wou se eng Méiglechkeet hu sech erëm kënnen ze integréieren, an net dohinner wou se hir Sucht kënnen weiderliewen an nach schlëmmer erauskommen a monter weiderfueren. Dofir plädéiere mir als ADR éischer fir eng Zwangs- an Éducatiounstherapie an enger geschlossener Spezialstruktur, wéi fir eng geschlosse Struktur an deem alles vermëscht gëtt.

Des Weidere stellt sech d'Fro, ob mer iwwerhaapt fir déi puer Fall, déi mer hei am Land hunn, mussen eegen nei Strukture schafen oder ob et net vläicht ze iwwerleeë wier, ob mer net kënnen op d'Ausland zréckgräifen, wou et där Strukture gëtt a mat deene kënnete Konventionen ofschléissen, wéi dat schonn de Fall war a wou awer einfach kee Suivi méi komm ass. Dat wier vläicht duebel sennvoll, well déi Jonk dann och aus deem Milieu hei erauskéimen a sech nei Horizonten kënnete fir si opdoen.

(Interruption)

Här Weiler, ech mengen, wa mir ëmmer erëm nei Strukture schafen, mir hunn elo hei selwer gesot, dass et nëmme e bestëmmte Prozentsaz vu Jugendlecher ass, dee mer an deem Sënn ze betrieien hunn, da stellt sech einfach d'Fro, ob mer do musse wahnsinnig investéieren oder ob mer net kënnen Konventionen ofschléisse mat anere Länner wou déi Strukture scho bestinn.

M. Lucien Weiler (CSV).- D'Fro stellt sech och, ob mir de Misär ëmmer nëmme exportéieren.

M. Aly Jaerling (ADR).- Mir exportéiere kee Misär. Mir siche Moyenen, fir de Jugendlechen esou gutt wéi méiglech ze hëlfele a wann ech soen, dass wa se hei aus deem Milieu vläicht emol erauskommen, och besonnesch wat Drogésüchteger ubelaangt, déi schlëmmsten Drog ass jo do de Milieu selwer, well se do net erauskommen a wa se do erauskéimen an net hei am Land géife betreit ginn an a Strukturen am Ausland, wou se wäit vun hei ewech sinn, ech géif mengen, dass dat awer eng Méiglechkeet wier fir dat auszuprobéieren. All dat anert huet versot, soss hätte mer déi Debatt hei net.

M. Lucien Weiler (CSV).- Dir kënn se awer net isoléieren, och am Ausland net. Do hu se och hir Kontakter.

M. Aly Jaerling (ADR).- Wann Der geschlosse Strukture maacht, wat maacht Der dann? Dann isoléiert Der se. Also, wou ass den Ennerscheed?

M. Lucien Weiler (CSV).- Mä Dir hutt virdru gesot, et dierft kee Kontakt méi sinn, well soss wieren se erëm gefärdet.

M. Aly Jaerling (ADR).- Et ass jo genau dat wat ech soen. Déi schlëmmsten Drog ass d'Szen selwer wou se dra sinn. An do mussen se eraus.

Här President, e Problempunkt, dee seng absolut Wichtigkeet huet, ass och de Placement vu jon-

ke Problemkanner, déi net total ofgerutscht sinn, mä awer enger spezieller Betreuung mussen zougefuert ginn. An deem Zesammenhang gëtt et ganz oft e Cumul vun de Kompetenzen, well de Juge, deen eng provisoersch Mesure de garde octroyéiert, och spéider mat der definitiver Mesure de garde vun deemselwechte Jugendleche ka konfrontéiert ginn.

D'Kommission war der Meenung, datt een dee Cumul sollt weider erméiglechen, obwuel dass dëst an der Regel net esou gehandhabt gëtt, well jo e Recours méiglech soll gemaach ginn an an deem Fall net deeselwechte Juge dierft kënnen entscheeden. Wat eis awer wichteg erschéngt ass, dass déi provisoersch Mesure de garde elo endlech an der Zäit limitéiert gëtt. D'Gesetz gesäit do keng Délai vir an deenen definitiv tranchéiert misst ginn. Dofir ass hei wierklech Handlungsbedarf vun der Kommission ervirgehuewe ginn, wat een nëmme kann ennerstéizen. A wat d'Revisiounsdélai betrëfft, mussen Beschleunigung kommen, net datt et weiderhin, wéi elo, zwee bis dräi Joer dauere ka bis eng definitiv Entscheidung gefall ass.

Dem Minderjährege soll och d'office en Affekot zoustoen, deen ouni d'Presenz vun den Eltere kënn déi éischt Négociatiounen am Intérêt vun Jugendlechen agoen. Besser wier et op jidde Fall awer wann d'Négociatiounen zesumme mat den Eltere géife stattfannen, well wann d'Affekote bis ufänken ze wullen, dann ass meeschtens d'Verzögerung virprogramméiert.

(Interruptions diverses)

M. Lucien Weiler (CSV).- Dir sot, si mussen d'office alleguerten en Affekot kréien an da sot Der, dat ass awer och net dat Gielt vum Ee.

M. Aly Jaerling (ADR).- Här Weiler, Dir hutt schlecht nogelauschtert. De Minderjährege soll d'office en Affekot kréien, ech hunn net gesot muss. Dat ass eng kleng Nuance.

(Hilarité)

E weideren Diskussiounspunkt ass den Transfert vun den Elteren hirer Autoritéit oder d'Virmundschaf am Fall wou de Jugendlechen ausser Haus muss placéiert ginn. Do si mer eis net esou sécher, ob dat eng gutt Solutioun ass, well d'Elteren trotz allem eng direkt Bezuchsperson sinn a mussen hir Responsabilitéit behalen, ausser wann hirt Feelverhalten am Zesammenhang mam Problem vun de Jugendleche kloer erweisen ass, wou jo awer och hei nach derbäi kloer gefuerdert gëtt, dass d'Elteren, wa Kanner ausser Haus placéiert ginn, sech och nach musse mat un der Finanzéierung vun hirem Placement bedeelegen, wat enger Rei vun Elteren, well jo hei och gesot ginn ass, dass et ganz oft Kanner aus manerbemëttelte Famillje sinn, déi Problemer hunn, nach weider Problemer kreeiert vu finanzieller Natur, an dat léist de Problem vun de Jugendlechen och net.

Wat beim Aspäre vu Jugendlechen an hirer spéiderer Réintegratioun kënn eng wichteg Roll spillen, wier de Congé fir d'Elteren ze besichen a vläicht nei Liene kënnen ze kreieren, oder, wat och ugestriift gëtt, d'Besuchsrecht fir d'Eltere mat Wunnméiglechkeete fir erëm am Kader vum Placement zesammenzefannen. Well an deem Beräich keng legislativ Moyene bestinn, ass et scho richtig, dass d'Kommission dorobber hiweist an dann och an deem Zesammenhang Moyene musse geschafe ginn.

Här President, wat mer als Prinzipdiskussioun ugesinn, ass ob d'Décioun reng protektioneller Natur soll priméiere virun den zivilrechtlechen Déciounen. Wann et och an deene meeschte Fall onbedéngt wichteg ass, dem Jugendlechen eng maximal Protektioun ze ginn, déi och iwwert allem steet,

sou ginn et awer och Situatiounen wou en iwwerspëtzt Schutz dem Jugendleche weder hëllef nach seng Problemer léist. Dofir schéngt et mer geféierlech, esou eng Mesure vum totale Protektionismus gesetzlech ze verankeren. Et solle kloer Richtlinne gesat gi fir eng maximal Protektioun vum Jugendlechen, mä et misst nach ëmmer am Ermiesse vum Riichter bleiwe fir ze ermëttele wat fir eng Mesur schlussendlech ubruecht sinn. Eng ze vill strikt Protektioun kënt nämlech dozou féieren, datt zum Beispill wéi an anere Länner Jugendlecher vun erwuessene Kriminelle benotzt gi fir grave Strofdoten auszeféieren, well se einfach net kënnen zur Verantwortung gezu ginn. Et muss och einfach kloer sinn, datt keen duerf ze wäit goen, och e Jugendlechen net.

D'Madame Meyers huet hei gesot, de Riichter soll sech eraushalen. Ech fannen dat eng Ausso, déi net grad glécklech ass. Ech mengen de Riichter huet och eng Verantwortung ze droen, a Strofdote landen ëmmer beim Riichter, an ech verstinn net, wisou datt e Riichter sech do soll kënnen eraushale wann de Jugendleche bis virun him steet. Mir sinn einfach der Meinung, dass de Schutz vum deem engen do ophält wou en deem anere säi Schutz duerchbrécht.

Wat mer am Kontext vun dëser Debatte wichteg ass, ass wéi wäit geet de Secret professionnel am Fall wou ee mat Jugendschutz Beschäftegten, deen zum Secret professionnel verpflichtet ass, iwwert eng Strofdot géigeniwwer vun engem Jugendlechen oder eng Strofdot, déi vum Jugendleche verbrach ginn ass, Kenntnis huet? Ass hei d'Meldeflicht oder muss kloer definiert ginn, a wat fir enge Fäll de Secret professionnel spille muss oder spillen däerf. Dat ass eng Fro, déi net einfach ze trancheieren ass a wou et sécher schwéier wäert sinn ze klären, wéi wäit datt de Secret professionnel eigentlech am Zesummenhang mat schwéiere Strofdoten duerf gëllen. Wat schlussendlech wichteg ass, ass, datt eng Obligatioun muss bestoe fir och de Jonken ze informéieren wa géint hien Disziplinarmoossnamen ageleet ginn, fir him ze erméiglechen sech ze verteidigen an och Recours géint dës Mesur kënnen anzeleeden.

Här President, jiddfereen, dee sech mat Jugendleche beschäftigt, jiddfereen, deen eng Keier jonk war, weess, datt et an der Entwécklungsphas vum engem Mensch verschidde Phasé gëtt, déi de Rescht vum Liewe kënnen prägen. Ganz oft ass einfach datt richteg Émfeld ausschlaggebend, fir datt de Jonken all Hindernisser kann emgoen, seng Verantwortung kann iwwerhuelen an esou indemne ka säin Erwuesseneliewen ufänken, an deem en awer och net viru Feelschléi sécher wäert sinn. Heiansdo ass et esou, datt Schicksalsschléi, fir dee kee verantwortlech war, duergit fir een aus der Bunn ze geheien. Sécher ass awer, datt do wou en adequaten Encadrement mat engem Uspriechpartner fir all Suergen a Problemer besteet, d'Voraussetzung meescht optimal sinn, fir datt aus dem Jugendleche kee Problemkand gëtt.

D'Kommissioun a sécher och all zoustänneg Parteigremien hu sech vill Gedanken a Méi gemaach fir déi néideg Impulser ze setzen, fir eng adequat Jugendschutzpolitik anzeleeden. Bei allem gudden Wëllen duerf awer eppes net vergiess ginn: Och de Jugendlechen ass en Individuum a brauch seng Perséinlechkeet, seng Unerkennung, seng Identitéit a seng Expansionsméiglechkeeten. De Respekt, dee mer vun him verlaangen, muss mer och him entgéintbréngen, fir datt en a sengem Liewen drop virbereet ass, datt nëmmen de Respekt mutuel eng Gesellschaft ka gesellschaftsfäeg erhalen.

Wichteg ass awer och, datt mer de Kommunikatiounsdefizit mat eiser

Jugend verhenneren. Well grad deen ass oft d'Ursaach firwat ëmmer méi vun hinnen op déi eng oder aner Aart a Weis versichen, aus dëser Gesellschaft ze flüchten. Mir mussen hinnen eng Identitéit ginn a se iwwerzeegen, datt se fir dës Gesellschaft e wichtegt Potenzial duerstellen, nämlech datt Potenzial aus deem eis Zukunft soll gestallt ginn. All Mesuren, déi am Interesse vum Jugendleche geholl gi sinn, sinn ze begreissen, mä et duerf bei allem gudden Wëllen net vergiess ginn, datt d'Zilpersoun muss matwierken, soss leeft et net. Dofir muss mir bei allem Protektionismus, dee mer hinne wëllen entgéintbréngen, hinnen dat Wichtigst loosse, an dat ass hir Jugend. Ech soen lech merci.

M. le Président. - Als nächst Riednerin ass d'Madame Reuter-Angelsberg agedroen. D'Madame Reuter huet d'Wuert.

Mme Dagmar Reuter-Angelsberg (DEI GRÉNG). - Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir Gréng hunn e Problem mat deem Rapport, esou wéi en elo hei am Endeffekt presentéiert gëtt. An der Kommissioun hu mir duerch d'Persoun vum Renée Wagener eng ganz Partie alternativ Propositione gemaach, déi awer leider net oder nëmmen zu engem klengen Deel zréckbehale ginn. Dës Propositione gi virun allem dovun aus, dass déi bishereg Jugendpolitik hei am Land net virukënt, mä dass se op ëmmer méi Pläng en Échec ass. Wann ee mat deenen ale Weeër net dohinne kënt wou ee wëllt goen, da gëtt et héich Zäit, datt een nei Weeër sicht.

Eis Propositionen zile virun allem op eng Dezentraliséierung. Et geet eis dorëm opzehale mat den Unités de sécurité fermées esou wéi se bis elo bestinn. Dat schlëmmste Beispill ass, dass mer jonk Leit op Schraasseg stiechen. Dora gesinn net nëmme mir, mä och d'Leit aus dem Ombudskomitee ganz kloer e Verstouss géint d'Menscherechter. Déi Aart a Weis wéi de Rapport sech do erausriet émfanne mir als schif an hypokritesch. Et wier besser e bësse méi modeste a selbstkritesch do net vun engem Modèl protectionnel luxembourgeois ze schwätzen.

Dann hätte mir gär, dass net direkt ëmmer kuerzfristeg op e Riichter muss zréckgegraff ginn, mä dass een nientend der Mediation nach weider Interventionsméiglechkeete schaaft, déi verhenneren, dass ëmmer erëm alles direkt op d'Gericht kënt. Doduerch könnte mer d'Jugendgericht fir aner Aufgaben entlaaschten. Ech komme spéider dorop zréck.

Mir Gréng fuerderen eng seriö Kanner- a Jugendpsychiatrie. Wat um Kierchbierg virgesinn ass, ass ganz gutt, mä geet schon am Moment net méi duer. Et ass schlëmm, dass mer ëmmer erëm Leit an d'Ausland muss schécke fir behandelt ze ginn, well mir hei bei eis näischt hunn. Um Drogeplang hätte mer gär, dass entkriminaliséiert gëtt, do wou et méiglech ass, an dass mer endlech e Maximum u Mëttele fir d'Prevention asetzen. Ganzer 15 Zeile widmet dës Rapport der Prevention!

Weider stelle mer déi aktuell Politik vum Placement a Fro an dee bisheerige blannen Automatismus, mat deem den Transfert vun der Autorité parentale virgeholl ginn ass. Mir hätten duerfir léiwer e Riichter, deen dat entscheet an doriwwer befénnt, wéini d'Eltere wierklech vun hirer Responsabilitéit getrennt ginn. Et sollt een d'Elteren esou laang responsabliséieren wéi méiglech. Och dorop ginn ech spéider nach eng Keier an.

A schliesslech fuerdere mer endlech eng kohärent Jugendpolitik, déi am Elterehaus ufänkt, an de Schoule virugeet, och de Fräizäitberäich opgräift a bis an déi éischt Phas vum Berufsliewen erareecht. Mir brauchen onbedéngt méi

Structure-d'accueilen, besonnesch fir den Accueil vu Jongen tëschent 12 an 18 Joer. Do reechen ech meng éischt Motioun an.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- *considérant que le nombre de places disponibles dans les structures d'accueil pour enfants et adolescents est insuffisant;*

- *considérant que nous manquons particulièrement de possibilités d'accueil pour garçons entre 12 et 18 ans;*

invite le Gouvernement

- *à faire conduire une analyse des besoins en places d'accueil;*

- *à augmenter de manière générale les capacités d'accueil des structures existantes;*

- *à créer un centre d'accueil pour garçons entre 12 et 18 ans.*

(s.) Dagmar Reuter-Angelsberg, François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Renée Wagener.

Dat alles kënnen mer nëmme packen, wa mer déi absolut noutwendeg Mëttele an och déi néideg Energie opbréngen. Fir eis ass et kloer, dass een an d'Jugend e Maximum investéieren muss an dat net nëmme finanziell, mä och mënschlech a sozial. Dat ass e Choix de société, dee mir maache mussen. Eppes ass kloer: Déi Feeler, déi mat eiser Jugend gemaach ginn, fanne mer spéider an der Erwuessenewelt erëm. Dann därfe mer eis net wonneren, wa viles eis spéider op de Kapp fällt. Wa mer bei der Jugend op der falscher Plaz spueren, da schafe mer op alle Pläng Engpäss, déi eis an déi Sakgaass féieren, déi mir elo schon iwwerall erliewen. Et geet em Suen, datt ass kloer, awer net nëmmen. Wa mer prinzipiell ëmmer manner Versteesdemech opbréngen fir jonk Leit, besonnesch wa se net esou si wéi déi Erwuessene se wëllen hunn, da läit et op der Hand, dass mir keng nei Léisunge méi fannen an déi jonk Leit dann einfach - an aller Bedeitung vum Wuert - ewechspären, wa se Problemer maachen oder komplett aus der Schinn sprangen.

Dat heescht, et bleift leider soss näischt wéi repressiv Moossnamen - hei heescht dat Dräibur oder souguer Schraasseg. Mir hätten do gär, dass net nei Initiativen. Zum Beispill e sou genannt Weglaufhaus, datt Jugendlecher, déi vun doheem fortlafen, opfänkt, dass se net deene falsche Leit an de Grapp lafen. Esou Strukture kann ee relativ schnell schafen an duerfir bréngen mir eng zweet Motioun eran.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- *considérant qu'un nombre croissant de jeunes éprouve le besoin de se distancer de leur milieu familial;*

- *considérant qu'un nombre non négligeable de jeunes sont en fugue et se retrouvent à la rue;*

estimant

- *que les jeunes en cas de crise ont besoin d'un endroit où séjourner afin de prendre leur distance de leurs problèmes;*

invite le Gouvernement

- *à créer un centre d'intervention de crise (Weglaufhaus) destiné à accueillir des mineurs souhaitant quitter le foyer familial temporairement;*

- *à adapter la législation afin de régler l'accueil des mineurs dans un tel centre d'accueil.*

(s.) Dagmar Reuter-Angelsberg, François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Renée Wagener.

An da fuerdere mir onbedéngt dezentraliséiert Structures fermées,

déi jonk Delinquenten wäit ewech vun de professionelle Kriminellen halen a si net mat der Etikett Schraasseg stigmatiséieren. Mir all sinn eis duerchaus bewusst, dass et grad am Beräich vun eiser Jugend haart ass un d'Problemer erunzegoen, déi sech stellen.

Op den éischte Bléck huet d'Kommissioun et sech och net liicht mat hirem Rapport gemaach. Si huet vill awer leider net all representativ Stëmme gehéiert, huet op alle Plazen Avisé geholl an huet sech Zäit gelooss, vill Zäit. De Rapport probéiert besonnesch am éischten Deel d'Schwierigkeeten ze definéieren, déi sech am Alldag stellen a vun deenen esou vill Leit, Jugendlecher wéi Erwuessener, direkt a praktesch concernéiert sinn.

Mä de Rapport geet do einfach net an d'Déift vum Problem. De Wunsch gëtt och net ausgedréckt Lacunen an eventuell Schwächen am institutionellen a legislative Beräich ze entdecken an Alternativen ze siche fir Verbesserung vizeschloen, dat heescht d'Gesetz vun 1992 iwwert de Jugendschutz ze reforméieren.

Wéi awer geet et dann am Rapport virun? Wat awer gëtt do proposéiert? Et geet einfach net duer eng Bestandsopnam ze maachen, all déi méiglech Punkten a Vueën opzeléischen, fir et dann am Endeffekt bei engem blousse Patchwork ze beloossen, dat heescht, d'Diskussionsmaterial guer net weiderzverschaffen, Lacunen ze minimiséieren oder einfach driwwer ewechzegoen a bis op e puer liicht Korrektur praktesch alles beim Alen ze loosse. Laissez les choses en état: Vum Cumul vun de Kompetenze bis hin zu der Ennerbréngung am CPL. Besonnesch, wann et em prezis Donnéeë geet, muss dës Rapport ëmmer erëm passen. Ëmmer erëm heescht et, dass et keng Chiffere gëtt, dass hei Zuele feelen oder do gesécher Angaben. Lues awer sécher kritt een dann d'Gefill, dass de Rapport sech op déi Aart a Weis erausriede wëllt. Et gëtt zwar vun de Problemer geschwat, mä et wëllt een, wéi et ëmmer erëm heescht, keng Chiffere a keng Etüd virleeden. Et gëtt sech em d'Konklusioun gedréckt.

Mä schlëmmer nach, et gëtt keng Ursacheforschung bedriwwen, stattsdesse bleift et bei simplistesche Verallgemengungen, virgefaasste Meinungen, wéi zum Beispill bei der Familie monoparentale. A schliesslech gëtt de Problem dann einfach ad acta geluecht an drop higewisen, datt leider nëmme ka gepléischtert ginn. Sou zum Beispill heescht et, Jeunes en difficultés ass eng Minoritéit, mä d'Chiffere klammen. Et leien awer keng genau Chiffere vir. Dann heescht et: „pas de recensements systématiques et intégrés de l'ensemble des dossiers concernant les jeunes en difficultés et de statistiques complètes relatives à la délinquance juvénile.“ Mësshandelt Kanner: „Il n'existe pas de statistiques officielles.“ Deeselwechte Problem, wat d'Droge ueget. Do heescht et: „difficile de se faire une idée précise de l'ampleur du phénomène et ceci d'autant plus que les statistiques ne distinguent pas entre les prévenus mineurs consommateurs de drogue et les dealers.“ Troubles mentaux et du comportement: „Nous ne disposons pas de chiffres permettant de circonscrire plus nettement l'ampleur de ce type de phénomène.“

Klammer op: Wat maachen d'Troubles mentaux et du comportement ënnert dem Punkt iwwert d'Délinquance?

Les enfants qui décrochent: Ganzer siwen Zeile sinn am Rapport iwwert déi Kanner a Jugendlechen, déi sech opginn. An da steet do: „À noter que le suicide constitue la cause majeure de mortalité chez les jeunes adultes.“ Wéi vill huele sech dann d'Liewen all Joer hei zu Lëtzebuerg? En Tabuthema bei eis. Wichteg ass dach, dass ee revol-

téiert ass a sech freet, wéi een do kann eppes ënnerhuelen. Wéi gesäit et mat der Prevention ass? Firwat ginn esou vill Kanner sech op oder décrochéieren, wéi et hei heescht? Wéi vill halen der mat der Schoul op? Wien do nohaakt, stéisst op déi penibel Tatsaach, dass Lëtzebuerg ëmmer nach um Wupp steet mat de Jugendlechen ouni Schoulfloss.

Et kéint een nach weider Beispiller ginn, awer et ass längst kloer ginn, dass een eigentlech näischt Prezises gewuer gëtt, op dat een opbaue kënt, an dass een nëmme kann allgemeng schwätzen, well eis Etüden a Statistiken feelen a mir keng verwäertbar Donnéeën hunn. Da kann een natierlech och net weiderkommen. An esou laang dat de Fall ass, gëtt näischt wierklech a Fro gestallt, a mir kënnen nëmme mat virgefaasster Meinungen operéieren ouni valabel Solutiounen ze fannen. Mir mussen eis froen, wat dat fir eng Politik ass an a wat fir enger Gesellschaft mir liewen, déi esou wéineg an hir Kanner investéiert a sech esou wéineg fir si interesséiert, dass se emol keng genee Chiffere iwwer si huet oder wëllt hunn. An dofir bréngen mir Gréng hei eng drëtt Motioun eran, fir deem endlech ofzehlfehen.

Motion 4

La Chambre des Députés,

considérant

- *que nous manquons cruellement de statistiques et d'études régulières et systématiques concernant les jeunes en difficulté;*

- *que nous manquons de statistiques complètes relatives à la délinquance juvénile et que les statistiques sur les actes de délinquance ne sont en principe pas ventilées selon l'âge;*

- *qu'il n'existe pas de statistiques officielles relatives au nombre d'enfants victimes de violence et autres abus et négligence;*

- *que les statistiques concernant les délits de drogue ne distinguent pas entre consommateurs et dealers, ne rendent pas compte du type de drogue consommée ou/et détenue, ni si la consommation ou/et la détention était régulière ou occasionnelle;*

- *que nous ne disposons pas de chiffres concernant les troubles mentaux et du comportement chez les jeunes;*

- *qu'il est difficile d'évaluer l'ampleur de l'ensemble des difficultés graves vécues par les enfants et adolescents;*

invite le Gouvernement

- *à encourager la police de ventiler davantage les catégories d'infractions en indiquant à l'intérieur de chaque catégorie le pourcentage de mineurs;*

- *à faire conduire une étude sur les enfants victimes de violence et autre abus;*

- *à faire réaliser une étude sur la consommation de drogues et d'alcool des jeunes;*

- *à faire conduire des études épidémiologiques qui évaluent systématiquement et périodiquement l'état de l'ensemble des problèmes des enfants et des adolescents.*

(s.) Dagmar Reuter-Angelsberg, François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Renée Wagener.

Wann ee wëllt, da kann ee sech awer iwwer eis jonk Matmënschen informéieren, et kann een op se duergoen a mat hinnen direkt schwätzen. Et kann een awer och d'Aen ophalen a kucken, wat alles dorëmmer leeft, an et kann ee sech mat deene Leit beroden, déi all Dag um Terrain schaffen. Wéi grave d'Situatioun hei am Land ass, huet enner anerem och de Rapport vum Ombudskomitee fir d'Rechter vun Kand gewisen, dee virun eng knapper Woch presentéiert ginn ass.

Den Ombudskomitee, dee virun engem Joer an d'Liewe geruff ginn ass, ass e Beispill vun enger neier Initiativ. Wat dëse Komitee an engem Joer geschafft huet, oder déi ganz verschidde Problemer, op deen hien an dësem Joer gestouss ass, beweisen net nëmmen, wéi grouss d'Daseinsberechtigung vun esou engem Komitee ass, mä och, dass et déck Zäit gétt wierklech eppes ze ënnerhuelen. An deem Zesammenhang wär et wichtig, dass d'Konvention vun de Kannerrechter nach méi public gemaach gétt an hir Dispositionen applizéiert ginn. Och do reechen ech eng véiert Motioun an.

Motion 5

La Chambre des Députés, considérant

- la Convention relative aux droits de l'enfant, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 20 novembre 1989;

- que le Luxembourg a ratifié ladite convention le 20 décembre 1993;

invite le Gouvernement

- de rendre directement applicable la Convention relative aux droits de l'enfant.

(s.) Dagmar Reuter-Angelsberg, François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Renée Wagener.

Mir fannen, dass de Rapport vun Ombudskomitee e wichtigen Zousatz zu dësem Rapport vun der Kommissioun ass, an zesumme mat der Broschür „Das Wohlbefinden der Jugendlichen in Luxemburg“ vun 2002 a mam Rapport sur la jeunesse au Luxembourg vun 2001 eng ganz aktuell Luucht op déi besteend Problemer wërf. Esou muss ee generell klorstellen, dass d'Situatioun vun de jonke Leit hei am Land net esou ass, wéi se soll sinn, an dass dat am Fong elo awer nëmmen e Spigelbild vun eiser allgemenger Desorientéierung ass.

Wa mir vun de Problemer vun de jonke Leit schwätzen, sollte mir net vergiessen, dass mir automatesch och d'Welt vun den Erwuessene kritesch ënnert d'Lupp huele mussen, eng Welt vun den Erwuessenen, wou et och zwou Säite gétt: Op där enger Säit déi engagéiert Leit, déi jonke Mënsche wierklech zur Stoe wëllen a si iwwer all Problemer ewech mat Respekt behandelen, hinnen éierlech nolauschten an hinnen hir Dignitéit loossen. Fir si heescht hëlfelechen net erniddregen.

Op där anerer Säit stinn awer déi, déi kaum Versteesdemech weisen, déi am Émgang mat de jonke Leit ëmmer erëm vun deeneselwechte Viruerteeler a Paragraphen ausginn an eigentlech kengem eng Chance loossen, mä zum Schluss ëmmer erëm just repressiv virgoe wëllen. Fir si heescht hëlfelechen, dass de Jugendlechen eigentlech net ze hëlfelechen ass.

Un der Politik ass et, net ze kapituléiere virun deene Préjugéen, deem falsche Verhalen oder och deem Je-m'en-foutismus op esou ville Plazen, mä déi Leit ze ënnerstëtzen, déi eng positiv Approche hunn, déi sech éierlech, décidéiert an och flexibel op alle méigleche Pläng asetzen an dobäi eben net hir eegen Interessen am Mëttelpunkt gesinn. Un der Politik ass et deene Leit e Kader ze setzen, an deem se sénnvoll schaffe kënnen a wou d'Gefore vun der Iwwerfuederung, vum Burn-out oder vun der alldeeglecher Frustratioun op e Minimum reduzéiert ginn.

Trotz deenen immense Schwieregkeeten um Terrain gétt et nach ëmmer genuch Leit, déi hiren Idealismus bewahrt hunn: Mir mengen, dass dat nach ëmmer de Gros vun de Leit um Terrain ass, an de Schoulen, an de Foyeren, op alle Plazen, wou sech ëm jonk Leit gekëmmert gétt. Dann dierf de Gesetzgeber esou Leit net duerch allze anengend Paragraphen immobiliséieren an entmündegen, se duerch eng allze knapp a restriktiv

Finanzpolitik einfach desillusio-néieren a si mat Aarbecht zouschëdden, wéi et zum Beispill zu Dräibuer zënter Jore geschitt, esou dass si sech op kuerz oder laang futti schaffen.

Do fanne mer dann déi Automatismen erëm, déi sech am Moment duerchgesat hunn an déi an der deeglecher Praxis oft discouragéieren, d'Responsabilitéit op déi falsch Plaz verleeën an einfach keng sénnvoll Aarbecht méi méiglech maachen.

Et dierf einfach net méi sinn, dass zu Dräibuer jonk Leit, déi perséinlech oder familiär Problemer hunn, zesummegeat gi mat jonke Leit, déi géint d'Gesetz verstouss hunn. Et ass eng Ongeheierlechkeet, dass e jonke Mënsch, deen zum Beispill doheem mësshandel gouf, duerfir doheem erausgeholl an dann op Dräibuer bruecht gouf, zu Dräibuer zesummegekënt mat engem anere jonke Mënsch, dee selwer Mësshandlung gemaach huet asw., an duerfir op Dräibuer komm ass. Dass esou eng Vermëschung an esou en Zesummeleech vun Af-fir an Täter méiglech gouf, ass net ze verantworten.

Grad Dräibuer ass an allen Hisiichten en ofschreckend Beispill, wéi an der Vergaangenheet verfuere gouf. Ze wéineg Personal, dat dofir hoffnungslos iwwerfuert war an ass, a vill vun de beschte Leit, déi mat ganz guddem Willen an hir schwierig Aufgaben erugaange sinn, hu schliesselech d'Handduch geworf.

Dofir reeche mir eng lescht Motioun eran, fir en Audit iwwer Dräibuer ze maachen.

Motion 6

La Chambre des Députés, considérant

- que le CSEE de Dreibern est devenu une institution où se côtoient aussi bien des enfants victimes de maltraitances ou de carences dans leur milieu familial que des délinquants multirécidivistes ayant accompli des faits graves en passant par des jeunes souffrant de problèmes psychologiques;

- la situation de travail difficile et les problèmes de communication au sein du CSEE de Dreibern;

invite le Gouvernement

- à faire réaliser un audit sur le fonctionnement du centre socio-éducatif de Dreibern;

- à évaluer si le modèle est encore adapté aux besoins et défis actuels en matière de prise en charge des jeunes.

(s.) Dagmar Reuter-Angelsberg, François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Renée Wagener.

Anerersäits muss d'Politik awer och de Courage hunn d'Leit an och d'Allgemengheet virun hir Verantwortung ze stellen. Et géllt net an e bëllege Populismus ze verfallen an dem onsozialen Denken, dat sech leider op ville Plazen dobausse manifestéiert, och nach Rechte ze ginn. Do mierkt een, dass d'Aart a Weis, wéi mer mat jonke Leit ëmginn, sech dann och am Émgang mat anere Problemfäll oder mat soziale Randgruppe bestätegt.

Beispiller fir déi falsch Automatismen sinn den Émgang mat der Autorité parentale oder de Recours op de CPL vu Schraasseg fir Mannerjäreger. Do fanne mer dann och d'Schwaachstelle vun dësem Rapport a vun de Léisungsvirschléi, déi e virgesäit.

Hei muss een och de Sproochgebrauch vum Rapport kritiséieren. Et ass eng Ongeheierlechkeet, dass déi Leit, déi der bishereger Jugend kritesch géigeniwwer stinn an déi haaptsächlech vum Terrain kommen, als Détracteurs bezeechent ginn. Esou en Term verréit e fundamentaalt, ondemokratescht Denken an erënnert bal un den Émgang mat Dissidenten am ehemolegen Ostblock.

An enger demokratesch gefouerter Diskussioun gétt et aner Termen, fir deen ze bezeechen, deen net op dem festgefueerene Gleis fiert. Am Gebrauch vun esou enger Sprooch spiert een dann och d'Polariséierung, déi leider oft spillt téschent de Leit um Terrain, déi do Sozialaarbecht leeschten an all Dag erlieden, wat lass ass, an duerfir guer net esou en de Modell Lëtzebuerg gleewen, an de Magistraten, wouvun, laut dem Rapport, eng grouss Majoritéit fënnt, dass zu Lëtzebuerg e «système convaincant et efficace» ass.

Nach eng Keier zu der Autorité parentale. An engem demokratesche Land ass den Transfert vun der Autorité parentale esou einfach net méi ze verrieden. Wann d'Autorité parentale direkt op de Foyer fällt, da ginn d'Eltere komplett déresponsabiliséiert. Déi betreffen Elteren hu kee Recht méi. Do soll e Riichter entscheiden, ob den Transfert vun der Autorité parentale virgeholl gétt, an et dierf net wéi bis elo automatesch geschéien. D'zentral Iddi ass de Kanner-schutz. Do si mer eis all eens. Mä schützt een d'Kanner esou, dass een d'Eltere mat responsabiliséiert oder ass et esou, dass een d'Kanner ëmmer muss géint d'Eltere schützen? Wann et op deem Plang besser wär, dass e Riichter d'Entscheidung trëfft, da muss een awer och op engem anere Plang sech froen, ob verschidden Affären ëmmer nach direkt viru Geriicht musse kommen. Soll een net massiv an en Ausbau vu Berodungsstellen investéieren? Soll een net emol direkt en Inventaire maachen, wat fir eng Hëllefstrukturen et gétt, fir déi besser ze koordinéieren? Well och dat ass e grouse Problem, dass déi besteend Strukturen oft nëmme ganz schlecht zesummeschaffen an hir Aarbecht kaum openeen ofstëmmen.

Beim Jugendgericht bleiwe mer weider der Meenung, dass Entscheedungen net méi vun engem Juge eleng geholl solle ginn, mä vun engem Gremium, an deem och Verrieder aus dem sozioedukative Beräich setzen. Ausserdeem missten déi Beschless regelméisseg iwwerpréift ginn. Et ass an eisen Aen einfach net wouer, dass do duerch d'Prozedur méi komplizéiert gétt. Och dee beschte Jugendrichter kann enges Dags iwwerlaascht sinn a säi klere Kapp verléieren. Wann ee kuckt, wat do un Aarbecht ufällt an deeselwechte Riichter responsabel ass fir de Suivi vun allen Décisionen, da freet ee sech, wéi hien dat alles maache kann, oui enges Dags iwwerfuert er sech. Vill Leit um Terrain bestätegen, dass mer Chance mat eise Jugendgericht hunn, mä wéi wichtig et awer och wär, wann do eng Hëllef dobäikéim.

De Rapport schléisst optimistesche a positiv, mä mir kënnen dat net deelen a gesinn doran eng geféierlech Selbsttäuschung. Mir Gréng wëllen nei Perspektive sichen an ubidden an dese Rapport kapituléiert do.

Ech soen lech merci.

■ **M. le Président.** - Als nächste Riedner ass den Här Jean-Paul Rippinger agedroen. Den Här Rippinger huet d'Wuert.

■ **M. Jean-Paul Rippinger (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ech déi Kritikke vun sozialistesche Spriecher zu dësem Débat d'orientation an och zu dësem Rapport gesinn an héieren hunn, da fannen ech se awer relativ lächerlech. Hei ass eng Kommissioun, déi ënnert dem Virsätz vum Här Weiler eng formidabel, eng excellent Viraarbecht gemaach huet, och conforme zu deem, wat déi zwou Majoritéitsparteien an hirem Regierungsaccord ofgemaach haten.

Et steet do dran: «La loi sur la protection de la jeunesse sera réformée dans le cadre d'une analyse approfondie des problèmes de la jeunesse.» Et hätt där viregter Regierung vläicht gutt ugestanen dat ze maachen, dann hätte mer dat elo scho kënnen an d'Législatioun ëmsetzen. A wann dat och dräi Joer gedauert huet, muss ech soen, déi vill Leit déi gehéiert si ginn, déi sech do konnten ausdrécken an hir Meenung soen, ass a mengen Aen eng ganz gutt Saach gewiescht, an et géllt elo, vläicht net fir dës Legislaturperiod, mä d'Regierung huet awer de Meilestee gesat, fir dass an där nächster Legislaturperiod déi fundamentale legislativ Ännerunge kënnen duerchgezu ginn, déi sech aus dësem Rapport an aus dësem Débat d'orientation erginn.

Wann ee sech d'Affär géing einfach maachen, besonnesch fir déi Leit, déi hei op der Tribün esou vill Kritiken ubruecht hunn, da bräicht een am Fong eholl nëmmen den Interview vun dem Procureur d'État adjoint, der Madame Goniva, déi Dag fir Dag um Terrain sech mat de Problemer vun der Jugend ausenaner setzt, virzeliesen. Si seet: „Mat deem aktuelle Gesetz si mir séier zefridden. Et feelen awer Infrastrukturen. Mir kënnen net systematesch all pathologesche Fäll an d'Ausland schécken. Es fehlt eine geschlossene Anstalt für Minderjährige. Dann haben wir ein großes Problem mit Gerichtsexperten. Immer mehr Psychiater lehnen es ab mit uns zusammenzuarbeiten, weil der Staat offenbar zu niedrige Tarife zahlt.“ Dat heescht, wa mer eleng nëmme Konklusionen doraus zéie géifen, bräichte mer eigentlech relativ wéineg ze änneren.

Ech wëll awer nach eis Meenung soen zu deem méi legislativ juristeschen Aspekt vun deem, wat an der Kommissioun zesummegebroe ginn ass. Kritiker soen och, dass an der Gesetzgebung, notamment am Gesetz vun 1992, Sanktioune virgesi wäeren, déi am Fall wou e Jugendlechen eng Infraktioun gemaach huet, disproportionéiert wäer par rapport zu der Infraktioun selwer, an zwar an där Hisiicht wou d'Gerichter kënnen Placements decidéieren, déi net an der Zäit limitéiert sinn a kënnen iwwer d'Majoritéit vun dem Jugendlechen erausgoen. E puer Kritiker hunn esouguer uklänge gelooss, dass e Mineur kennt theoretesch méi schwéier sanktionéiert gi fir eng Infraktioun wéi e Majeur.

Dann hätt déi aktuell Gesetzgebung och net genuch Garantien. Esou ass zum Beispill kee Recours fir eng gewësse Rei vun Décisionen virun de Gerichter méiglech. Des Weidere kënnen a gewësse Fäll och Décisionen geholl ginn a d'insu vun deene concernéierte Leit, an deemno oui de Principe du contradictoire ze respektéieren. D'Kommissioun huet jo am Kader vun der Analys vun dëser Gesetzgebung och aner Approchen am Fall vun der Jugendgesetzgebung analyséiert, dat heescht, esou wéi se och an anere Länner gellen. Lëtzebuerg an d'Belsch sinn déi eenzeg Länner, déi eng reng protektionell Approche an hirem Jugendschutz hunn. Dofir heescht d'Gesetz jo och Jugendschutz.

Esou gesäit en anere Modell, de Modèle punitif, vir, dass de jonken Délinquant ab engem bestëmmten Alter als pénalement responsable géllt, esou gétt seng Strof proportionell zu senger Faité gemooss. De Mode sanctionnel huet als Grondiddi déi, dass de Jugendleche realiséiere soll, dass seng Strof eng Reaktioun vun der Gesellschaft ass, op de Fait, dass hien d'Gesetz net respektéiert huet. Wa mir also op de Wee vun esou enger Législatioun géife goen, géif dat am Endeffekt heeschen, an ech gebrauche jo de Conditionnel, dass mer missten e Strofrecht fir Jugendlecher aféieren.

D'Kritiker vum Lëtzebuerg Modell mengen, dass duerch eis Gesetz-

gebung weder d'Kanner nach d'Eltere motivéiert ginn, fir eppes an hirer Situatioun ze änneren. Dat aktuell Gesetz dréit och net onbedéngt zur Responsabiliséierung vun den Eltere bäi. Et ass zum Beispill virgesinn, dass d'Elteren hir Autorité parentale verléieren, wann hir Kanner placéiert ginn. Esou gétt et natierlech schwéier, fir d'Integratioun vun de Kanner an hirer Famill ze fuerderen. Munch Eltere maache sech et einfach. Wann hir Kanner op de falsche Wee komm sinn, dann ass et eben d'Gesellschaft, déi sech soll ëm se këmmen. An dat fannen ech net gutt, an do geet et och net eleng duer, deen eigentlech symbolesche Schrëtt ze goe vun der Oferkennung vun der Autorité parentale.

Déi concernéiert Leit aus dem Secteur vun de Kanner mengen, dass d'Protektioun vun de Kanner primordial ass, dat heescht, den Droit à la protection, mä dass et awer och wichtig ass, fir d'Elteren an d'Kanner an dësem Prozess aktiv mat drun ze bedeelegen. Mir hunn eis an der Kommissioun - ech sinn zwar eréischt an der leschter Sëtzung dobäi gewiescht aus deenen Émännerungen, déi an de Majoritéitsparteie virkomm sinn - ausgesprach a gesot, dass eis Gesetzgebung gutt ass, well se géif géint d'Délinquance juvénile ugoen, andeem probéiert gétt d'Ursaache vun dëser Délinquance ze bekämpfen. Dat ass wuel an der Majoritéit vun de Fäll e Problem an der Famill, ech mengen awer, dass een am Kader vun enger Modifikatioun vun eiser Gesetzgebung oder enger eventueller Modifikatioun vun der aktueller Gesetzgebung, déi jo elo eppes méi wéi zéng Joer besteet, trotzdeem déi Froen, déi vun de sozialen Acteuren opgeworf gi sinn, net soll négligéieren an och soll probéieren fir d'Veantwortung esouwuel vun den Eltere wéi och vun de Kanner ze fuerderen.

Soen ech lech eppes Neies, wann ech hei behaapten, d'DP setzt sech dofir an, dass d'Leit solle Verantwortung iwwerhuelen?

(Interruption)

A vill Leit hu jo gesot, Här Glesener, a geschriwwen, dat wär net prezis genuch. Mä hei ass et awer ganz prezis wann ech soen, d'Eltere mussen fir hir Kanner a fir dat wat hir Kanner maachen hir eege Verantwortung huelen, well Kanner erzéien heescht Verantwortung iwwerhuelen. Deemo misst eis Gesetzgebung och probéieren fir dës Kritären an d'Realitéit ëmsetzen.

Ech froe mech des Weidere, ob ee sech vläicht an dësem Fall net och kennt un der Iddi vun der Éducatiounsministesch inspiréieren, déi jo an der Schoul d'Iddi vun engem Kontrakt téschent deene verschiddenen Acteure propagéiert. Dat sinn an der Schoul d'Léierpersonal, d'Elteren an d'Schüler. Dat wär deemno vläicht am Kader vun där heiteger Debatt eng Iddi, fir och esou e Kontrakt téschent den Institutionen, den Elteren an de Kanner ze maachen. Esouguer de Procureur d'État adjoint, vun deem ech virdu geschwat hunn, seet dat och an deem Interview. „Also ich versuche herauszufinden wie es den jungen Leuten geht. Dann schließen wir einen Vertrag ab. Sie verpflichten sich besser nach ihrem Elternhaus, Gesundheit, Schule und Hobbys zu schauen.“ Dat wär also eng Iddi, fir se an der Législatioun ze konkretiséieren.

Wat sinn elo déi puer Mesuren, mat deenen ee kennt punktuell Modifikatiounen an eis Législatioun erabringen?

Éischstens d'Limitatioun vun de Mesures de garde provisoire. Den Artikel 25 vum Gesetz vun 1992 gesäit vir, dass de Jugendrichter oder de Procureur d'État kann en urgence an am Fall vun exceptionellen Zoustänn provisoiresch Mesures de garde huelen. Dës Mesur sinn awer net an der Zäit limitéiert, an d'Gesetz gesäit och keen Delai vir an deem dës Mesur

misst kontradiktoresch diskutéiert ginn. Dës Situatioun ass schwéier kompatibel mat dem Droit de la défense, an dofir plädéiert d'Kommissioun à juste titre, géing ech soen, och fir eng Limitatioun vun de provisorische Mesuren, déi de Richter kann huelen, op sechs Méint.

D'Reduktioun vum Délai de révision facultative vun engem Joer op sechs Méint, a vun der Révision légale obligatoire, vun dräi op ee Joer, vun de Mesuren, kënnen vun der Jurisdiction de jeunesse, also vun dem Jugendrichter geholl ginn. Am Prinzip sinn d'Mesuren, déi vun dem Jugendgericht geholl ginn, net an der Zäit limitéiert, ausser wann de Mineur groussjäreg gëtt, a si halen normalerweis dann op, wann d'Mesure eigentlech hiren Objektiv erreecht huet. Mä wéini huet se hiren Objektiv erreecht?

Dës Mesurë kënnen awer reviséiert ginn, esou kënnen d'Elteren oder déi Leit, déi d'Garde hunn, no engem Joer froen eng Revisioun oder e Report vun de Mesuren ze froen. D'office kënnen dës Mesuren awer och no dräi Joer reviséiert ginn.

D'Kommissioun mengt zu Recht, dass dësen Délai ze laang ass a fuerdert dofir, dass deen Délai de révision facultative reduzéiert gëtt, genau wéi och den Délai de révision obligatoire. Esou kann de Sui-vi, an dat ass jo och vu villen hei op der Tribün gesot ginn, vu verschiddenen Affäre besser assuréiert ginn.

Ech brauch net ze insistéieren, well dat och meng Virriedner gesot hunn, d'Assistenz vun engem Affekot an d'Mise à disposition vum Dossier. D'Présenz vum Affekot an alle Fäll an ëmmer, dat schéngt mer eng wichteg Mesure ze sinn, an der Mesure wou de Jugendrichter awer och nach aner grave Décisiounen muss huelen. Ausser déi vun enger Infraktioun, muss och an deene Fäll virgesi ginn, dass dem Mineur seng Intérite kënnen duerch en Affekot, duerch e Rechtsverteideger also, assuréiert ginn.

D'Méiglechkeet als véierte Punkt fir eng Contre-expertise ze froen, oder esouguer fir Zeien ze héieren. Zum Beispill och fir eng Étude de personnalité vun dem Jugendliche oder vum Mineur ze froen. Dës Etüd gëtt ganz oft duerch eng Enquête sociale vum SCAS oder duerch eng medezinesch oder psychiatresch Etüd gemaach. D'Gesetz gesäit awer näischt vir iwwer eng Contre-expertise oder iwwert d'Unhéierung vun Zeien.

Och wann am Fall vun enger Enquête sociale all Partei gehéiert ginn, esou wier et awer net falsch, fir d'Méiglechkeet vun enger Gégenexpertise virzugesinn. Dës Modifikatiounen schéngen an eisen Ae ganz wichteg ze sinn.

Da kënt de Problem vun der Mediation. Do zitieren ech nach eng Kéier d'Madame Goniva: „Wenn ich aber will, dass der Jugendliche seine Tat verarbeitet, dann schalte ich das Schlichtungszentrum ein. Dort muss er sich darüber bewusst werden, dass es nicht die Allgemeinheit oder eine Versicherung ist, die für seinen Schaden aufzukommen hat. Dieser wird ihm auch von Vertretern der Geschäftswelt, die beim Projekt mitmachen, erklärt.“

Mir hu jo de 6. Mee 1999 e Gesetz fir d'Médiation pénale virgesinn. An dofir sinn ech der Meinung, dass een och e Recours soll huelen am Kader vu Jugendliche, déi d'Gesetz iwwerschratt hunn, oder net respektéiert hunn, fir an enger éischer Phase an enger éischer Approche eben déi Médiation pénale kënnen ze maachen. Well mir gesi jo, dass déi och elo vun dem zustännege Procureur général d'État ënnerstëtzt gëtt.

Da stellt d'Fro sech: Prisong vu Schraasseg oder Dräibuer? Do wou all Mesuren net méi dengen, muss ee sech awer och d'Fro stellen, wéi een de jugendlechen Délinquant am beschte ka betreien.

D'Kommissioun huet festgehalten, an dat schéngt hei zu verschiddenen Diskussiounen Ulass ze ginn, dass dat soll an enger Structure fermée fir mannerjäreg Délinquance gemaach ginn, an ënnerstëtzt der Regierung hir Initiativ, fir dat zu Dräibuer ze maachen. Dohinner sollen nëmme Mineure kommen, déi sech enger graver Infraktioun schëlleg gemaach hunn. Et ass wichteg, dass d'Missionen vun dëser neier Struktur genau am Gesetz festgeschriwwen ass, an dass hir Missionen net nëmme déi ass vun enger Mesure de garde. Hir Haaptmission muss nämlech an esou gegebenfalls mat hirer Famill ze probéieren fir se an d'Gesellschaft anzegliedern.

An deem Kontext stellt sech natierlech och d'Fro, ob een déi Jugendleche soll och an de Prisong op Schraasseg bréngen: falls een dat mécht, dann awer nëmme an enger ofgetrennter Struktur an nottamment an engem separate Block, deen da fir déi Jugendleche virgesinn ass, nottamment och während der Détention préventive, fir dass se net a Kontakt komme mat normalen oder aneren Délinquanten.

Et ass hei vu menge Virriedner ganz wéineg vun der Drogeproblematik geschwat ginn.

■ **Une voix.** - Ouh, ouh!

■ **M. Jean-Paul Rippinger (DP).** - Jo, et ass ugedéit ginn, mä awer wat d'Solutiounen ubelaangt hunn ech net ganz vill héieren. Et ass e Phänomeen, dee bei eis am Land net ze verkennen ass. Et geet een dovunner aus, dass an deene leschten zéng Joer d'Consummation vun den illegalen Droge staark eropgaangen ass. Wat de Kontakt mat den Drogen ugeet, geet een zum Beispill dovunner aus, dass 1999 27% vun de 15- bis 16-Jährege scho Cannabis konsumméiert hunn. Wann et och fir d'Jugendlecher bei deene méi doucen Droge bleibt, sou stellt een awer fest, dass och e puer vun hinnen sech méi an den Drogekonsument erasteigere, an et ass jo och gesot ginn, dass dat deelweis entsteet duerch de Milieu, dass dat an deem Sënn eben évoluéiert. Leider sinn d'Statistiken an dëser Matière net ganz prezis an ausschlaggebend, mä et ass awer e Fait, dass déi Jugendleche vun haut méi illegal Droge konsumméieren an dass dës Consummation och ëmmer relativ fréi ufänkt.

Ech muss awer soen, dass mer och wäertvoll Preventiounsaarbecht, déi am Kader vun der Drogensucht gemaach gëtt, mussen hei konstatiéieren an och ënnerstëtzen. Ech denken do zum Beispill un de globalen „Projet de prévention primaire“ an un d'„Intervention de crise“, déi an de Schoulen en place gesat gi sinn. Déi Responsable vum Ministère de la Santé si sech der Problematik vun den Droge wuel bewusst a si probéieren och alles fir den Toxicomanen ze hëllefen a se erëm duerch d'Traitement an d'Gesellschaft eranzefügen. Esou sinn am Plan d'action 2000-2004 - also während dëser Legislatur - dës Prioritéite festgehale ginn: éischtens, d'Kreatioun vun therapeutischen Annexen, nottamment fir stabiliséiert Toxicomanen an aner spezifesch cibléiert Gruppen, déi an d'Aktivitéite vu Manternach integréiert ginn, zweetens, en „Réseau d'aide au logement“ fir déi Toxicomanen, drëtens, d'Kreatioun vun engem „Centre d'accueil d'urgence“ fir d'Toxicomanen.

D'Kommissioun huet awer och de Volet vun Therapieplazen ënnersicht, déi jo zu Manternach ugebued ginn, a mengt dass déi aktuell Situatioun der Offer net nokënn. D'Kommissioun mengt an hirem Rapport och, dass et wichteg ass fir méi Strukturen fir d'Postcure ze schafen. An enger Question parlementaire, déi mäi Kolleg Bettel am März vun dësem Joer

gestallt huet an déi spezifesch iwwert d'„Cure de désintoxication“ gaangen ass, goufe vum Minister Carlo Wagner folgend Remarque gemaach - an ech insistéieren dorobber, well een domadder beweise kann, wat op deem Secteur schonn an dëser Legislatur gemaach ginn ass -: Et ginn am Moment hei zu Lëtzebuerg fënnf Plazen, wou een esou eng Désintoxication ka maachen, dat ass den CHL, d'Klinik Ste Thérèse, also d'Zithaklinik zu Lëtzebuerg, den Hôpital de la Ville d'Esch-sur-Alzette, d'Klinik St Louis zu Ettelbréck esouwéi de Centre hospitalier neuropsychiatrique. Am Joer 2001 hunn 295 Leit esou eng Kur gemaach, dës Zuel ass säit 1994 stabil.

Wat elo Manternach ugeet ass et esou, dass déi, déi do wëllen higoen, als Éischt mussen e „Sevrage physique“ maachen. Manternach huet jo als Zil fir den ehemolegen Toxicomanen ze hëllefen, fir dass se sech erëm an d'Gesellschaft afügen. Och hei op dësem Secteur ass vill gemaach ginn, mä dësse Fléau vun der Toxicomanie kann een net eleng mat Preventioun bekämpfen, haaptsächlech awer mat Preventioun, well et sech jo do essentiellement ëm krank Leit handelt.

Dat gesot, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mengen ech nach eng Kéier kënnen ze soen, dass déi Kommissioun eng excellent Aarbecht gemaach huet, dass se, och wann et dräi Joer gedauert huet, déi Zäit huet missen hunn, an dass mir d'accord si mat punktuellen Modifikatiounen a mat der Kreatioun vun neie Strukturen, och esou wéi dat an der Motioun steet, déi ech mat ënnerschriwwen hunn an déi vun de Majoritéitsparteien erabruucht ginn ass. Mir ginn eisen Accord dozou. Ech soen lech merci fir d'Nolauschteren.

■ **M. le Président.** - Als zweet Riednerin ass d'Madame Lydie Err agedroen. D'Madame Err huet d'Wuert.

■ **Mme Lydie Err (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn net Member an där Kommissioun gewiescht, déi zënter véier Joer op dësem Dossier schafft, an ech intervenéieren dofir an dëser Debat nëmme just op engem Punkt, deen d'„Proposition concrète de réforme“ ubelaangt, op de Säiten 39, 40 an 41, nottamment déi Kapitel, déi vun der Mediation schwätzen, zu deenen ech mech bal forcéiert spieren, dat eent oder dat anert ze soen. Elo net nëmme zu deenen Aussoen, déi am Rapport selwer stinn, mä no deem wat haut de Moien op dëser Tribün gesot ginn ass.

Notamment ass gesot ginn, vun der Rapporterin, d'Riichtere sinn net do fir den Dialog tëschent de Kanner an den Elteren ze pronéieren, an am Rapport op der Säit 41 steet eppes vun engem „Recours obligatoire“ un d'Mediation, déi soll ageschriwwen ginn an d'Jugendschutzgesetz vun 1992. An ech mengen, dass do Saache sinn, déi schlecht verstane ginn an déi derwäert sinn hei richteg gestallt ze ginn. E „Recours obligatoire“ un d'Mediation, dat heescht, dass et keng Mediation gëtt. Also kann et net sinn, dass d'Jugendschutzgesetz géing eng obligatoresch Mediation kënnen virgesinn.

Mir hu schonn am Titel vum Gesetz de Charakter vum Gesetz determinéiert, an zwar Jugendschutzgesetz, an do wëllt ech dann och op eng prinzipiell Schwierigkeet hieweisen, déi mat esou engem Gesetz iwwerhaupt besteet am Zusammenhang mam Recours op eng Mediation. Jugendschutzgesetz, dat heescht, dass de Jugendlechen net virun allem soll responsabaliséiert ginn, mä virun allem soll

geschützt si viru sech selwer eventuell, virun der Gesellschaft oder viru wat och ëmmer, mä dat heescht eigentlech net, dass e soll responsabaliséiert gi fir dat wat e gemaach huet, or ass dat d'Essenz vun der Mediation.

Wa mer also - an dat wier op jidde Fall och meng Iwwerzeugung - der Meinung sinn, dass och am Jugendberäich d'Mediation misst ausgebaut ginn, da misst een eng fundamental Iwwerleeung ustellen, ob de „Caractère protectionnel“ vun eiselem Jugendschutzgesetz dee Moment nach ubreucht wär. Wann een dann zur Konklusion kënn, dat wär net de Fall - an dat wär eng vu menge Konklusionen, contrairement zu deem wat an der Motioun steet, déi den Här Rippinger elo grad hei presentéiert huet - da wär et eng logesch Schlussfolgerung, dass niewent der „Assistance éducative“ vun den Elteren en Ausbau vun der Mediation vun de Jugendleche géif kommen, mä da muss een awer och wëssen, dass deen Ausbau vun der Mediation esou sollt geschéien, dass en a kengem Fall kënn obligatoresch gemaach ginn, wéi dat hei steet. Eng obligatoresch Mediation ass eng „contradictio in se“ well dat géif heeschen, dass dat, wat d'Leit sollen aus eegenem Bestriewen an aus eegenem Autonomiebedürfnis ustelle fir eege Problemer an hir eegen Hänn ze huelen an eng eegestänneg Léisung ze fannen, géing zunichte gemaach ginn do-duerch, dass ee se kéint dozou forcieren.

Ech mengen net, dass een een zu enger Autonomie an zu enger Responsabilisatioun ka forcieren; och e Gesetz, eng Instanz, ob dat elo de Jugendrichter ass oder wien och ëmmer. De Parquet kann een invitéieren seng Problemer, oder d'Léisung vu senge Problemer selwer an d'Hand ze huelen, e kann een a mengem Aen awer kengfalls dozou forcieren. E Gesetz wat géing en obligatoresche Recours op d'Mediation virgesinn, domadder wier d'Essenz vun der Mediation selwer a Fro gestallt.

Da steet nach am Rapport, wann d'„Autorités judiciaires“ eng Mediation géingen ustriewen, recommandéieren, da misst déi „Autorité judiciaire“ informéiert gehale ginn „de l'évolution de la situation ainsi que du résultat de la médiation et de ses causes“. Dat heescht an anere Wieder, wa vum Gericht, vum Parquet aus eng Mediation géing suggeréiert ginn, déi géif gemaach ginn, da misst dee Rapport duerno zréck op de Parquet oder bei de Richter kommen, mat allen Detailer vun deene Gespréicher, déi an der Mediation stattfonnt hunn. Dat heescht net nëmme mam Resultat, wat eventuell zustane komm ass, mä eventuell och fir d'Ursaache vum Resultat, fir d'Propositiounen, déi um Dësch louchen, fir en Accord, deen akzeptéiert ginn ass vun deem engen, eventuell net vun deem aneren, iwwert d'Ursaache vum Refus an esou weider, an och dat géif heeschen e komplett Verkenne vum Mechanismus vun der Mediation, wou eben d'Confidentialité een Haaptelement dovunner ass.

Mediation soll eppes bréngen, an am Fall vun de Jugendlechen ass dat sécherlech keng Exception par rapport zum Cas général, mä da muss se net nëmme komplett fräiwëlleg sinn, da muss se och komplett confidentiel sinn, an dat ass souguer eng vun deenen eenzegen essentielle Konditiounen, déi souguer an eiselem aktuelle Gesetz iwwert d'Médiation pénale drastinn. Et zirkuléieren also hei an de Käpp lertümmer iwwert d'Mediation, wou ech wëll profitéieren vun dësem Rapport, fir se aus dësem Kontext erauszehuelen an e puer Iddien ze klären.

Et geet dann och Rieds vum Centre de médiation, dee vill Jugendarbecht mécht am Zusammenhang mam Jugendparquet vum Parquet Lëtzebuerg, an da gëtt opgezielt, wat d'Missionen vun

deem Centre de médiation sinn. Et gëtt op enger anerer Plaz gesot, wann da soll d'Jugendschutzgesetz - wéi gesot eng Aberratioun - eng obligatoresch Mediation fir Jugendlecher virgesinn, da misst d'Servicer ausgebaut ginn, an et gëtt sech d'Fro gestallt, ob ee soll eng Multiplikatioun vu Servicer maachen, oder ob ee soll de Centre de médiation, deen actuellement déi Jugendarbecht haaptsächlech mécht, ausbauen.

Ech wëll warne virun der Prolifération vu Strukturen, déi mir de Moment hunn, a wou mir hei héieren hu vu Leit, déi an deem Milieu schaffen, dass heiansdo deen een net weess, wat deen anere mécht. Ech warnen dovir, fir elo och um Gebitt vun der Mediation nach nei Strukturen ze schafen. Mä et ass dofir ze suergen, dass déi Strukturen, déi bestinn, ausgebaut an ausstafféiert ginn, personell a finanziell, esou dass se eventuell e Méiopwand vun Aarbecht kënnen mat enger selwechter Qualität weiterféieren.

Ech géif also dovir warnen, dass all eenzelne Service säin eegene Mediationszenter géif opmaachen. Ech géif och mir erlaben ze soen, dass wann et de Moment de Mediationszenter vum Lëtzeburger Barreau gëtt, dass een am beschten net drop zielt, fir dass och deen an der Jugendarbecht soll en Deel vun der Verantwortung hunn, well sou wéi de Règlement granducal vum Gesetz iwwert d'Médiation pénale ausgesäit, sinn ech scho bal sécher, dass op deem Niveau do kee groussen Intéret ass fir déi heiten Aarbecht, déi vill Zäit heiansdo dauert, an déi schlecht rémunéiert gëtt, matzemaachen.

Ech wëll dofir dann nach e lescht Wuert soen iwwert d'Formation vun deene Leit, déi sollen am Centre de médiation a mengem Aen zesummeschaffen. Do gëtt op iergendenger Plaz am Rapport gesot, et misst opgepasst ginn op eng Répartition équilibrée entre juristes, assistants sociaux, psychologues et médecins, well déi Problematik vun de Jugendlechen jo eng villschichteg wär. Ouni wëllen ofzestreden, dass d'Problematik vun de Jugendleche villschichteg ass, an dofir eng Multitude vu professionellen Assistenzen gewünscht sinn, mengen ech ass et awer ganz kloer, dass dat, wat am Centre de médiation gefrot ass, net déi original Formatiounen vun deene Leit sinn, déi do schaffen, mä virun allem d'Formation fir d'Mediation, an dat ass dat Argument, wat och am Rapport net drasteet. Ech mengen och, dass dat ze bedauern an eventuell nozehuelen ass.

Ech wëll och dofir e puer Recommendationen maachen, wat een am Kader vum Traitement vun de Jugendproblemer an um Niveau vun der Mediation kënn maachen, wat och e Sënn géif maachen um Niveau vun der Médiation pénale du cours. Et misst een oppassen, dass egal wéi déi Mediation ënner de Jugendlechen ni obligatoresch gëtt, well soss ass et keng Mediation méi, an dass se egal wéi ëmmer confidentiel bleibt, dass se egal wéi ëmmer vu Strukturen gemaach gëtt, déi indépéndant si vun deenen Instanzen, vun deenen se geschéckt kréien, an dass op allen Niveauen déi Indépendance an d'Formation vun deene Leit, déi se traitéieren, garantéiert gi sinn.

Et muss ee wëssen, dass d'Mediation jo am Widersproch ass mam Aspect protectionnel. Ech denken dofir, dass et wichteg wär prinzipiell, dee Charakter vun eiser Gesetzgebung iwwert de Jugendschutz ze iwwerdenken, fir eben den Ausbau vun der Mediation vu Jugendlecher méiglech ze maachen. Ech denken och, dass et ganz wichteg wär, déi Mediation op deem Punkt net nëmme zu maachen an der Hypothees als Alternativ fir eng Behandlung vun enger Affär um Jugendgericht selwer, mä och à titre préventif, à titre alternatif, natierlech och, wéi et de

Moment ass par rapport zu enger Affär, um Jugendgericht selwer, an dréitens - dovunner huet nach kee geschwat - à titre d'accompagnement éventuellement vun enger Affär, déi och iwwert d'Jugendgericht gelaf ass.

Ech wëll dofir, an och besonnesch dem President vun der Kommissioun mä Bedauern ausdrécken, dass déi Belsch Spezialisten, déi mir eng Kéier an enger Commission jointe op Lëtzebuerg komme gelooss hunn, zesumme mat der Commission des Pétitions, an déi erzielt hunn, wéi Mediation notament am Jugendberäich an der Belsch gehandhabt gëtt, dass dovunner kee Wuert am Rapport steet, an dass och keng vun deenen Iddien, déi an der Praxis sech scho laangjäreg bewährt hunn, hei iwwerhol ginn ass.

Ech wëll dofir nach eng Kéier répéteren, wéi Mediation am Jugendschutz an der Belsch leeft, an hoffen, dass déi eng oder déi aner Iddi aus dëser Praxis och zu Lëtzebuerg kann Uwendung fannen.

Éischtens ass et esou, dass de Parquet selwer an der Belsch, um Gericht selwer, e Service d'assistance huet, wou net nëmmen Assistant-socialen dra sinn, net nëmmen Enquêteuren, Educateuren, mä wou och e Service Médiation dobäi ass, wou also déi Zesummenaarbecht direkt op der Plaz ka stattfannen, wou e Médiateur en Dossier direkt vum Parquet perséinlech iwwerdroe kritt, wou deejéineg Médiateur responsabel ass, net nëmmen fir eventuell zu engem Accord ze kommen - ouni, wéi an eise Gesetz steet, eng Proposition fir eng Solution ze maachen -, mä d'Exécution vun deem Accord soll surveilléieren, an dass, wann en Accord zustane komm ass, deen och exécutéiert ginn ass, dass dee Médiateur zréckgeet bei de Procureur a seet, hei voilà, dat doten ass d'Resultat, zu deem mir komm sinn tëschent der Victime an deem Jugendliche, deen eng gesticht huet, d'Leit si mat deem Accord hei zefridden, deen Accord ass exécutéiert ginn, an dann hält de Parquet jo eng formell Décisioun, wou e seet, et ass en Accord komm.

Deen Accord ass vum Parquet akzeptéiert, dat heescht also, dass domadder a wat d'Strofprozedur fir dee Jugendliche ubelaangt, Schluss ass, dat heescht och, dass et kloer ass, dass esou Saachen - net nëmmen bei Jugendliche, mä och bei Erwaessener misst dat de Fall sinn - eng kloer Position hunn, wat d'Action publique ubelaangt, sou dass een och weess, wat fir eng Konsequenz vun enger Mediation kënne gezu ginn, wat d'Inscriptioun um Casier judiciaire beispillsweis ubelaangt, respektiv d'Prise en compte vun enger Affär, wou eng Mediation stattfonnt huet, fir eng eventuell Récidive.

Ech kommen dofir zum Schluss an ech proposéieren eng Reform vun eise Mediationsgesetz, fir dass éischtens emol kloer ass, dass trotz dem protektionellen Aspekt vun eise Jugendschutzgesetz d'Mediation zu Lëtzebuerg mat Jugendliche méiglech a wünschenswäert ass, an dass et soll méiglech sinn, déi Mediation auszeféieren, net nëmmen als Alternativ zu enger Affär um Jugendgericht, mä eventuell och virdrun, respektiv als Alternativ oder als Complément zu engem Traitement d'Jugendgericht.

Zweetens dass den Accord, deen an enger Mediation zustane kënnt, misst surveilléiert ginn. Dréitens dass en Accord, deen ausgefouert ginn ass, och misst konkret vun engem Richter, normalement vun engem Procureur, ugeholl ginn, fir dass kloer ass, wat d'Beideitung ass fir de Casier judiciaire fir eventuell Récidive vun deem Jugendliche, deen do concernéiert gëtt. Véierte Punkt, dass an alle Fall, wou eng Mediation virgesinn ass, entweder déi Mediation ënner d'Assistance judiciaire muss

fale kënnen, oder awer gemaach gëtt vun engem Service de médiation, deen vum Stat finanziert gëtt, well soss wär et jo fir déi Leit, déi eng Mediation maachen, eventuell par rapport zur Assistance judiciaire e finanziellen Opwand, deen méi héich wier wéi an enger normaler Prozedur.

Ech denken och, dass an alle Fall, wou eng Mediation stattfennt, et misst kloer si wat duerno mat de Poursuiten, mat der Action publique geschitt.

Da missten och an enger Reform e puer Prinzipien, déi de Moment an eise Médiation-pénale-Gesetz net drastinn, drakommen, an zwar d'Indépendance vun der Struktur, déi déi Mediation mécht, de Caractère volontaire vun der Soumission op eng Mediation; de Caractère confidentiel, deen dran ass, misst ennerstrach ginn, an d'Prise en charge duerc de Stat misst an esou ee Gesetz dobäi stoe kommen.

E leschte Wonsch an dësem Kontext wär, dass och dee Règlement grand-ducal, deen iwwert den Agrément vun de Médiateure geet, misst e Wuert méi soen, wéi dat wat en de Moment seet, iwwert d'Reputation an d'Formation - mä d'Formation net an hirer Profession d'origine, mä d'Formation als Médiateur. Och dat ass, menger Meinung no, eng Lacune an eiser aktueller Gesetzgebung an d'Geleeenheet elo oder ni fir de Jugendschutz oder d'Jugendgesetzgebung ze verbessern, géif am Fong esou zwou Mécke mat engem Schlag kënne schloen, net nëmmen d'Mediation fir Jugendliche méi ze verbreedern, mä och déi fir Adulter méi korrekt a méi conforme zu de Prinzipien vun der Mediation ze arrangéieren.

M. le Président. - Als leschten Diskussionsriedner ass den Här Lucien Weiler agedroen. Den Här Weiler huet d'Wuert.

M. Lucien Weiler (CSV). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer direkt op déi Remarken, déi d'Madame Err op der Tribün gemaach huet, wat d'Mediation ubelaangt, ze reagieren.

Ech deelen dat, wat d'Madame Err hei gesot huet, zu 95%. Si huet geschwat iwwert de Caractère obligatoire vun der Mediation, an do denken ech, dass een de Rapport e bësse méi prezis kucke muss. Mir soen, dass et gutt wär - et muss een nach kucken, ob dat praktesch iwwerhaapt geet - ze obligéieren a schwierere Situatiounen e Recours op d'Mediation ze maachen. Mir schreiwen: „Il est évident que le recours à une médiation implique comme tout procédé de médiation l'accord de toutes les parties concernées“. Et ass e weénege dat, wat Dir gesot hutt. Eng Mediation geet net, wann eng Partei net wëllt. Dat ass géint d'Essenz selwer vun der Mediation. Mir wolle mam Term „obligatoire“ ausdrécken, et misst een an deene meeschte Fall, do wou et méiglech ass, d'office soen: „Probéiert emol eng Mediation“, a wa keen Accord vun de Parteien do ass, da kann eng Mediation net zustane kommen. Wéi d'Mediation organiséiert gëtt, dat muss ee gesinn.

M. le Président. - Entschëllegt, Här Weiler, d'Mme Err freet d'Wuert fir eng Präzisioun.

Mme Lydie Err (LSAP). - Et ass net deen de Passage, deen ech zitéiert hunn; mat deem dote kéint ech och liewen. Op enger anerer Plaz am Rapport steet: „Il est évident que si le recours obligatoire à une médiation devait être inscrit dans la loi de 1992 et que l'on décidait de recourir aux instances déjà existantes, il faudra veiller à augmenter de manière substantielle les moyens du „centre de médiation“. An deem Kontext steet näischt méi vun engem Accord dran. Do steet just eppes vun engem obligatoresche Recours.

M. Lucien Weiler (CSV). - Do steet: „...wann esou en obligatoresche Recours“. Mir wëssen, dass et dann zu méi Recours kënnt an deementspreechend mussen och d'Moyenen opgestockt ginn. Mir hunn awer och kloer an d'äitlech gesot, „...le recours à une structure de médiation en phase préjudiciaire“, dass dat selbstverständlich nëmme ka goen, wann den Accord vun de Parteien do ass. Wann dat op der zweeter Plaz net steet, ass dat vläicht zweedäiteg, mä d'Haaptsach ass mir hunn eis verstanen.

Ech wollt nach eppes soe wat d'Organisation ubelaangt, déi Dir hei zitéiert hutt, notament de System vun der Belsch. Dat kann ee selbstverständlich esou gesinn, an ech fannen dat och relativ praktesch, obschonns wann een de ganze Système de protection kuckt, wéi se en an der Belsch hunn, dass ass dat e System, deen esou komplizéiert, esou sophistiquéiert, esou bürokratesch ass, dass et net esou ass, dass ee sech bei alle Punkte bei der Belsch inspiréiert, mä deen dote prezise Fall, sou wéi Dir en hei geschildert hutt a wéi am belschen Text steet, dat schéngt mir eppes ze sinn, wat effektiv pragmatesch a praktesch ass.

(Interruption)

Ech wëll nach soen, Här President, dass déi Debatt, déi mir haut de Moie féieren, déi éischt Debatt ass, déi d'Parlament, esou wäit ech mech kann erënneren, exklusiv féiert iwwert d'Problematik vu Jonke mat Problemer, wat oft sensibel Problemer sinn, schwiereg Froe sinn, mat deene glécklecherweis nëmmen e klengen Deel vun der Jugend hei am Land konfrontéiert ass, wéi iwwerengs och am Ausland.

Sensibel a schwierig Problemer a Froen, op déi et och keng einfach Äntwerte gëtt. Dës Debatt huet dat bewisen. An dass et keng einfach Äntwerte gëtt, dat wëssen déi meescht Acteuren um Terrain, sou wéi och an der Tëschenzäit d'Membere vun der Kommissioun wëssen, déi ech d'Éier hat ze presidieren.

Meng Fraktioun hat virun dräi an engem hallwe Joer proposéiert, fir dës Kommissioun an d'Liewen ze ruffen, well et eis opgefoll war, speziell deenen an eiser Fraktioun, déi sech mat deene Froen duerch hire Beruff ofginn, sief et als Affekt, sief et op aner Niveauen, dass et eng Rei vu konkrete Problemer gëtt, déi scho länger Zäit bestinn. Do hu mir eis geduecht, et géif der Chamber gutt zu Gesiicht stoen, wa se sech vun hirer Initiativ aus mat deene Froe géif beschäftegen. Dës Parlament beschäftegt sech jo mat all méigleche Froen a Problemer, an ech denken, dass ënner all deenen awer och déi Jonk, déi am Misär sinn, déi Schwierigkeiten hunn, d'Recht hunn, dass hir Problemer eng Kéier vun dësem Parlament e bësse méi genee ënner d'Lupp geholl ginn.

An deem Kontext huet den honorablen Här Bodry haut de Moie gesot, deem ech iwwerengs fir seng sachlech Interventioun op der Chambertribün félicitéieren, well en ass wierklech op eng sachlech Aart a Weis déi Froen ugaangen, déi mer traitéiert hunn...

M. Alex Bodry (LSAP). - Den Här Rippinger hat awer eng aner Meinung.

M. Lucien Weiler (CSV). - Ech hu fonnt, dass dat wierklech sachlech a problembezunn war, obschon ech selbstverständlich net mat allem d'Accord sinn.

Notamment huet den Här Bodry gesot, et wär vläicht schued, dass op där enger Säit d'Parlament sech

elo mat deene Froen hei beschäftegt hätt, an op där anerer Säit géif et awer och e Grupp an der Regierung ginn, fir déi dote Froen ze belichten.

Mir hate gemengt, an dofir hunn ech während där ganzer Zäit vun den Aarbechte vun der Kommissioun ëmmer versicht, fir eis esou wäit wéi méiglech vun der Regierung ewech ze halen an dëser Problematik, dass d'Parlament emol eng Kéier selwer ouni d'Influenz vun der Regierung, ouni hiren Input, kënnt säin eegenen Input an enger Problematik ginn. Et kann een et selbstverständlich esou gesi wéi den Här Bodry fir gebündelt d'Efforten zesummen ze leeën. Hei war emol eng Kéier den Essai vun der Chamber selwer, „de sa propre initiative“ an eegestänneg ze versichen eng Rei vu Froen ze kucken.

Eis Aarbecht huet sech iwwer laang Zäit higezunn. Dat ass richtig. Vläch och zevill laang. Ech weess dat net. Jiddefalls weess ech, an dat wëssen d'Membere aus der Kommissioun: Et war net einfach, et war schwierig, an au fur et à mesure wéi eis Aarbechte weidergaange sinn a wéi mir mat den Acteuren geschwat hunn, déi sech mat de Problemer beschäftegen, ass et net méi einfach ginn.

Haut hu mir e Rapport, hu mer Conclusiounen virleien, mat deene selbstverständlich net all Mensch d'Accord ass, well esou wéi et och hei beschriwwen ginn ass, hu mer verschidden Approchë fir déi Problematik unzegeen. Ob ee méi Gewiicht op déi eng Approche oder op déi aner Approche leet, huet ee verschiddearteneg Vuen. Jiddefalls läit eng Aarbecht vir, eng Aarbecht mat konkrete Propositionen, déi d'Regierung soll inspiréieren, an ech hoffen, dass d'Regierung sech vun eise Propositionen inspiréiere léisst.

Den honorablen Här Bodry huet gesot: D'Zäit leeft elo fort, elo si mir um Enn vun der Legislaturperiod. Ech ginn zou, wahrscheinlech kënnt et elo net méi zu der Émsetzung vun eisen Iddien.

(Interruption)

Wësst Der wéi et ass? Bei schwierig Froen war et nach ëmmer esou; déi brauchen Zäit fir zu Léisungen ze kommen. Dat war och zur Zäit wéi den Här Bodry nach an der Regierung war de Fall. Och deemools ass d'Zäit verschidde Ministeren heiansdo fortgelaf. Dat ass esou. Dofir soll een de Kapp net an de Sand stiechen. Hei läit eng Aarbecht vir op déi opgebaut ka ginn.

Wann da gesot gëtt, Här President, dass d'Kommissioun e bësse an eng speziell Direktioun gaangen ass, net genuch, hunn ech hei héieren, an de Fong gaangen ass vun enger Rei vu Froen, da wëll ech lech soen, dass mir net wëlles haten, an dat vun Ufank an net, eng wëssenschaftlech Etüd ze maachen iwwert alles dat, wat sech hei zu Lëtzebuerg deet. D'Chamber ass net dee groussen Deel vun der akademischer Welt. D'akademesch Welt ass déi vun den Unien, vun de Centres de recherche, déi d'Aufgab hunn, den Detail dovun opspieren ze goe. A wann haut de Moien hei gesot ginn ass, dass mer an enger ganzer Rei vu Beräicher keng wëssenschaftlech ofgeséichert Donnéeën hunn, dann ass och dat Parlament hei net outilléiert fir sech esou Donnéeën ze beschafen, an da muss mir mat de Moyens de bord fueren, a mir si mat deene Moyens de bord gefuer, an d'Moyens de bord waren an dësem Fall prezis d'Acteuren, déi dobaussen um Terrain aktiv waren, déi eis d'Problemer geschildert hunn.

D'Chamber ass en Deel vun der politescher Welt. D'Chamber soll kucken a probéieren mat hire Méiglechkeete fir zu den Informatiounen ze kommen. Dat hu mer gemaach, an aus deenen Informatiounen, déi mir kritt hunn, hu mer déi Conclusiounen gezunn, déi eis noutwendeg geschéngt hunn.

Ech hu gelies an enger Kritik zu dësem Rapport, dass mer eis zevill an d'Richtung vun där protektioneller Approche beginn hätten an net genuch gekuckt hätten déi preventiv Approche, d'Approche vun deenen, déi um Terrain aktiv sinn, déi sozialpädagogesch Approche. Mir hätten d'Effizienz vun den Hëllefugebeter net analyséiert, an zevill wäeren der an dësem Secteur um Terrain aktiv. Et wär eng Inflation vu Leeschtungen do. Dat hätte mir alles net gekuckt an net analyséiert.

Ech muss lech soen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et steet enger Chamber, schlecht zu Gesiicht, enger Rei Acteuren - déi staatlech kënne mer an déi sinn och enner Kontroll vum Stat, mä déi privat Acteure maachen sech oft am Kader vu konventionéierten A.s.b.l.en dobaussen um Terrain fir eng gewësse Problematik breet -, ze soen: Haalt op mat Ärer Aktivitéit oder macht d'ëst oder macht dat.

Wann hei e Problem ass, dann ass et net esou séier un der Chamber fir elo vun deene Bénévolen, déi dobaussen aktiv sinn, ze soen, déi do mussen d'ëst, an déi mussen dat, mä dann hätt ech mer vläch erwaart vun all deenen, déi jo dann hei besuergt sinn em déi Problematik, déi eis beschäftegt, dass se selwer emol eng Kéier gekuckt hätte wéi d'Kollaboratioun, wéi vernetzt Denken an Handeln um Terrain kann ausgesinn. Et muss jo net vun uewen erof dekretéiert ginn, wéi dat soll gemaach ginn. Da kënne jo awer och eng Kéier „de leur initiative“ déi Leit sech zesummen-do an soen: Lauschtert emol, mir schaffen alleguerten an déiselwecht Richtung, un deemselwechten Zil, mat deeneselwechten nobelen Iddien, da loosst mer emol gemeinsam kucke wéi mer eis Kräften an eis Ressourcë kënne bündelen a mobiliséieren an deem Intérêt.

Ech fannen net, dass et d'Roll ass vun engem Parlament, fir sech améschen ze goen an deenen engen ze soen, si dierften oder si dierften net. Wa gesot gëtt „eng Inflation vu Leeschtungen“, wou solle mir dann elo soen als Parlament, déi do Leeschtung daerf nëmmen vun deem oder vun deem gemaach ginn an esou weider? Hei geet et jo och ganz oft em d'Bénévolat wat aktiv ass, an deementspreechend, mengen ech, wär déi Kritik, déi do un eis gericht ginn ass, net ganz richtig.

Et ass och gesot ginn, mir hätte sollen iwwert d'Roll vun Richter nodenken. Mä iwwer breet Säite vun eise Rapport hu mer eis jo Gedanke grad just iwwert déi do Fro gemaach: d'Roll vun de Gerichter, d'Roll vun de Richter a wéi mer se gesinn. An et ass net esou wéi hei vu Säite vun deene Gréng gesot gëtt, dass d'Praxis och nach déi wär a géif dra bestoen, dass an alle Fall a méiglechst schnell ëmmer erëm nëmmen d'Gerichter géifen ageschalt ginn. Wien d'Praxis kuckt wat sech deet, wien dat kuckt wat de Jean-Paul Rippinger hei zitéiert huet, notament dat wat de Procureur adjoint, d'Madame Goniva, gesot huet, wéi si an der Praxis virginn, opgrond vun engem Gesetz wat flexibel ass, wou vill Méiglechkeeten dra sinn, de gesäit dass et net richtig ass wann hei behaupt gëtt, et géif ëmmer an esou schnell Recours op d'Hëllef vun de Gerichter gemaach ginn.

Här President, ech wëll hei alle Membere vun der Kommissioun merci soe fir hir Aarbecht. Merci och all deenen Acteuren, déi bei eis komm sinn, eis hir Vuen duergeluecht hunn. Mir hu festgestallt, dass et um Terrain selwer ganz verschidde Vuen an Approchë gëtt zu deene Froen, déi eis haut beschäftegen an dat nach laang net ëmmer do un engem Strang gezu gëtt. An et ass och dat, wat eis als Kommissioun, och an der Argumentation, et schwierig gemaach huet, fir op enger Rei vu Punkte konkret virun ze kommen.

Ech wëll der Rapportrice, der Madame Frank, merci soe fir hire mëndlechen a schrëffleche Bericht. Ech wëll net méi op all déi Proposen agoen, déi mer gemaach hunn. Mir hunn iwwer 40 konkret Propositione gemaach, déi an eisen Ae Verbesserungen op der ganzer Linn duerstellen. Ech hunn nëmme bei dräi oder véier vun deene Propositione wierklech, quant au fond, Kritik héieren, déi net vun deem engen oder deem aneren akzeptéiert ginn. Vill, ganz vill vun deene konkrete Propositionen, déi mer maachen, ginn akzeptéiert a wann dat da schlussendlech sollt d'Resultat si vun eiser Aarbecht, datt mer 30 oder méi konkret Propositionen, déi mer gemaach hunn, duerchgesat kréien, herno an Texter erëmfannen, herno an der Praxis erëmfannen, ech denken, dann hätt schonn eleng dowéinst déi vill Aarbecht, déi sech hei gemaach ginn ass iwwer Joren, sech rentéiert.

Ech wëll net op den Detail vun deene Propositionen agoen. Ech wëll just e puer punktuell Remarque maachen. Ech hu virun zwee Deeg en Assistent social begéint, deen ech gutt kennen an dee gesot huet, en hätt eise Rapport gelies, e wär mat villem d'accord, e wär awer net mat allem d'accord, mä e géif fanen, dass d'Sozialaarbecht, d'Aarbecht, déi um Terrain dobausse vun Educateuren, vu Psychologe vum SPOS, vum SCAS a vun anere Leit geleescht gëtt, net genuch gewürdegt gi wär an deem Rapport.

Ech muss lech soen, Här President, an ech mengen dat kënnen d'Membere vun der Kommissioun hei och bestätegen, dass an der Kommissioun ganz vill Estime iwwer all déi Zäit war fir d'Hëllefleschtung vun all deene Leit, déi um Terrain schaffen, déi ënnert dem Sammelbegrëff „Sozialaarbechter“ agestuift sinn. D'Assistenz fir d'Familljen, déi en détresse sinn, hiren Asaz, Hëllef, Therapien, Preventioun, Assistance éducative, déi si gewürdegt ginn a si gehéieren ënnerstëtzt, well des Leit sinn déi éischt, déi am konkrete Fall sollen a mussen optrieden, Hëllefstellung gi fir déi Jonk, déi net eens gi mat sech selwer, déi net eens gi mat hirer Famill, déi net eens ginn an der Schoul, déi net eens gi mat hirem Engagement, an och Hëllef gi fir Elteren, déi mat hirem Kand net eens ginn, déi mat sech selwer net eens ginn, déi selwer en détresse sinn.

Do sinn déi Leit jo alleguer gefuerdert an déi triede jo och en fait massiv op dobaussen um Terrain. Vun der Assistante sociale iwwert den Educateur mat all deenen Acteuren, déi aktiv sinn, do gëtt jo Dag fir Dag an an all Stad hei am Land, a villen Dierfer, déi doten Aarbecht gemaach. Déi ass gewürdegt gi vun der Kommissioun, vun eis alleguerten, wat u sech fir eis déi éischt Pist ass. D'Aarbecht also vun den - wann ech den Term d'äerf gebrauchen - „Sozialaarbechter“ dobaussen um Terrain konkret an de Familljen, mat de Leit an deenen eenzelne Situatioune. An et ass eréischt an engem späidere Stadium, an enger zweeter Phas, wou dat kënn wat mir gesot hunn, wat soll oprecht erhalte ginn: d'Protektioun an de Schutz. D'Protektioun viru sech selwer, virun der Famill, virun den Elteren, dem Administrateur a verschiddene Fäll, wou d'Kanner ebe Victime sinn, Protektioun awer och an deene Fäll, wou d'Kanner Auteur sinn, virun deem Drëtten virun dese Jonken.

An et ass jo an deem Beräich, wou eis virgeworf ginn ass, mir géifen hei eng paternalistesche Approche favoriséieren, mir géife Solutions de facilité proposéieren, déi am Placement an Heemer, an enger Fleegefamill, am Versuergen, Verplanzen, Kontrolléiere vun de Kanner géife bestoe; dat wär d'Léisung, déi an deem Modell, dee mir prekoniséieren, géif primär d'Roll spillen an dass den Offere fir d'Fa-

milljen ze ënnerstëtzen, fir d'Familljen ze stäerken, net genuch Prioritéit géif ageraumt ginn.

Ech deelen des Meenung net, well se einfach der Realitéit net entsprécht, Här President. Et gëtt um Terrain, an ech hunn et just gesot, e ganze Koup vun Acteuren, ob staatlecher oder privater, déi versiche sozialpedagogesch Aarbecht ze maachen all Dag. Dag fir Dag a praktesch an all Stad an a villen Dierfer hei am Land, an deene verschiddenste Situatioune, an déi hu jo och onwahrscheinlech vill Succès opzeweise mat där Aarbecht, déi se maachen. Mä si hunn awer leider - an dat ass jo net hir Schold - net nëmme Succès opzeweisen, mä et sinn och Défaiten do. D'Realiteit muss een awer gesinn. Wann Dir déi konkret Situatioune op den Terrain kucke gitt, wéi se sech dann ofspillen a wéi mer se geschildert kréien, do ass sozialpedagogesch Aarbecht ganz gutt. Mä wann der déi 14 Deeg gemaach hutt an de Papp ass owes nees voll heem kommen an huet d'Kand hallef doud geschloen, jo dann héiert et zu engem gewësse Moment op mat der sozialpedagogescher Aarbecht, da mussen aner Mesuren ergraff ginn. Da muss de Schutz kommen. Da muss d'Hëllefstellung kommen. Dat huet näischt méi mat Paternalismus ze doen. Dat heescht just der Realitéit an d'Ae kucken.

Ech hu gesot, et gi verschidden Approchen. Et gëtt déi éischt Approche vun deene Leit um Terrain, déi sollen hir Aarbecht do maachen. Déi zweet Approche ass déi, déi ech elo just geschildert hunn. Wann et dann eben net anescht geet, da muss de Modèle protectionnel, de Schutz, ufänken ze spillen an da kënn déi drëtt Phas, an dat ass déi wou d'Gerichter an d'Justiz sollen hir Aarbecht maachen. An dat ass notament och am Kader vun der Délinquance juvénile. Eist Gesetz, dat ass e Gesetz wat eng Philosophie huet wou ee ka soen: schützen - u sech - statt strofen. Well d'Strof jo net an der éischter Linn am Vierdergrond steet, an dat ass dat, wat mech u sech am meeschte gefreet huet, och wann ech déi Leit héieren hunn aus der Justiz, déi bei eis komm sinn; et steet net hei am Vierdergrond déi Jonk virun de Jugendrichter ze zitieren a vun uewe Mesuren ze dekreteieren.

A wien noliest wat d'Madame Goniva mécht, eng Fra, déi zënter 20 Joer um Terrain ass, an déi net bekannt dofir ass, fir, esoubal Problemfäll bei hir optrieden, déi bei de Jugendrichter ze verweisen. Mä déi ass bekannt dofir, fir - an de Kolleg Ripinger huet dat hei zitéiert - déi Jonk bei sech ze ruffen, fir mat hinnen ze schwätzen, fir se an de Centre de médiation ze iwwerweisen, fir datt do deene Jonken emol kloer gemaach a virgefuert gëtt, wat se en fin de compte da gesticht hunn, a fir hinnen dann iwwer iergendee Wee, sief et iwwer gemengnétzeg Aarbecht oder aner Mesuren, ouni datt déi Affär um Geriicht muss landen, Conscience bäizebréngen, e Gefill ze gi fir dat wat se gemaach hunn, an datt eis Gesellschaft net kann domadder liewen. Dat ass dach net dee Système protectionnel, deen ëmmer hei beschriwwen gëtt. Dee Système protectionnel, dee mir hunn, huet een anere Contenu wéi dat wat ëmmer vun deenen, déi en esou staark kritiséieren, gesot gëtt.

Ech wëll soen, Här President, dass d'Kommissioun jo op zwee Niveau Propositione gemaach huet. Selbstverständlech, et ass vläicht am Dispositif net esou erauskomm, datt déi Aarbecht, déi dobaussen um Terrain Dag fir Dag gemaach gëtt vun all deene Leit, déi aktiv sinn, soll ënnerstëtzt ginn, och ënnerstëtzt gi vun der Regierung. Awer et soll och gekuckt ginn, datt e bësse méi - net Kontroll, dat ass net de richtigen Terme -, mä datt e bësse méi Kollaboration ënner deenen eenzelne Servicer kënn, datt e bësse méi

vernetzten Denken a vernetzten Schaffen ënner hinne kënn, datt d'Kräfte gebündelt gi fir datt d'Zil, op dat mer gemeinsam hischaffen, kann erreecht ginn. An do geet eise Wonsch un d'Regierung, wann dann den Terrain selwer an d'Acteuren um Terrain dat doten net kënnen fäerdeg bréngen, an et ass schwéier, ech ginn dat zou, dofir denken ech och net, datt et dem Parlament seng Aarbecht ass, da soll d'Regierung emol versiche fir ze kucken ob net méi vernetzt Schaffen hei kann erreecht ginn.

Um Niveau vun den Institutionen, konkret Propositionen, notament d'Médiatioun, wat eis eng wesentlech an eng wichteg Affär erschéngt, och erëm grad just pour éviter, datt d'Affären op de Gerichter landen; dann Institutionen: „Pédiatrie sociale“, „Centres d'accueil en milieu ouvert“, „Structures postcure“ fir Toxikomanen: dat si Saachen, déi hätte mer gär, déi wënsche mer, déi froe mer vun der Regierung, déi soll d'Regierung kucken ze maachen am Kader vun de finanzielle Méiglechkeete fir datt mer hei virukommen.

An um Niveau vun dem Jugendschutzgesetz sinn hei Propositionen diskutéiert ginn. Ech wëll e Beispill erausgräifen, dat vun der „Autorité parentale“, oder och d'Beispill vun der „Composition collégiale“ vum Tribunal de la jeunesse. Jo ech verstinn, déi Gréng hunn eng aner Approche hei, déi gesinn dat aneschtens. Mä d'Majoritéit vun der Kommissioun wëllt aus gudde Grénn, well mer Erfahrungen hu mat „Composition collégiale“ op anere Gerichter, wéi dat fonctionnéiert, bei deem System bleiwen dee mer hunn, well mer mengen, datt dat deen effikasssten an dee richtegste wär. Sou datt, wann een net d'accord ass mat eppes, een awer net kann higoen a soen, dat heite wär elo Gepléischters, mir géife bei deem bleiwe wat mer hätten.

(Interruptions diverses)

Jo natierlech, et sinn Acteuren um Terrain déi dat froen, et sinn awer och vill Acteuren um Terrain déi et net froen, an déi soen: Et kënn iwwerhaapt net a Fro, Dir sollt dat doten net maachen. Mir sinn hei am Parlament. Ech kucke mer u wat déi eenzel Fraktiounen hei am Parlament soen. An hei sinn d'Fraktiounen alleguerten, wann ech dat richteg verstanen hunn, mat Ausnahme vun deene Gréngen, der Meinung, datt mer dat dote solle bäibehalen, datt mer op där Schinn solle fueren.

Et ginn Argumenter fir an eng aner Richtung ze goen. Mä et ginn awer och gutt Argumenter fir eis Approche, an en respectant jiddferen deen aneren. Dir hutt Är Approche, mir hunn eis Approche. Mä dat wëllt awer net heeschen, datt mer eis net Gedanken doriwwer gemaach hunn. Dat ass awer net onbedéngt Gepléischters wa mir soen: Do ass ee prezise Punkt, bei deem wëlle mir net datt et elo zu Modifikatioune kënn. Mir froen 30 verschidden - op eenzel Punkten - Modifikatioune, mä op deem do prezise soe mer: Mir bleiwe bei deem, well et ass jo gefrot gi fir et ze änneren. Mir soen: Mir wëlle bei deem bleiwe wat mer hunn.

A wann da gesot gëtt, mir géifen ëmmer hei net Autoritismus, mä Paternalismus spille loossen, muss ech lech soen: Déi Proposen, déi mer hei maachen, datt ass a wäite Strecken eng Protektioun vun Jugendleche géint den „Arbitraire étatique“. Mir baue weider Schutzmesuren. Mir bauen déi Schutzmesuren, déi am Gesetz sinn, aus a mir bauen neier an, fir datt hei net vu Säite vun de Gerichter oder vun anere kënnen Décisionen geholl ginn „qui peuvent léser les intérêts“ vun deene Jonken. Dat muss een dach awer gesi wann ee konkret an

am Detail déi Propositionen analyséiert, déi mer hei gemaach hunn!

Et ass net well d'Madame Goniva, Procureur d'Etat adjoint, seet: „Mat deem aktuelle Gesetz si mir zefridden“, woufir mir mengen, datt ee soll op där Schinn bleiwe wou mer sinn, mä wou mer awer eng Abberzuel vu konkrete Verbesserungspropositione maachen am Interesse vun deem Eenzelnen, dee riskéiert mat dem Geriicht a Konflikt ze kommen. Dat Gesetz - an dat ass de groussen Avantage dovun - léisst den noutwendige Choix, léisst Optiounen, Flexibilitéit, et kann an déi eng Richtung an et kann an déi aner Richtung goen, esou wéi eben de konkrete Fall ass, an et muss ee jo ëmmer erëm vum konkrete Fall ausgoen. De Risiko ass, wa mer hei déi Froen diskutéieren, datt mer dann eng generell Approche hunn. Wa mir mam konkrete Fall konfrontéiert sinn, da verléiert déi generell Approche, déi ee kann zu esou Froen hunn, ganz séier a ganz oft un Aktualitéit, an da muss ee sech mam eenzelne Fall ofginn.

Ech wëll soen, Här President, datt mat deem Rapport hei, mat där Debat, déi mer hunn, mat deene Konklusiounen, déi mer d'Regierung froen aus deem Rapport ze zéien, kee Schlusstréch gezunn ass. Mir wëssen, datt dat hei net „der Weisheit letzter Schluss ist“. Mir hu mat deene Moyenen, déi mer haten, versicht an der Diskussioun, am Dialog mat deene Leit ze ventiléieren, erauszueschelen, eis eege Responsabilitéit ze iwwerhuelen, eis op verschidde Pisten ze beginn, wou mer mengen, datt se déi richteg sinn. Et ass eng Diskussioun déi wäert an deenen nächste Jore weidergoen, och am Kader vun engem reforméierte Jugendschutzgesetz. Dat lescht hu mer vun 1992. Mir sinn 2003. Zéng Joer méi spéit diskutéiere mir iwwer eng Reform dovunner. Mir wäerten an deenen nächste Joren, wa mer eng Reform hunn, och zéng Joer méi spéit erëm doriwwer diskutéieren, well et eng Matière ass, „qui prête toujours à discussion“. Mir hunn eis Méi ginn.

Ech denken och, mat dem Resultat ënnert dem Stréch, och wann net all Mënsch domat kann d'accord sinn, och wann et aner Approché ginn zu där Problematik, déi eis hei concernéiert, datt mer awer eng Aarbecht fäerdeg bruecht hunn, déi eng zolidd Basis ass a wou mer wierklech ganz häerzlech d'Regierung géife bieden, sech drun ze inspiréieren bei deenen Texter, déi se amgaangen ass auszeschaffen. Ech soen lech merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Justizminister Luc Frieden.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*.- Här President, Dir Damen an Dir Hären, ech géing gären am Numm vun der Familljeministerin, déi leider huet missen éischter fortgoen, an a menger Qualitéit als Justizminister der Chamber merci soe fir déi Aarbecht, déi gemaach ginn ass an där Kommissioun, an och fir deen Débat, deen de Moien hei iwwer dräi Stonnen an öffentlecher Sitzung gelaf ass. Dat hei ass e Sujet, mat deem mir eis an der Regierung an deene leschte Joren öfters ofginn hunn, a mir sinn oft zu där Konklusioun komm, déi och de Moien hei e bësse confirméiert gëtt, datt et zu all deene Sujeten do vill Argumenter op där enger an op där anerer Sait gëtt, Argumenter, déi oft kontradiktoresch matene sinn an déi eis am Fong zur Konklusioun verleeiden, datt een hei net ka ganz einfach soen: Deen een huet Recht an deen aneren huet Onrecht.

Dat erkläert och - an dofir mengen ech ass datt fir eng Käier eng Kritik déi ech unhuelen, awer déi ech als positiv ugesinn - wann de Spriecher vun der sozialistescher Frak-

tioun seet, et wär jo schlëmm, datt elo schonn dräi Joer géing heiriwwer debattéiert ginn. Ech froe mech heiansdo ob een net nach misst am Fong weider iwwerleeën, ier een zu ze schnelle Reaktionen duerch Gesetzesännerungen heirobber kënn.

Wéi ech Justizminister gi sinn, hu mer an deenen éischte puer Woche Leit scho Propositione gemaach, wéi ee kënn d'Jugendschutzgesetz änneren, an dat wär an eng ganz aner Richtung gaange wéi dat wat zum Beispill haut aus deem Débat hei an där Kommissioun erauskomm ass, nämlech datt mer solle beim „Système protectionnel“ bleiwen. Ech kann lech soe fir d'Regierung, datt mir a grouse Linne mat deem kënnen liewe wat d'Kommissioun studéiert huet. A wann den Här Weiler elo grad als President vun där Kommissioun gefrot huet, datt d'Regierung sech soll un deem inspiréieren, wat an där Kommissioun gemaach ginn ass, da kann ech dem Här Weiler soen, datt dat ganz genee eis Intentioun ass.

Mir mengen, datt deen Débat an och déi vill Sitzungen, déi déi Kommissioun hat, wou se Leit héieren huet, utile sinn esouwell um gesetzgeberesche Plang, Jugendschutzgesetz, wéi um Plang vun der Organisation an der Existenz vu Strukturen, wou mir eis un deem inspiréiere wëlle wat d'Chamber gesot huet. D'Regierung realiséiert ganz kloer, datt des Legislaturperiode op en Enn geet, an ech wëll soen, datt des Regierung wëlles huet am éischten Trimester vum nächste Joer Ännerungen zum Jugendschutzgesetz, am Kader vun deem wat Är Kommissioun proposéiert huet, der Chamber virzeschloen. De Fait, datt d'nächst Joer Wahle sinn, empêcheiert net, datt d'legislativ Aarbecht weidergeet, weder déi vun der Regierung, déi Propositione mécht, nach déi vun der Chamber, deser oder där Chamber déi aus de Wahle vum Juni d'nächst Joer ervirgeet, fir datt déi déi Aarbecht weiderféiert.

Ech mengen net, datt dat hei e partéipolitesch Thema ass. D'Jugend, d'Kanner sinn d'Zukunft vun eisem Land. Mir müssen eis ëm déi bekëmmern, deenen et schlecht geet, déi Problemer hunn, an preventive Beräich an am Beräich vun deene wou d'Problemer schonn do sinn, an do fénn ee keng einfach Antwerten drop. Mä et ass eis kollektiv Responsabilitéit, datt mer versichen op deene Weeër weiderzegoen, déi mer an deene leschte Jore gaange sinn. Datt een dat ëmmer erëm muss verbesseren, datt et Lacuné gëtt, dat bestreit d'Regierung an deem Sujet guer net, mä et ginn och keng einfach Léisungen.

Dofir seet d'Regierung der Kommissioun an och der Rapportrice merci fir déi gutt Aarbecht, déi hei gemaach ginn ass. Mir si relativ wäit mat eisen Aarbechte fortgeschritt, mir loossen déi do Aarbecht afléissen an dee Projet de loi, deen dat bestehend Jugendschutzgesetz ofännert, a wéi gesot, innerhalb vum éischten Trimester vum nächste Joer wäerte mer der Chamber Propositionen an deem dote Sënn maachen. All aner Punkten, déi keng gesetzgeberesch Solutioun verlaangen, gi selbstverständlech och virun allem am Familljeministère nach eng Käier seriö iwwerkuckt, a mir wäerten dann och do mat Propositione kommen. Merci.

M. le Président.- De Lucien Weiler freet d'Wuert nach eng Käier.

2. Ordre du jour

M. Lucien Weiler (CSV).- Här President, et ass fënnef vir hallwer eng an d'Finanzkommissioun ass fir hallwer eng zesummegeeruff. Well mir e bëssen an Zäitdrock sinn a well bei deene Motiounen, déi eis hei virleien, notament vun deene

Gréngen, der dräi derbäi sinn, déi ech wëll e bësse méi am Detail kucke fir den Iwwerbléck ze hunn, wat en fin de compte gefrot ass, froen ech, dass mer déi Motioun hei muer ofstëmme.

(Interruptions)

Voilà, ech gräifen zréck op een Argument, wat den Här Krecké d'lescht Woch hei hat zu de Motiounen, déi hien net d'Méiglechkeet hat am Detail ze kucken, dass ee sech awer wierklech e puer Stonnen Zäit gëtt fir ze kucken, wat d'Envergure vun deem ass, wat ge-

frot gëtt. Dofir bieden ech, dass mir dat géife muer den Owend maachen.

■ M. le Président.- Ass d'Chamber mat där Proposition d'accord?

(Interruptions)**Vote**

Wien ass derfir?

Wien ass dergéint?

Ech gesinn d'Mehrheet ass derfir, da komme mir also muer den

Owend dorobber zréck. Da géife mer fir haut de Mueren ofschléissen. Déi nächst Sitzung ass haut de Mëtten um hallwer dräi. D'Sitzung ass opgehewen.

(Fin de la séance publique à 12.23 heures)

Ordre du jour

1. Ordre du jour
2. 4765 - Proposition de révision de l'article 114 de la Constitution

(Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle - Discussion générale - Lecture du texte de la proposition de révision de la Constitution - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Luc Frieden, Henri Grethen et François Biltgen, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.34 heures)

■ M. le Président.- D'Sitzung ass op.

1. Ordre du jour

Ech wëll lech elo eng Proposition maachen. D'Präsidentekonferenz schléit vir, dass mir de Mëtteg eis Sitzung um Véirel vir fënnef géifen zoumaachen, well eng ganz Partie Kolleegen de Wonsch geäussert hunn, deem verstuerwene Kollege Johnny Lahure déi lescht Eier ze erweisen. Do hate mir geduecht ze proposéieren, dass mir d'Affären hei um Véirel vir fënnef géifen ënerbriechen a mir géifen dee verbleiwene Ordre du jour muer respektiv déi nächst Woch fäerdeg maachen.

Ass d'Chamber domat d'accord?

(Interruptions)

■ M. Lucien Weiler (CSV).- ...ob mir dat muer maachen oder ob mir et eréischt déi nächst Woch maachen, well déi eenzel Leit mussen sech jo kënnen astellen.

■ M. le Président.- Ech mengen, dat mat der Ofstëmmung, dat misste mir awer muer nach maachen.

■ M. Lucien Weiler (CSV).- Wa mir den Artikel 114 fir d'éischt huelen,...

■ M. le Président.- Mir fänken u mam Artikel 114.

■ M. Lucien Weiler (CSV).- ...dann huele mir d'Reglement muer, an all déi Motiounen, déi mir proposéiert hunn, muer ze maachen, déi maache mir déi nächst Woch.

■ M. le Président.- Déi maache mir déi nächst Woch.

(Interruptions)

Gutt, also ass dat esou decidéiert?

(Assentiment)

Da komme mir elo zur Diskussioun iwwert den Ännerungsvorschlag vum Artikel 114 vun eiser Verfassung. Et sief drun erënnert, datt bei dëser Proposition nom jëtzege Artikel 114 vun eiser Verfassung ofgestëmmt gëtt. Dat heescht, datt mindestens dräi Véirel vun den Deputéierte mussen present sinn an datt d'Proposition mat enger Majoritéit vun zwee Drëttel muss ugeholl ginn. D'Riedezeit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: déi Häre Meyers, Ripinger, Henckes an d'Madame Wagener. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun der Proposition, den honorablen Här Alex Bodry.

2. 4765 - Proposition de révision de l'article 114 de la Constitution

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

■ M. Alex Bodry (LSAP), rapporteur.- Här President, Dir Damen an Dir Hären, all Verfassungsbestëmmunge si wichteg. Hir Formulierung muss ee mat Suergfalt virhuelen. Awer ënnert de Verfassungsartikelen gëtt et awer een, wahrscheinlech nëmmen een, deen nach méi genau muss examiniert ginn. Et ass deen Artikel, dee virschreift, wéi d'Verfassung kann ëmgeännert ginn. Dat si Wieder vum Professor Francis Delpérée a sengem Buch iwwert de Processus de modification de la Constitution belge aus dem Joer 1993. Genau déi eenzearteg wichteg Verfassungsbestëmmungen, den Artikel 114 an eiser Lëtzebuurger Verfassung, sollen haut vun der Chamber, déi 1999 ass Constituante gewielt ginn ass, diskutiert, a wéi mir et hoffen, och fundamental ëmgeännert a frësch formuliert ginn. Et ass sécherlech eng vun deene fundamentale Verfassungsännerunge vun deene leschte Jorzéngten.

Ech wëll mech als Rapporteur drop beschränke fir hei e kuerzen historische Réckbléck ze maachen, awer och op déi juristesche a politesch Bedeitung a Bewäertung vun deem Kommissiounsvorschlag zréckkommen. Meng Tache gëtt doduerjer ganz kloer vereinfacht, dass bei deem leschten entscheidende Vote an der Kommissioun Eestëmmegeet geherrscht huet iwwert déi proposéiert Textformulatioun.

Ech muss lech soen, dass ech mir dat eigentlech - a vill anerer mat mir - esou einfach net virgestallt hat, wann een zréckkuckt, wéi laang déi Diskussioun schonn dauert an och, wann ee sech virun Ae féiert, wéi vill verschidde Meinungen et eigentlech an deem Dossier zum Ufank ginn huet. Ech wëll och drun erënneren, dass an der rezenter Vergaangenheet, am Joer 1999, eng éischt Tentative an der viregter Legislaturperiod am leschte Moment gescheitert war fir deen heiten Text, den Artikel 114, ze änneren. Mir hu laang debattéiert a mir hu schliesslech e gemeinsamen Nenner fonnt, wou sech zumindest an der Kommissioun all Fraktiounen konnten drop verstännege. Dat konnte mir maachen, well mir och eng konstruktiv Mataarbecht hate vun der Regierung an där heiter Fro, déi eng schréfftlech Position eraginn hat

mat eegene Virschléi, awer och besonnesch wëll ech hei d'Intervention vum Statsrot ervirsträchen, deen a sengem éischten Avis an och an engem Avis complémentaire, mat dozou bäigedroen huet, dass mir deen heiten Text konnte schlussendlech ficeléieren.

Et ass an den Ae vun der Kommissioun en ausgeglachten Text, en Text, deen dofir suergt, dass d'Verfassungsrevisiounen an der Zukunft méi einfach an och méi transparent geschéie kënnen. Mir bréngen eng Portioun Flexibilitéit an en traditionell rigidé Revisiounsprozess vun eiser Constitutioun eran. A gläichzäiteg maache mir och d'Dier op fir de Verfassungsreferendum, d'Befroung also vun de Leit zu enger Verfassungsännerung op Ufro vun enger staarker Parlamentsminoritéit respektiv enger bestëmmten Unzuel vu Wieler.

Et ass an eisen Aen de gelongene Versuch an engem System vu Kontroll vun der Verfassungsméissegkeet vun de Gesetzer, wéi mir en zënter etleche Jore kennen, de Respekt vun der Hierarchie vun de rechtlichen Normen ze garantéieren, an eis parlamentaresch Demokratie, opgebaut op engem representative System duerch gewielte Volleksvertreieder, duerch eng Portioun vun direkter Demokratie iwwert de Verfassungsreferendum ze vervollstännegen an ze festegen. Déi praktesch Uwendung vun deem neien Artikel 114 wäert weisen, awéiwäit deen neie proposéierte Mechanismus vu Verfassungsrevisioun och direkt Auswirkungen op politeschem an och op institutionellem Plang wäert hunn. Neutral, dat kann ech schonn elo soen, wäert déi Bestëmmung op de politeschen a parlamentareschen Émgang mat der Verfassung sécherlech net sinn.

Loosse mir eigentlech vun deem ausgoen, wou mir haut do stinn. Dat ass den Artikel 114 wéi en elo seng Gültgkeet huet. Ech wëilt e kuerz hei zitieren. „Le pouvoir législatif a le droit de déclarer qu'il y a lieu de procéder à la révision de telle disposition constitutionnelle qu'il désigne. - Après cette déclaration, la Chambre est dissoute de plein droit. - Il en sera convoqué une nouvelle, conformément à l'article 74 de la présente Constitution. - Cette Chambre statue, de commun accord avec le Grand-Duc, sur les points soumis à la révision. - Dans ce cas, la Chambre ne pourra délibérer, si trois quarts au moins des membres qui la composent ne sont présents, et nul changement ne sera adopté, s'il ne réunit au moins les deux tiers des suffrages.“

Et ergëtt sech also aus deene bestoende Verfassungsdispositiounen, dass mir hei zu Lëtzebuerg e Revisiounsmechanismus hunn, dee gekennzeechent ass duerch eng ganz staark Rigiditéit. An der classescher Opdeelung tëschent Länner a constitution rigide a Länner a constitution souple fällt Lëtzebuerg haut ganz kloer an déi éischt Kategorie eran. De Mechanismus gesäit nämlech eng obligatoresch Opléisung vum Parlament vir, no-

deem d'Chamber gesot huet, wat fir eng Artikelen, dass se wëllt änneren, mat doropshin der Wiel vun engem neie Parlament, enger Constituante.

Mir hunn also hei ganz kloer e Phasesystem, deen ufänkt bei der Déclaration de révision, dee weidergeet mat Neiwahlen a schlussendlech enger Verfassungsännerung vun der neigewielter Chamber, ënnert der Bedingung, dass déi Chamber sech kann eens setzen an déi néideg Majoritéit a Quorumsregele ka respektéieren. D'Absicht vun den Auteuren vun eiser Verfassung war ganz kloer, firwat se op deen dote rigidé System vun de Verfassungsännerunge gaange sinn. Et sollt verhënnert gi vun allen Auteuren - ech bestätegen dat -, dass déi iewesch national Rechtsnorm, eist Grundgesetz, lichterfankeg op e politesche Coup de tête hin, jee no politescher Konstellatioun, kënn schnell ëmgeännert ginn. Et ass den Auteuren drëm gaange fir duerch deen heite Wee eng grouss Stabilitéit vum Verfassungstext ze garantéieren. Duerfir fanne mir nieft der Opléisung vum Parlament an eiser Bestëmmung och eng Zweedrittelmajoritéit vun de Suffragen erëm, also eng Majoritéit qualifizée, respektiv eng Quorumsregel vun dräi Véirel.

Deen heitegen Text vum Artikel 114 fënn säin Ursprung an der liberaler Verfassung vun 1848, déi herno och an eisen heitegen Text vun 1868 nach eng Kéier iwwerholl ginn ass. Et ass textuell genau datselwecht, wat an der belscher Verfassung vun 1830 drasteet. Et ass eigentlech bemierkenswäert, wéi wéineg eigentlech vun deem Artikel Gebrauch gemaach ginn ass an den éischte Jorzéngte vun dem Verfassungsliewen. Eréischt 1919, dat heescht also méi wéi 50 Joer no der Proklamatioun vun der Verfassung vun 1868, ass et zu enger éischer Verfassungsännerung komm.

De 15. Mee 1919, wou véier Artikelen ëmgeännert gi sinn an do zwee wichteger derbäi, den Artikel 32, wou definitiv de Litige tranchéiert ginn ass wou dann de Sëtz vun der Souveränitéit géif leien, beim Grand-Duc oder bei der Natioun. Et ass drastoe komm, dass d'Souveränitéit bei der Natioun läit. Am Artikel 52 steet dat allgemengt, fräit Wahlrecht nom Proporzsystem fir Männer a Fraen an eis Verfassung verankert.

Déi nächst Verfassungsännerung ass 29 Joer méi spéit komm, am Joer 1948, an eng aner wichteg 1956. Vun de 70er Joren u war praktesch all Chamber eng Constituante, well all Chamber um Enn vun hirer Legislaturperiod virun der normaler Échéance decidéiert huet, dass verschidden Artikelen vun der Verfassung ze änneren wäeren. Déi Chamber drop huet dann an der Regel och déi eng oder déi aner Verfassungsännerung virgeholl.

Iwwert déi lescht 30 Joer ass dee ganze Mechanismus banaliséiert ginn, ech géif esouguer soe pervertéiert ginn doduerch, dass eigentlech déi Grondiddi vum Constituant aus dem Joer 1868 net respektéiert ginn ass an net mat engem spezielle Mandat vum Wieler un déi Gewielten ze dinn hat, fir an

engem gewëssene Sënn d'Verfassung daerfen ëmzeännere. Dat heescht, et hunn normal Wahle stattfont a Verfassungsfroen hunn eigentlech, mat wéinegen Ausnahmen, ni eng Roll bei de Wahle gespilt a sécherlech och eng ganz ënnergeuerdet Roll gespilt beim Choix vum Wieler, wien hien dann an d'Parlament géing designéieren fir déi nächst fënnef Joer.

Et ass och interessant ze gesinn, wann een e bëssen an der Geschicht bliedert, dass et elo beileiwen net fir d'éischt ass, wou sollt eigentlech deen Artikel hei ëmgeännert ginn. Ech hu scho geschwat vun den Diskussiounen, déi an der viregter Legislaturperiod waren, wou esouguer de Rapport vun der Kommissioun schonn ugeholl war, awer d'Diskussioun ni an de Plenum komm ass, well am leschte Moment Schwierigkeeten entstanen sinn iwwert déi Instanz, déi eigentlech sollt kontrolléieren awéieren en Traité kënn a Kontradiktioun mat eiser Verfassungstext stoen. Ass dat de Conseil d'État, deen dat soll feststellen, oder ass dat d'Cour constitutionnelle?

Mä och scho virdru sinn et Tentativé gi fir den Artikel 114 ze änneren an zweemol war en op der Lëscht vun deenen Artikelen, déi hätte kënn geännert gi vun enger Constituante. Déi éischte Kéier war et 1919, wou fir d'éischt esou eng Propos virlouch, wou och gesot ginn ass, den Artikel 114 kënn geännert ginn, mä wou awer no der Opléisung vum Parlament sech keng Majoritéit fonnt huet fir den Artikel ze änneren. Och deemools war d'Iddi schonn do, fir dass a Verfassungsfroen de Wieler sollt kënnen direkt matbestimmen, also eng Zort vu Referendum sollt an de Verfassungsännerungsmechanismus mat agebaut ginn. De Wieler sollt eng Aart Vetorecht kréie bei Verfassungsännerungen. Et huet sech deemools keng Majoritéit am Parlament fonnt.

An och eng zweet Tentative, direkt nom Zweete Weltkrich, an de Joren 1945/1948, hat datselwecht negatiiv Resultat. Och deemools konnt deen Artikel 114 net geännert ginn.

Mir sinn also hei elo insgesamt beim véierten Ulaß fir als Parlament deen dote kruzialen Artikel vun eiser Verfassung ëmzeännere. Zënter deenen Diskussiounen vu virdrun, sinn eigentlech zwee Elementer bäikomm, déi ee muss berücksichtegen an déi et sécherlech méi einfach maachen haut un déi dote Fro erunzegen, wéi dat nach virun engen etleche Jorzéngten de Fall war an déi a mengen Aen et och onëmgängelech maachen, dass mer den Artikel 114 ëmschreiwene.

Dat ass virun allem d'Importenz vun dem internationalen an dem communautaire Recht hei zu Lëtzebuerg. Dat ass jo net ze vergläiche mat deem wat an de 50er an an de 60er Jore war. E gudden Deel vun deenen Akten, déi och d'Chamber setzt, sinn zréckzeféieren op d'Ëmsetzung vun internationalen Traitéen, respektiv vun Décisiounen, déi op europäeschem Plang innerhalb vun der EU gefall sinn. Virun allem huet sech och zënter de 50er Joren d'Jurisprudenz geännert an do ass och haut d'Doktrin net méi der Meinung, dass d'national Verfassung iwwer

allen anere Rechtsnorme steet. Zënter de 50er Joren ass och hei zu Lëtzebuerg wéi an anere Länner kloer, dass d'internationalt Recht, wat sech aus den internationalen Traitéen ergëtt, verbindlech ass a sech esouguer applizéiert, och wann den Traité net konform zu den nationale Verfassunge wär. Dat ass eng völeg aner Situatioun wéi déi, déi een an der éischter Halschent vum leschte Jorhonnert kannt huet.

Fir do Rechtssécherheet ze gewährleeschte gëtt et wichteg, dass mer bei esou Fall vun der Emsetzung vun internationalen Traitéen eis eng Method ginn, eis Prozedure ginn, fir och am Noutfall eis Konstitutiuon kënnen schnell ëmzänneren, fir keng Kontradiktioun an de Rechtsnormen hei zu Lëtzebuerg ze kréien.

Dat lescht Beispill vun där Diskussioun, déi mer haten, dat war bei de Maastrichter Verträge. Ech mengen, et ass also wichteg, dass een esou Debatte ka verhënnere an dass mer an der Zukunft gewährleeschte kënnen, dass wa sech de Fall stellt, international Traitée solle ratifizéiert gi vum Parlament an do ass e Problem mat der Konformitéit zur Verfassung, dass mer da kënnen schnell a relativ onkomplizéiert eise Verfassungstext upassen, wa mer mengen, dass dat wat international am Traité steet richteg ass an dat och soll hei zu Lëtzebuerg seng Uwendung fannen. Et ass also wesentlech, dass mer an deem verännerten internationalen Umfeld a Fonctioun vun där neier Hierarchie an de Rechtsnorme vum internationale Recht virum nationale Recht steet, also dofir suergen, dass mer eis Verfassung kënnen adaptéieren.

Dat zweet Element, wat dobäikomm ass, ass spezifesch lëtzebuergesch, dat ass de Fait, dass mer zënter dem 1. Oktober 1997 hei am Land e System vu Kontroll vun der Verfassungsméissegkeet vun de Gesetzer duerch e Verfassungsgericht hunn, e Verfassungsgericht wat seng Aarbecht mécht a schonn an etliche Fall zougeschloen huet, wann ech dat kann esou ausdrécken, an dofir gesuergt huet, dass festgehale ginn ass, dass eenzel gesetzlech Dispositiounen net konform zu eisem Verfassungstext sinn.

Elo ginn et natierlech zwou Methoden fir op esou Uerteeler an Décisiounen ze reagéieren. Et kann een dohinnergoen, dat misst den Normalfall sinn an et ännert een d'Gesetz, mä an Ausnahmefäll ka sech och d'Situatioun erginn, dass ee mengt, dass ee misst de Verfassungstext preziséieren, well eng Interpretatioun komm ass, wou d'Chamber mengt, dass dat net déi richteg wär an dee Moment muss ee sech also och an esou engem Fall eng Method ginn, wou een d'Verfassung kann änneren, ouni iwwert de schwéierfällige Mechanismus vun Neiwahlen ze goen, mat enger zweeter Constituante, déi dann därerf eréischt den Text änneren.

Et ass also ganz kloer, dass mer duerch déi zwou nei Ursachen dofir plädéieren, dass mer elo an haut den Artikel 114 änneren. D'Motivatioun vun dëser Verfassungsrevisioun ass deemno duebel. Si ergëtt sech aus der Primautéit vum internationale Recht op d'nationale Verfassung. Si ergëtt sech aus der Aféierung vun eisem System vu Verfassungskontroll vun de Gesetzer, mä et ass awer och eng drëtt Iddi, mengen ech, déi ee muss onbedéngt bei där Debatt hei berücksichtegen. De Wonsch d'Bevölkerung, d'Wielerschaft duerch eng direkt Befragung an de Prozess vun de Verfassungsännerunge matanzebannen. Also e klengt Stéck participative Demokratie ze woen, duerch d'Aféierung vun der Volleksinitiativ bei Verfassungsrevisiounen.

Doduerch huet d'Kommissioun och dee méi enken an e bësse manner ambitiöse Wee verlooss, deen ei-

gentlech an der viregter Legislaturperiod vum Parlament ageschloeg gi war, awer net bis un d'Enn komm ass. An haut soen ech mer, dass dat eigentlech eng gutt Saach war, dass dat deemools net bis un d'Enn komm ass, well deemools jo ausschliesslech d'Iddi war fir eng Erliichterung vun der Ofännerung vun der Verfassung ze erméiglechen am Fall wou e Konflikt tëschent internationalem Recht an nationalem Recht besteet. Fir all déi aner Fäll sollt eigentlech de bestehende schwéierfällige Mechanismus nach kënnen weiderbestoen.

Ech géif soe mat Recht huet sengerzäit och de Statsrot a sengem ganz kriteschen Avis gesot, ouni wat en ni an där heiter Fro eigentlech mécht - eng „Opposition formelle“ unzemellen, dass en déi stärkste Reserven huet fir op esou e System ze goe vum enger „Révision de la Constitution à deux vitesses“, well dat ganz einfach awer dem Prinzip widderleef, dass eigentlech all Verfassungsbestimmungen dee gläiche Wäert missten hunn, an also och noutgedrongenerweis de Mechanismus fir d'Verfassung ëmzännere muss fir all Bestimmungen deeselwechtesinn, egal ob do Problemer mam internationale Recht sinn oder net.

Sou dass mer eis an der Kommissioun relativ schnell eens waren, dass mer géife vun där Pist fortgoe wou d'Chamber bis 1999 drop war an en neie Wee goen a ganz kloer a Richtung hischaffe fir een eezenge neie Revisiounsmechanismus fir d'Verfassung anzeféieren. Mä wat fir een? Do war d'Diskussioun natierlech op. Ech hat den Optrag ginn als Rapporteur ze kucke wéi am „Droit comparé“, wéi also an eisen Nopeschlänner, an europäesche vergläichbaren demokratesche Systemer, d'Systemer, d'Mechanismen si fir d'Verfassung ze änneren, fir do eventuell e Modell ze fannen, deen ee kéint op Lëtzebuerg adaptéieren. Ech hunn iwwerkuckt wat fir eng Méiglechkeeten et gëtt. Eng ganz Partie Länner hunn nach wie vor e ganz rigidé System. Dat gëllt fir d'Belsch, dat gëllt fir Holland an och nach aner Länner. Erëm anerer hu praktesch alles opgemaach a praktesch ganz weineg Konditiounen gestallt fir d'Verfassung ze änneren.

D'Kommissioun huet sech schlussendlech géeneegt fir eigentlech bei hiren Diskussiounen vum italienesche Modell auszegoen, ouni deen ze kopéieren. Dat Interessant un deem Modell ass, dass en eigentlech eng fakultativ Verbindung mécht tëschent der Verfassungsrevisioun an dem Referendum respektiv der Volleksinitiativ.

Lëtzebuerg wäert also net den däneschen, Schwäizer, irländeschen an australesche Modell iwwerhuelen, wou jeeweils eng obligatoresch Volleksbefragung stattfënt bei alle Verfassungsännerungen. Lëtzebuerg wäert och net, wann d'Kommissioun vun der Chamber Recht kritt, op e ganz einfache Mechanismus goen, deen nëmme eng speziell Majoritéit an der Chamber virgesäit, wéi dat Däitschland, Portugal oder Finnland zum Beispill hunn. Eise Modell läit dertëscht, no um italiensche respektiv och um éisträichesche Modell, déi och bei partielle Verfassungsännerungen d'Méiglechkeet vun enger Volleksbefragung matagebaut hunn.

Deen neie Lëtzeburger System wëllt garantéieren, dass d'Verfassung sécherlech och an der Zukunft mat der néideger Serenitéit, och mat der néideger Seriositéit duerchgefouert gëtt, mat strenge Majoritéitsregelen - si sinn esouguer méi streng gi wéi déi, déi haut an der Verfassung sinn: Zweek Drëtterel von de gewielten Deputéierte mussen mat Jo stëmmen. Wichteg ass et also, dass och an Zukunft garantéiert bleift, duerch dee Prinzip vun der „Majorité qualifiée“, dass iwwert d'Stärkt vun de jee-weilege Regierungsmajoritéiten

eraus eigentlech muss nach en Accord mat anere Parlamentsmembre fonnt ginn.

Enger bestëmmten Unzuel vu Bierger wéi och engem Deel vum Parlament steet et weider zou, e Revisiounsprozess souzesoen nom éischte Vote an der Chamber ze ënnerbriechen, ze suspendéieren, an déi definitiv Revisioun duerch d'Vollek virhuelen ze loossen, dat mat Jo oder mat Nee schliesslech decidéiert ob et déi am éischte Vote ugehollte Verfassungsrevisioun duerch d'Parlament och definitiv gëtt oder ob se definitiv gestuerwen ass.

Aus dem Vetorecht iwwert d'Volleksbefragung, dat mer an eiser éischter Textpropositioun dran hatten, ass no laangen Diskussiounen schlussendlech en decisinnellé Referendum ginn. Dat ass eigentlech eng revolutionär Ännerung am Fonctionnement vun eisen Institutiounen hei zu Lëtzebuerg. Déi ass esou grondleeënd aus dräi Grënn: Et ass nämlech fir d'éischt, dass iwwerhaupt e Referendum kann duerch eng Minoritéit ausgeléist a provoziert ginn. Dat war bis elo hei zu Lëtzebuerg net méiglech. Dat huet ëmmer missen iwwer e spezialt Gesetz geschéien, an e Gesetz muss d'Majoritéit vun der Chamber hunn. An Zukunft kann eng Minoritéit - et muss eng staark Minoritéit sinn -, mä et kann eng Minoritéit vun Deputéierten am Verfassungsberäich eng Volleksbefragung provozéieren, an an Zukunft kënnen och 25.000 Wieler duerch hir Ënnerschrëft errechen, dass eng vun der Chamber an éischter Lecture gestëmmte Verfassungsännerung vun Wieler definitiv tranchéiert gëtt. Bei den Deputéierten ass d'Lat bei 16 opgeluecht ginn, 16 Deputéierte vu 60.

Grondleeënd ass déi Ännerung awer net nëmme wéinst där doper Fro, mä och well fir d'éischt an engem Gesetzestext fir den nationale Plang d'Volleksinitiativ verankert gëtt. Et ass jo do wou eigentlech nach dat gréisste Misstrauen ass a wou eigentlech ganz weineg Länner an Europa op nationalem Plang esou e System kennen, wou also Wieler kënnen an enger bestëmmter Unzuel errechen, dass eng Fro duerch si erëm eng Kéier tranchéiert gëtt. Mir hate bis elo zwou Experienze vu Referenden, mä déi waren all Kéiers vum Parlament respektiv vun der Regierung initiéiert ginn, 1919 an 1937. 1937 war praktesch déi deemoleg Regierung désavouéiert ginn, an dat erkläert vläicht och dee weinegen Empressment deen duerno bestanen huet fir nach eng Kéier op dat Instrument zrëckzegräifen, nämlech e Referendum duerch eng Minoritéit déclenchéiert.

D'Volleksinitiativ an en drëtterel Punkt schéngt mer och ganz wichteg ze sinn: Dat ass, dass mer hei och erstmaleg vun engem decisinnellé Referendum oder enger decisinneller Volleksinitiativ kënnen schwätzen. Och dat ass Neiland fir Lëtzebuerg. Bis elo hatten all Volleksbefragungen eigentlech wat hir Effeten ugeet nëmme e konsultative Charakter, si hate keen decisinnellé Charakter. Och dat ass hei komplett nei par rapport zu där Praxis an zu den Texter wéi se zu Lëtzebuerg haut bestinn. Ech si frou, dass no laangen Diskussiounen d'Kommissioun sech konnt op déi doten Eckwäerter vun där Reform eenegen.

Wéi gesäit elo deen neien Text aus? Ech wëll e virlesen, also den Artikel 114 a senger neier Versioun: „Toute révision de la Constitution doit être adoptée dans les mêmes termes par la Chambre des députés en deux votes successifs, séparés par un intervalle d'au moins trois mois. Nulle révision ne sera adoptée si elle ne réunit au moins les deux tiers des suffrages des

membres de la Chambre, les votes par procuration n'étant pas admis. Le texte adopté en première lecture par la Chambre des députés est soumis à un référendum qui se substitue au second vote de la Chambre, si dans les deux mois suivant le premier vote demande en est faite soit par plus d'un quart des membres de la Chambre, soit par 25.000 électeurs inscrits sur les listes électorales pour les élections législatives. La révision n'est adoptée que si elle recueille la majorité des suffrages valablement exprimés. La loi règle les modalités d'organisation du référendum.“ Sou wäit zu dem Text wéi en d'Kommissioun virgesäit.

Ech wëll net weider agoen op déi Diskussiounen, déi mer an der Chamber haten an deene leschte Méint. Dat fannt Der alles am schrëftleche Rapport. Ech géif mech hei just drop beschränken zum Schluss nach e puer Explikatiounen ze ginn iwwert deen doten Textvorschlag vun der Kommissioun. Et fällt op, dass et also an Zukunft keng „Déclaration de révision“ méi wäert ginn. Dat heescht also, prinzipiell bewege mer eis hei an der normaler legislativer Prozedur, wéi dat bei Gesetzesprojeten oder bei Gesetzespropositiounen üblech ass, mat der Ausnahme dass mer obligatorescherweis zweek Voté wäerten hunn - et kann also keng Dispens vum zweekte Vote ginn - an en „Délai de réflexion“ vu mindestens dräi Méint tëschent den zweek Voten. D'Sanktioun, d'Promulgatioun an d'Publikatioun vun der Revisioun geschitt weiderhin duerch de Grand-Duc.

Par rapport zum aktuellen Artikel 114 feelt d'Prezisioun, dass d'Révisioun en accord tëschent dem Statschef an der Chamber ze geschéien huet. Et ass och eng Dispositioun, déi eigentlech e bësse schleierhaft ass, wann ee se mat heitegen Ae kuckt, déi sech erkläert am Kontext, an deem den Text do entstanen ass, dat heescht fir d'éischt 1848 an duerno 1868, wou deen Text nach eng Kéier iwwerhollt ginn ass. An der Praxis ass déi doten Dispositioun, géif ech soen, an Désuétude gefall, well u sech déi eigentlech Aarbecht an der Chamber gemaach gëtt an eigentlech kee speziellen Accord verlaangt gëtt mat iergendengem anere Stellen, sief dat de Statschef, sief dat och d'Regierung, mä selbstverständlech ass d'Regierung mat agebonnen an dee ganze Prozess. Si huet jo och grad bei dësem Artikel hei och eng schrëftlech Prise de position geholl.

Den zweekte Punkt, deen ech wollt preziséieren: D'parlamentaresch Traditioun wëllt, dass d'Initiativ vu Verfassungsrevisiounen vun der Chamber ausgeet. Den normale Wee fir eng Dispositioun vun der Verfassung ze änneren ass de Wee vun enger Proposition de loi. Un där Traditioun wëlle mir och net rütle goen. Dat schléisst awer net aus - ech hanken dat awer direkt drun -, dass, och wann dat net speziell am Text elo virgesinn ass, wéi d'Regierung dat gare gehat hätt, et och an Ausnahmefäll méiglech ass, dass eng Verfassungsrevisioun géif duerch e Projet de loi, also duerch eng Regierungsinstitutiv déclenchéiert ginn, mä dat ass eigentlech net den normale Wee fir hei ze verfuere. Normalerweis ass dat heiten eng Prérogative vum Parlament, dat jo och als Constituante fungéiert.

E weidere Punkt, deen ech nach wollt preziséieren, ass, dass mir profitéiert hunn, fir, wat d'Ofstëmmungsregelen ugeet an haapt-sächlech d'Definitiuon vun der Majoritéit qualifiée, Klortext dozou ze schwätzen an eng Ambiguitéit aus dem bestehenden Text erauszehuelen, deen och am Laf vun de Jorzéngten eigentlech fir verschiden Interpretatiounen gesuergt huet. An Zukunft ass et ganz kloer, dass zweek Drëtterel von den Deputéierten, déi d'Chamber zesummesetzen, dat heescht 40 Deputéierte vu 60, mussen mat Jo zu enger Ver-

fassungsrevisioun stëmmen, an dat am Regelfall an zwou Ofstëmmungen. De Vote par procuration ass an Zukunft ausgeschloen an där heiter Matière. Doduerch besteet de facto eigentlech och eng Quorumsregel, déi mir de jure net ageschriwwen hunn, vun zweek Drëtterel vu 60 Deputéierten, déi mussen present sinn, fir dass 40 Deputéierte kënnen mat Jo stëmmen.

E lescht Wuert. Voll zur Geltung kann deen neien Artikel 114 nëmme kommen, wann esou schnell wéi méiglech iwwert d'Gesetz déi praktesch Ausféierung vum Referendum op Initiativ vun uewen an op Initiativ vun ënnen geregelt gëtt. Dat Gesetz ass och nach eng Kéier ausdrécklech am Artikel 114 am leschte Saz virgesinn. Iwwert dat Gesetz mussen vill Froen geregelt ginn, wéi zum Beispill déi praktesch Fro, wéi d'Ënnerschrëfte gesammelt ginn, d'Fro vun den Délaïen, d'Fro vun der Kontroll vun de Prozeduren, d'Fro vun der Wahlpflicht an d'Fro och, wéi déi ganz Campagne vum Referendum soll organiséiert a finanzéiert ginn. Et ass de Wonsch vun der Kommissioun, ouni Ausnahm, dass dat Ausféierungsgesetz soll waméiglech nach virum Enn vun dëser Legislaturperiod duerch d'Parlament goen. D'Regierung huet jo ee Projet de loi deponéiert. Dat ass eng gutt Diskussiounsbasis. Mir wäerte mathëlfen, dass mir op deem dote Punkt virukommen.

Här President, Dir Damen an Dir Hären, zum Schluss wollt ech nach eng Kéier een ausdréckleche Merci hei ausdrécken un d'Membere vun der Kommissioun, mat un der Spëtzt dem President, mä och all deenen anere Membere, déi iwwer laang Sitzunge matgeholfen hunn deen heiten Text ze finaliséieren, och de Regierungsvertreieder respektiv de Vertreieder vum Statsministère, déi eis assistéiert hu bei eisen Debatten.

Mat dësem neie System vu Verfassungsrevisioun, mat der Aféierung haapt-sächlech vun engem Référendum constitutionnel hei zu Lëtzebuerg begi mir Neiland. Dat ass ganz kloer. Eng Dosis direkt Demokratie kënn an eise representativé Regime eran. De Bierger kritt domadder d'Chance, mengen ech, méi staark an de Verfassungsprozess eranzekommen a sech och méi staark fir d'Res publica ze interesséieren. Et sollt een net zrëckschrecke fir deen dote Schritt ze maachen, well ech der fester Iwwerzeugung sinn, dass mir mat deem heiten Text eigentlech nâischt maachen, wat der parlamentarescher Demokratie géif schueden, mä eigentlech eppes maachen, wat se stäerkt, doduerjer, dass mir och d'Bierger méi staark hei mat erabezéien. An deem Sënn hoffen ech am Numm vun der Kommissioun, dass mir waméiglech Eestëmmegeet op deem heiten Text kréien. Merci!

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Als éischte Riedner ass den Här Paul-Henri Meyers agedroen. Den Här Meyers huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Paul-Henri Meyers (CSV). - Här President, Dir Damen an Dir Hären, ech wëll fir d'éischt dem Rapporteur, dem Alex Bodyr, villmools merci soe fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport. Hien huet ausféierlech d'Aarbechten duergeluecht an hien huet eis och hei all Aspekter vun där wichtiger Ännerung vun der Verfassung kloer explizéiert, sou datt ech mech och relativ kuerz kann halen.

Mä ech mengen awer, dass d'Importanz vun der Matière et verlaangt, dass ee sech an aller Rou an an aller Ausféierung, wéi dat noutwendeg ass, mat deem Sujet soll ofginn. D'Verfassungsrevisioun, déi haut zur Debatt steet, huet eng aussergewöhnlech Bedeutung. Et geet drëm, den Artikel 114 vun der Verfassung ofzënnere.

Et ass den Artikel, den d'Bedingungen an d'Prozedur festleest, no deenen d'Verfassung selwer soll ofgeännert ginn, dat heescht, dee festleest, wéi och all aner Artikelen kennen ofgeännert ginn. U sech ass et eigentlech de Schléssel zu der Dier, déi opgemaach muss ginn, wann een d'Verfassung wëllt änneren. An dofir huet den Artikel eng aussergewöhnlech Bedeutung, an et kann een eng Verfassung, eng modern Verfassung, no deem doten Artikel jugéieren a kucke wéi demokratesch eng Verfassung ass, wann ee kuckt, wéi wäit dass och d'Dispositionen iwwert d'Ofännerung vun där Verfassung festgeleucht sinn.

D'Verfassung, Dir Dammen an Dir Hären, ass dat iewescht Gesetz. Et steet iwwer all Gesetze, et leet eis Grondrechter fest an et leet och de Fonctionnement vun de staatlechen Institutione fest. Et kann een also mat deenen doten Dispositionen net lichtschaatz emgoen an et muss ee sech kloer definéiert Regele ginn, no deenen och d'Verfassung ofgeännert ka ginn. D'Reform vun haut reit sech an an déi historesch Entwécklung vun eiser Verfassung. Si knäppt och un, un dat wat elo an der Verfassung drasteet. Déi Modifikatioun versicht awer och Problemer ze léisen, déi sech an der Vergaangenheet gestallt hunn, a si versicht duerch wesentlech Ännerunge vun der Verfassung eis Opfaassung, déi mir haut vum demokratesche Stat hunn, och an deenen doten Artikel mat eranzebréngen.

Den Text, dee mir bis elo hunn, den nach ëmmer a Kraaft ass, datéiert vun 1848. En ass awer am Laf vun der Zäit eng Kéier ofgeschaf ginn an zwar duerch de Constituant vun 1856. A schonn eleng de Fait, dass dee Moment deenen Artikel abrogéiert ginn ass, beweist, dass déi Verfassung vun deemools keng demokratesch Verfassung war, mä dass et eng Verfassung war, déi dem Vollek vun dem deemolege Statschef octroyéiert ginn ass. Eleng deenen doten Artikel kënn déi ondemokratesch Aart a Weis beweise vun där deemoleger Verfassung.

D'Kommissioun, déi sech am Rahme vun der Constituante vun 1868 mat der Ofännerung vun der Verfassung ofginn huet, huet dann och direkt drop gepocht, dass den Artikel 114, wéi en an der Verfassung vun 1848 bestanen huet, erëm géif agefouert ginn. An ech mengen, wa mir déi Aarbechten an déi Kommentäre vun der Kommissioun vun 1868 noliesen, dann hunn déi an e puer prägnante Sätz de Rôle vun deem doten Artikel durgeluecht, an ech wëll déi Artikelen hei, déi puer Sätz och in extenso zitieren. D'Kommissioun schreift zu deem doten Artikel, am Zesammenhang mat dem Fait, dass an der Verfassung vun 1856, deenen ofgeschafte gi war: „Le mode actuel d'introduire des modifications à la Constitution ne présente guère de garantie contre l'entraînement, la précipitation et l'arbitraire. La loi fondamentale qui est appelée à servir de norme à toutes les autres doit avoir la plus grande stabilité. Il faut de plus qu'elle ne puisse être profondément changée sans faire un appel au peuple.“

D'Constituante vun 1868 huet vläicht domat eppes aneschters gemengt, mä de leschte Saz vun dem Appel au peuple huet méi wéi jee haut och seng Aktualitéit. An dofir huet d'Kommissioun proposéiert 1868 fir erëm op den Text vun 1848 zrëckzekommen, wéi mer en haut och hunn. Den Text gesäit vir, dass wann eng Verfassungsännerung virgeholl gëtt, dass dann eng Deklaratioun vun der Chamber gemaach gëtt, déi da seet wéi eng Artikelen sollen ofgeännert ginn. Domat ass d'Chamber opgeléist an et kënn zu Neiwahlen.

Déi Prozedur, besonnesch déi do, huet awer Problemer gestallt an huet sech als en Nodeel erweisen, besonnesch an deene leschte Jorzéngten. Wann d'Chamber der

Meenung ass, dass d'Verfassung muss ofgeännert ginn, dann designéiert se an enger feierlecher Deklaratioun déi Artikelen, déi sollen ofgeännert ginn. Domat ass déi Chamber opgeléist an et kënn zu Neiwahlen.

D'Chamber, déi déi Deklaratioun mécht, brauch net ze soe wéi déi Artikelen sollen ofgeännert ginn. Si brauch keen neien Text virzeleeën, si designéiert just déi Artikelen. Dat féiert och dozou, dass wann et zu Neiwahlen kënn, de Wieler oft net weess, wat a wéi et da soll ofgeännert ginn a wéi d'Verfassung an Zukunft soll ausgesinn. Déi nei Chamber, déi gewielt gëtt, esouguer wann eng Déclaration d'intention iwwert de Fong vun deenen Artikelen géing virleien, wéi awer net gehale sech dorunner ze halen, well si decidéiert souverän iwwert déi Ännerunge wou si mengt, déi wichtig a richtig wäeren. Si huet eng Limitatioun, si däerf keng Artikelen revidieren, déi net vun der Chamber virdrun als révisabel erkläert si ginn.

Dat huet eng Rei Nodeeler. Et huet besonnesch och déi Nodeeler, dass de Wieler selwer net den Zesammenhang gesäit tëschent deenen Artikelen, déi engersäits als révisabel erkläert si ginn an op där anerer Säit op d'Resultat, dat heru bei där neier Chamber an der Ofännerung erauskënn.

En zweeten Nodeel läit doran, dass déi nei Chamber, déi constituante ass, an nëmme déi Artikelen däerf ofänneren déi révisabel sinn, bei hirer Aarbecht op eemol feststellt, dass ausser deenen Artikelen, déi virgesi wäeren, eventuell och aner Artikelen missten ofgeännert ginn, fir d'Kohärenz vum Text ze erhalen. Or, dat ka se awer net maachen, well nëmme déi Artikelen däerfe geännert ginn, déi och déi viregt Chamber festgeluecht huet. Et ass also eng limitéiert Matière, op déi och déi nei Chamber ka schaffen a wa se der Meinung ass, et wäeren nach aner Artikelen ofzänneren, misst se dat deklarieren a sech selwer erëm opléisen. Dat huet dozou gefouert, dass an der Vergaangenheet oft d'Chamber an hiren Deklaratiounen, an dat war och 1999 de Fall, méiglechst vill Artikelen als révisabel erkläert huet, wohlwissend dass eng ganz Rei vun deenen Artikelen net géife geännert ginn oder iwwerhaapt net a Fro kéime fir ze änneren. Or, domat gëtt awer déi eigentlech Prozedur, déi d'Verfassung virgesäit, souzesoen ennerlaf.

An da gëtt et en drëtten Nodeel, dee sech aus där Prozedur hei ergëtt, dee mer elo hunn. Dat ass deen, dass an der Vergaangenheet sech erausgestallt huet, dass duerch d'Ratifikatioun vun internationale Verträge, Bestëmmungen hätte misse ugeholl ginn, déi géint bestehend Texter vun eiser Verfassung verstouss hunn oder jiddefalls net an Aklang mat deenen Texter wäeren. Eigentlech hätt d'Chamber, wa se déi Verträge stëmmt, fir d'éischt misse d'Verfassung ännere goen, fir net do zweegleiseg ze fueren, engersäits Texter an der Verfassung an Texter an de Verträge, déi net iwwertenee stëmme. Dat hätt se awer nëmme kënnen maachen, wa se sech gläichzäitig och opgeléist hätt.

De Fall huet sech gestallt bei der Unhuelung vun de Maastrichter Verträge, wou virgesi war, dass d'Bierger vun der Unioen och d'Wahlrecht op kommunalem Plang an alle Länner géife kréien. D'Lëtzebuurger Verfassung huet dat net virgesinn. D'Vertrag sinn zwar ugeholl ginn, mä d'Verfassung ass do mat engem gewëssen Décalage ofgeännert ginn, well keng Urgence do war, fir dat direkt ze maachen.

Et huet sech awer dee Moment d'Fro gestallt an déi Fro ass och positiv beäwert gi vun der deemoleger Verfassungskommissioun, dass een d'Verfassung misst ofänneren. D'Proposition, déi awer do erauskomm ass, war déi, dass

wann en internationale Vertrag virläit wou eng Disposition drin ass, déi géint d'Verfassung verstéisst oder net an Aklang mat der Verfassung ass, dass dann d'Verfassung kënn ofgeännert ginn no engem neie Modus, deen awer nëmme an deem Fall gültig wär. Domat hätt mer zu Lëtzebuerg eng duebelgleiseg Prozedur gehat fir d'Verfassung ofzänneren an esou wéi den Alex Bodry et scho gesot huet, war de Conseil d'État net d'accord domat.

En huet och geschriwwen, dass e ganz staark Hésitatiounen hätt fir mat op deen dote Wee ze goen. Ech wëll hei de Conseil d'État zitieren an déi Argumenter zitieren, déi e virbruecht huet: „Le Conseil d'État éprouverait de fortes hésitations à admettre que l'unicité de la procédure de la révision de la Constitution puisse être abandonnée en faveur d'une dualité de mécanismes pouvant accréditer l'impression que les prescriptions constitutionnelles sont de valeurs inégales et que la modification de certaines prescriptions mérite d'être entourée de garanties particulières, alors que la révision d'autres dispositions ne mérite peut-être pas la même attention.“

Ech hunn och de Professor Delpérée zitiert an ech wëll och hei nach eng Kéier dee Saz widerhuelen: „Toutes les dispositions de la Constitution méritent un égal intérêt, toutes participent de la même manière à la dignité de la règle constitutionnelle.“

Et sinn och déi Iwwerleeungen, Dir Dammen an Dir Hären, déi no de Wahlen vun 1999 d'Vefassungskommissioun sech zu eege gemaach huet a si ass zu der Iwwerzeugung komm, dass ee keng esou eng Dualitéit soll aféieren, mä dass een op en einheitleche Wee vun der Verfassungsrevisioun soll goen an an der Verfassung nëmme een Artikel soll virgesinn, dee festleest no wéi enger Prozedur a mat wéi enge Bedéngungen d'Verfassung selwer kënn ofgeännert ginn.

D'Kommissioun huet, wéi se un déi Aarbecht erugaangen ass, awer ëmmer d'Suerg behalen, dass een eis Verfassung net lichtsinneg kënn ofänneren, dass ee soll Dispositionen, déi onflexibel sinn an net méi ugepasst sinn, ofänneren, dass een awer ëmmer nach de Prinzip vun der Rigiditéit vun der Verfassung soll bäibehalen, well all modern Verfassungen hunn eng gewësse Rigiditéit wat d'Ofännerung vun hiren eegenen Dispositionen ueegt. Wat heescht elo eng rigid Verfassung?

Eng rigid Verfassung wëllt net soen, dass se onverännerlech ass, datt se guer net däerf ofgeännert ginn. Et wëllt soen, dass se sech selwer muss Regele ginn. Ech zitieren do aus dem Droit constitutionnel vum Elisabeth Zeller eng Definitioun iwwert d'Rigiditéit, well ech et selwer net besser kënn ausdrécken: „Une constitution dont la révision est entourée de conditions est dite rigide. La rigidité est la condition essentielle d'une constitution normative. C'est elle qui confère à la constitution ce statut de loi fondamentale et suprême insusceptible d'être changée dans les mêmes conditions que la loi ordinaire. Cela ne signifie pas qu'une constitution rigide ne puisse jamais être changée; cela signifie qu'elle ne peut être changée que selon certaines formes prévues et déterminées à l'avance.“

On peut résumer cet état de choses par la formule suivante: une constitution rigide n'est pas une constitution immuable, mais c'est une constitution fixe. Une constitution rigide n'est pas immuable en ce sens qu'on peut la changer, mais uniquement selon des formes qu'elle a elle-même

prévues. En revanche, une constitution immuable est une constitution que l'on ne peut pas changer du tout et qui ne prévoit pas qu'elle puisse être changée. Ce n'est évidemment pas une constitution de la liberté puisque le peuple y est enchaîné.“

An esou eng Constitution, déi guer net ka verännert ginn, géif eigentlech och géint de Prinzip vun der Souveränitéit vum Vollek, wat den ieweschte Prinzip vun der Verfassung ass, verstouss. Et muss also ëmmer erëm méiglech sinn, wa sech nei Donnéeën erginn, fir dass d'Verfassung ka geännert ginn, allerdéngs no deene Regele, déi d'Verfassung sech selwer virgesinn huet.

D'Fro ass: Wéi sollen déi Regele ausgesinn? Et däerf een déi Regele net esou einfach maachen, dass quasiment d'Verfassung „à tout bout de champ“ ka geännert ginn. Et däerf een se awer och net esou schwierig maachen, dass eng Ännerung dann onméiglech ass. Et dréint sech also hei och drëm fir déi adequat Formelen a Bedingungen ze fannen, no deenen eng Verfassung ka geännert ginn. An ech géif mengen, dass mer an der Verfassungskommissioun doduerch, dass mer eis zum Deal nei Regele ginn hunn, dee richtige Mëttelwee fonnt hunn, no deem och eis Lëtzebuurger Verfassung kann a soll an Zukunft geännert ginn.

Et stelle sech eigentlech an deem Zesammenhang fénne Froen, an ech wëll och kuerz déi fénne Froen ugoen an ennersiche fir ze kucke wéi wäit dass dann déi Reform deene Froen an deenen Uspréich och entsprécht. Eng éischt Fro déi sech stellt ass: Wie kann d'Initiativ huelen ze enger Verfassungsännerung? Deen neien Text gesäit vir, dass e Vote vun der Chamber geholl gëtt. Domadder ass och kloer am Text gesot, dass d'Initiativ vun der Chamber ausheet, an den Alex Bodry huet dat kloer och schon durgeluecht, dass eigentlech d'Initiativ fir d'Verfassung ze änneren, sou wéi d'Praxis hei am Land ass, vun der Chamber ausheet, wat allerdéngs net ausschléisst, sou wéi et och am Artikel 47 vun der Verfassung virgesinn ass, dass eng Initiativ vum Chef de l'État, dat heescht och vun der Regierung kënn geholl ginn.

Den zweete Punkt ass deen: Wéini kann eng Verfassungsännerung virgeholl ginn? Sou wéi mir dat elo virgesinn hunn, kann eigentlech à tout moment wann et noutwendeg ass d'Chamber eng Verfassungsännerung virhuelen, an deene Bedéngungen, déi den Artikel 114 virgesäit. Et gëtt eng Ausnahm, déi d'Verfassung selwer virgesäit, dat ass den Artikel 115 dee seet, dass während der Régence kee Changeement an der Verfassung ka virgeholl ginn, wat d'Prärogative vum Grand-Duc ugin, de Statut an den „Ordre de succession au trône“.

Den drëtten Punkt ass d'Prozedur. D'Prozedur wéi mer se bis elo hunn ass bekannt. Mir hunn eng nei Prozedur agefouert doduerch dass mir eis och un dat gehalen hu wat d'Verfassung eigentlech elo scho virgesäit, well bei all Gesetz missten eigentlech an der Chamber zwee Voté geholl ginn, an engem Délai vun dräi Méint. Et ass och dat wat d'Verfassung hei erëmhält, mä wat net erëmgeholl gëtt, dat ass d'Méiglechkeet vun der „Dispense du second vote“. Fir d'Vefassungsännerung mussen zwee Voté geholl ginn, an engem Délai, mat engem Intervall vun dräi Méint. Domat soll erreecht ginn, dass et net zu iwwerstierzten Handlunge kënn. Et ass och esou, dass d'Chamber sech selwer net bei der Verfassungsännerung kann dispenséieren vum „second vote“. Den Artikel 59 spillt also net, a wann deen éischte Vote geholl gëtt, geet de Projet oder d'Gesetz wat gestëmmt ginn ass net un de Conseil d'État zrëck, well de Conseil d'État intervenéiert nëmme wann d'Chamber eng „Dispense du se-

cond vote“ decidéiert. De Conseil d'État gëtt also duerno net méi gefrot.

Allerdéngs huet déi Prozedur als Konsequenz, an dat wäerte mer elo an deser Legislaturperiod scho mierken, dass wann eng Verfassungsännerung bannent de leschten dräi Méint gestëmmt gëtt, ier d'Chamber opgeléist gëtt, déi Ännerung net méi vun darselwechter Chamber an engem zweete Vote ka gestëmmt ginn. All Verfassungsännerungen, déi vun där heiter Chamber nom hallwe Februar gestëmmt ginn, wa mer dovun ausginn, dass d'Chamber ophält ze schaffen den hallwe Mee, kënnen also vun där heiter Chamber net méi gestëmmt ginn, do muss en zweete Vote vun där nächster Chamber getraff ginn, déi natierlech och fréi ass, de Vote ze huelen oder net.

Dat féiert och dozou, dass net méi, wéi dat an der Vergaangenheet oft de Fall war, am Virowend vun de Wahlen nach Verfassungsännerunge virgeholl ginn. Et kann een dat nach maachen, mä da kënn den Text bei déi nächst Chamber zrëck. Da kann och während der Wahlcampagne iwwert déi Ännerunge geschwat ginn, wat nëmme e Plus vun Demokratie a vu Matbestëmmung vun de Bierger ka mat sech bréngen.

De véierte Punkt ass d'„Majorité qualifiée“. Bis elo war et esou, dass dräi Véirel vun den Deputéierten hu misse present sinn, dat waren der 45. A vun deenen hu misse zwee Drëttele mat der Ofännerung d'accord sinn, dat waren der 30. Et hätt also kënnen sinn, dass just d'Halbschent vun den Deputéierten eng Verfassungsännerung gestëmmt hätt. Mir hu gemengt et wär méi richtig, wann een déi doten Dispositionen géif ersetzen duerch eng aner Bestëmmung déi virgesäit, dass an Zukunft zwee Drëttele vun allen Deputéierten, dat heescht 40, mat der Ofännerung d'accord sinn, ouni ze kucken, wéi vill Leit am Sall sinn a wéi vill net do sinn.

Ee leschte Punkt: U sech ass d'Verfassung dat iewescht Gesetz. An do kann ee sech dann d'Fro stellen: Wien ass dann déi lescht Instanz déi bei esou engem Text misst hiren Accord ginn? Wa mer dovun ausginn, dass, a wat richtig ass, d'Volk souverän ass, dann ass et och net méi wéi richtig, dass bei esou engem Text d'Volk ka gefrot ginn, wann een der Meinung ass, dass déi Ofännerung déi Wichtigkeet huet, dass d'Volk och soll gefrot ginn: Dofir hu mer de Referendum hei virgesinn. Dat entsprécht och engem Text vun der Regierungserklärung, dee scho gesot huet, dass iwwert d'Vefassungsännerungen, och wann eng ganz Ännerung vun der Verfassung misst gemaach ginn, e Referendum misst ofgehele ginn. Mir hu gemengt et soll een et hei abschreiw fir bei all Ännerung kënnen e Referendum ofzehalen. Dee Referendum ka gefrot gi vu méi wéi engem Véirel vun den Deputéierten, dat sinn der 16, oder vu 25.000 Wieler. E muss gefrot ginn an deem Délai vun zwee Méint nodeem d'Chamber en éischte Vote iwwert eng Verfassungsännerung gestëmmt huet.

E wichtige Punkt bei deem Referendum ass dee vum Effet vum Referendum. An der Vergaangenheet hunn déi Referenden zu Lëtzebuerg éischter e konsultative Charakter gehat. D'Volk ass gefrot ginn, mä duerno konnten déi, déi de Referendum gefrot hunn, maachen a loosse wat se wollten. Dat menge mer ass net richtig bei der Verfassung. De Conseil d'État huet och gesot, wann een de „Peuple souverain“ free geet, an deen huet eng Décisioun geholl, da muss een déi Décisioun respektieren: Wann d'Volk also beim Referendum Jo seet, dann ass et Jo, a wann et Nee seet, dann ass et Nee. An duerno brauch, wann de Referendum stattfonnt huet, deen Text net méi bei d'Chamber zrëckzekommen, well d'Chamber huet jo hire Pouvoir

vum Vollek selwer, si huet e vum Wieler. A wa se dat bei de Wieler zréckgëtt, da muss se de Wieler och fräi a souverän entscheede loosse, an da muss se dat respektéieren, an da kann een net méi do dohannert goen. Dofir huet och de Referendum hei en definitiven an décisiv Charakter.

Ech wëll dann awer drop hiweisen, dass déi heiten Annerung awer och nach eng wesentlech aner Annerung fir déi heite Legislaturperiode mat sech zitt. No deem alen Text, deen en vigueur ass, där d'Chamber sech als Constituante nëmme iwwert déi Artikelen befaassen, déi vun der viregter Chamber als révisibel erkläert si ginn. Deen Text schafe mir elo of. A wann deen neien Text a Kraaft ass, hätt déi hei Chamber d'Recht iwwer all Artikelen ze befannen, inklusiv déi, déi och net 1999 révisibel erkläert si ginn, well deen Text ass mat deem neien 114 ofgeschaf. Et wäert, Comptes tenu vum där Aarbecht, déi mir hunn, net esou sinn, dass mir nach mat all deenen aneren Artikelen, déi net révisibel waren, eis och nach ofginn. Mä et kéint awer sinn...

(Interruptions)

Jo, Här Asselborn, et sinn der net vill, mä et ass awer deen een oder deen aneren derbäi, deen am Zusammenhang mat der Ofännerung vun aneren Artikelen eventuell misst gesi ginn, wat vläicht och bei aneren Ofännerungen d'Aarbecht kann erliichteren.

Dir Dammen an Dir Hären, déi Procédure, déi mir proposéieren, meng mir, dréit dem urspréngleche Sënn vun der Verfassung Rechnung. Mir maachen d'Prozedur net wesentlech méi einfach, mä mir maachen se méi modern a mir maachen se och esou, dass se der Opfaassung vun den demokratische Gepflogenheete vun eiser Zäit entsprécht. An ech géif och sou wéi den Alex Bodry wënschen, dass de Projet hei unanimement vun der Chamber gestëmmt kënn ginn. Ech bréngen och hei den Accord vu menger Partei.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Jean-Paul Rippinger agedroen. Den Här Rippinger huet d'Wuert.

M. Jean-Paul Rippinger (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wënschen net nëmme dem Här Bodry, mä eis alleguerten, dass deen Text hei de Mëtteg gestëmmt gëtt. Ech wëll alerdéngs soen, dass ech elo kee Rapport 'bis' hei maachen. Ech gesinn, den Enthusiasmus hält sech a Grenzen, net nëmme hei, mä och dobaussen. Mä dach ass dat heiten, d'Revisioun vum Artikel 114 vun eiser Verfassung, d'Kärstück vun der Revisioun vun eiser Verfassung, déi des Assemblée constituante, eist Parlament virhält. D'Basis vun der Demokratie läit dodran an et ass ee vun deene wichtigsten Artikelen, déi an deser Legislatur emgéännert ginn. Dir gesitt och, dass des Majoritéit net no Majoritéitsverhältnesser kuckt, sondern dass och en Deputéierte vun der Opposition, besonnesch bei deem wichtege Text, Rapporteur ass. Ech géif him och fir déi prezis Aart a Weis, wéi hien dat hei duercheluecht huet, am Numm vun eiser Fraktioun merci soen.

Wa mir elo kucken an deene leschte véier an engem hallwe Joer, wéi oft d'Revisiounskommissioun vun der Verfassung zesummekomm ass, wéi vill mir geschaff hunn a wéi wéineg mir opzeweisen hunn, opzeweisen net an deem Sënn, datt mir net genuch diskutéiert hätten an net genuch eis Aarbecht gemaach hätten, mä opzeweisen, mengen ech, mat deenen Texter, déi mir hei am Plenum gestëmmt hunn. Méi wéi véier sinn et der garantéiert nach net, trotzdeem mir eng Assemblée constituante sinn.

Bis op siwen Artikelen si se alleguerten zur Revisioun erkläert ginn a leider ass et jo elo awer esou, datt net all Artikel, deen zur Revisioun erkläert ginn ass, diskutéiert ginn ass an dass mir dee virum Enn vun deser Legislaturperiode kennen hei an der Chamber stëmmen.

De Rapporteur war eigentlech a senge mëndlechen Ausféierunge fein, andeem dass en d'Demokratische Partei net méi erwähnt huet, wat en awer an engem Artikel an enger Dageszeitung gemaach huet an do geschriwwen huet: Déi lescht Revisioun 1999 vum Artikel 114 hätt net kennen duerchgezu ginn, duerch d'Haltung vun der Demokratischer Partei.

Dat ass richtig, an ech sinn och stolz dorobber, well dann hätte mir deen Text, dee mir haut hunn, net, sondern mir hätten en aneren, deen net esou wäit geet an net esou gutt wär - a mengen Ae wéinstens. Et war ganz kloer, dass et do drëm gaangen ass, wat de Kontrollorgan ass, dee bei enger Verfassungswiddregkeet vun engem Text eben dat seet. Mir waren ëmmer der Meenung, a mir hunn dat och gesot, dass et misst eng Cour constitutionnelle sinn, net am Kader vun där, déi elo existéiert, wann ee muss ee Prozess féieren, sondern op déi Aart wéi d'Verfassungsgericht an Däitschland, dass all Bierger kann eben d'Verfassungsgericht uruffen, dass awer och bei enger Verfassungsännerung d'Chamber decidéiert entweder ex post oder ex ante den Text iwwer seng Verfassungsméissigkeet duerch esou ee Kontrollorgan duerchkucken ze loosse an examinéieren ze loosse.

Et ass dru gescheitert, well d'Majoritéitsparteien an där Legislaturperiode gesot hunn an der Meenung waren, dat Kontrollorgan soll de Conseil d'État sinn. Mir waren net där Meenung, insbesondere awer och wéinst där Haltung vum Conseil d'État deemools bei der Emsetzung vun de Maastrichter Vertrag hei an der Chamber. Et war ganz kloer, dass déi Klausel, vun där virdru mä Virriedner geschwat huet iwwert d'Wahlrecht op kommunalem Plan vun den Ausländer, en contradiction war mat den Dispositione vun eiser Verfassung, an dass also deemno, no der Application vum Artikel 114, eben d'Chamber sech hätt missen opléisen.

Or, dat waren déi deemoleg Majoritéitsparteien net bereet ze maachen an hunn do léiwer a Kaf geholl, dass et hei eng flagrant Violation ginn ass, déi a Kontradiktion war mat der Verfassung an engem internationale Vertrag, quitte dass an der Hiérarchie des normes och dei internationale Traitéen eng Prééminance hu vis-à-vis vun der nationaler Verfassung. Et ass deemools bei der Emsetzung vun de Maastrichter Vertrag eréischt vill méi spéit déi Disposition an der Verfassung geännert ginn. Et huet do schonn en Denkprozess missen asetzen iwwer Joren. Ech mengen, dat war och gutt esou, well mir elo ee Konsens fonnt hunn iwwert d'Redaktioun vun dem Artikel, dee vun all Fraktioun hei an der Chamber ka gedroe ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de véierten Ulaf war also dee richtegen a wa mir elo an Zukunft eng Disposition an der Verfassung mussen änneren, da brauche mir keng Assemblée constituante méi, sondern et kann duerch eng Proposition, déi vun den Deputéierten ënnerstëtzt gëtt, déi Verfassungsännerung virgeholl ginn. Ech géif soen, déi Prozedur um Enn vun enger Legislatur, dass ee bei all Artikel - iwwer 100 Artikelen waren et - all Kéier déiselwech Prozedur hei muss duerchzéie fir all einzelnen Artikel révisibel ze erklären - d'Solennitéit dovunner, déi war jo ëmmer a Fro gestallt - brauch et an Zukunft net méi ze ginn. Ech brauch also net wéi meng Virgänger elo nach eng Kéier déi Dispositione vun dem

Artikel 114, deem neien, ze erklären. Dat ass in Hülle und Fülle hei gemaach ginn.

Ech wollt lech nëmme soen, dass d'Regierung jo och eng Rei vu Modifikatiounen erabruecht huet, dass d'Chamber déi Modifikatiounen alerdéngs net ugeholl huet, net well se elo vun der Regierung komm sinn, mä eis huet et geschéngt, dass eis Propositione besser waren.

Et ass fir d'alleréischt de Quorum ze hu vun deenen Deputéierten, déi hei an der Chamber kennen déi Revisioun vum Artikel beantragen. Eis huet et geschéngt, dass en Dréttel richtig gewiescht wär rapport zu deenen zwee Dréttel, déi musse present sinn, fir dass déi Revisioun iwwerhaupt ka gestëmmt ginn. Well egal wat een elo mécht a wéi een déi Zuel fixéiert, si ass ëmmer arbiträr, ob een elo seet en Dréttel, dat heescht 20, oder ob ee seet méi wéi ee Véirel, dat sinn der 16, dat ass zimlech egal an et soll jo och fir déi nächst Jorzéngte sinn. Et soll jo och net gekuckt ginn no der Komposition, no der Zuel vun den Deputéierte vun enger Fraktioun, sondern wann ee seet 16 Deputéierten da mussen dat net déi vun enger eenzeger Fraktioun sinn, sondern dat kënn vun deene 60 Deputéierte 16 Deputéierte sinn aus verschiddene Fraktiounen, sief emol gesot.

Mir waren och éischter der Meenung, dass de Prozentsaz vu 15%, deen am Ufank ugi war, 15% vun der Gesamtweilerschaft, déi op de Wahllëschten ageschriwwen ass, dass dat méi eng Rechtssécherheet géif ginn, wéi wann een elo seet 25.000, well ebe par essence d'Zuel vun de Leit, déi op de Wahllëschten ageschriwwen sinn, essentiellment variéiert. Et muss een also soen, dass een och do kann d'accord sinn, ouni doraus e Casus Belli ze maachen. 25.000 ageschriwwen Wieler oder 15% vun den ageschriwwene Wieler, dat ass kee ganz groussen Ennerscheid, mä eis huet dat eent méi eng grouss Rechtssécherheet geschéngt.

Mir si bien entendu mat deemem Text d'accord, well mer alleguerten an der Kommissioun - an dofir ass d'Kommissioun mat hirem Président a Rapporteur ze félicitéieren -, aktiv un deemem Text geschafft hunn, well mer och eng Rei vu Virlagen haten, souwuel déi vun der viregter Legislatur wéi och Correctionen oder Avisé vum Conseil d'État a vun der Regierung, an et bei enger Vielzahl vun Texter ëmmer méi schwéier gëtt sech op e gemeinsamen Nenner ze eenegen. Mir hunn dat gemaach.

Et ass effektiv e Kärstéck vun der Lëtzebuurger Verfassung, dat zur Revisioun an zur Ofännerung kënn. Ech mengen, dat wär de bon augure fir d'Zukunft vun eisem Land, well mir de Referendum institutionaliséieren an him net nëmme e Caractère consultatif ginn, sondern et ass eng Contrainte. Wa bei enger Consultatioun eng Majoritéit sech erausschielt, da muss een de politesche Wëlle vun Vollek berücksichtegen. Deemno huet dat heiten awer elo e coercitiv Charakter, esou dass dee Vote, dee bei deem Referendum erauskënn, rechtsgültig ass an net méi ka vun der Chamber emgeworf ginn.

Ceci étant dit, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wäert eis Fraktioun deesen Text stëmmen. Ech soen lech merci.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Jacques-Yves Henckes agedroen. Den Här Henckes huet d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR).- Här President, Dir Dam-

men an Dir Hären, ech wëll fir d'éischt dem Rapporteur dem Här Alex Bodry merci soe fir déi Exzellenz, déi hie bewisen huet a sengem schrëfflechen a mëndlechen Rapport. En huet déi wesentlech Grondzich vun deser Verfassungsännerung duergestellt an drop hi-gewise wéi wichtege deen Text hei ass.

Effektiv, et ass eng vun deene wichtigsten Annerungen, déi mer bis elo an der Chamber geholl hunn, wat d'Verfassung ugeet. Mir erlaben nämlech fir aus där Situation erauszekomme wéi mer den Traité vu Maastricht diskutéiert hunn, mir erlaben och dem Bierger d'Recht ze gi fir bei Verfassungsännerunge säi Wuert matzeschwätzen, wann en et fir néideg fënnt.

Ech wëll drun erënneren, dass den 10. März 1993 d'ADR-Fraktioun iwwert de Wee vun enger Proposition de loi vun dem Här Robert Mehlen gefrot huet, dass ee sollt de Problem vu Verfassungsännerungen, vu legislative Problemer, déi kéinten am Laf vun enger Legislatur entsoen, léisen iwwert de Wee vum Referendum. Mir haten deen Ablack proposéiert, dass de Referendum kéint op Initiativ komme vun der Regierung, vun der Chamber oder vun de Bierger. D'Commission des Institutions huet an deem Text, dee se haut virleet, decidéiert, fir dat op zwou Initiativen, souzesoen, ze beschränken. Dat eent ass eng vun der Chamber selwer, a wann d'Chamber e Vote geholl huet, dann awer och d'Méiglechkeet dem Bierger ze ginn, fir ze soen, ob e mat der Annerung vun der Verfassung d'accord ass oder net.

Et ass e wichtege Gesetz, wat mer haut stëmmen. Et ass d'autant plus méi wichtege, well mer gesinn, dass déi ablécklech Léisung, wéi mer se elo nach kennen, eng falsch Léisung ass. Mir hunn dat beim Maastrichter Traité gesinn, wou en Traité gestëmmt ginn ass, dee verfassungswiddreg war, a wou du gesot ginn ass, mir géingen e puer Méint méi spéit no de legislative Wahlen déi Verfassungsännerung nohuelen. Et war kloer gesot, dass ee sech hei net un d'Verfassung gehalten hat, wat an der Populatioun déi Zäit zu ganz villen Debatte gefouert hat.

Déi ablécklech Léisung ass och onzefriddestellend, wa mer hei als Chamber en Text vun der Verfassung zur Revisioun fräi gi mat der Meenung, mir géingen den Dialog iwwert dat Problem beim Bierger fördern. En fait ass et esou, dass deen Ablack wou sech d'Chamber opléist et drëm geet fir eng nei Chamber ze designéieren an dass déi Debatten iwwert d'Verfassungsännerung am Kader vun den Debatten iwwert d'Programme fir déi nächst Joren, wat déi nächst Regierung maache soll, déi ganz Problematik vun der Verfassungsännerung net méi debattéiert gëtt.

Den zweete Problem, deen ee virfonnt huet, war deen, dass wann ee grad hätt wëlle mam Bierger eng Debatt féieren iwwert dat, wat mer sollten änneren, da keen Texte alternatif virlong. All Partei hätt also iergendwéi eng Antwort kënnen ginn an et hätt een net gewosst, wat schlussendlech d'Mandat gewiescht wär, well mir jo noutgedrongen hätte missen e Kompromisstext ausschaffen. Dofir meng mer och, dass déi Annerung, déi mir elo virhuelen, absolut noutwendeg ass, well déi Situatioun, wéi mir se elo kennen, manifestement weder den Dialog mam Bierger gefördert huet nach Klorheet nach Transparenz erméiglecht huet, de Bierger kee Matsproocherecht hat an och d'Méiglechkeet net geschaffe gi war, fir Diskussiounen iwwer Annerungen am Virfeld ze féieren ier een international Texter oder Direktiven adoptéiert, an net duerno.

D'Proposition, déi mer elo virleien hunn, gesäit vir, dass 40 Deputéierte minimum mussen an der Chamber present sinn an dass och mini-

mum der 40 mussen der Textännerung zoustëmmen, fir dass eng Verfassungsännerung akzeptéiert ass. Da bleift en Délai vun dräi Méint, wou d'Chamber sech nach Bedenkzäit léisst. Innerhalb vun deenen dräi Méint ass d'Méiglechkeet ginn, déi provisoeresch Décision vun der Chamber iwwert de Wee vun engem Referendum nees erëm a Fro ze stellen.

Et ass kloer, dass dat heiten eng ganz positiv Annerung ass, an dofir kann och den ADR seng Zoustëmmung zu deser Verfassungsännerung ginn. Et bleiwen nach e puer Problemer awer ze diskutéieren. Dat eent, ob mer d'Verfassung net nach weiderhin änneren, fir och bei legislativen Annerungen, bei Problemer, déi sech dem Land stellen, d'Méiglechkeet ze ginn, fir de Bierger nach weider anzebannen, en ëm seng Meenung ze froen, well et ganz oft am politesche Liewen esou ass, dass Problemer, déi sech bei de Wahlen gestallt hunn, diskutéiert ginn an dass e puer Joer duerno d'Situatioun vläicht ganz aneschters ass an et dann noutwenneg ass, ier een eng Décision hei an der Chamber hält, Récksprouch mam Bierger ze huelen fir en ze froen: Ass dat de Wee op dee mer sollen a wëlle goen?

Dann ass et och selbstverständlech, dass mer mussen en Ausféierungsgesetz hunn, fir ze soe wéi mir dann elo déi Verfassungsännerung, déi mer decidéiert hunn, déi déi mer och nach wëlles hunn an Zukunft ze maachen, wéi mer déi praktesch uginn. Dat ass eng wichtige Roll, déi een net soll ënnerschätzen, datt mer och do gefuerdert si bis um Enn vun deser Legislatur op jidde Fall en Text definitiv hei an der Chamber duerchzéieren, fir datt dat heiten och effektiv Gesetzgebung gëtt.

Et ass esou, datt ee sech elo och muss d'Fro stellen, wa mer des Verfassungsännerung stëmmen: Geet et dann no deem ale Recht oder geet et no deem neie Recht? Musse mer eis elo net eng Bedenkzäit vun dräi Méint loosse an elo schonn de Referendum ugoe loosse? Et ass kloer, datt op jidde Fall fir des Annerung et esou ass, datt et nach no deem ale Recht geet, dat heescht, datt wa mir eng Dispens vun zweete Vote ginn an de Conseil d'État dogéint keng Objektiv huet, dann ass déi Verfassungsännerung akzeptéiert a rechtskräfteg deen Ablack wou se am Memorial publizéiert ass.

Nach eng Kéier: Mir als ADR begreissen des Annerung. Si ass conforme zu deem woufir mir elo iwwer zéng Joer konsequent agetratt sinn, an dofir wäerte mir och deser Verfassungsännerung eis Zoustëmmung ginn.

M. le Président.- Als nächste Riednerin ass d'Madame Renée Wagener agedroen. D'Madame Wagener huet d'Wuert.

Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG).- Merci, Här President. Déi Verfassungsrevisioun, déi mer haut stëmmen, ass sécherlech keng reng technesch Affär wéi dat vläicht fir Leit dobausse kënn ausgesinn, mä et ass e Meilesteen an der Entwécklung vun eiser Verfassungsrealitéit. Mir schafen hei e moderne System, an déi Tabell, déi mer am Anhang vun eisem Rapport och hänken hunn, weist, datt mer eis elo och mat enger ganzer Rei vun anere Länner gläichgestallt hunn, déi an déi Richtung gaange sinn, an dass mer zum Deel esouguer méi wäit ginn.

Mir hunn eis jo bei där heiter Saach um italiensche System inspiréiert, an ech denken, datt et zwee grouss Punkte si wou mer e Schrëtt no vir maachen. Dat eent ass, datt mer eis méi Souplesse gi fir d'Emsetzung vun enger Rei vu Reformen, an ech denken, datt dat och grad an deser Zäit e wichtege Punkt ass, well mer eng ganz Rei vu Saachen an der Verfassung

mussen entweder emänneren oder integréieren. Mir sinn an enger Phas gewiescht - an déi wäert och nach unhalen - wou Reformen ustinn, an dofir wäert dat heiten Instrument eis viles an deem Sënn erliichter. Mir wäerten eng Rei vu Blocagen, déi et fréier gi sinn, net méi hunn.

Den Här Rapporteur an och aner Leit hu virdrun drop higewisen, datt deen ale System, wou mer all Kéiers hu missen d'Chamber opléise fir eng Verfassungsännerung ze maachen, eigentlech am Laf vun der Zäit ausgelegt ginn ass. Dat heescht, well een et schonn huet missen an Viraus sech iwwerleeë wéi eng Artikelen, datt ee wéilt an där nächster Legislaturperiod réviséieren, ass et ëmmer méi dozou komm - a besonnesch bei där leschter Kéier war dat esou -, datt ee preventiv oder prophylaktesch emol eng ganz Rei vun Artikelen révisabel erkläert huet, an domat ass ee ganz sécherlech vun der éischer Absicht um System, sou wéi en agefouert gi war, eweckkomm.

Ech hu gesot um Enn vun der leschter Legislaturperiod si mer sou wäit gaangen, datt mer quasi all d'Artikelen révisabel erkläert hunn. Mir hunn eigentlech ënnert der Hand eng global Revisioun vun der Verfassung ugepeilt, an et ass awer vläicht och nach eng Kéier gutt drun ze erënneren, datt mer net all d'Artikelen deemools révisabel erkläert hunn. Den Här Meyers hat dat virdu schonn diskret ugedeit. Et waren haaptsächlech déi Artikelen wou et ëm d'Verankerung vun der Monarchie gaangen ass an eiser Verfassung, déi net révisabel erkläert gi sinn, an dat ass haaptsächlech dem Asaz vum sozialisteschen Deputéierten, dem Här Asselborn, ze verdanken, dee jo och bekannt ass fir seng monarchisteschen Tendenzen.

(Interruptions et hilarité)

Mam Resultat, datt dat eis herno ofters Kappzerbrieches gemaach huet, well mer bei enger Rei vu Reformen, déi mer wollte maachen an déi déi doten Artikelen vläicht just niewebäi tangéiert hunn, dann awer blockéiert ware fir kënnen ze schaffen. An deem Sënn ass deen heite System sécherlech och een, deen esou Dérapagé vläicht dann an Zukunft wäert verhënnern.

Deen zweete wichtege Punkt vun dëser Revisioun ass dee vun der Aféierung vum Referendum fir d'Sanktionéiere vun ëmstriddenen a kontroverséierten Artikelen duerch d'Wahlvollek. Dat ass eigentlech - an dat Wuert ass haut och schonn eng Kéier gefall - dat revolutionäert Element an deem Text, dee mer haut hei virleien hunn. Mir hunn eis an der Kommissioun Gedanke gemaach wien dann dee Referendum dierft déclenchéieren, ob dat d'Regierung wär, d'Deputéiert oder d'Wahlvollek. Bei der Regierung, do ware mer eis relativ schnell eens, obwuel déi dat selwer proposéiert hat, datt mer do net wéilt op dee Wee goen, datt si dat selwer kënn maachen. Beim Vollek, do ware mer eis och relativ schnell eens, datt mer géife mengen, datt dat eng gutt Saach wär, wann et do géif mat abezu ginn.

Eng Fro wou ee vläicht hätt kënnen méi laang driwwer diskutéieren, datt ass déi ob d'Deputéierten dat Recht solle kréien, sou wéi mer et jo och elo am Text festgehalten hunn. Et gétt eng Rei vu Leit, déi der Meinung sinn, datt een dat doten Instrument oder déi dote Méiglechkeet eleng hätt sollen de Wierinnen a Wierler iwwerloossen. Doriwwer kann ee streiden, well een eigentlech den Deputéierte quasi zweemol d'Méiglechkeet gétt hei ze intervenéieren, wat vläicht net onbedéngt esou logesch ass. Bon, mir hunn deen Text esou festgehalten. Mir hunn do och op enger Zuel e Komproméss fonnt vun enger Minimalzuel vun Deputéierten, déi dat kënnen maachen.

Wat wäerten awer elo d'Konsequenze vun dëser Verfassungsännerung sinn?

Ech géif emol de Pronostic wëllen opstellen, datt d'Uwendung vun deem heiten Artikel, besonnesch wat de Referendum betrëfft, just a ganz raré Fall dierft spillen, an datt mer an deem Sënn eigentlech net dat maache wat mer eben an der leschter Legislaturperiod iwwerleucht haten, nämlech a Richtung vun enger globaler Verfassungsrevisioun ze goen, déi da géif duerch Referendum sanktionéiert ginn. Ech kommen nach eng Kéier op dee Punkt herno zrëck.

Wéi gesot, et wäerte just vereenzelt Fäll si wou dat doten an deenen nächste Jorzéngte vläicht virkënn, trotzdeem kann een awer soen, datt eng gewësse Sensibiliséierung fir d'Verfassung a fir hir Roll am ganze politesche System vläicht doduerch kann entstoen. Wann ech Sensibiliséierung soen, da mengen ech awer, datt dat net nëmme e positiven Effekt ass, mä datt ee sech och muss Gedanken doréms maache wéi een da mat där neier Situatioun ëmgeet, wéi een d'Leit doriwwer informéiert, datt et dat elo gétt a wéi ee se vläicht och méi staark an déi Diskussiounen, déi mer heibannen iwwert d'Verfassung féieren, mat abënn, souwuel an der Preparatioun vun deenen Aarbechten, déi mer jo meeschtens an der Verfassungskommissioun féieren, wéi och während dem Referendum.

An ech wéilt nach eng Kéier op deen éischen Deel insistéiere well dat eppes ass wat eigentlech ëmmer e bësse vergiess gétt. Dee System, dee mir elo hunn, ass jo deen, datt d'Deputéierten eng Verfassungsännerung maachen, an dass eréischt an enger zweeter Etapp, wann d'Wierlerinnen an d'Wierler net averstane sinn, si kënnen aktiv ginn. Dat heescht also, datt an där éischer Phas, wou et vläicht ganz interessant wär och emol ze héiere wat d'Leit dann dobausse soen zu deene Proposen, déi mer maachen, datt do eigentlech an der Öffentlechkeet nach net ganz vill iwwert d'Inhalter vun deenen Ännerunge geschwat gétt.

Ech ginn e Beispill, datt ass dat vum Artikel 11, wat sécherlech eent ass wou d'Leit dobausse sech kënn fir eng Rei vu Punkte beegeschteren, well et do ëm perséinlech Fräiheete geet, et geet ëm d'Fraegläichstellung, et geet ëm d'Integratioun vun de Behënnerten an ëm den Émweltschutz. Dat si bestëmmt Theme wou et interessant wär ze héiere wat dann d'„Forces vives“, wéi se esou schéi genannt ginn, zu deene Punkte soen a wou et vläicht e bësse schued ass wa se eréischt am Nachhinein, wa mir d'Saach hei gestëmmt hunn, kënnen soen: Neen, domat si mir net d'accord, oder mir wëllen do Saachen änneren. Dat also zu deene Preparatiounsaarbechten.

Deen zweeten Deel ass dee vun der Phas vum Referendum selwer. Do wäerte mer wa mer iwwert de Projet de loi, dee jo och unhangeg ass, iwwert de Referendum nach eng Kéier dorobber zrëckkommen, wéi dat iwwerhaupt organiséiert gétt, fir d'Leit iwwer e Sujet ze informéieren an ze sensibiliséieren. Hei wäert sech déi Thematik ähnlech stellen, an och hei sinn Iddië verlaangt, wéi een dat net Instrument an d'Praxis ëmsetzt. An ech froe mech, ob do net misst virauschaugend e bësse geschaff ginn, vläicht en Aarbechtsgrupp och emol op d'Bee gesat ginn, deen am Ausland géif kucke wéi mat deene Situatiounen do verfuer gétt, wéi versicht gétt déi Informatioun an déi Preparatioun ze maachen an deene Fäll, wou e Referendum usteet. Vläch sech do ze inspiréieren, fir wann dat eng Kéier hei zu Lëtzebuerg och sollt méi konkret de Fall sinn.

Ech hu virdrun scho gesot, datt an deem System, dee mer elo hei gewéilt hunn, d'Populatioun am Fong reagiert an net selwer Initiativ kann huelen. Dat ass och en Énnerscheed zu deem System, dee mer wäerten hunn, wa mer

d'Gesetzgebung iwwert den allgemenge Referendum wëllen aféieren, well all déi Leit, déi wëllen, wa se sech zesummen dinn a genuch Stëmmen hunn, am Fong kënnen selwer Initiativen huelen. Dat ass hei beim Referendum net de Fall.

Ech wéilt, wat déi Problematik vun der Sensibiliséierung betrëfft, e bëssen och meng Skepsis äusseren, well mer bis elo gesinn hunn, och bei anere Beräicher, datt d'Regierung sech schwéier deet fir déi Sensibiliséierung ze maachen. Ech gi just dat Stéchwuert vum Konvent a vun der europäescher Verfassung, wou ech herno nach eng Kéier drop zrëckkommen, wou een och gemierkt huet, datt et extrem schwéier ass hei zu Lëtzebuerg fir esou Campagné vun Informatioun ze maachen.

Mir haten haut de Mueren eng Pressekonferenz, wou vun der Säit vum Här Theis eng Rei vu Saache presentéiert gi sinn, wat elo soll geschéien, wat jo och ganz positiv ass, mä et huet een awer e bëssen d'Gefill, datt déi Saache spéit kommen. Elo si mer scho ganz laang amgaang iwwert déi Verfassung ze diskutéieren. Mir hunn eis Aarbechten als Konvent längst ofgeschloss an deen Débat, deen eigentlech an der Öffentlechkeet hätt solle stattfannen, dee war net do, an dat ass och bësse meng Angscht, datt et bei deene Referenden, déi mer elo op deem heiten Niveau vun der Verfassung an och op deem aneren Niveau vun der Gesetzgebung, déi mer elo aféieren, datt dat eventuell dann net réusséiert. Dat ass awer e ganz wichtege Punkt, fir datt mer wierkelech hei zu engem Fortschritt kommen.

Ech wéilt awer trotzdeem bemierken, datt an eisen Aen d'Afféiere vun deem heite System sécherlech der Constitioun en anere Stellwäert an der kollektiver Identitéit wäert gi wéi deen, dee se bis elo hat. Ech mengen, datt d'Méiglechkeet fir op deen dote Wee ze goen, sécherlech wäert derfir surgen, datt d'Leit sech vläicht e bësse méi fir dat Instrument vun der Verfassung interesséieren, an dat ass e ganz wichtege Nieweneffekt.

Ech wéilt just op e puer Detailler agoen. Dat eent ass d'Thematik vum Quorum, dee mer jo ofschaften, a vun der Majoritéit qualifizéiert, déi mer e bëssen ofgeännert hunn, wou ech och denken, datt et e gudde System ass. Mir hu quasi dee System, dee mer virdrun haten, wou mer all Kéiers hu missen eng Dissolutioun maachen an dann erëm eng nei Chamber décidéiere loossen, ersat doduerch, datt mer déi nei Majoritéit qualifizéiert do hunn, wou mer jo och e Konsens eigentlech sich ginn. An deem Sënn ass et déiselwecht Iddi, déi viséiert gétt, mä déi mat enger anerer Prozedur versicht gétt ze erreechen. Et geet drëms, datt esou vill wéi méiglech Kräfte an der Chamber sech eens ginn iwwer eng Verfassungsännerung. De Fait, datt nach eng Kéier dräi Méint Denkpous bestinn, ass dann och nach eng Kéier e Moyer fir net Saachen iwwert de Knéi ze briechen. Dat war jo déi Angscht, déi eigentlech zu dem ale System gefouert hat.

Dann zum Thema Zuelen. E Minimum vu Leit, déi musse matmaachen, fir datt e Referendum ka stattfannen. Mir haten an der Kommissioun eng länger Diskussioun iwwert d'Fro ob een net sollt op de Wee vu Prozenter goen amplaz vu fixen Zuelen. Ech sinn eigentlech nach ëmmer der Meinung, datt dat vläicht déi besser Léisung gewiescht wär. Egal wéi dat elo virugeet, ass et jo awer esou, datt bei der Entwécklung vun der Wahlpopulatioun zu Lëtzebuerg, et éischer duerno ausgesäit, datt se stagnéiert oder esouguer erofgeet, an dee Seuil, dee mir hei aschreiwien,

dee bleift deeselwechten. Dat heescht, datt mer am Fong do ëmmer méi eng Disproportiou kreien, datt déi Zuel vun deene Leit, déi dierfe wéile goen, am Fong, wann iwwerhaupt, dann éischer réckleeefeg wäert évoluéieren, während de Seuil deeselwechte bleift, also proportional eigentlech méi schwéier ze iwwerwanne wäert ginn.

D'Fro ass natierlech, ob een net e Risiko ageet, an dat ass och an der Kommissioun diskutéiert ginn, wann een a Richtung vun engem Prozentsaz geet. Et ass gesot ginn, do wär de Problem vun der Sécurité juridique, well een dann net esou exakt kënn soe mat de Stellen hannert dem Komma, déi dann entstinn, wat dat genau fir eng Zuel ass, a well déi Zuel dann eben och a Funktioun vun der Entwécklung vum Elektorat évoluéiert, datt dat e Problem wär. Ech sinn der Meinung, datt wou e Wëllen och e Wee gewiescht wär, datt ee vläicht do hätt kënnen sech nach méi genau iwwerleeën, ob et net awer där Weeër gétt fir dee Problem, wann et een ass, ze léisen.

En drëtten Punkt, an do hu mer vläicht méi fundamental eng aner Meinung, datt ass d'Netabazéie vun den auslännesche Leit beim Referendum. Wa mer déi Leit, déi zu Lëtzebuerg liewen, déi am wahlfähigen Alter sinn a kee Lëtzebuurger Pass hunn, wa mer déi géifen derbäiziele fir eist Elektorat am Fall vun engem Referendum ze bestëmmen, da géife mer op ganz aner Chiffre komme wéi déi, déi mer elo hunn, an déi Zuel, dat wësse mer jo och, ass jo konstant am Wuessen, déi kritt ëmmer méi eng grouss Relevanz. Dat mécht, besonnesch am Zesammenhang mat deem, wat ech elo grad iwwert d'Lëtzebuurger Elektorat gesot hunn, d'Saach nach méi problematesch. Et iwwerrascht natierlech net, datt déi Leit, déi och elo beim Referendum an deem heite System festhalen, dat deeselwechte System ass wéi beim nationale Wahlrecht, datt do och net d'Bereetschaft besteet fir eppes drun ze änneren, datt do och d'Leit, déi kee Lëtzebuurger Pass hunn, ausgeschloss bleiwen. An deem Sënn kann ee soen, datt hei eng gewësse Konsequenz ze erkennen ass.

Op där anerer Säit hu mer jo awer an der Lescht vun héchster Stell kënnen héieren, datt sech Iwwerleunge gemaach ginn, ob een net misst d'auslännesch Bevölkerung beim nationale Wahlrecht mat abezéien, sou datt ee sech d'Fro awer kënn stellen, ob dat net och fir ee Referendumssystem misst gëllen, och wann et ëm d'Verfassung geet.

Ech wéilt nach eng Kéier dat Stéchwuert, wat ech virdrun schonn ernimmt hunn, vun der kollektiver Identitéit zrëckhuelen. Ech denken, wann een hei a beim nationale Wahlrecht op de Wee gaange wär fir d'Ausländer mat anzebezéien, datt een dann och en anert Kollektivsteedsdemech net nëmme vun der Verfassung, mä iwwerhaupt vum politesche Prozess an der Lëtzebuurger Gesellschaft kritt hätt. Ech hoffen, datt iwwert déi Öffnung, déi emol ganz zaghaft ugedeit ginn ass, nogeduecht gétt, an et net fir de St. Nimmerleinstag ass, wou mer déi Reform hei zu Lëtzebuerg endlech aféieren.

Här President, ech hat elo schonn e puermol an Niewesatz iwwer eng global Verfassungsrevisioun geschwat, an déi Leit, déi an der Kommissioun matgeschaff hunn, erënnere sech och nach drun, datt eigentlech 1999 eng global Revisioun vun der Verfassung viséiert gi war. Ech wéilt do nach eng Kéier aus dem Procès-verbal vun der Commission des Institutions zitéieren.

Dat war am Januar 2000, wou et drëms gaangen ass, wéi d'Regierung sech eigentlech géif déi weider Entwécklungen um Niveau vun der Reform vun der Verfassung virstellen. „Le gouvernement issu des élections législatives de juin 1999 a exprimé dans sa déclara-

tion gouvernementale le souhait de voir se constituer un groupe de travail qui serait composé d'experts étrangers en droit constitutionnel et de représentants des différents groupes politiques et qui serait chargé de rédiger une nouvelle constitution. Le nouveau texte une fois qu'il aurait trouvé l'accord de la Chambre serait ensuite soumis à l'électeur par la voix d'un référendum à caractère consultatif.“

Dat war, Här President, eigentlech eng ganz aner Richtung wéi déi, déi mir elo hei aschloen. Dat eent verhënnert natierlech dat anert net. Mä mä Gefill ass awer, dass déi grouss Verfassungsrevisioun an dee grouse Referendum, deen dann do misst hannendrun hänken, dass do d'Saach sech net weider konkretiséiert huet an datt et warscheinlech wäert dobäi bleiwe bei deene klenge Verfassungsännerungen, déi mir an deene leschte fënnef Joer preparéiert hunn, a wou ech hoffen - an dorop kommen ech vläicht herno nach zrëck -, datt se nach an dëser Legislaturperiod wäerten iwwert d'Bühn goen.

Här President, an deem heiten Text, deen ech elo zitéiert hunn, war schonn ugedeit ginn, datt Experte sollten erugezu ginn, fir der ganzer Verfassung eng nei Struktur ze ginn. Och déi Saach ass e bëssen am Sand verlaaf. Natierlech muss een awer och zouginn, dass et an deem Zesammenhang, wann een op de Wee gaange wär vun enger globaler Revisioun, dass et do och Problemer ginn hätt. De Problem vun engem globale Referendum iwwer e grouse komplexen Text ass jo ëmmer deen, dass do e Vogel-friss-oder-stirb-System e bëssen dobäi ass. Dat ass eng ähnlech, eng analog Problematik wéi déi, déi mir och elo beim Referendum iwwert d'europäesch Verfassung wäerte kréien, dee jo am Prinzip soll dat nächst Joer stattfannen. Eigentlech kënnen d'Leit jo och do nëmme am Nachhinein iwwer e gesamten Text decidéieren, an d'Fro ass, awéiwäit dat e reelle Choix ass, wa se net konnte virdrun méi do matbestëmmen. Dat heescht also, datt et kee wierkeleche Choix ass, deen do besteet, an deem Sënn wier dat eigentlech och ähnlech problematesch wéi bei där globaler Verfassungsrevisioun, wa mir se da gemaach hätten.

Ech hat iwwregens, fir hei eng Klammer opzemaachen, op enger Table ronde déi naiv Fro gestallt, wann den europäesche Referendum kënn iwwert déi europäesch Verfassung, ob d'Leit sech da wéinstens kéinten téschent zwee Texter decidéieren, téschent deem vum Konvent an deem vun der Regierung. Natierlech weess ech, datt dat net de Fall ass. Mä d'Fro stellt sech awer, ob dat, wat elo op deem Niveau geschitt, net eng zimlech Absurditéit ass, nodeem e Konvent, dee jo aus dräi Compositanté bestoung, wou d'Regierungen och matverruede waren, en Text proposéiert huet, elo en zweeten Text wäert schlussendlech festgehale ginn, wou just nach alleng d'Regierungen d'Soen hunn a wou de Konvent an dem Konvent seng Aarbecht am Fong warscheinlech - faernten ech - wéineg wäerte berücksichtge ginn. Och d'Wierlerinnen an d'Wierler oder déi Leit, déi um Referendum dann deelhuele, kënnen dann eben hei och just nach Jo oder Neen zu enger ganz komplexer Matière soen.

Domat wéll ech net gesot hunn, datt mir géint e Referendum sinn, ech denke just et ass ëmmer wichtege, wat am Virfeld geschitt. Et ass wichtege, dass am Virfeld d'Leit informéiert a mat abezu ginn an och kënnen mat op den Text awierken, deen entsteet.

Wéi gesot, den Usproch vun enger globaler Revisioun, dee mir 1999 nach haten, ass net ëmgesat ginn. Dat, wat mir an deene fënnef Joer elo geschaff hunn, op eenzelnen Artikelen, dat läit an der Dunkelkammer vum Statsrot. Et ass wierkelech ze hoffen, dass mir nach virun

Enn vun dëser Legislaturperiod déi Saache kënnestëmme. Wann ech allerdéngs héieren, wat den Här Meyers virdu gesot huet, dass deen Délai nach méi kuerz ass wéi e fréier war, well mir jo da schonn dräi Méint virum Enn vun der Legislaturperiod misste fäerdeg sinn, da stellen ech mir Froen.

Wann een dat zréckrechent, da misste mir jo am Ufank vum nächste Joer allerspéitstens déi Saachen do um Dësch hunn, an ech géif mir wierklech wënschen, grad beim Artikel 11, dass et dës Kéier awer kéint klappen. Ech wëll lech drun erënneren, dass mir schonn 1994, net ech selwer, mä mäi Kollege Garcia, drop insistéiert hunn, dass d'Gläichberechtigung tëschent Fraen a Männer sollt an der Verfassung ageschriwwen ginn. Ech mengen, den Artikel 11 a senger Globalitéit ass jo vill méi laang nach an der Diskussioun. Dat sinn elo also iwwer zéng Joer hier, dass mir un deem Text do bastelen an et wär wierklech héich Zäit, dass mir kéinten do Neel mat Käpp maachen. Vlächicht vun hei aus mäi Wunsch ausgedréckt, datt de Statsrot d'Urgence vun där Saach och agesäit.

Här President, ech kéim zur Konklusioun. Mir haten eng ganz laang Diskussioun ronderëm den Artikel 114, déi elo hei zu engem gudden Enn gefouert ginn ass. Wann Zäit verluer gaangen ass, géif ech awer soen, war et net de Feeler vun der Kommissioun. Et muss ee feststellen, dass d'Regierung e Joer gebraucht huet bis se mat hirem Avis komm ass, an de Statsrot och nach eng Kéier ee Joer. Mir hunn also do och laang missen op aner Leit waarden. Dat léisst vlächicht och nach eng Kéier d'Fro opkommen, ob mir eis net misste méi effikass Instrumenter ginn, grad wa mir um Niveau vun der Verfassung schaffen, fir méi schnell kënnen virunzekomme wéi dat am Moment de Fall ass.

Am Résumé wëllt ech soen, dass - a vlächicht fir och e puer Blumen ze streeën -, wa mir e relativ fortschrittliche an ongewinnt couragiert Text haut hei hunn an en och wäerten, esouwäit wéi ech dat aschätzen, mat grousser Majoritéit hei stëmme, dass dat da sécherlech net zulescht dem President vun der Institutiouskommissioun ze verdanken ass, an ech froe mech, ob et net heiansdo besser ass, wann een e fortschrittliche Konservativen an der Verfassungskommissioun wierke léisst wéi ëmgedréint. Ech soen lech merci.

M. le Président. - Als leschten Diskussionsriedner ass den Här Serge Urbany agedroen. Den Här Urbany huet d'Wuert.

M. Serge Urbany (déi Lénk). - Merci, Här President. Ech wëll meng Interventioun zu deem Projet glidderen an zwee Deeler. Éischstens, déi Verfassungsännerung hei ass manner déif gräifend an, ech mengen, och manner couragéiert wéi se hei duergestallt gëtt. Zweetens, zu enger wierklech participativer Demokratie gehéiert vill méi wéi e Verfassungsreferendum.

Éischstens also, wie mengt, dass wa 25.000 Wielerinnen a Wieler de Choix kréien nom éischte Vote vun enger Verfassungsännerung an der Chamber e Referendum doriwier ze fuerderen an hinne just zwee Méint Zäit gi gëtt fir hir Absicht ze strukturéieren, da froen ech mech, ob ee wierklech wëllt, dass dës Choix och dacks exercéiert gëtt.

Une voix. - Très bien!

M. Serge Urbany (déi Lénk). - Et ginn dobäi un d'Wieler zäitlech an organisatoresch Ufuederunge gestallt, déi d'Parlament selwer an deene meeschte Fäll a senger eegener legislativer Praxis net erfüllt. Dat émsou méi, wann d'Leit - wéi dat jo an engem anere Gesetzesprojet virgesinn ass - éischstens müssen e Comité bilden,

deen zweetens beim Statsminister virschwätze muss, deen drëtts dann den Antrag préift, deen en da véiertens un d'Gemenge weiderleet, fir dass se fënneftens de Wieler informéieren, dass de Wieler sechstens den Antrag op d'Gemeng laanscht ennerstëtze komme kann, da gesäit een net, an da freet ee sech, wéi dat an zwee Méint alles ze verwierklechen ass. Ech wëll domat net déi Prozedur kritiséieren, wéi se virgesinn ass op de Gemengen, déi jo gewësse Garantien ouni Zweifel bidde wäert, mä einfach dee kuerzen Délai an och déi héich Zuel vu Wieler, déi hei bei deem Referendum erfuerdert sinn.

Ech wëll net soen, dass et radikal onméiglech ass, esou e Referendum duerchzusetzen. Wann eppes an der Luucht läit an déi richteg Leit dohannert sinn, ass wuel esou eppes méiglech. Mä op d'mannst wäert esou eng populär Referendumsinitiativ awer an Zukunft net allze heefeg sinn. Déi Méiglechkeet vum Referendum op Antrag aus dem Vollek also, dat ass jo déi wichtigst Neuerung bei deem Projet vun der Verfassungsännerung hei, huet awer aus eiser Sicht trotzdeem nach zimlech grouss Mängel. Wat doriwier eraus bleift, dat ass eng vereinfacht Méiglechkeet fir 16 Deputéierte vu 60 selwer e Referendum nom éischte Vote vun der Verfassungsännerung ze froen. Bis elo waren zwee Drëttel Deputéierten néideg bei alle Froe fir e Referendum ze beschléissen, deen nëmme konsultativ war.

Beim aktuellen institutionelle Komproméss vun deenen dräi grousser Parteien wäerten awer och kaum oppositionell parlamentaresch Referendumsinitiativen zustane kommen, well jo zum Beispill an der aktueller Chamber déi dräi klenger Oppositionsparteien 13 Sätz hunn, erfuerdert wieren awer 16 Stëmme.

De Moment heescht déi zréckbehale Léisung also, dass éischter d'Méiglechkeet vun engem plebiszitäre Referendum a Fro kënn, deen ugefrot gëtt vun deenen, déi an enger konkreter Verfassungsännerung sichen no engem breeden öffentliche Appui, well se sech dovun politesch Erfolleg versprechen. Den europäesche Referendum zum Beispill, deen d'Regierung ugekënnegt huet, schéngt esou enger Absicht ze entspringen, och wann en op engem aneren Artikel vun der Verfassung soll wahrscheinlech duergesetzt wéi op deem, dee mir hei diskutéieren. En Artikel, deen iwwerengs scho laang an der Verfassung ass an deen nëmme zweemol an der ganzer Geschicht zur Uwendung komm ass, an zwar 1919 an 1937.

Dobäi muss een awer och kritiséieren, zum Beispill wann een den europäesche Referendum hält iwwert d'europäesch Verfassung also, dass do wahrscheinlech d'Frostellung vill ze vill eng pauschal wäert sinn. Et wäerten och do keng richteg Äntwerten op déi wesentlech Froe fonnt ginn, déi sech awer stellen, wéi déi zum Beispill vun der weiderer sozialer Entwécklung an Europa, oder wéi déi vun der militärescher an aussepolitischer Orientéierung vun der Europäescher Union.

Ech mengen dofir och, dass deen europäesche Referendum net onbedéngt e gutt Beispill ass dofir, wéi een e Referendum soll duergesetzen, an ouni Zweifel wäerte sech bei deem Referendum am Lager vum Jo gradso wéi am Lager vum Nee Leit erëmfinden, déi déi verschiddenst, oft kontradiktoresch Motivatiounen wäerten hunn.

Also nach eng Kéier: An der Fro vum Referendum mécht déi aktuell Majoritéit zwar eng kleng Ouverture, déi awer wahrscheinlech net wierklech zu enger Ännerung vun der politescher Kultur féiere wäert, a fir dat ze problematiséieren, fir och ze problematiséieren, datt zum Beispill déi auslännesch Bevölkerung a wesentlech Verfassungsfroe vum Wahlrecht ausgeschloss

wäert sinn, wëll ech hei déi schéin Unanimitéit e bësse stéieren an ech wëll mech hei enthalten.

(Interruption)

Ech fannen eis Demokratie verdréit dat och.

Zweetens kann e Verfassungsreferendum, esouguer wann e méi breet Méiglechkeete géif bidden, nëmme een Deel si vun enger méi participativer Demokratie wéi mir eis se virstellen. An zwar schwätze mir eis aus fir déi permanent Bedeelegung vun de Leit um politesche Liewen op allen Niveaueen duerch d'Recht op Zougank zu den Informatiounen, dat méi breet muss sinn, duerch d'Recht ugehéiert a gefrot ze gi bei wichtige Décisiounen an och duerch eng reell politesch Debatt tëschent de Wahlen an och eng reell politesch Debatt virum esou engem Referendum - dofir geet och déi Zäit eiser Meinung no net duer, fir dee Referendum do unzefroen -, eng Debatt, déi och dem Pluralismus an der Gläichheet vun de Meenungen an hirer Méiglechkeet sech ze entfale Rechnung dréit.

D'Demokratie ka weder op Wahlen all fënnef oder sechs Joer beschränkt sinn nach op Referenden, déi all puer Joer stattfannen. Et gëtt e puer kleng Usätz, och zu Lëtzebuerg, wou besonnesch a Gemengen d'Leit iwwer Projeten informéiert an och esouguer heiansdo mat abezu ginn. Ech mengen, do gëllt et och weiderzefueren. Ech wëll och d'Beispill nenne vun den Assises sociales zu Esch, déi och schonn eng gewëssen Traditioun hu vu Participatioun vu Leit a vu Vereenegungen un der Definition an an der praktescher Duerchféierung vun enger Sozialpolitik.

Et gëtt och een anert Beispill am Ausland, wat vill méi wäit geet, dat vu Porto Allegre. Dat ass déi brasilianesch Stad, déi jo de Sätz vum Forum social mondial ass. Do gëtt et eng speziell institutionaliséiert Budgetsprozedur, déi scho baséiert op enger Erfahrung vun zwielef Joer, de sou genannte Budget participatif. Do gi Leit iwwer Basisversammlungen an iwwer zäitbegrenzt Mandatairen direkt an der Opstellung vum Budget vun der Stad bedeelegt an agebonnen. Et konnten och gutt Resultater dobäi realiséiert ginn, souwuel wat d'Verbesserung vun den Infrastrukturen a besonnesch defavoriséiert Uertsdeeler ugeet wéi och eng Erhiewung vu lokale Steieren no sozial ëmverdeelende Kritären. An ech mengen och, dass et net wouer ass, dass esou Modeller nëmme Resultater an aarme Géigende bréngen. Grad an entwéckelte Länner wéi eise wäeren d'Méiglechkeeten esouguer besser fir esou Modeller an der Praxis duergesetzt.

An ech mengen och, dass déi traditionell Politik dacks déi demokratesch Méiglechkeeten ennerschätzt, déi am Vollek bestinn, an och de Responsabilitéitssënn vun de Leit dobaussen. Dacks huet d'Politik Interesse drun d'Leit ze déresponsabiliséieren an heiansdo ze infantiliséieren. Wahlcampagné ginn dacks méi ëm Leit wéi ëm Id-di gefouert, wouzou eise Wahlsystem allerdéngs och bäidréit. Déi mächtig Lobbyen, déi et gëtt, besonnesch d'Wirtschaftslobbyen, hu léiwier esou ee politesche System, wou se kënnen op eenzel Leit an op eenzel Parteien awierken, wéi eng wierklech participativ a méi direkt Demokratie, déi fir si onberechenbar ass.

Dofir wëll ech ofschléissend soen, dass ech éischstens mengen, dass een d'Referendumsdiskussioun soll seriö féieren. Et soll een och konkret méi wäit gehend Méiglechkeeten an der Zukunft schafe wéi dat elo hei bei deem Projet vun deenen dräi grousser Parteien vir-

geschloe gëtt. Et ass jo nach en anere Projet, dee mir sollen diskutéieren iwwert de Referendum, wou mir iwwert all déi Froen do nach kënnen schwätzen, wou och nach kënnen Verbesserunge kommen, zum Beispill wat de Quorum vu Leit ugeet, fir esou ee Referendum ze froen.

Zweetens menge mir, dass doniewent muss am Alldag eng participativ Demokratie geschafe ginn, déi d'Leit dru winnt, dass d'Demokratie net eppes Aussergewéinlech ass, eppes Mediatesches, eppes reng Persounbezunnenes, eppes, wou et nëmme am Fong geholl zwou Reaktiounen drop gëtt, déi eng, déi soen: „Si maache souwiel, wat se wëllen“, an déi aner soen: „Dir maacht dat schonn.“

Et ass wichtig, eiser Meinung no, dass d'Leit d'Demokratie erliewen als eppes, wat si direkt betrëfft, wou se direkt kënnen drop awierken, regelméisseg a mat Erfolleg, eppes wat hirer Selbstbestimmung an hirer Selbstverwierklechung entsprécht, an dofir schloen ech vir, déi Diskussioun ëm déi Froen do wierklech mol eng Kéier ze féieren - wéinstens wäerte mir dat an der weiderer Diskussioun maachen a bei dem Projet de loi iwwert de Referendum, dee mir deemnächst hei wäerten hunn.

M. le Président. - D'Wuert huet elo den Här Justizminister Luc Frieden.

M. Luc Frieden, Ministre de la Justice. - Här President, Dir Damen an Dir Hären, ech géif gäre kuerz am Numm vun der Regierung zu dëser wichtiger Verfassungsännerung Stellung huelen an och d'Chamber bidden de Statsminister ze entschëllegen, deen traditionell zu de Verfassungsännerunge schwätzt, mä deen, wéi Dir wësst, de Mëtten de belsche Premier op offizieller Visite zu Lëtzebuerg op Besuch huet.

Dëst ass eng historesch an op d'mannst an der Theorie fundamental Ännerung vun eisem konstitutionellem Wiesen zu Lëtzebuerg. Mir distanzéieren eis och duerch dës Verfassungsännerung éischtmoleg vun de Verfassunge vun der Belsch a vun Holland, déi ëmmer a grondsätzlech haut och nach eng Opléisung vun Parlament virgesinn, wann et zu enger Verfassungsännerung kënn.

D'Regierung wëllt also dës Verfassungsännerung net verstoen als eng Ofschafung vum Prinzip vun der Rigiditéit a vun der Solennitéit vun der Verfassung, déi fir d'Regierung äusserst wichtig Elementer sinn, mä als eng Äntwert op reell praktesch Problemer. Praktesch Problemer, déi virum allem da komm si, wa mir international Vertrag unzehuelen haten, déi op där enger oder där anerer Bestimmung net am Aklang ware mat der Verfassung, oder op d'mannst, déi Froen opgeworf hunn.

Ech stelle fest, dass och dëst Parlament, wéi et de Statut iwwert déi international Cour pénale internationale ugeholl huet, en Artikel an d'Verfassung gesat huet, deen en fait contraire war zur Verfassung, nämlech géint de Prinzip vun der Inviolabilitéit vum Grand-Duc verstouss huet, mä dofir an d'Verfassung gesat huet, dass trotz deem Artikel, deen d'Inviolabilitéit vum Grand-Duc virgesäit, ee kënn awer de Statut vun der Cour pénale internationale unheulen. Deen Artikel iwwert de Grand-Duc war an deem Moment net révisabel, sou wéi en och haut - virum dëser Verfassungsännerung - net révisabel wär.

Et goufen also ganz reell praktesch Problemer, wou am Ausland schnell konnte Verfassungen ofgeännert ginn an zu Lëtzebuerg dat net gemaach konnt ginn. Grondsätzlech hate mir dofir an der viregter Chamber, an ech war deemools als Member vun deem Haus Auteur vun där Proposition, fir ze soen, da kommt mir sichen ee

Wee fir d'Verfassung méi schnell kënnen ze änneren, wann et sech ëm eng international Obligatioun handelt. Mir sinn zur Konklusioun komm, Dir sidd zur Konklusioun komm, och opgrond vum Avis vum Conseil d'État virum e puer Joer, datt et besser wär, et géif ee grondsätzlech an net nëmme bei internationalen Obligatiounen iwwert déi dote Fro diskutéieren.

Fir d'Regierung bleift et wichtig, dass een net liichtfankeg kann d'Verfassung änneren. Wann d'Regierung haut mat där Proposition d'accord ass, wéi d'Chamber se hei proposéiert a wéi den Deputéierten Alex Bodry dat am Numm vun der Chamber hei rapportéiert huet, dann nëmme, well d'Conditions de majorité ganz héich bliwen. Et muss also séchergestallt ginn, datt net eng einfach Majoritéit eng Kéier méindes mueres ka kommen an d'Verfassung änneren, datt dat och muss wuel iwwerluecht sinn, an dofir muss een op d'mannst zweemol vum Parlament den Accord kréien, voire et muss esouguer virum dem Vollek duerch e Referendum ofgestëmmt ginn.

Mir musse jo och wëssen, an de Leit et nach eng Kéier soen, am Fong d'Opléisung vum Parlament eng reng Formalitéit war, well et meeschtens esou geschitt ass, datt just virum de Wahlen d'Deklaratioun gemaach ginn ass an no de Wahle konnt d'Verfassung ofgeännert ginn. Ceci dít ass dat heiten eng gréisser Ännerung, well wann ech virdu gesot huet, datt verschidden Artikelen vun der Verfassung hu misse révisabel erkläert ginn, dann ass et an Zukunft esou, datt all Artikel vun der Verfassung kann ofgeännert ginn, och wann en nëmme kann ofgeännert ginn no zwee Voten a mat extrae Majoritéiten. An ech mengen, datt dat eng fundamental Ännerung ass par rapport zum System, dee mer haut hunn.

Ee vun de Kolleegen aus der Chamber, ech mengen et war den Här Meyers, huet virdu gesot, d'Vollek muss ëmmer d'Méiglechkeet hunn, d'Verfassung ze änneren. Ech weise just drop hin, datt dat net an alle Länner fir all d'Dispositiounen de Fall ass. Déi franséisch Verfassung gesäit vir, datt zum Beispill de „Caractère républicain“ vu Frankräich net ka geännert ginn. An Däitschland ginn et Bestëmmunge vun der Verfassung, déi net kënnen geännert ginn, an dat si Verfassungen, déi bekanntlech nom Zweete Weltkrich a béide Länner ugeholl gi sinn.

Duerch dat wat haut hei geschitt an duerch d'Ofschafung vun der „Déclaration de révision“ kann an Zukunft all Chamber, wa se dat da wëllt, all Artikel vun der Verfassung änneren, mä wéi gesot d'Regierung ass domat d'accord well genuch Hürden agebaut ginn, fir datt dat net liichtfankeg ka geschéien. D'Regierung ass och d'accord mat der Zuel vun den Deputéierten, déi kënnen e Referendum froen, respektiv der Zuel vun de Wieler, quitte datt d'Regierung aner Propositione gemaach huet, mä doriwier kann een diskutéieren. Et ass schlussendlech un Ärem Parlament fir dat ze decidéieren.

Aus Regierungssicht ass et awer och ganz kloer, datt d'Regierung d'Recht huet eng Initiativ ze huele fir d'Verfassung ofzeännere. Dat ass och hei an dëser Debatt haut net contestéiert ginn. Et ass awer ëmmer e bëssen „en ordre subsidiaire“ gesot ginn, ech wëllt also hei festhalen, och fir d'zukünfteg Doktrine an där Matière, datt et selbstverständlech esou muss sinn, datt d'Regierung kann esou eng Initiativ huelen. Dat lescht Wuert läit awer beim Parlament a bei dem Lëtzebuerg Vollek. Gradesou wéi d'Regierung natierlech feststellt, datt net zréckbehale ginn ass, datt d'Regierung och kéint d'Initiativ vun engem Referendum huelen.

Ech mengen, datt et eng relativ theoretisch Fro ass, well d'Regierung sech jo traditionell an enger

Demokratie op eng parlamentaresch Majoritéit beriff. Am Fall vun engem institutionelle Konflikt, soen ech awer och hei, datt d'Regierung kënn op Grond vum Artikel 74 vun der Verfassung d'Dissolutioun vun der Chamber froen an domat dann Neiwahle produzéieren, déi also den nämlechten Effet wéi e Referendum hätten. De Fait, datt also hei net virgesinn ass, datt d'Regierung kann de Referendum froen, kann iwwert en anere Wee bei kruzelle Froen, wou et wierklech en Dissens géng ginn tëschent dem Parlament an der Regierung, iwwert dee Wee geléist ginn.

D'Regierung mengt also, datt dat heiten eng gutt Reform wär, datt et eng Reform wär, déi awer muss ganz kloer am Wësse vum Parlament mat sech zéien, datt en eng Verfassung net dierf liichtfankeg änneren. An duerfir den Appel vun der Regierung un d'Parlament fir nëmme mat äusserster Virsicht

d'Fundamenter vun eisem Land ze änneren, virun allem déi institutionell Fundamenter vum Land, an datt dat hei net soll eng Dier opemaach si fir no engem Moudetrend oder op e „Coup de tête“ hin eng Verfassung ze änneren. Den „Délai de réflexion“ vun dräi Méint an déi extra Majoritéite menge mer, hoffe mer a wënsche mer, datt déi deem Rechnung droen. Ech soen lech merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - D'Diskusioun ass elo ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vum neien Artikel 114 vun eiser Verfassung a stëmme driwwer of.

Lecture du texte de la proposition de révision de la Constitution (par M. Jean Spautz)

Den Article unique ass gelies an ugeholl.

Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmme elo of iwwert dee virleienenden Artikel 114.

Vote sur la proposition de révision de la Constitution et dispense du second vote constitutionnel

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalen sech.

Et ass déi leschte Kéier wou kann duerch Procuratioun ofgestëmmt gi bei der Verfassungsännerung, wann deen Artikel hei ugeholl ass.

D'Ännerung vum Artikel 114 vun der Constitution ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmme an enger Abstentation.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt (par M. Patrick Santer), M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent

Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. John Schummer), Xavier Bettel (par M. Marco Schroell), Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helming, Alexandre Krieps (par M. Paul Helming), Claude Meisch, Mme Maggy Nagel (par Mme Agny Durdu), MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell et John Schummer;

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux (par M. Mars Di Bartolomeo), Mme Lydia Mutsch (par M. Jeannot Krecké), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

MM. François Bausch (par M. Jean Huss), Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener.

S'est abstenu: M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Kolleeginnen a Kollegen, domadder wiere mer, wéi mer uganks der Sitzung décidéiert haten, um Enn vun eisem Ordre du jour vun haut ukomm. Déi nächst Sitzung ass muer de Moien, de 27. November, a fänkt um 11 Auer un.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.39 heures)

Ordre du jour

- Dépôt d'une proposition de loi
- Communications
- Ordre du jour
- 4896 - Projet de loi portant
 - réglementation du maintien des droits des travailleurs en cas de transferts d'entreprises, d'établissements ou de parties d'entreprises ou d'établissements;
 - transposition de la Directive 98/50/CE du Conseil du 29 juin 1998 modifiant la Directive 77/187/CEE du Conseil concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives au maintien des droits des travailleurs en cas de transferts d'entreprises, d'établissements ou de parties d'entreprises ou d'établissements telles qu'elles ont été codifiées et abrogées par la Directive 2001/23/CE du Conseil du 12 mars 2001;
 - modification de la loi modifiée du 18 mai 1979 portant réforme des délégations du personnel et de la loi modifiée du 6 mai 1974 instituant des comités mixtes dans les entreprises du secteur privé et organisant la représentation des salariés dans les sociétés anonymes;
 - modification de la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail

(Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouve M. François Biltgen, Ministre.

(Début de la séance publique à 11.04 heures)

■ **M. le Président.** - D'Sitzung ass op.

D'Madame Reuter-Angelsberg freet d'Wuert fir den Dépôt vun enger Proposition de loi ze maachen.

1. Dépôt d'une proposition de loi

■ **Mme Dagmar Reuter-Angelsberg (DÉI GRÉNG).** - Här President, ech wollt den Dépôt maache vun der

- *Proposition de loi 5252 concernant l'action en faveur de la promotion de l'égalité des chances entre femmes et hommes au niveau communal et modifiant la loi communale modifiée du 13 décembre 1988.*

■ **M. le Président.** - D'Chamber hält Akt vum Dépôt vun deser Proposition de loi duerch d'Madame

Reuter-Angelsberg. Si gëtt weidergeleet un déi zoustänneg Instanz.

2. Communications

Da wollt ech der Chamber nach folgend Kommunikatiounen maachen:

1) Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, a déposé au Greffe de la Chambre des Députés, en date du 25 novembre 2003, le

Projet de loi 5251 sur les contrats de garantie financière portant

- *transposition de la directive 2002/47/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 juin 2002 concernant les contrats de garantie financière;*

- *modification du Code de commerce;*

- *modification de la loi du 1^{er} août 2001 concernant la circulation de*

titres et d'autres instruments fongibles;

- *modification de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier;*

- *modification du règlement grand-ducal du 18 décembre 1981 concernant les dépôts fongibles de métaux précieux et modifiant l'article 1er du règlement grand-ducal du 17 février 1971 concernant la circulation de valeurs mobilières;*

- *abrogation de la loi du 21 décembre 1994 relative aux opérations de mise en pension;*

- *abrogation de la loi du 1er août 2001 relative au transfert de propriété à titre de garantie.*

2) La question irakienne, l'avenir de l'OTAN et la réforme institutionnelle de l'Union européenne figureraient à l'ordre du jour de la session plénière du Parlement Benelux au Sénat belge, les 21 et 22 novembre 2003.

Le Luxembourg y était représenté par M. Nico Loes, Président de la délégation, M. John Schummer, Vice-Président du Parlement Benelux, Mme Nelly Stein, M. Jean-Pierre Koepf, M. Camille Gira et M. Xavier Bettel.

L'Assemblée a pris connaissance d'un rapport relatif à la politique de défense et de sécurité après la crise irakienne, rapport né de l'audition des ambassadeurs, représentants permanents des pays Benelux auprès de l'OTAN. Les diverses interventions sur ce sujet ont permis de conclure à un rapprochement des opinions au sein du Benelux dont les trois pays pourraient songer au défi de proposer, dans une approche multilatérale, leurs services pour une mission de préparation du terrain.

Le Conseil Consultatif a ensuite examiné les divers chapitres du 47^e Rapport commun des trois Gouvernements sur la réalisation d'une union économique entre les trois pays, avant de prendre connaissance des réponses des Gouvernements à des recommandations approuvées antérieurement et d'adopter de nouvelles recommandations notamment en matière de politique énergétique et de droit de suite sur les oeuvres d'art.

Enfin, M. Nico Loes a été nommé membre du Groupe de Travail „Fonctionnement du Parlement Be-

nelux“ en remplacement de M. Ady Jung.

3. Ordre du jour

Wat eisen Ordre du jour vun haut de Mëtteg ugeet, wollt ech drop hiweisen, dass dee sech opgrond vun der Décisioun vu gëschter folgendermoosse presentéiere wäert:

Fir d'éischt hätte mer d'Orientierungsdebatt iwwert d'Opdeelung vun de Kompetenzen tëschent dem Stat an de Gemengen. Dueren de Projet de loi 4884 iwwert de Code de procédure civile. Dann de Projet de loi 5230 iwwert de Verkauf vun engem Besëtztum um Kierchbierg, a schliesselech d'Ofännerung vum Chamberreglement.

Ass d'Chamber heimat d'accord?

(Assentiment)

Et ass esou décidéiert.

Mir kommen dann elo zur Diskusioun vum Projet de loi 4896 iwwert d'Aarbechtsrecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: déi Hären Zanussi, Graas, Jaerling an Urbany. D'Wuert huet de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marcel Glesener.

4. 4896 - Projet de loi portant

1. réglementation du maintien des droits des travailleurs en cas de transferts d'entreprises, d'établissements ou de parties d'entreprises ou d'établissements;

2. transposition de la Directive 98/50/CE du Conseil du 29 juin 1998 modifiant la Directive 77/187/CEE du Conseil concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives au maintien des droits des travailleurs en cas de transferts d'entreprises, d'établissements ou de parties d'entreprises ou d'établissements telles qu'elles ont été codifiées et abrogées par la Directive 2001/23/CE du Conseil du 12 mars 2001;

3. modification de la loi modifiée du 18 mai 1979 portant réforme des délégations du personnel et de la loi modifiée du 6 mai 1974 instituant des comités mixtes dans les entreprises du secteur privé et organisant la représentation des salariés dans les sociétés anonymes;

4. modification de la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail

Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi

■ **M. Marcel Glesener (CSV), rapporteur.** - Här President, Kolleeginnen a Kollegen. Den Ausgangspunkt vun deem Projet ass eng europäesch Direktiv vum 29. Juni 1998, déi sech beriff op d'europäesch Recht vun 1977, respektiv vum Mäerz 2001.

Èm wat geet et? Mëtt de 70er Joren hu sech wesentlech strukturell Verännerunge vum wirtschaftleche Gefüge an Europa vollzunn. National Betriebsstrukture sinn duerch grenziwwerschreidend multinationaler ersat ginn. Fusiounen a betriiblech Iwwernahme waren op der Dagesuerdnung, dat esou gutt op nationalem Plang wéi och grenziwwerschreidend.

Verbonne mat wirtschaftleche Krisenerscheinungen ass d'Aarbechtslosegkeet dramatesch an d'Luucht gaangen an d'Stabilitéit vun der Beschäftegung ass ofgesackt. Duerfir war et noutwendeg, d'Aarbechtsrecht, Arbeitnehmerrechter an Europa ze festegen, virun allem géintwärt vum der Weiderentwécklung am gemeinsame Maart. D'europäesch Recht hat zum Zil, déi eenzeg staatlech Restbestëmmunge bei Betriebsverlagerungen ze harmoniséieren, beziehungsweise ze verbessern. Sou sinn eng Rei wichteg europäesch Direktiven am Sozial- an Aarbechtsrecht entstanden, déi an déi jeeweileg national Gesetzgebungen agebaut gi sinn.

Här President, Kolleeginnen a Kollegen, haut hu mer esou eng EU-Direktiv um Ordre du jour, déi an eis Gesetzgebung soll agebaut ginn. Et handelt sech ëm d'Ofsicherung vu wesentlechen Arbeitnehmerrechter bei betriiblechen Transferten. Wat ass do den Uwendungsberäich? A fir elo net an Definitionen ze verfallen, wëll ech den Text zitieren: „La présente loi s'applique à tout transfert d'entreprise, d'établissement ou de partie d'entreprise ou d'établissement résultant notamment d'une cession conventionnelle, d'une fusion, d'une succession, d'une scission, d'une transformation de fonds ou d'une mise en société.“

Mir gesinn, datt dat Wuert „Transfert“ kloer definéiert gëtt. Dorwäert eraus ginn déi national Gesetzgebungen entsprechend där Direktiv ugepasst, virun allem wéi et sech

verhält mam Kënnegungsschutz, mat der Loungarantie, mat den Of-sécherungen, déi an deenen eenzelne Betriber, an deenen eenzelne State bestinn, wann esou Transferté betriiblecher Aart geschéien.

Fir Lëtzebuerg bedeit dat, datt mer ee wesentlechen Artikel, den Artikel 36 vum Gesetz vum 1989 iwwert den Aarbechtsvertrag suppriméieren. E gëtt ersat an deem neie Projet. Doriwwer eraus ginn och bestëmmt Bestëmmunge vum Delegatiounsgesetz vum 18. Mee 1979 ergänzt. Da gëtt och d'Matbestëmmungsgesetz vum 6. Mee 1974 ergänzt, wuel verstanen nëmme bei de Punkten iwwer betriiblech Transferten.

Dee virleiende Projet ergänzt also eng relativ grouss Zuel vun aarbechtsrechtlechen Detailer. Ech wëll elo net op all déi Einzelheeten agoen. Dat géif ze wäit féieren. Et ass och eng relativ komplex Matière, an duerfir hu mer et virgezunn, am schrëftleche Bericht am Detail op déi eenzel Bestëmmungen, Ofännerungen an Ergänzungen anzegoen.

Här President, erlaabt mer awer kuerz op d'parlamentaresch Aarbecht anzegoen, déi d'Wichtigkeet vun deem Projet ënnersträicht a wéi mer och an der zoustänneger Kommissioun un deem Projet geschafft hunn, virun allem well eng ganz Rei Virschléi, Amendementer, Propositione gemaach gi si vun de Beruffschamberen, souwuel vun der Patronatschamber, wéi och vun der Arbeitnehmerchamber a vum Statsrot.

Den Aarbechtsminister huet dee Projet de 27. Dezember 2001 déposéiert. D'Beruffschamberen hunn hir Avisen ofginn tëschent Februar 2002 an dem Februar 2003. De Statsrot huet fir d'éischt eng Position bezunn den 13. Mee vun deem Joer. Déi zoustänneg Kommissioun „Aarbecht a Beschäftigung“ huet hir Aarbecht de 5. Juni dëst Joer opgeholl.

De Statsrot huet eng ganz Rei fundamental Propositione gemaach zum Inhalt vun dem Gesetz, an doriwwer eraus huet en och eng Opposition formelle ausgeschwat, wat d'Méiglechkeet vu Sanktiounen bei Net-Application vum dem Projet betrëfft. Mir hu probéiert, déi Oppositions formelles ze émgoen, andeem mer, wéi och bei aneren Uwendungen vun Direktiven, déi Strofbestëmmungen emol ausgeklamert hunn, wou mer awer drop zréckkomme wa mer de Reformprojet iwwert d'Gewerbeinspektioun hei zur Debatt bréngen.

D'Beruffschamberen haten eng Rei Bedenken, eng Rei Propositionen. Déi hu mer largement duerchdiskutiert. En zweeten Avis vum Statsrot ass den 1. Juli 2003 virgeluecht ginn. De 7. Juli huet d'Kommission sech nach eng Kéier mat deenen Amendementer vum Statsrot befaasst. Et ass en drëtten Avis komm vum Statsrot de 7. Oktober. D'Kommissioun huet sech de 24. Oktober nach eng Kéier mat deem Avis beschäftegt a se huet den 30. Oktober de virleiende Rapport ugeholl, wou mer e koordinierten Text proposéieren opgrond vun deene Virschléi, déi gemaach gi si vun de Beruffschamberen wéi och vum Statsrot.

Déi Opzielung, Kolleeginnen a Kolleegen, ënnersträicht, datt eng grouss Zuel vun aarbechtsrechtlechen Detailfroe virloug, déi mer hu missen am Detail behandelen, wéi zum Beispill: Wat geschitt bei Transferté mat dem Recht op kollektivvertraglech Bestëmmungen? Wat geschitt mam Kënnegungsschutz? Wat geschitt mat Loungarantien oder Lounofmaachunge bei betriiblechen Iwwernahmen? All déi Froen hu mer versicht kloer ze stellen an deem Projet. Doriwwer eraus ass et och drëm gaangen, d'Rechter vun den Arbeitnehmerdelegatiounen bei Transferté kloer ze definéieren. Dat fannt Der am Detail am schrëftleche Rapport erëm.

Weider ass, wéi ech scho gesot hunn, den Artikel 36 vum Gesetz iwwert den Aarbechtsvertrag ausser Kraaft gesat ginn. Dat betrëfft all déi Arbeitnehmerrechter bei Transferten, iwwert déi awer dat Gesetz net méi ganz kloer war op Grond vun de Juridictionen, déi entstane sinn, an op Grond vum Harmoniséierungsbestriewe vum europäesche Recht. Mir hunn deen Artikel ersat, méi prezis a méi genau an deem neie Projet, well do ganz genau definéiert ass, wat d'Arbeitnehmerrechter sinn a wéi wäit datt se gi bei den typeschen Transferten.

Wéi gesot, Kolleeginnen a Kolleegen, wëll ech elo net am Detail nach weider dorop agoen. Dir fannt all déi Bestëmmungen mat den Einzelheeten am schrëftleche Rapport, an doriwwer eraus fannt Dir och am Kommentar vun den Artikelen d'Beweeggrënn, déi eis dozou gefouert hunn, fir all déi Verännerungen ze bestëmmen an duerchzezéien op Grond vun dem urspréngleche Projet de loi.

Schlussendlech wëll ech nach eng Kéier widderhuelen, wat ech do gesot hunn, datt effektiv den urspréngleche Projet a wesentlechen Deeler ofgeännert ass ginn, verbessert ass ginn, méi kloer gestallt ass ginn, dat op Grond vun de Virschléi - wéi gesot - vun de Beruffschamberen an och vum Statsrot, sou datt mer konnten zum Schluss vun eise Berodungen en neie koordinierten, kloeren Text presentéieren, deen also haut zur Ofstëmmung virläit.

Ech wëll ofschléissend merci soen un d'Adress vun de Kolleegen aus der Kommissioun, déi a laange Berodungen a schwierigen Detailfroe gutt matgeschafft hunn. Da wëll ech awer och d'Aarbecht vun de Beruffschamberen a vum Statsrot belobend ervirsträchen, déi wesentlech dozou bäigedroen hunn, datt mer elo e gudden Projet op den Instanzewee bréngen, an natierlech och ee Merci un den Aar-

bechtsminister a seng Mataarbechter, déi a fënnf, sechs Sëtzunge matgeholl hunn, all déi Onkloerheeten aus dem Projet op Grond vun den Avisen aus der Welt ze schafen an esou zur Kloerheet bäigedroen. Dann natierlech ee Merci un d'Adress vum Parlamentssekretär a menge Mataarbechter aus der Fraktioun.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, am Numm vun eiser Kommissioun bieden ech d'Chamber ëm eng breet Zoustëmmung zu deem wichtege Gesetz, dat wesentlech dozou bäidréit fir Rechtssécherheet ze erstellen bei Transferten, ganz am Intérêt vun all deene Leit, déi an esou Situationne kommen an an deene Betriber schafen. Am Numm vun der CSV-Fraktioun ginn ech selbstverständlech och eis Zoustëmmung zu deem Projet. Ech soen lech merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. le Président.** - Als éischten Diskussionsriedner ass den Här Marc Zanussi agedroen. Den Här Zanussi huet d'Wuert.

Discussion générale

■ **M. Marc Zanussi (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëllt aganks dem Här Glesener merci soe fir säi schrëftleche Rapport, deen e bësselche méi detailléiert ausgefall ass wéi säi mëndleche Rapport elo grad, mä ech denken, dass dee schrëftleche Rapport awer jidderengem, deen en intensiv gelies huet, all Froe beäntwert, déi ee sech am Zesummenhang mat deem Projet hei ka stellen.

Effektiv, mat deem Gesetz, wat mir haut zur Diskussioun hunn a wat mir zur Ofstëmmung wäerte bréngen, gëtt déi Direktiv vun 1998 a Lëtzebuenger Recht ëmgese. Ech mengen, dass kee Mënsch heibanen drun zweifelt, dass an deenen Zäiten, wou mir elo liewen, wou et zu ville Fusioune kënn, wou et zu

Zesummeschlëss vun Entreprisé kënn, wou Entreprisé vun engem Bësetz an deen anere ginn, et eng Noutwendegkeet ass fir eng Harmoniséierung op europäeschem Plang ze hunn, wat d'Ofsécherung vun den Aarbechter an de Salariéen an deem dote Fall ubelaangt.

Den Zweck vun deem Gesetz ass et dann och eben eng Harmoniséierung um europäesche Plang ze maachen, wat d'Bestëmmungen am Fall vun engem Transfert ubelaangt, an déi Bestëmmungen dann esou ze organiséieren, dass d'Salariéen eng gewësse Protektioun doduercher hunn. Am Text, an dat ass virdu vum Marcel Glesener scho gesot ginn, läit den Haaptschwéierpunkt drop, dass den Term „Transfert“ definitiv anstänneg soll definéiert ginn, well déi zu deemem Zäitpunkt net verhalten Definitioun vum Element „Transfert“ huet an der Vergaangenheet zu enger ganzer Rei vu Prozesser gefouert, an déi Prozesser sinn an Zukunft net méi néideg, well déi Definitioun vun dem Transfert do definitiv elo niddergeschriwwen ass.

Et ass och richtig a wichteg, dass déi Dispositioun aus dem Gesetz vun 1989 iwwert de Contrat de travail geännert gëtt, well mir och als Lëtzebuenger an eiser Legislatioun zwar Elementer vun enger Protektioun vun de Salariéen beim Fall vun Transfert haten, mä awer och déi Protektiounsmechanismen net duer gi fir an all Fall de Salariéen ze hëllefen hir Rechter ze kréien. Dofir ass et ganz wichteg, dass och am Lëtzebuenger Gesetz déi Definitioun vum Transfert definitiv an onmëssverständlech niddergeschriwwen gëtt. Dat ass deen een Zweck vun deem dote Gesetz.

Deen zweeten Zweck vun deem Gesetz ass, dass de Stat am Fall vun enger Entreprisé, déi insolvent ass, eng gewësse Souplesse zougestane kritt, wat d'Protektioun vun de Salariéen ubelaangt, eng Souplesse, déi och virdrun an där



**Chambre
des Députés**

L U X E M B O U R G

d'Chamber live

Chamber TV

och an der Rediffusioun

all Sëtzungsdag

vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

doter Form net bestanen huet, mä déi awer noutwendeg ass, wann ee weess, zu wat fir engen Härtefall dass et ënner Ëmstänn ka kommen, wann eng Entreprise insolvable ass.

Dann den drëtten Punkt, dee sécherlech mat grousser Opmierksamkeit bei de Gewerkschaften säin Nidderschlag fonnt huet, ass d'Tatsaach, dass d'Informationsan d'Konsultationspflicht vun de Sozialpartner a vun de Gewerkschaften och an deem Text hei niddergeschriwwen ginn. Innovativ ass d'Gesetz, wat mir elo stëmmen, an engem ganz wichtige Punkt, an zwar besonnesch am Fall wou eng Entreprise eben an een aneren transféiert gëtt. Elo gëtt festgehalten, dass de Cessionnaire, dat ass also deen, deen d'Entreprise un eng aner Person iwwergëtt, weiderhin an der Obligatioun bleift vis-à-vis vun de Salarieë soulaang wéi d'Entreprise nach a sengem Besëtz ass. Dat heescht, déi Obligatiounen am Fall vu Loun, Revendicatiounen, déi nach do stinn, gi ganz kloer op d'Käschte vum Cessionnaire, wat och fir d'Salarieën eng ganz wichteg Definitioun an engem wichteg Prezisioun ass.

Dobäi kënnt d'Tatsaach, dass am Fall vun enger Faillite de Cessionnaire, dat heescht deen, deen dann herno d'Entreprise mat iwwerhëlt, zesumme mat den nationale Repräsentanten vum Salarieën am Beräich vun der Diskussioun iwwert d'Erhale vun der Entreprise ka Pläng ausschaffen, wéi d'Surviv vun der Entreprise ka garantéiert ginn. Et gëtt dann och an der Direktiv an am Gesetz definiert, wat d'Roll vun der Personalvertriebung a wat de Statut vun der Personalvertriebung ass, quitte dass et do am Avis vun der Chambre de Travail och nach eng Rei vun zousätzlechen, méi präzisen a méi prägnante Fuerderunge gi sinn, déi awer nëmmen zu engem Deel hei zréckbehale gi sinn.

Insgesamt denken ech, dass dat Gesetz an déi Direktiv wierklech eng absolut Noutwendegkeet sinn. Et ass eng Direktiv, déi um europäesche Plang d'Rechter vun de Salarieë verstärkt, verbessert, an et kann ee vläicht bedauern, dass d'Ëmsetze vun der Direktiv laang gedauert huet. Si ass vun 1998. Mä „Was lange währt, wird endlich gut.“

Mä mat deem Gesetz war och d'Eraufuerderung verbonne fir e bëssen en delikate Seelakt ze maachen an en Equilibre ze fannen tëschent engersäits de Rechter vun de Berufstätigen, vun de Beschäftigten, an anerersäits der Belegschaft vun den Entrepreneuren verbonne mat der Fro vun der Konkurrenzfähigkeit. Ech mengen, dass deen Equilibre der Kommissioun hei eigentlech gutt gelongen ass an deem Rapport an an deem Text, deen hei zréckbehale ginn ass. Duerfir géif ech och hei am Numm vun eiser Fraktioun den Accord vun eis zu deemem Projet bréngen a merci soe fir Är Opmierksamkeit.

M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här Gusty Graas agedroen. Den Här Graas huet d'Wuert.

M. Gusty Graas (DP). - Här President, d'Aarbechtsrecht huet jo um europäesche Plang ouni Zweifel schon eng gewëssen Tradition. Wann och an den Ufäng vum Vertrag vu Roum deem Voleit nach net déi Importenz zouerkant gouf, sou huet dat verännert Ëmfeld dach am Laf vun deene leschte Jorzéngten zu Upassungen um legislative Plang gefouert. Et kann een an deem Kontext och aus der Charte sociale vun 9. Dezember 1989 zitieren, déi jo an de Punkte 7, 17 an 18 seet: „La réalisation du marché intérieur doit conduire à une amélioration des conditions de vie et de travail des travailleurs dans la Communauté européenne.“

D'Konscht besteet jo u sech doran, fir en Equilibre ze fannen zwëschen engersäits der Kompetitivitéit vun de Betriber an op där anerer Säit dem Schutz vun dem Salarier. Eppes ass kloer: Och eng iwwerdriwwen Regulierung vum Aarbechtsrecht wier mat Sécherheet net positiv fir eis Economie. Mat dem Gesetz vun haut, wat mir hei stëmmen, gi jo dann och d'Rechter vun den Aarbechter am Fall vum Transfert vun den Entrepreneuren nach méi prezisiert. Besonnesch an enger Zäit, wou d'Globalisierung u sech ëmmer méi sech bemierkbarmécht, an och Fusiounen, Integratiounen an Opkeef vu Betriber keng Seltenheit méi sinn, huet esou eng Dispositioun ouni Zweifel dach eng grouss Wichtigkeit.

D'EU-Kommissioun huet an der Period vun 2000 bis 2002 eleng 1.200 „Projets de fusion“ ënnersicht. Allerdéngs muss een do bemerken, dass se nëmmen 1% dovun refuséiert hu wéinst enger méiglecher Schaffung vun enger Monopol-situatioun. Et schéngt och wéi wann u sech nëmmen ee Projet refuséiert gi wär wéinst enger negativer Auswirkung op d'Belegschaft.

D'Kommissioun schätzt och, dass ongeféier allerdéngs 250.000 Aarbechtsplazen duerch déi Fusiounen verluer gaange sinn. Och hei zu Lëtzebuerg si mer jo net vun deem Phenomeen verschont ginn, an et gëtt jo och eng Rei vu sektoriellen Domänen, wou mer regelméisseg erliewe wéi eenzel Betriber vun anere Betriber iwwerholl ginn. Ech wëll hei zum Beispill op de Grupp BIL hiweisen, déi an de Grupp DEXIA iwwergaange sinn, d'Integratioun vun der BGL an de FOR-TIS-Grupp oder natierlech och d'Fusioun vun ARBED, Aceralia an Usinor haut an de Grupp Arcelor. Et ass evident dass natierlech esou Transferten, esou Opkeef ëmmer erëm eng Rei vu Problemer fir déi Ugestallte mat sech bréngen, an et muss vill Froe gekläert ginn ier, wéi gesot, den definitiven Transfert ka vollzu ginn.

Dëst Gesetz, kann ee soen, spigelt awer och e bëssen den typesche Lëtzebuurger Geescht zréck, dee jo doranner besteet, dass u sech ëmmer e gutt Zesummewirken tëschent Patronen a Salarierat gefleegt gëtt, well mir gi jo och an dëser Direktiv an eenzelne Punkte méi wäit wéi dat u sech jo och virgesi war.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an deemem Kader muss een natierlech awer och d'Fro opwerfen, firwat net dëst Gesetz, dës Dispositiounen an dat bestehend Gesetz iwwert d'Aarbechtskontrakten integréiert goufen. Et muss ee jo oppassen, dass een net ze vill en Éparpillement an dem legislative Beräich mécht. Et schéngt jo allerdéngs esou ze sinn an deemem Fall, dass et méi virdeelhaft war fir e separat Gesetz ze maachen. Da muss een awer och soen, dass dëst Gesetz jo a ville Punkten den Interesse vun de Salarieën, wéi gesot, am Fall vun engem Transfert vun enger Entreprise Rechnung dréit, wat d'Chambre de Commerce folgendermoossen ëmschriwwen huet: „Les transferts d'entreprises ou d'établissements sont dans bien des cas dans l'intérêt même des salariés, qui risquent le cas échéant de se retrouver sans employeur.“

Mir begrëssen et och, als Demokratesch Partei, dass am Fall vun enger Faillite bei enger Reprise vun enger Firma duerch eng aner e maximalen Délai vun dräi Méint agesat gouf an deem déi kontraktuelle Rechter vun de Salarieën nach Gültigkeit hunn, well wa mer hei méi e laangen Délai virgesinn hätten, deen och méi contraignant gewiescht wär, da wär wahrscheinlech een oder deen anere Betriber am Fall vun enger Faillite net op gewiescht fir dann awer deen Transfert ze maachen. An dann dierf een natierlech och net vergëssen, dass jo och gegebenenfalls kënnen Konventiounen ausgeschafft gi fir eben d'„Marge de manoeuvre“ nach ze vergrësseren.

Allerdéngs mengt d'Chambre des Métiers an deem Kontext: „Il ne faut cependant pas surestimer les effets de cette mesure en termes de sauvegarde d'emplois dans la mesure où le nombre de transferts susceptibles de se réaliser dans le cadre d'une gestion contrôlée ou d'une faillite est a priori peu élevé.“

Hei am Land, an ech bezéie mech hei nach ëmmer op den Avis vun der Chambre des Métiers, ginn et d'Joer am Duerchschnëtt zéngprononcéiert „gestions contrôlées“ a si géingen all net zu engem Transfert Ulass ginn, an d'Liquidatioun vun Entreprise charakteriséiert sech och oft duerch de Verkauf vum ganzen Actif. Dat sinn also, wéi gesot, och Operatiounen déi net noutgedrongen engem Transfert am Sënn vun deem Gesetz gerecht ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, der Informationspflicht fällt natierlech awer och an deemem Projet eng besonnesch Roll zou. Virun allem wann eng Reprise vun engem Betriber duerch en aneren usteet, muss eng oppen an och fair Informationspolitik duerchgezu ginn, fir dass déi Iwwergangsbestëmmunge sech dann och kënnen an engem konstruktive Klima ofwëckelen. Den Artikel 6 vum Gesetz regelt dat jo op engem detailléiert Aart a Weis, an et ass och ze begrëssen, dass am Fall wou jo keng Personaldelegatioun besteet, all eenzelnen Aarbechter muss schrëftlech informéiert ginn. Och d'Chambre des Métiers ka sech mat dëser Neierung d'accord erklären.

Et ass och gutt, dass déi ursprénglech Mesure fir d'Entrepreneuren op penalem Wee ze bestrofe fale gelooss ginn ass, well hinnen och nach Strofen opzeerleeën hätt wahrscheinlech allerdéngs dozou gefouert, dass Einzelner découragéiert gi wäire fir eng Reprise ze maachen. Dëst Gesetz huet jo mat Sécherheet gewësse positiv Auswirkungen op den Aarbechtsmaart, well jo bei enger Reprise vun enger Firma d'Leit am Prinzip net direkt automatesch entlooss ginn. Jiddefalls mir als Demokratesch Partei begrëssen och deementsprechend dëst Gesetz, dat u sech e gudde Kompromëss ass tëschent dem Schutz vun dem Salarierat an awer och op där anerer Säit de wirtschaftlechen Uspréich vun eise Betriber. An deem Sënn bréngen ech den Accord vu menger Fraktioun, soen awer och nach dem Kolleg Marcel Glesener merci fir seng ausféierlech Rapporten.

M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här Aly Jaerling agedroen. Den Här Jaerling huet d'Wuert.

M. Aly Jaerling (ADR). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll emol fir d'Éischt dem Här Rapporteur féliciteiere fir säi schrëftleche Rapport, wou ee ganz kloer gesäit, dass do ee vu Sachkenntnis nëmmen esou strotzt, wat jo och normal ass bei engem Mann, dee sech säi Liewe laang ëm d'Aarbechtsrecht gekëmmert huet. Ech mengen et ass wichtig, dass ëmmer méi international Konventiounen am Aarbechtsrecht als Géigegewicht zu deenen internationale Fusiounen an och zu där ëmmer méi staarker internationaler Konkurrenz d'Salarierat ofsécheren. Mä dat Gesetz hei ass an deem Sënn wichtig, well et jo awer net nëmmen d'Salarierat ofsécheret mä och an engem Sënn d'Betriber, well am Fong hei méi eng juristesche Kloeerheit kënnt wat eben d'Betriebsfusiounen ubelaangt. Ech sinn och elo frou haut, dass dat neit Règlement vun der Chamber nach net besteet, well soss hätt ech misen zouginn, dass ech als Gewerkschaftler hei perséinlech befaange sinn, an dann hätt ech elo net esou

onbefaangen hei kënnen schwätzen.

(Interruptions)

Neen, et fällt mer net schwéier well hei hunn ech geléiert mech unzepassen. Ech mengen, do gesäit ee wéi flexibel dat e Mënsch ka sinn. Et ass awer e wichteg Gesetz well et hei an dëser Gesetzgebung kloer ass, dass eenheetlech Bestëmmungen erakommen, déi déi zwou Parteien am Fong bannen a jiddferengem seng Interéiten ofsécheren, wat jo och net ëmmer an eise Aarbechtsrecht esou kloer ass. Do gesäit ee jo wéi schwierig et ass, en eenheetlech Aarbechtsrecht um internationale Plang ze schafen, wa mer et emol net fäerdeg bréngen, hei an eise eegene Land en eenheetlech Aarbechtsrecht fir all Salarieë ze schafen; ech mengen där Beispiller hunn ech jo schon oft genuch hei ugefouert, an et wär och an deem Sënn emol wichtig, dass mer eis doriwuer géife Gedanke maachen an dann en eenheetleche „Code de travail“ géif op d'Bee gesat ginn.

Hei ass elo eng europäesch Direktiv déi emgesat soll ginn, mä wat ech an deem Zesammenhang awer wëll bedauern, dat ass dass et nach eng ganz Rei europäesch Direktiven a Recommendationen gëtt, besonnesch am Aarbechtsrecht, déi hei nach net emgesat ginn, an ech mengen déi eelsten dovunner geet nach op 1960 zréck, wat erstaunlech ass wann ee gesäit, dass schon aner Direktiven, déi der Economie kënnen déngen, innerhalb vu kuerzer Zäit emgesat gi sinn, an déi Direktiven am Aarbechtsrecht schleefen ëmmer wäit hannendrun.

Wat fir mech wichteg ass, dat ass dass an deem Gesetz hei esouwuol d'Ofsécherung vun de Léin, vun de Rechter vun den Delegierten awer och vun de Rechter am Zesammenhang mat den Zousazpensiounen kloer dra steet, wat jo vun enger Berufschamber gemengt ginn ass, dass dat net kloer wär, mä et schéngt mer awer dass, wann den Transfert vun alle Rechter an engem Gesetz steet, dann och d'Zousazpensiounen do matgemengt sinn; och esouger wann de Salarierat d'Entreprise verléisst, bleiwe seng Rechter bei engem Transfert vun där Entreprise an eng aner nach oprechterhalen.

Wat mer besonnesch gefält, dat ass dass am Artikel 5 och fir mech perséinlech eng Neierung dran ass, an dat heescht dass do emol einfach d'Delegatiounen ernimmt ginn, dass déi d'Recht hunn ze intervenéieren, dass déi d'Recht hunn op Informatioun, wat jo net ëmmer esou evident war, well an anere Gesetze ëmmer nëmmen déi nationale representativ Gewerkschaften dra stinn, an hei steet emol endlech an engem Gesetz, dass d'Delegatiounen, dat heescht déi legal gewielte Vertrieber vum Salarierat, déiselwecht Rechter kréien, dat heescht dass een Delegierte behandelt gëtt wéi deen aneren an dass et net méi esou ass, dass nëmmen déi Delegéiert vun deenen nationale representative Gewerkschaften Rechter hunn. Ech mengen dat ass eng Neierung an déi wëll ech hei ganz kloer begrëssen.

Et ass also e Schrëtt an déi richteg Richtung, a wat ech och nach zousätzlech begrëssen ass, dass an de Gesetze ëmmer erëm de Begrëff „Travailleur“ optaucht, dat heescht dass a Richtung geduecht gëtt vun engem eenheetleche Statut fir d'Salarieën. Och dat schéngt mer wichteg, dass et sech ëmmer erëm an de Gesetze erëm spigelt, dass mer um Wee si fir eise Salarieën endlech en eenheetleche Statut an der globaler Ofsécherung ze schafen, well et gëtt ee Begrëff, dee mech an der Economie besonnesch stéiert, an dat wëll ech hei emol eng Kéier kloer soen, dass ass dee Begrëff „Ressources humaines“, deen a verschidde Betriber optaucht. Wann ech dat kloer iwwersetzen, dann ass dat Mënschematerial; dat ass eng Diskrimi-

néierung vis-à-vis vun de Salarieën, an ech mengen d'Salarieë si Mënschen, si si keng „Ressources humaines“, si si kee Mënschematerial, mä si si Mënsche mat Rechter, an et ass eng Diskriminéierung vun de Salarieë wann déi ënnert dem Begrëff „Ressources humaines“ zesumme geschloen ginn, an dofir wär ech frou wa mer iergendwann eng Kéier dozou kéimen, dass dee Begrëff am Zesammenhang mat de Salarieë misst verbuede ginn. Ech soen lech merci.

M. le Président. - Als nächsten Diskussionsriedner ass den Här Huss agedroen. Den Här Huss huet d'Wuert.

M. Jean Huss (DÉI GRÉNG). - Här President, ech wëll am Numm vun där Grénger Fraktioun och dem honorablen Här Glesener merci soe fir déi ausféierlech Explikatiounen, déi hien hei gemaach huet vum Inhalt vun deem Gesetz. Et ass ganz kloer, wat sech hei ergëtt, dass praktesch vun alle Bänken, déi sech hei geäussert hunn, Unanimitéit ass fir dëse Projet de loi ze stëmmen. Och mir Gréng wäerten eis dëser Unanimitéit uschleissen. Et huet kee Wäert, dass ech am Detail nach eng Kéier dat widderhuelen, wat vum Här Glesener an och vun deenen anere Virriedner hei gesot ginn ass.

Zënter der Aféierung vum Binnenmarché ass et an deene vergaangene Joeren an Europa wéi och hei zu Lëtzebuerg zu Fusiounen komm, zu Iwwernahmen, zu méi oder manner frëndlechen Iwwernahmen vu Betriber, a wann ee kuckt dass d'nächst Joer nach zéng europäesch Staaten an dee Binnenmarché derbäikommen, dann ass ze erwaarden, dass natierlech déi Bewegung vu Fusiounen, vun Iwwernahmen, vun Transferten vu Betriber nach wäert zouhuelen. Et ass also ganz wichteg, dass et och sozial Protektiounsmoosname fir d'Salarierat vun deene Betriber gëtt. Déi ginn an dëser Direktiv, an deemem Projet de loi hei prezisiert, a mir kënnen eis deem nëmmen uschleissen.

Wa mer eng kleng Kritik kënnen ausüben, dann déi, déi och scho vum Här Jaerling an ähnlecher Form hei gesot ginn ass, dass et esou laang gedauert huet ier et zur Transpositioun vun dëser Direktiv komm ass, an dass ee sech d'Fro muss stellen: Firwat ass et esou, dass bei esou Direktiven, déi d'Aarbechtsrecht betreffen - dat ass heiansdo och bei Naturschutzdirektiven oder bei Ëmweltdirektiven leider de Fall -, d'Regierung esou laang brauch fir déi da wierklech an d'nationaalt Recht ëmzesetzen. Hei an deemem prezise Fall ass d'Lëtzebuurger Regierung am Fréjoer jo scho praktesch vun der Europäescher Kommissioun verwarnt ginn duerch en „Avis motivé“ wéinst Net-Transpositioun, an dat si Saachen, déi a mengen Aen awer e weineg bedauerlech sinn.

Mä par rapport zum Inhalt vun der Direktiv an och an deem wat hei am Gesetz steet hu mer näischt auszesetzen. Mir kënnen dat also och mat ënnerstëtzen. Ech soen lech merci.

M. le Président. - D'Wuert huet elo den Här Aarbechtsminister François Biltgen.

M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer emol fir d'Éischt allen Intervenanten hei merci ze soen, virun allem als Éischtem dem Marcel Glesener fir säi Bericht, virun allem och fir säi schrëftleche Bericht, well ech fannen dass e sech ganz vill Méi ginn huet, all déi Diskussiounen, déi mer haten, am Detail erëmzeginn. An dat doten ass e Gesetz, wat herno nach, hoffentlech net ze vill, mä trotzdem dierf viru Geriicht beméit ginn, esou dass och säi Rapport kann utile Hëllefstellung gi wann do Konfliktfall kommen.

Et ass hei schonn e puermol ugeklongen, och als Kritik, dass mer iwwerfälleg wärend: et ass effektiv eng Direktiv wou mer iwwerfälleg sinn. Woufir kritt ee Retard?

(Interruptions diverses)

Ech waarde bis d'Gesprécher eriwwer sinn.

Ech si jo villes gewinnt, mä et ass awer schwierig wann ee just Kaméidi héiert. Ech hale méch och kuerz.

Ech wëll awer trotzdeem op déi puer Kriticken, déi komm sinn, agoen. Also de Problem ass emol, dass ee fir d'éischt muss eng Direktiv an e Projet de loi ëmsetzen, dass all Ministären - dat wëll ech net als Excuse soen - net onbedéngt esou besat sinn, dass mer Leit hunn déi sech just dorëm bekëmmere. Mir hunn de Projet de loi de 27. Dezember 2001, dat heescht virun net grad zwee Joer hei deponéiert. Dat heescht d'Regierung hat also hir éischt Aarbecht virun zwee Joer gemaach, a mir hunn elo bal zwee Joer gebraucht fir et ëmzesetzen.

Et muss een och doriwwer diskutieren, woufir e Projet, wann en deponéiert ass zu Lëtzebuerg, esou laang Zäit um Instanzeweue brauch. Dat kann ee bedauern, et kann een deem awer och zum Deel positiv Säiten ofgewannen. Et kann een et natierlech wéi am Ausland maachen, wou dat ganz séier geet a wou d'Projeten och dann esou zimlech erauskomme wéi se ergaange sinn. Zu Lëtzebuerg hu mer d'Traditioun vun de Beruffskummeren. Et ass jo elo vill - mir hate Beruffskummerwahlen - gesot ginn: Wat kënnen déi Beruffskummerer bréngen? Bréngen déi iwwerhaupt eppes? Ass dat net fir näischt?

Op dësem Projet hei gesäit een - an dat ass u sech dann e Mérite, awer och vläicht e Feeler, deem der Chamber huet vill heidru geschafft. Ech fannen dat positiv. Mä d'Chamber huet sech hei vill Méi gemaach fir och den Avise vun de Beruffskummerer Rechnung ze droen. An do sinn aus alle Beruffskummerer Elementer agefloss, an ech mengen, dat ass awer och eppes wat een dann net nëmme soll negativ gesinn, dass mer eis hei Méi ginn hunn, de part et d'autre, d'Regierung esou gutt wéi d'Chamber, de Statsrot, d'Beruffskummeren, fir ze

versichen en uerdentlechen Text ze maachen. An ech mengen, wann haut eng Unanimitéit hei herrscht kënn dat awer och dohier, dass op villen Artikelen gefeilt ginn ass, bis dass jiddfereen awer och d'Gefill hat: Hei ass e Kompromëss deem dat Sozialt ofsécherit unni dass en awer wirtschaftlech zrëckkrësch. An dat, mengen ech, ass eppes wat ee scho soll approvieren.

Et ass zum Beispill ee Punkt, dee mer laang diskutéiert hunn a wou mer nach bis zum Schluss Amendement gemaach hunn, deem ech hei als eenzege wëll eraushuelen. Et ass e Punkt wou mer méi wäit gaange si wéi d'Direktiv. D'Direktiv seet, d'Länner kënnen, musen awer net virgesinn, dass den „Transfert d'entreprise“, also d'„Betriebsübernahmeregelung“ och spillt no enger Faillite. Verschidde Länner hunn dat net gemaach, mir awer hate dat als Regierung proposéiert. Et ass natierlech eng kleng Gefor domat verbonnen, well wann ee seet, no der Faillite kënnen Aarbechtskontrakter erëm opliewen, kann dat vläicht Repreneuren, déi guddes Glawes sinn, verhënnere, e Betrib ze iwwerhuelen, an da geschitt guer näischt mam Betrib deem an d'Faillite gefall ass. Dofir hu mer wierklech hei misen e Kompromëss sichen. Mir hu laang gedoktert um Kompromëss. Mir hunn e fonnt.

Ech war och ganz frou, dass d'Chambre de Commerce an engem zousätzlechen Avis sech och mat eiser leschter Solution averstanen erkläert huet, nämlech dass do eng Karenzzäit vun dräi Méint ass, an no dräi Méint kann iergendeen neie Repreneur kommen. Mä mir wollten awer bei deem Artikel aus soziale Grënn stoe bleiwe fir ze froen - a virun engem Joer hunn ech mer déi Gedanken an engem konkrete Fall gemaach -, ob do net e Betrib mam Gedanke gespilt huet fir ze soen: Ma ech wëll léiwer an d'Faillite goe wéi eng uerdentlech Restrukturatioun ze maachen, da kommen ech vläicht herno, wann ech dat iwwerhuelen, awer erëm méi bëlleg an alles drun. De Fall huet sech do awer net esou presentéiert wéi ech dat gefaart hunn, mä déi Gefor besteet, dass ee seet: Da maachen ech ebe Faillite, da brauch ech menge Salariéen iwwerhaupt näischt ze ginn, da gi se bei d'Administration de l'Emploi, dat heescht bei de Steuerzueler, nach e puer Indemnitéit

siche fir Salariéen déi ech net bezuelt hunn, an herno, no der Faillite kafen ech dat Ganzt erëm op. Dofir hu mer deem Artikel hei esou gemaach, mä mir hu laang versicht, de Kompromëss ze fannen deem et awer net onméiglech mécht, dass iergendeen kënn an aus der Masse vun der Faillite de Betrib weiderféiert unni dass dat dann awer onméiglech fir hie wär.

Voilà, dat ass ee Beispill wou mer hei zesumme versicht hunn eppes Uerdentleches ze maachen. Ech wär jo frou wa mer et net ze vill bräichten ze beanspruchen, mä ech mengen dass et an deene wirtschaftlechen Zäiten, an deene mer liewen, och gutt ass, dass mer déi Direktiv esou ëmgesat hunn zu Lëtzebuerg an dass mer hir och den nationalen Touch ginn hunn, dee mer hei gemeinsam ausgeschafft hunn. Dofir hoffen ech, dass déi Unanimitéit vun de Riedner sech och als Unanimitéit am Vote niddereschléit. Merci.

■ M. le Président.- D'Diskussion ass elo ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vun den Artikelen vum Projet de loi 4896 a stëmmen driwwer of.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Asselborn)

D'Artikelen 1 bis 10 si gelies an ugeholl.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kënnen dann elo zur Ofstëmmung iwwert dee gesamte Projet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthale sech.

De Projet de loi ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt (par M. Patrick Santer), M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupt, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par M. Nicolas Strotz), Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel (par M.

Claude Meisch), Emile Calmes (par M. Marco Schroell), Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helming, Alexandre Krieps (par M. John Schummer), Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Ripinger, Marco Schroell et John Schummer;

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux (par M. Alex Bodry), Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Zanussi), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart (par M. Ben Fayot) et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombero (par M. Robert Mehlen), Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves

Henckes (par M. Fernand Greisen), Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, domat wärend mer um Enn vun eiser Sitzung vun de Moien ukomm. Déi nächst Sitzung ass haut de Mëtten a fänt um hallwer dräi un.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 11.44 heures)

Sommaire des séances publiques

Hommage à la mémoire de M. Johny Lahure, ancien ministre (LSAP) page 108

Communications page 108

Octroi du titre honorifique à M. Robert Garcia page 108

Retrait du rôle du projet de règlement grand-ducal 5197 portant transposition de la directive 1999/95/CE du Parlement Européen et du Conseil du 13 décembre 1999 concernant l'application des dispositions relatives à la durée du travail des gens de mer à bord des navires faisant escale dans les ports de la Communauté page 108

Ordre du jour page 108

Question avec débat N° 34 de M. Serge Urbany sur le bilan de la loi du 25 juillet 2002 concernant l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle pages 109-110

Question avec débat N° 35 de M. Jean Huss relative aux effets des téléphones mobiles (UMTS) pages 110-111

Heure d'actualité demandée par le groupe Déi Gréng au sujet du Protocole de Kyoto pages 111-115

5090 - Projet de loi portant création d'un établissement d'enseignement secondaire technique à Redange-sur-Attert

et

5196 - Projet de loi relatif à la construction d'un lycée technique et d'un internat à Redange-sur-Attert pages 115-120

5120 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 18 juin 1969 sur l'enseignement supérieur et l'homologation des titres et grades d'enseignement supérieur pages 120-123

5225 - Débat d'orientation sur l'actuel système d'aide et de protection de la jeunesse au Luxembourg pages 124-134

Ordre du jour page 134

Ordre du jour pages 134-135

4765 - Proposition de révision de l'article 114 de la Constitution page 135-141

Dépôt d'une proposition de loi page 141

Communications page 141

Ordre du jour page 141

4896 - Projet de loi portant

1. réglementation du maintien des droits des travailleurs en cas de transferts d'entreprises, d'établissements ou de parties d'entreprises ou d'établissements;

2. transposition de la Directive 98/50/CE du Conseil du 29 juin 1998 modifiant la Directive 77/187/CEE du Conseil concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives au maintien des droits des travailleurs en cas de transferts d'entreprises, d'établissements ou de parties d'entreprises ou d'établissements telles qu'elles ont été codifiées et abrogées par la Directive 2001/23/CE du Conseil du 12 mars 2001;

3. modification de la loi modifiée du 18 mai 1979 portant réforme des délégations du personnel et de la loi modifiée du 6 mai 1974 instituant des comités mixtes dans les entreprises du secteur privé et organisant la représentation des salariés dans les sociétés anonymes;

4. modification de la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail pages 141-144



Chambre
des Députés

L U X E M B O U R G

Chamber TV

weist all
öffentlech Sëtzung
live an integral

An der Stad
um Kanal S29 (Coditel) oder
um Kanal S40 (Eltrona/Siemens)

Zu Esch
um Kanal S24 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Déifferdang
um Kanal S29

An der Gemeng Diddeleng
um Kanal S32

An der Gemeng Nidderaanwen
um Kanal S29

An der Gemeng Bartreng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Walfer
um Kanal S29 / 367.25 Mhz

Zu Biwer an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bërmereng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 Mhz

Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Nidder- an Uewerfeelen
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hieffenech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hesper
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Kielen (& Brameschaff),
Keespelt, Meespelt,
Ollem a Nouspelt
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Mamer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Manternach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Medernach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuurger Journal, Zeitung vum Lëtzebuurger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic SA, Luxembourg

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N° 4 / 2003-2004

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
2342	Laurent Mosar	Insertion obligatoire d'une référence au plan d'occupation du sol dans les actes immobiliers
2384 cf. 2387	Alex Bodry	Projet d'aménagement d'un terrain de golf à Meysembourg
2387 cf. 2384	Gusty Graas	Projet d'aménagement d'un terrain de golf à Meysembourg
2388	Lucien Lux	Éléments caractéristiques de la notion de "temps de travail"
2391	Marco Schank	Problème de sécurité sur la RN805 à Perlé reliant le Luxembourg à la Belgique
2408	Jean-Pierre Koepf	Situation du bénévolat dans les services de secours
2430	Laurent Mosar	Accord avec le Ministre de l'Intérieur bulgare concernant le rapatriement vers leur pays d'origine de jeunes femmes bulgares s'adonnant à la prostitution au Luxembourg
2436	Jean-Pierre Klein	Situation des cantonniers de l'État
2437	Nancy Arendt	Protection de la jeunesse dans les médias
2442	Robert Mehlen	Fonctionnement de la commission chargée de l'inventaire des orgues
2443	Marc Zanussi	Campagne contre les risques liés aux substances dangereuses sur les lieux de travail
2445	Marc Zanussi	Relance du programme nucléaire français
2448	Robert Mehlen	Attribution du numéro d'exploitation agricole

Question 2342 (18.8.2003) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant l'insertion obligatoire d'une référence au plan d'occupation du sol dans les actes immobiliers:

Pendant l'année 2001, les communes ont délivré 1.479 autorisations de bâtir des constructions nouvelles ou de faire des reconstructions respectivement transformations. Toute acquisition immobilière et de terrain à bâtir nécessite la conclusion d'un acte notarié qui doit, selon la loi sur l'aménagement du territoire de 1999 et sous peine de nullité, obligatoirement faire référence au plan d'occupation du sol en vigueur. La majorité des actes notariés ne comprennent cependant pas de telle référence, de manière à ce que leur validité formelle peut être mise en doute.

J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre:

- S'il n'estimerait pas utile d'adresser une instruction aux notaires concernant l'insertion obligatoire d'une référence au POS dans les actes immobiliers?
- Ou si, au contraire, il ne serait pas envisageable de renoncer à cette exigence et d'adapter la législation applicable en conséquence?

Réponse conjointe (24.11.2003) de M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur* et de M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*:

Aux termes de l'article 17 alinéa 1^{er} de la loi du 21 mai 1999 concernant l'aménagement du territoire: «Tous les actes et promesses de vente sur les fonds bâtis ou non feront mention du projet de plan ou du plan établi en vertu de la présente loi et régissant les fonds qui font l'objet de la cession. Ils spécifieront succinctement l'affectation de ces fonds telle qu'elle est prévue par le projet ou plan d'occupation du sol. La mention sera fondée sur une attestation à délivrer au vendeur par le Ministre».

L'obligation de publicité ne concerne donc que la question des actes de vente, qu'ils soient sous seing privé ou par acte notarié, et est totalement étrangère à la question de l'octroi de permis de bâtir.

Cette obligation ne s'adresse par ailleurs pas qu'aux seuls notaires, mais à tout propriétaire, particulier ou promoteur professionnel, envisageant d'établir un compromis de vente en vue de la vente d'un immeuble couvert par un projet de plan ou plan.

En ce qui concerne la pratique notariale, il échet tout d'abord de remarquer que bon nombre des 1.479 autorisations de bâtir portent sur des terrains où l'acte notarié d'acquisition est antérieur à la date d'entrée en vigueur de la loi du 21 mai 1999 concernant l'aménagement du territoire de sorte que les dispositions de cette loi n'étaient pas applicables.

Il faut ensuite préciser que tous les actes notariés, qu'ils aient été dressés antérieurement ou postérieurement à l'entrée en vigueur de la loi précitée, l'ont été en respectant les dispositions de la loi du 12 juin 1937 concernant l'aménagement des villes et autres agglomérations importantes. Ainsi les notaires, avant d'instrumenter, demandent-ils auprès de l'administration communale compétente la délivrance d'un certificat attestant de la constructibilité ou non du terrain en question ainsi que les conditions y afférentes. A supposer qu'un terrain fasse l'objet d'un plan d'occupation des sols, l'administration communale ne manquera pas de le signaler.

De fait, dans la pratique, il n'existe actuellement que deux projets de plans d'occupation du sol, à savoir celui ayant trait au futur Lycée technique Mathias Adam à Pétinge, dont l'entrée en vigueur est imminente, et le plan d'occupation du sol «Aéroport et environs», en cours de procédure.

Ces deux plans ne couvrant qu'une infime portion du territoire luxembourgeois, il n'est donc guère étonnant que les actes notariés ne mentionnent aucun plan d'occupation du sol.

Au vu de ce qui précède, le Ministre de l'Intérieur et le Ministre de la Justice estiment qu'il n'y a pas lieu d'adresser une instruction spéciale aux notaires ou d'adapter la législation en la matière.

Question 2384 (15.9.2003) de M. Alex Bodry (LSAP) concernant le projet d'aménagement d'un terrain de golf à Meysembourg:

D'après des informations rendues publiques par le «Mouvement écologique» un projet d'aménagement d'un golf avec habitations de luxe à Meysembourg sur le territoire de la commune de Larochette aurait été engagé dans les procédures légales d'autorisation.

golf», tout en imposant que les terrains destinés à accueillir des constructions fassent l'objet d'un plan d'aménagement particulier.

En date du 11 décembre 1989, en exécution des dispositions propres à cette zone de sports et de loisirs, un projet de plan d'aménagement particulier a été déposé. Ce projet comportait notamment l'implantation d'un terrain de golf. Ce projet en question a fait l'objet d'une décision favorable du Ministre de l'Intérieur en date du 22 mars 1990.

Cette décision, en ce qui concerne la loi du 12 juin 1937 concernant l'aménagement des villes et autres agglomérations importantes, et sans préjudice des effets d'autres législations, est toujours en vigueur.

En revanche, mes services ne se sont actuellement vu soumettre aucun nouveau projet relatif à l'implantation d'un golf et de villas qualifiées «de luxe» en ce site.

Je tiens à ce sujet à souligner que le Ministre de l'Intérieur, en exécution de l'article 9 de la loi du 12 juin 1937, ne sera saisi du dossier qu'après que le conseil communal de Larochette se sera prononcé définitivement sur tout nouveau projet d'aménagement.

Il n'appartient en tout état de cause pas au Ministre de l'Intérieur de prendre dès maintenant position dans une affaire qui de par la loi relèvera - le cas échéant - de la compétence d'une autre autorité.

Question 2387 (15.9.2003) de M. Gusty Graas (DP) concernant le projet d'aménagement d'un terrain de golf à Meysembourg:

Il me revient par voie de presse que des initiatives sont en cours afin d'aménager un terrain de golf et un lotissement résidentiel dans les alentours du Château de Meysembourg. Ainsi, la Commission de l'Aménagement auprès du Ministère de l'Intérieur aurait déjà émis un avis négatif à la fin des années 1970. En 1987 le Ministère de l'Intérieur aurait finalement donné son accord à un projet prévoyant outre l'aménagement d'un terrain de golf, la construction d'un hôtel et de villas alors que le Ministère de l'Environnement avait refusé le projet. En 1988 le site aurait été classé zone de sports et de loisirs par la commune de Larochette. En 1990 le site aurait été retenu par la directive «Habitat» en tant que zone protégée.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de la Culture et à Messieurs les Ministres de l'Environnement et de l'Intérieur:

- Est-ce que Madame le Ministre et Messieurs les Ministres peuvent me confirmer les informations développées ci-dessus et si un projet concret a déjà été introduit auprès des administrations concernées?
- Est-ce que l'aménagement éventuel d'un terrain de golf et d'un lotissement sur le site évoqué ci-contre est en accord avec les contraintes écologiques?
- Est-il vrai que le Service des Sites et Monuments entend classer l'entièreté du site en question? Dans l'affirmative, où en est la procédure?
- Enfin, est-ce que Madame le Ministre et Messieurs les Ministres peuvent me dire si ces intentions répondent aux exigences recherchées par le concept intégré des transports et du développement spatial pour le Luxembourg?

Réponse (18.11.2003) de M. Charles Goerens, *Ministre de l'Environnement* (cf. compte rendu N°3/2003-2004)

Réponse (20.11.2003) de Mme Erna Hennicot-Schoepges, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*:

Les propriétaires du site de Meysembourg ont été informés de l'intention du Ministre de la Culture de faire inscrire le site sur la liste de l'inventaire supplémentaire des sites et monuments nationaux. La prise de position des propriétaires est imminente. L'inscription à l'inventaire supplémentaire vaudra obligation pour les propriétaires du site d'informer le Ministre de la Culture sur tous les changements à apporter au site. Aussi, un projet concret devra-t-il être introduit dans le cadre de cette procédure. Pour être complet, je souligne qu'un classement du site de Meysembourg n'est actuellement ni exclu, ni envisagé.

Réponse (20.11.2003) de M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur* (cf. question N°2384 ci-avant)

Question 2388 (15.9.2003) de M. Lucien Lux (LSAP) concernant les éléments caractéristiques de la notion de «temps de travail»:

L'arrêt de la Cour de Justice des Communautés européennes dans l'affaire préjudicielle C-151/02 dispose qu'un «service de garde effectué à un endroit déterminé par l'employeur constitue dans son intégralité du temps de travail, même si le médecin est autorisé à se reposer sur son lieu de travail lorsque ses services ne sont pas sollicités».

Une directive communautaire s'oppose à une réglementation nationale qui qualifie un tel service de garde comme temps de repos sauf pour les périodes d'activité effective.

Ladite directive a pour objectif d'assurer la sécurité et la santé des travailleurs en faisant bénéficier de périodes minimales de repos et de périodes de pause adéquates. Elle définit les éléments caractéristiques de la notion de «temps de travail» comme «toute période durant laquelle le travailleur est au travail, à la disposition de l'employeur et dans l'exercice de son activité ou de ses fonctions, (...)».

En rappelant sa jurisprudence, la Cour estime que le facteur déterminant pour considérer que les éléments caractéristiques de la notion de «temps de travail» au sens de la directive sont présents dans les périodes de garde que les médecins effectuent dans l'hôpital même consiste dans le fait qu'ils sont contraints d'être physiquement présents sur le lieu déterminé par l'employeur et de s'y tenir à la disposition de ce dernier pour pouvoir immédiatement fournir leurs services en cas de besoin. Selon la Cour, il y a lieu de considérer ces obligations, qui mettent les médecins concernés dans l'impossibilité de choisir leur lieu de séjour pendant les périodes d'attente, comme relevant de l'exercice de leurs fonctions. La circonstance que l'employeur met à la disposition du médecin une pièce de repos dans laquelle il peut séjourner aussi longtemps qu'il ne doit pas intervenir ne modifie pas cette interprétation.

En tenant compte des éléments de l'argumentation de la Cour, j'aimerais savoir de Madame la Ministre et Monsieur le Ministre si d'autres professions - aussi bien du secteur public que privé - sont affectées par l'arrêt susmentionné, notamment celles des portiers et

concierges de nuit, du personnel soignant, du personnel des centres d'interventions, des services de garde des établissements pénitenciers, du personnel technique de dépannage et de maintenance etc.

Dans l'affirmative, quelles seront les conséquences pour cette population de salariés, ainsi que pour les employeurs?

Est-ce que le Gouvernement entend légiférer pour répondre aux exigences de l'arrêt susdit? Si oui, dans quel délai?

Réponse (27.11.2003) de Mme Lydie Polfer, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*:

L'honorable Monsieur Lucien Lux, en se référant à un arrêt de la Cour de Justice des Communautés européennes dans l'affaire préjudicielle C-151/02 du 9 septembre 2003 (Landeshauptstadt Kiel contre Norbert Jaeger) relative aux notions de «temps de travail» et de «période de repos» lors d'un service de garde assuré par un médecin dans un hôpital, aimerait savoir si «d'autres professions - aussi bien du secteur public que privé - sont affectés par l'arrêt susmentionné, notamment celles des portiers et concierges de nuit, du personnel soignant, du personnel des centres d'interventions, des services de garde des établissements pénitenciers, du personnel technique de dépannage et de maintenance etc.»

A noter que l'arrêt précité de la CJCE a déjà mené à deux questions parlementaires (*portant les numéros 2383 et 2389 - cf. compte rendu N°2/2003-2004*) en septembre 2003 adressées à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale en ce qui concerne les conséquences de ce jugement sur le plan hospitalier ainsi que sur le temps de travail des médecins au Luxembourg.

En ce qui concerne l'impact de cet arrêt sur les agents de la fonction publique, il y a lieu de préciser qu'il n'existe pas de permanence ni de service de garde («Bereitschaftsdienst») au sens du présent arrêt à prester au lieu de travail, soit les agents sont sur leur lieu de travail et font des prestations de service qui sont rémunérées comme telles et qui comptent normalement comme temps de travail. Soit les agents sont soumis à une astreinte à domicile conformément au règlement grand-ducal du 25 octobre 1990 concernant la prestation d'heures de travail supplémentaires par des fonctionnaires ainsi que leur astreinte à domicile pris sur base de l'article 19 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État.

Réponse (27.11.2003) de M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi*:

La récente jurisprudence affecte les professions où il est d'usage pour le salarié de se trouver à la disposition de son employeur, lorsque cette disposition au profit de l'employeur comporte des périodes d'inactivité professionnelle combinées avec une présence physique sur le lieu de travail.

Dans cette optique, force est de conclure que pour les catégories de personnel comprenant les portiers et concierges de nuit, le personnel des centres d'intervention, le service de garde dans les établissements pénitenciers, le personnel technique de dépannage et d'assistance, la période de temps passée par les travailleurs sur leur lieu de travail est entièrement comptée comme temps de travail et rémunérée comme telle, de sorte qu'il n'en résulte aucune conséquence du fait de la jurisprudence émergée.

De même, pour les agents de la fonction publique, il y a lieu de préciser qu'il n'existe pas de permanence ni de service de garde («Bereitschaftsdienst») au sens du pré-

sent arrêt à prester au lieu de travail. Soit les agents sont sur leur lieu de travail et font des prestations de service qui sont rémunérées comme telles et qui comptent normalement comme temps de travail, soit les agents sont soumis à une astreinte à domicile conformément au règlement grand-ducal du 25 octobre 1990 concernant la prestation d'heures de travail supplémentaires par des fonctionnaires ainsi que leur astreinte à domicile pris sur base de l'article 19 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État.

Finalement, en ce qui concerne le personnel des secteurs social et hospitalier, la situation est réglée moyennant CCT.

Le secteur social prévoit en effet un système hybride de rémunération en ce sens que la période d'inactivité professionnelle avec présence physique est comptée dans une certaine limite comme durée de travail pour le calcul de la moyenne hebdomadaire de travail et elle est rémunérée comme temps de travail à hauteur d'un certain pro rata convenu par les parties à l'accord collectif.

Pour le secteur hospitalier, il convient de faire une différence entre le temps passé par le salarié au lieu de travail, dans l'attente d'une intervention, généralement qualifiée de «permanence», et le temps passé par le salarié à son domicile, dans l'attente d'un appel, généralement qualifié de «disponibilité».

Le service de permanence est exercé dans les différentes unités de soins des hôpitaux, tels les services d'anesthésie, de chirurgie, de radiologie, le laboratoire, la salle d'accouchement. Le personnel est sur place dans les hôpitaux de garde et cette permanence est comptée comme temps de travail au sens de l'arrêt et rémunérée en conséquence. L'arrêt vise donc bien cette situation mais n'a pas d'effets, alors que la situation juridique est conforme à la décision judiciaire en question.

Le régime du service de disponibilité est quant à lui réglé de nouveau par accord collectif.

Le règlement spécifique par voie de convention collective est conforme aux articles pertinents de la Directive 93/104 concernant l'aménagement du temps de travail.

Pour terminer, il y a lieu de noter que la Commission européenne est occupée à réfléchir à l'adaptation des textes dans le but de tenir compte de l'arrêt de la Cour, tout en prenant en considération les contraintes réelles de ces secteurs dans toute l'Europe.

Question 2391 (16.9.2003) de M. Marco Schank (CSV) concernant le problème de sécurité sur la RN805 à Perlé reliant le Luxembourg à la Belgique:

Dans la localité de Perlé un problème de sécurité routière se pose pour la RN805, reliant le Luxembourg à la Belgique pour rejoindre la RN4 Martelange-Arlon.

Ces derniers temps, un nombre accru d'accidents sont survenus sur cette route qui jusqu'à présent se sont heureusement soldés par des blessés légers. Sur ce tronçon très étroit, emprunté chaque jour par des dizaines de poids lourds, il est très dangereux de croiser les camions dans les virages ce qui peut provoquer des accidents. Depuis peu de temps de nombreux riverains se sont engagés afin de résoudre la problématique susmentionnée.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Madame la Ministre des Travaux publics:

- Quelles sont les précautions que la Ministre entend prendre

pour faire face à cette situation?

- Peut-on interdire cette route aux poids lourds et limiter le tonnage des camions à 7,5 tonnes?

Réponse (17.10.2003) de Mme Erna Hennicot-Schoepges, *Ministre des Travaux publics*:

La RN805, qui relie la RN4 avec la localité de Perlé, se trouve sur le territoire belge. Elle est en très mauvais état. Elle comporte de nombreuses ornières, des bords défoncés et sa largeur moyenne n'est que de 5,20 m.

Depuis l'ouverture du chantier sur le CR311 entre Martelange et Wolwange, le trafic a augmenté considérablement sur la RN805. A noter que sur le territoire luxembourgeois, le CR311A se présente dans un bon état.

Une interdiction du tronçon de route en question de la RN805 aux poids lourds et une limitation du tonnage des camions à 7,5 tonnes seraient opportunes, mais augmenteraient le trafic à Rombach où l'actuel carrefour se trouve déjà surchargé.

Comme la plupart des poids lourds circulant dans la région en question ont pour destination la zone industrielle située au Riesenhaeff et comme ils pourraient facilement emprunter le CR311 à Wolwange respectivement la RN23 à Kimm, j'ai invité mes services à prendre contact avec les autorités belges pour rechercher d'un commun accord une solution au problème.

Question 2408 (26.9.2003) de M. Jean-Pierre Koepf (ADR) concernant la situation du bénévolat dans les services de secours:

D'Personalrekrutierung bei de bénévolé Mataarbechter an der Protection civile ass an de leschte Joren ëmmer méi schwéier ginn, dëst wéinst enger gewësser Aarbechts-iwwerlaaschtung an engem iwwerfëllten an onregelméissegem Zäitplang. Do derbäi kënn't den generelle Phenomeen, datt ëmmer manner Leit bereet si sech am Bénévolat ze engagieren, egal a wat fir engem Beräich.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Innenminister:

1. Wéivill bénévoles Mataarbechter sinn an der Protection civile an deenen eenzelne Géigende vum Land engagéiert?

2. Wéi ass d'Altersstruktur vun dëse bénévolé Mataarbechter?

3. Ass d'Protection civile mëttel- a laangfristeg ofgesécher't oder ass ze fäerten, datt an den nächste Joren eventuell Engpäss am bénévolé Personal entstinn?

4. Muss an Zukunft den eventuelle Mangel vu bénévolé Mataarbechter duerch haaptberufflecht Personal kompenséiert ginn a mat wéi engem Käschtepunkt wier an esou engem Fall ze rechnen?

Réponse (19.11.2003) de M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur*:

Folgend Informationne kann een an deem Kontext ginn:

1. Unzuel vu fräiwëllege Mataarbechter bei der Protection civile

Wann een d'Opdeelung vun de Leit no der Struktur vun den Distriktskommissariater mécht, gesäit een datt

1.302 Leit am Distrikt Lëtzebuerg,

556 Leit am Distrikt Dikrech an

322 Leit am Distrikt Gréiwemaacher aktiv sinn.

Insgesamt funktionnéiert d'Protection civile also mat 2.180 Leit, déi op 25 Asazentren a véier Spezialunitéiten opgedeelt sinn.

2. Altersstruktur vun de Mataarbechter

41,3 % vun de fräiwëllege Mataarbechter hu manner wéi 30 Joer,

43% hunn tëschent 31 a 50 Joer a

15,7% hu méi wéi 50 Joer.

3. Engpäss am Bénévolat

Ganz sécherlech muss ee fäerten, datt mëttel- oder laangfristeg Engpäss am Bénévolat kënnen entstoen. Et muss ee soen, datt momentan schonns esou Engpäss ze fannen sinn, an et gëtt, virun allem während de Stonnen am Dag, ëmmer méi schwéier, fir Leit ze fannen, déi eng genügend Disponibilitéit hunn, fir bei eisen Hëllefsgéngschter aktiv ze sinn.

Generell muss ee feststellen, datt d'Unzuel vun de Leit déiselwecht bleift wéi an deene leschte Joren, awer datt ëmmer manner Leit am Dag Zäit fannen, fir hir Permanenzen ze assurieren. Dëst kënn't virun allem doduerch, datt manner Leit wéi fréier op Schichte schaffen, ëmmer méi Leit ausserhalb vun hiren Uertschaften, wou se wunnen, schaffe ginn an och datt d'Fraen haut méi am aktive Liewen engagéiert sinn an doduerch net méi déi néideg Zäit fannen, fir sech am Bénévolat ze engagieren.

4. Haaptberufflecht Personal am Rettungsdéngsch

D'Engagement vun haaptberufflechtem Personal am Rettungsdéngsch ass eng Méiglechkeet, mat där ee sech an den nächste Jore sécherlech befaasse muss. Et ass awer ganz sécher, datt d'Strukture vum Bénévolat ëmmer mussen oprecht erhalte bleiwen an Iwwerleeunge musse gemaach ginn, wéi eventuell e System vu Bénévolat mat enger semi-professioneller Struktur kann zesummeliewen.

De Käschtepunkt vun esou engem System wär natierlech extrem héich par rapport zum aktuelle System a wär ofhängeg vu Strukturen, déi een an deem Fall géif opbauen.

Des Weideren ass et och der Regierung hire Wonsch, d'Bénévolat sou gutt wéi méiglech ze ënnerstëtzen, an dat ënner anerem doduerch, datt deene fräiwëllege Mataarbechter dat bescht méiglecht Material zur Verfügung gestallt gëtt.

Ech wëll awer och hei nach eng Kéier vun der Geleeënheet profitieren an dësem Kontext drop hinweisen, datt een ni genuch dee fräiwëllegen Engagement an déi onermiddlech Aarbecht vun all deene Leit ervirhiewe kann.

Question 2430 (13.10.2003) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant l'accord avec le Ministre de l'Intérieur bulgare concernant le rapatriement vers leur pays d'origine de jeunes femmes bulgares s'adonnant à la prostitution au Luxembourg:

D'après un reportage retransmis le 9 octobre 2003 sur RTL, Monsieur le Ministre de la Justice aurait signé un accord avec le Ministre de l'Intérieur bulgare, dans lequel les deux ministres prévoiraient le rapatriement vers leur pays d'ori-

gine de jeunes femmes bulgares s'adonnant à la prostitution au Luxembourg. Les femmes devraient être privées de leurs passeports pour une durée de deux ans, une fois arrivées en Bulgarie.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir si le Ministre peut me confirmer l'existence d'un tel accord? Dans l'affirmative, quel est le contenu exact de ses dispositions?

Réponse (24.11.2003) de M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*:

Je puis confirmer à Monsieur le Député que le Gouvernement bulgare, à la suite de négociations menées au cours des derniers mois, sur base des principes du droit international, s'est engagé à réadmettre sur son territoire les personnes de nationalité bulgare qui sont au Luxembourg en violation de notre loi sur le séjour des étrangers.

Sur base de cet engagement et des modalités pratiques convenues, neuf personnes ont été rapatriées début novembre vers Sofia.

Aucun accord écrit n'a été conclu, puisqu'un accord de réadmission entre la Bulgarie et le Benelux est d'ores et déjà signé et attend d'être approuvé par le Parlement luxembourgeois.

Question 2436 (21.10.2003) de M. Jean-Pierre Klein (LSAP) concernant la situation des cantonniers de l'État:

D'après des informations qui m'ont été transmises par des représentants de l'Association professionnelle des Cantonniers de l'État (APCE), la situation des cantonniers de l'État, en ce qui concerne notamment leur formation, leur carrière, ainsi que les différentes primes auxquelles ils ont droit, n'a guère été adaptée à l'évolution du temps. En effet, la technique moderne a révolutionné la profession et le travail à effectuer a considérablement augmenté aussi bien d'un point de vue quantitatif que qualitatif.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis qu'il faudrait relever les conditions d'admission aux examens de recrutement pour la carrière de cantonnier de l'État, étant donné que la détention d'un certificat de fin d'études primaires n'est plus suffisante pour permettre d'assumer des responsabilités toujours plus importantes?

Mme la Ministre ne pense-t-elle pas qu'il y a lieu d'adapter la formation des cantonniers, notamment en prévoyant un cours spécial à l'INAP pour les agents de la carrière de cantonnier de l'État pendant la période de stage?

Ne serait-il pas envisageable de remodeler la carrière du cantonnier de l'État, par exemple en y ajoutant un grade supplémentaire, afin de pallier au temps d'attente estimé trop long après la réussite du deuxième examen de promotion?

Ne faudrait-il pas adapter les différents suppléments, primes et autres allocations dus aux cantonniers de l'État (prime d'astreinte, de locomotion, d'habillement) afin de parvenir à une certaine équivalence par rapport à d'autres carrières de l'État aux tâches, risques et exigences similaires, comme c'est le cas des douaniers, policiers ou gardiens de prison?

Qu'en est-il du futur de la carrière de cantonnier de l'État si l'on constate déjà de plus en plus souvent que cette carrière est remplacée par celle de l'expéditionnaire technique? Les craintes d'une extension volontaire de la carrière de

cantonnier de l'État sont-elles justifiées? Ne faudrait-il pas privilégier des solutions ayant pour but de renforcer les effectifs et d'améliorer le fonctionnement de l'administration plutôt que de tolérer une privatisation progressive de ce domaine précis?

D'autre part, étant donné que les dispositions actuellement en vigueur ne confèrent pas aux cantonniers les pouvoirs de police judiciaire que leur employeur prétend leur faire exercer, Madame la Ministre n'estime-t-elle pas qu'il faudrait leur faire disposer de certains pouvoirs de police?

Réponse (1.12.2003) de Mme Lydie Polfer, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*:

En réponse permettez-moi de vous faire savoir que toutes ces questions rentrent, d'une manière ou d'une autre, dans la problématique plus générale d'un réexamen et d'une révision générale de toutes les carrières, en partant du fait que les éléments traditionnels à la base du classement hiérarchique de toute carrière sont les conditions d'études, les sujétions, les attributions, les responsabilités et peut-être aussi, surtout depuis quelques années, la formation en cours de carrière.

A ce sujet je tiens à vous rappeler que dans sa réunion du 14 octobre 2002, le Gouvernement en conseil a pris la décision de faire élaborer, avant tout progrès en cause, une étude générale des rémunérations englobant la situation de toutes les carrières étatiques, dont forcément aussi celle des cantonniers de l'État.

Je me permets d'ajouter que, à l'occasion des discussions budgétaires en décembre 2002 concernant le projet de budget pour l'exercice 2003, Monsieur le Premier Ministre a formellement déclaré à la Tribune de la Chambre des Députés que le Gouvernement actuel ne procédera pas à une révision générale des traitements dans la fonction publique.

Je termine en vous disant que les travaux du groupe de travail interministériel dont question ci-devant avancent normalement et que le Gouvernement attend ses conclusions pour la fin de la présente période législative.

Question 2437 (21.10.2003) de Mme Nancy Arendt (CSV) concernant la protection de la jeunesse dans les médias:

La Commission des Media et des Communications a abordé dans son rapport relatif au bilan de la loi du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques la problématique de la protection de la jeunesse dans les médias. Après les attentats meurtriers de Littleton (États-Unis) et d'Erfurt en Allemagne, la question sur un rapport éventuel entre les contenus violents ou pornographiques et la violence juvénile n'est pas nouvelle, mais a pris des dimensions plus actuelles et urgentes.

Alors qu'en Allemagne, le chancelier a invité au lendemain de la tragédie d'Erfurt les responsables des chaînes télévisées, ainsi que les producteurs de jeux, les industriels des nouveaux médias et d'Internet à une table ronde intitulée «Medien gegen Gewalt» censée apporter des réponses et des conséquences de la tragédie d'avril 2002, l'autorité de régulation britannique adresse des mises en garde visant les feuilletons de plus en plus violents. Le Conseil supérieur audiovisuel en France propose une nouvelle signalétique pour mieux protéger les jeunes, ainsi que des mesures telles que le cryptage.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur

le Ministre délégué aux Communications:

- Quelles sont les mesures prises par le Gouvernement luxembourgeois en la matière?
- Quelles sont les mesures initiées par l'Union européenne? De quelle manière le Luxembourg est associé à ces initiatives?

Réponse (20.11.2003) de M. François Biltgen, *Ministre délégué aux Communications*:

Il y a tout d'abord lieu de signaler que le problème de la protection des mineurs contre certains contenus fait l'objet d'une disposition expresse figurant dans la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques. En effet, aux termes de l'article 6 (2) sont interdits dans les programmes de télévision relevant de la compétence du Luxembourg «tous les éléments de programme susceptibles de nuire gravement à l'épanouissement physique, mental ou moral des mineurs, notamment les éléments de programme comprenant des scènes de pornographie ou de violence gratuite». Et le 3^{ème} paragraphe de cet article d'ajouter que «sont également interdits tous les autres éléments de programme susceptibles de nuire à l'épanouissement physique, mental ou moral des mineurs, sauf s'il est assuré, par le choix de l'heure d'émission ou par toutes mesures techniques, que des mineurs ne voient pas ou n'entendent pas normalement ces éléments de programme». Enfin le paragraphe 3bis ajouté en 2001 prévoit que «lorsque les éléments de programme visés sous (3) sont diffusés en clair, ils doivent être précédés d'un avertissement acoustique ou identifiés par la présence d'un symbole visuel tout au long de leur durée». Un règlement grand-ducal pourra préciser les modalités d'application de cette signalétique pour les programmes de télévision qui relèvent de la compétence du Luxembourg. Un avant-projet de règlement a fait l'objet de consultations.

Il convient de préciser que ces dispositions, reprises telles quelles de la Directive Télévision sans Frontières, ne s'appliquent qu'aux programmes qui sont établis sur le territoire du Luxembourg et qui relèvent dès lors de la compétence du Luxembourg. En ce qui concerne les programmes en provenance de l'étranger, le Luxembourg, en tant qu'État de réception, garde la faculté d'interdire sur son territoire la réception des programmes qui, alors même qu'ils ne font pas l'objet d'une interdiction dans leur pays d'origine, enfreignent d'une manière manifeste, sérieuse et grave les dispositions des articles 6 (2) et 6 (3) précités.

Conscient du fait qu'une protection efficace des mineurs contre l'accès à certains contenus nécessite une approche horizontale, le Gouvernement a décidé, en date du 24 janvier 2003, de créer un groupe de travail interministériel avec la mission de vérifier le niveau de protection des mineurs à travers l'ensemble des médias, le terme média étant pris dans son sens le plus large et visant aussi bien les logiciels de jeux que les contenus fixés sur DVD, cassettes vidéo, les films diffusés par les établissements cinématographiques et les contenus mis à disposition par voie d'Internet et de conseiller le cas échéant le Gouvernement sur les mesures à prendre en vue d'harmoniser, voire de renforcer le niveau de protection actuel.

Les conclusions du groupe de travail, qui réunit des représentants de sept ministères, ont été soumises en date du 7 novembre 2003 au Gouvernement. Le Gouvernement a pris connaissance du fait que la mise à disposition de contenus montrant des images ou contenant des paroles violentes ainsi que l'accès à ces contenus par des mineurs ne sont actuellement pas interdits et sanctionnés, sauf dans le

domaine de la télévision et, dans une certaine mesure, dans celui du cinéma, qui font tous les deux l'objet d'une réglementation sectorielle spécifique. Le Gouvernement, tout en étant convaincu que ces contenus ne doivent pas faire l'objet d'une interdiction générale, est toutefois d'avis que leur usage doit être réservé aux adultes. En conséquence, il a chargé le Ministre de la Justice de préparer un projet de loi visant à compléter l'article 383 du Code pénal afin d'interdire la mise à disposition de contenus violents gravement préjudiciables aux mineurs, sauf s'il est assuré que ces contenus ne sont pas accessibles aux mineurs.

Cette démarche aurait pour conséquence d'impliquer et de responsabiliser les secteurs professionnels concernés, à savoir les établissements cinématographiques, les diffuseurs de programmes télévisés, les distributeurs de cassettes vidéo, DVD et logiciels de jeux et les éditeurs de contenus en ligne. En effet, afin d'éviter une violation de la disposition pénale précitée telle qu'elle sera modifiée, les professionnels devront démontrer qu'ils ont pris des mesures ayant pour but d'empêcher l'accès par les mineurs à des contenus réservés aux adultes. Aux termes de la décision du Conseil de Gouvernement, il appartiendra au Ministre délégué aux Communications de préparer, en étroite concertation avec les secteurs concernés, un cadre légal pour la mise en place de systèmes sectoriels d'autorégulation ou de corégulation qui pourraient se traduire notamment par une classification des contenus en fonction de l'âge des utilisateurs avec comme corollaire l'obligation de veiller à ce que l'accès soit réservé effectivement aux personnes relevant des catégories retenues, ainsi que par l'usage de systèmes de cryptage ou de filtrage.

Sur le plan communautaire, il convient de signaler l'existence de la recommandation du 24 septembre 1998 concernant le développement de la compétitivité de l'industrie européenne des services audiovisuels et d'information par la promotion de cadres nationaux visant à assurer un niveau comparable et efficace de protection des mineurs et de la dignité humaine. En substance, cette recommandation invite les États membres à faciliter, en complément aux cadres réglementaires, l'établissement volontaire de cadres nationaux pour la protection des mineurs et notamment des cadres nationaux d'auto-régulation pour les opérateurs de services en ligne. Elle lance un appel aux secteurs et parties concernés pour qu'ils coopèrent à l'élaboration de codes de bonne conduite applicables aux services en ligne et pour mettre au point, en ce qui concerne les services de radiodiffusion, de nouveaux moyens de protection des mineurs et d'information des spectateurs. Par ailleurs, elle invite la Commission européenne à faciliter la coopération et l'échange d'expérience entre les structures d'auto-régulation et les structures chargées de traiter les plaintes et de faciliter la coopération internationale dans les domaines couverts par la recommandation.

Suite à cette recommandation, le Gouvernement avait organisé en l'an 2000 une consultation sur l'autorégulation des acteurs concernés par l'Internet au Luxembourg. A la suite de cette journée de réflexion, les intermédiaires de l'Internet ont constitué une association, l'Internet Service Providers Association (ISPA) qui réunit un grand nombre de prestataires de services Internet. Cette association, ainsi que d'autres associations professionnelles ont d'ailleurs été auditionnées par le groupe de travail

précité et seront impliquées dans le processus d'élaboration des réglementations sectorielles.

Parallèlement à la recommandation, un plan d'action pluriannuel visant à promouvoir une utilisation plus sûre d'Internet par la lutte contre les messages à contenu illégal et préjudiciable diffusés sur les réseaux mondiaux (plan d'action pour une utilisation plus sûre d'Internet) a été adopté en 1999 et a été reconduit, par une décision adoptée par le Conseil début 2003, pour une durée de deux ans, expirant fin 2004. Ce plan d'action (pour la période de la prolongation, il est doté d'un budget de 13,3 millions €) a pour objectif de soutenir des projets nationaux qui soit créent un environnement plus sûr en mettant en place des centres d'appel chargés de traiter les plaintes relatives au caractère illégal ou nuisible des contenus (hotlines) et en encourageant le recours à l'auto- ou la corégulation, soit soutiennent le développement de nouveaux systèmes de filtrage ou de contrôle d'accès ou encore de classification ou de signalisation des contenus, soit enfin se proposent de sensibiliser les parents, éducateurs et autres personnes concernées aux problèmes en question.

La campagne de sensibilisation «Safeborders» lancée récemment (www.eluxembourg.lu) et dont le but est de sensibiliser les enfants et les jeunes aux dangers potentiels d'Internet et d'informer les parents, les enseignants et les consommateurs, ainsi que les enfants eux-mêmes, des possibilités de minimiser ces risques, tout en profitant des opportunités offertes par Internet, a été cofinancée par la Commission européenne dans le cadre de ce plan d'action. Par ailleurs, l'ISPA est actuellement en train de réfléchir à la possibilité de mettre en œuvre, également dans le cadre de ce plan d'action, une hotline ou centre d'appel qui aurait pour but de permettre aux utilisateurs d'Internet de signaler, par voie électronique, à un guichet unique les contenus préjudiciables ou nuisibles rencontrés sur Internet.

Question 2442 (23.10.2003) de M. Robert Mehlen (ADR) concernant le fonctionnement de la commission chargée de l'inventaire des orgues:

Duerch ministerielle Beschluss vum 20. Abrëll 1998 ass eng Kommissioun an d'Liewe geruff ginn, déi d'Uergelen am Land op hire kulturhistorisches Wäert sollt examinieren, fir en Deel dervun ze klasséieren respektiv se op den Inventaire ze setzen. Wéi et schéngt, huet dës Kommissioun während enger gewësser Zäit geschafft, ouni datt et zu engem Ofschloss vun hirer Aarbecht komm ass. Well d'Membere vun der Kommissioun anscheinend selwer net wëssen, wéi et soll weidergoen an Dir, Madame Kulturministerin, mengen Informatiounen nu, refuséiert op entspreichend Froe Stellung ze huelen, géif ech lech gäre folgend Froe stellen:

1. Ass dës Kommissioun nach a Funktioun?
2. Huet si hir Aarbechten ofgeschloss?
3. Wat ass d'Resultat vun hirer Aarbecht?
4. Wuerfir gétt de Membere vun dëser Kommissioun déi schrëftlech versprochen Entscheedung fir hir Aarbecht an Onkäscht refuséiert, iwwerdeems en auslänneschen Expert ronn 25.000 Frang accordéiert kritt huet, fir eng eenzeg Uergel ze examinieren?
5. Fannt Dir et korrekt, datt Bréiwer, déi de President vun dëser Kommissioun un lech riicht fir Opklärung ze kréien, net beäntwert ginn?

6. Wéi gedenkt Dir an dëser Ugeleeënheet ze verfuere, fir se zu engem uerdentlechen (glécklechen?) Ofschloss ze bréngen?

Réponse (25.11.2003) de Mme Erna Hennicot-Schoepges, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*:

Fir d'éischt soll den honorablen Deputéierte wëssen, datt de fréiere President vun der Uergelkommissioun schon eng Äntwert vu mir hat ier dës parlamentaresch Ufro gestallt gouf.

An deem Bréif steet och dran, datt d'Membere (an och de fréiere President) eng Entscheedung fir hir Aarbecht kréien, esou wéi et ofgemaach war. De President huet iwwregens seng Demissioun ginn ier d'Kommissioun mat hirer Aarbecht fäerdeg war.

D'Uergelkommissioun huet mir dës Konklusione ginn:

D'Kommissioun hat vun Ufank un eestëmmege décidéiert, de Klassement vun den Uergelen bis 1952 virzehuelen, d'Joer vum Doud vum Georges Haupt.

Nodeem d'Kommissioun sech eng Rei Kritäre (*cf. annexe) ginn hat, huet si 73 Instrumenter op eng Lëscht gesat, déi hir Aarbecht fir déi nächst dräi bis véier Joer bestëmme sollten. Et ass awer séier kloer ginn, dass eigentlech ganz wéineg Instrumenter als historesch Uergel ugesi kënné ginn an als „monument national“ ze klasséieren wieren.

Den 21. Juni 1999 huet d'Kommissioun mir hiren éischte Relevé présentéiert, an deem déi 12 Instrumenter virgestallt goufen, déi sécher fir e Klassement vun der Commission des Sites et Monuments nationaux a Fro këimen, an zwar d'Uergelen vu: Lëtzebuerg: Méchelskierch; Lëtzebuerg-Grond: Eglise St Jean; Lëtzebuerg-Pafendall: Hospice civil; Clief: Abtei; Biissen, Bauschelt, Pënsch, Esch-Sauer, lechternach: Chapelle Sainte-Marie; Trënten, Veianen: Eglise des Trinitaires an Elwen: Parkierch.

Dëse Relevé war vum President sou wéi vun deenen anere fënnf Membere vun der Kommissioun eestëmmege guttgeheesch ginn an ënnerschriwwen ginn.

Am Januar 2002 huet d'Kommissioun mir eng zweet Proposition gemaach: Och wa se sech eng laang Rei vun Instrumenter ukucke war an den Historique vun deenen op der laanger Lëscht ënnersicht hat, huet nëmme nach eng Instrument no hirer Usicht op d'Lëscht vum „monument classé“ gehéiert: Jonglënster.

Bei dësem leschten Dokument loung awer och nach eng Proposition vun der Uergelkommissioun, fir all déi Instrumenter, déi vun de Gebridder Müller vu Reifferscheid am Grand-Duché gebaut gi sinn, op d'mannst op den Inventaire supplémentaire ze huelen.

Domat war ufanks 2002 der Kommissioun hir Aarbecht ofgeschloss a si huet sech opgeléist an aller Frëndschaft a mat Stolz, déi schwéierg Aufgab op e gutt Enn bruecht ze hunn.

De Montant vu 25.000.- Frang war fir d'Experté fir d'Uergel vun der Philharmonie, Lëtzebuerg an Auslänner virgesinn. Och de President vun der Uergelkommissioun war als Expert gefrot ginn, huet awer en Dag virun der éischter Reunioun telefonesch ofgesot.

Annexe*

Critères «Pourquoi vouloir sauvegarder des orgues par un classement?»

1. L'orgue est:
 - par excellence l'instrument le plus architectural
 - capable d'exalter l'espace architectural par sa sonorité complexe et éclatante

- architecture, machine et instrument de musique
- un produit éminent de notre culture occidentale.

2. Sa conception et sa réalisation recouvrent un vaste domaine de connaissances.

Ainsi l'art et le savoir de l'architecte, de l'ingénieur, de l'ébéniste et de l'harmoniste sont réunis dans une seule pensée créatrice.

3. À chaque création d'instrument il faut:

- répondre à une situation nouvelle
- donner souffle à la pierre d'un bâtiment
- faire vibrer au mieux un espace acoustique.

Selon les époques et les régions, les facteurs d'orgues ont su formuler des réponses très différentes à ces défis.

La situation de notre pays, carrefour d'influences multiples, en fait une réserve de différentes tendances de la facture d'orgues, liées également aux influences musicales. Prendre conscience de cette riche diversité, c'est entrer d'emblée dans un devoir d'ingénierie, c'est-à-dire de sauvegarde.

Sous protection nous comprenons l'ensemble des mesures visant l'identification par étude scientifique, la sauvegarde ou le classement du patrimoine immobilier.

La protection se justifie en raison de l'intérêt historique, archéologique, scientifique, artistique, social ou technique.

Ainsi nous oeuvrons pour repérer les orgues de valeur répondant à ces critères.»

Question 2443 (24.10.2003) de M. Marc Zanussi (LSAP) concernant la campagne contre les risques liés aux substances dangereuses sur les lieux de travail:

Un quart des 150 millions de travailleurs de l'Union européenne serait exposé à des risques liés à l'utilisation ou à la présence d'agents chimiques et biologiques ou à d'autres substances dangereuses. Selon certaines études, 32 millions de personnes travailleraient ainsi en présence d'agents carcinogènes.

L'UE rappelle que les deux tiers des 30.000 produits chimiques les plus fréquemment utilisés dans les pays membres n'ont pas fait l'objet de tests toxicologiques complets et systématiques. Pour la première fois, elle relance donc une campagne contre les risques liés aux substances dangereuses sur les lieux de travail. Actuellement 12% seulement des entreprises respectent les règlements relatifs à la prévention des risques constitués par les produits présentant un danger toxicologique connu.

Étant donné la gravité de la question, j'aimerais savoir comment le Grand-Duché participe à la campagne lancée par l'Union européenne?

Réponse (28.11.2003) de M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi:

La semaine européenne de la sécurité et de la santé au travail 2003 dédiée aux substances dangereuses organisée au Luxembourg du 20 au 24 octobre 2003 comprenait les actions suivantes:

- Deux symposiums traitant de la sécurité du bâtiment et des produits dangereux étaient organisés le 21 et le 22 octobre 2003;
- Une distinction était décernée par le Ministre du Travail et de l'Emploi à six firmes afin d'honorer leur engagement pour la sécurité et la santé sur le lieu de travail;

Un stand d'information avec démonstration de bons et mauvais exemples de sécurité était aménagé à la Foire internationale d'automne;

Les trois brochures d'information sur les produits dangereux suivantes ont été publiées à cette occasion:

- Comment reconnaître les produits dangereux
- Fiche d'action: Produits dangereux
- Mieux connaître les produits toxiques.

Question 2445 (24.10.2003) de M. Marc Zanussi (LSAP) concernant la relance du programme nucléaire français:

La presse française a relaté ces derniers jours l'intention du Gouvernement français et d'Électricité de France (EDF) de relancer le programme nucléaire français, notamment par le lancement du réacteur nucléaire de 3^{ème} génération EPR (European Pressurized water Reactor, réacteur européen à eau sous pression) conçu par les sociétés française Framatome et allemande Siemens. Ce réacteur est appelé à remplacer les réacteurs existants à partir de 2020. Les réacteurs EPR seront installés comme un réacteur supplémentaire, à côté des centrales existantes.

L'EPR aurait des avantages objectifs: d'une part, il serait plus sûr que les centrales actuelles et, d'autre part, il permettrait de réduire de 10% le prix de l'électricité et de produire moins de déchets radioactifs.

En France, dix sites seraient candidats à un tel réacteur EPR.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser à Madame et Monsieur les Ministres les questions suivantes:

1. Le Gouvernement luxembourgeois, directement concerné par une telle initiative étant donné la proximité de la centrale nucléaire EDF à Cattenom, a-t-il, d'une manière ou d'une autre, déjà été informé par le Gouvernement français de la relance du programme nucléaire français?
2. Notre Gouvernement dispose-t-il éventuellement d'informations concernant la possibilité de voir un réacteur EPR supplémentaire érigé à Cattenom?

Réponse commune (24.11.2003) de Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur et de M. Charles Goerens, Ministre de l'Environnement:

Dans le cadre d'un programme de recherche nucléaire commun franco-allemand, les autorités de ces deux pays ont adopté en 1993 un nouveau référentiel pour les orientations futures concernant la sûreté nucléaire des futures centrales électronucléaires. Cette collaboration franco-allemande fut résiliée en 1998, suite à l'abandon du nucléaire décidé par le Gouvernement allemand.

La 3^{ème} génération des réacteurs à eau pressurisée, le EPR (European Pressurized water Reactor), est issue de la collaboration d'EDF, de Framatome, de Cogema, du Commissariat à l'Énergie atomique et de Siemens qui, pendant quinze années de recherche, ont développé un type de réacteur à eau pressurisée voulant satisfaire à ce nouveau référentiel de sûreté. EDF se propose de remplacer les réacteurs électronucléaires de la 1^{ère} génération du type „Uranium Naturel Graphite Gaz“ et de la 2^{ème} génération, du type Cattenom, par des EPR, au moment où ils auront atteint leur fin de vie utile.

Au cours de 2003, le Gouvernement français a lancé un débat public sur les choix énergétiques. Les conclusions de ces débats aboutiront en 2004 dans une loi d'orientation, qui déterminera le choix français pour les décennies à venir.

Le débat public en France n'étant pas terminé, il est impossible de prévoir si des réacteurs du type EPR verront le jour d'autant plus que leur financement n'est nullement assuré. D'ailleurs, même si le choix devait porter sur le EPR, la construction du premier réacteur ne serait vraisemblablement pas réalisée avant 2015. Ainsi, il semblerait que le choix d'un site pouvant accueillir l'EPR n'est pas à l'ordre du jour. En tout état de cause, le Gouvernement luxembourgeois n'est pas au courant d'une initiative concernant le site de Cattenom.

Il convient de rappeler à cet égard que les réacteurs de la centrale de Cattenom sont encore relativement jeunes, de sorte qu'il est plutôt improbable que, dans un premier temps, une de ses tranches soit remplacée par un EPR.

Question 2448 (27.10.2003) de M. Robert Mehlen (ADR) concernant l'attribution du numéro d'exploitation agricole:

An de Relatiounen tëschent de landwirtschaftleche Verwaltungen an de Bauren- a Wénzerbetriber spillt déi sou genannte Betribsnummer eng wichteg Roll. Well et em de Statut vun deser Betribsnummer relativ vill Onkloerheet gëtt, wollt ech lech, Här Minister, gären des Froe stellen:

1. A wat fir enge gesetzlechen oder reglementareschen Texter sinn de Statut an de Fonctionnement vun dese Betribsnummere festgehalen?
2. Op wat fir enger Basis ass dësen Nummeresystem erëstallt ginn?
3. Wat fir Konditiounen muss en Exploitant erfëllen, fir eng Betribsnummer ze kréien, a wéini kritt hien se oferkannt?
4. Am Fall wou d'juristesche Basis vun dësem System mangelhaft wär, sidd Dir bereet, déi entspreichend Schrëtt ze ënnerhuelen, fir fir déi néideg Kloerheet a Rechtssécherheet ze suergen?

Réponse (26.11.2003) de M. Rémond Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:

1. Le Centre commun de la Sécurité sociale fait depuis longue date usage à des fins administratives de la «Kanenummer» pour identifier les exploitations agricoles. Comme en vertu du règlement grand-ducal du 21 décembre 1991 concernant la détermination du revenu professionnel agricole cotisable en matière d'assurance maladie et d'assurance pension, remplacé en 2003 par le règlement grand-ducal du 6 juin 2003, le Service d'Économie rurale et le Centre commun de la Sécurité sociale sont appelés à gérer un fichier commun constitué des données collectées sur base des demandes de paiements à la surface des différentes exploitations agricoles (le CCSS en vue de la fixation de l'assiette cotisable en matière de sécurité sociale et le SER en vue du calcul de la marge brute standard totale pour chaque exploitation dans le cadre de la loi du 24 juillet 2001 concernant le soutien au développement rural et pour l'allocation de l'indemnité compensatoire), il paraissait logique au département de l'agriculture de reprendre la «Kanenummer» pour l'immatriculation des exploitations.

Ce choix s'est également justifié pour les motifs suivants:

La loi du 24 juillet 2001 concernant le soutien au développement rural reprend dans son article 2 les définitions respectives de l'exploitant agricole, de l'exploitant à titre principal et de l'exploitant à titre accessoire. Parmi les conditions (pour être exploitant à titre principal respectivement exploitant agricole à titre accessoire) figure l'exigence de l'affiliation au régime de la sécurité sociale agricole.

Le règlement (CEE) N°3508/92 du Conseil du 27 novembre 1992 établissant un système intégré de gestion et de contrôle relatif à certains régimes d'aides communautaires prévoit dans son article 2 l'obligation pour chaque Etat membre, dans le cadre de la création d'un système intégré de gestion et de contrôle, la mise en place d'une base de données informatisée.

En vertu de l'article 3 du règlement communautaire précité, cette base de données, dans laquelle sont enregistrées pour chaque exploitation agricole les données provenant des demandes d'aides, doit permettre de consulter d'une façon directe et immédiate les données relatives au moins aux trois dernières années civiles et/ou campagnes consécutives.

A noter que l'article 7 du règlement (CE) N°1259/1999 du Conseil du 17 mai 1999 ainsi que l'article 29 du règlement (CE) N°1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 obligent les États membres à ne pas effectuer des paiements en faveur de personnes au sujet desquelles il est établi qu'elles ont artificiellement créé les conditions requises pour bénéficier de paiements.

2. En principe ladite «Kanenummer» résulte d'un système géographique et se compose de six chiffres dont les trois premiers déterminent la localité dans laquelle se trouve l'exploitation agricole et les trois autres forment le numéro courant de l'entreprise dans la localité en question.

3. Une demande de création d'une exploitation de même que toute autre modification portant sur l'exploitation (clôture, changement de statut de l'exploitant,...) est adressée au Service d'Économie rurale qui vérifie la demande quant à sa conformité aux dispositions légales et réglementaires, procède aux modifications dans le fichier des exploitations agricoles et transmet les modifications au Centre commun de la Sécurité sociale afin que celui-ci puisse les intégrer dans son propre fichier.

Le contrôle opéré par le Service d'Économie rurale concerne les conditions relatives à l'exploitation et à l'exploitant telles que précisées à l'article 2 de la loi du 24 juillet 2001 concernant le soutien au développement rural. Par ailleurs, il est vérifié si l'exploitant n'a pas créé artificiellement des conditions pour obtenir un avantage non conforme aux objectifs d'un régime de soutien précis. Le contrôle est effectué par un groupe de travail composé de représentants des différents services du Ministère de l'Agriculture et du Centre commun de la Sécurité sociale qui se réunit régulièrement pour traiter des cas à problème en matière de création ou de reprise d'exploitations, mais également et de manière plus générale en matière d'interprétation des notions d'«exploitant agricole» et d'«exploitation agricole» en se

basant sur des lignes directrices comprenant des exigences minimales relatives aux questions sus-visées. Les demandes de fusions sont examinées par la Commission économique et technique.

Les demandes de création d'une exploitation sont transmises, après le contrôle précité, au Centre commun de la Sécurité sociale qui procède alors à l'attribution d'un numéro.

Il y a lieu de préciser que la reprise d'une exploitation entraîne l'attribution d'un nouveau numéro d'exploitation de façon à garder un historique des cotisations de l'exploitant cédant. L'exploitant cessionnaire se voit attribuer un nouveau numéro d'exploitation sauf s'il s'agit d'un membre de la famille.

4. Il résulte des explications qui précèdent que le système de la gestion des numéros d'exploitation est basé sur les quatre textes pré-mentionnés.

Compte tenu de l'interdépendance des données intégrées dans les différents fichiers, le système mis en place assure la cohérence nécessaire à une gestion efficace.

Chamber TV

weist all
öffentlech Sëtzung
live an integral

An der Gemeng Bartreng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Walfer
um Kanal S29 / 367.25 Mhz

Zu Biver an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bërmereng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 Mhz

Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Nidder- an Uewerfeelen
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng
Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hieffenech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hesper
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Kielen (& Brameschhaff),
Keespelt, Meespelt,
Ollem a Nouspelt
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Mamer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Manternach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Medernach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz